

150

Le deutschemark
a dépassé
2 francs
LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 3 CA\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 16 pes. ; Grande-Bretagne, 22 p. ; Grèce, 78 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 ct. ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 30
5, RUE DES ITALIENS
75471 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 6967-23 Paris
Tél. Paris n° 63072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Une voix française plus ferme à l'ONU

M. de Guiringaud, vieux routier des Nations unies, faisait, mercredi, ses premières armes comme ministre français des affaires étrangères à la tribune de l'Assemblée générale. Il y a prononcé un discours qui frappa d'abord par la netteté du propos. Alors que M. Sauvagnargues voyait, l'an dernier, dans l'apparition d'un problème « un problème complexe », une doctrine contraire aux droits de l'homme qui choque profondément notre conscience, son successeur dénonce « un préjudice permanent de la dignité de l'être humain », dont les dirigeants sud-africains devraient « enfin comprendre » qu'il est une constante source de tragédie. Bien que le ministre ait eu quelques embarras à expliquer les ventes d'équipements « électro-mécaniques » français aux Sud-Africains, il renouveau beaucoup plus catégoriquement que par le passé l'engagement de la France de ne pas vendre d'armes à l'apartheid.

Il est vrai que les émeutes d'Afrique du Sud ont obligé tout le monde à durcir le ton. Mais cette fermeté se retrouve ailleurs. M. de Guiringaud parle-t-il de l'Amérique latine ? Ce n'est pas seulement pour saluer les nations de ce continent d'un coup de chapeau traditionnel, mais aussi pour rappeler leurs dirigeants au respect des droits de l'homme et à l'exigence de tolérance. N'y a-t-il dans la politique française, telle que l'a définie le nouveau ministre des affaires étrangères, qu'un changement de ton ? L'accent qu'il a mis sur l'importance de l'ONU, prévisible chez un diplomate qui a passé une bonne partie de sa carrière au palais de verre, n'est pas une simple clause de style. En déplorant la « mode » de « brocarder » l'ONU, M. de Guiringaud fera grincer les dents du côté de l'O.D.R. Sans doute ne se fait-il lui-même pas d'illusions sur l'efficacité de ce que le général de Gaulle appelle un jour « le machisme », mais il considère l'Organisation comme un instrument politique qui a le mérite d'exister.

A propos du désarmement, M. de Guiringaud a prudemment confirmé une évolution esquissée dans des propos antérieurs de M. Giscard d'Estaing. La France (qui boycotte depuis dix-huit ans la conférence de Genève) suit avec intérêt les initiatives émanant de la République fédérale pour une révision des structures de cette entreprise. En clair, elle se réserve de s'insérer aux négociations sur le désarmement si celles-ci ne sont plus accompagnées par le patronage soviéto-américain.

C'est cependant à propos du Proche-Orient et plus précisément du problème palestinien que le discours du ministre des affaires étrangères apporte le plus d'innovation. Non pas qu'il modifie la ligne suivie depuis 1967, mais il la précise et fait un pas de plus.

De longue date, pour le gouvernement français, une solution du problème palestinien est le fondement de tout règlement au Proche-Orient. Le général de Gaulle, juste avant la guerre des six jours, avait averti les Israéliens que, en cas de conflit, cette question, qui n'était qu'une affaire de réfugiés, deviendrait un grand problème national. Georges Pompidou avait fait reconnaître par les Neuf, en 1973, la « légitimité » des droits des Palestiniens. M. Giscard d'Estaing avait dit le premier qu'ils devaient disposer d'une « patrie » (24 octobre 1974). M. de Guiringaud dit aujourd'hui que les Palestiniens doivent disposer d'une « base territoriale » et, « le moment venu, de structures étatiques ». Sans doute, alors que les Palestiniens du Liban, bombardés dans leur camp, sont chassés des montagnes, peut-on traiter avec l'esprit. L'expérience a cependant montré que passer les Palestiniens par profits et pertes procédait d'un raisonnement à courte vue. Qui nierait aujourd'hui que le problème palestinien, ignoré il y a dix ans, est devenu un problème international majeur.

(Lire nos informations page 2.)

Les Palestiniens reconnaissent la perte de leurs positions dans la montagne libanaise

Après avoir rencontré une vive résistance, les forces syriennes ont réussi, avec le concours de leurs alliés phalangistes, à s'emparer des principales localités de la montagne libanaise tenues depuis mars dernier par les forces palestino-progressistes. Ce jeudi matin 30 septembre, les Palestiniens ont reconnu leur défaite, admettant que la plupart de leurs positions avaient été évacuées.

Selon l'agence américaine Associated Press, les forces de gauche ont chargé M. Hassan Sabri El Kholi, représentant de la Ligue arabe, de proposer un cesse-le-feu immédiat.

● AU CAIRE, l'Égypte, qui avait dénoncé mardi l'offensive syrienne, a officiellement demandé mercredi la convocation dans les quarante-huit heures d'une conférence « au sommet » restreinte, que seul le Koweït avait acceptée jeudi en fin de matinée.

● À TUNIS, le président Bourguiba a fait part de son inquiétude devant la nouvelle dégradation de la situation au Liban, et demande au président Assad de « déployer tous les efforts afin d'arrêter l'effusion du sang arabe ».

De notre correspondant

Beyrouth. — L'enclave palestinienne de la montagne est tombée en deux jours à la suite de l'offensive syrienne combinée avec un assaut de la droite chrétienne. Radio-Damas a annoncé que l'opération avait pris fin mercredi à 17 heures. En fait, il reste quelques poches de résistance, et deux ou trois villages n'ont pas encore été investis mercredi soir, mais leur situation paraissait désespérée, et, en dépit de leurs communications, les palestino-progressistes ne croyaient pas qu'il serait possible de les défendre. Leur commandement a d'ailleurs donné l'ordre d'évacuation de toutes les positions situées à l'ouest d'Aïnata, c'est-à-dire de la majeure partie de l'enclave. Dès mardi après-midi, on pouvait apercevoir la brigade Al-Jalout de l'Armée de libération de la Palestine se repliant sur Aley, Q.G. des palestino-progressistes dans la région.

La partie de l'enclave qui est encore aux mains de ces derniers est, d'après les sources de l'Armée de libération de la Palestine, le village de Farayya-Cuyoun-El-Ghazal, près du mont Saïmina. Mais, coupée de ses arrières, peu étendue et exposée de tous les côtés, elle ne devrait pas être en mesure de résister longtemps en cas d'assaut.

La rapidité avec laquelle les

positions palestino-progressistes dans la montagne se sont effondrées est surprenante. Implantées dans le secteur depuis mars-avril derniers, les Palestiniens — qui constituaient la majeure partie des forces engagées sur ce front — se disaient déterminés à tenir jusqu'au bout, et leurs fortifications, ainsi que la nature du terrain, laissent croire qu'ils étaient effectivement en mesure de résister plusieurs mois. Leur commandement a opté pour le retrait afin d'éviter de sacrifier les forces restantes de combattants.

Présentée par Damas comme une simple opération de nettoyage effectuée « en association avec l'armée syrienne » par la Saïka (organisation palestinienne rattachée directement à la Syrie et éliminée au Liban par le reste de la résistance lors de la première grande offensive syrienne en juin) et les « avant-gardes de l'armée arabe libanaise » (dépendantes de l'Armée arabe libanaise), l'opération n'avait rallié aucun des deux camps et récupérés par la Syrie dans la Bekaa, l'offensive a été menée essentiellement par les forces régulières de l'armée syrienne.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 7.)

Les relations entre l'U.D.R. et l'Élysée continuent de se dégrader

Les critiques du plan Barre n'ont pas désarmé après les déclarations de M. Giscard d'Estaing

L'allocution radiotélévisée que M. Giscard d'Estaing a prononcée mercredi soir 29 septembre pour appeler la France à l'effort et à la solidarité n'a pas suffi à ramener l'opposition à de meilleurs sentiments. M. Marchais (P.C.F.) n'accepte pas l'argumentation peu sérieuse d'un « homme en difficulté ». M. Estier (P.S.) estime que le bilan qui a été dressé est un « aveu d'échec », et M. Fabre (radicaux de gauche) dénonce une « conception méprisante de la démocratie ».

Au sein de la majorité, le Centre des démocrates sociaux de M. Lecanuet continue de réclamer des mesures fiscales plus hardies, mais c'est surtout l'attitude de l'U.D.R. qui retient l'attention.

Les parlementaires gaullistes — réunis à Rocamadour ont accueilli les propos du chef de l'État moins favorablement que les initiatives de M. Chirac, qui veut être le champion de l'élargissement et de la « transformation »

du mouvement gaulliste et réclame des assises nationales extraordinaires de sa formation. Cette demande de l'ancien premier ministre, sur laquelle le comité central de l'U.D.R. se prononcera le 23 octobre, est dès maintenant acceptée par M. Yves Guénin, secrétaire général, qui s'oppose au chef de l'État en proclamant que « le combat électoral est engagé ».

M. Raymond Barre, premier ministre, qui devait être reçu ce jeudi après-midi par le chef de l'État, assistera le 5 octobre, au Palais-Bourbon, à une réunion commune des trois groupes de la « majorité présidentielle » avant de faire sa déclaration de politique générale sur laquelle il n'engagera pas la responsabilité du gouvernement.

Prénant la parole jeudi matin devant les parlementaires républicains indépendants réunis à Paris, il a tenu à souligner que « l'heure n'est pas pour la France aux manœuvres politiques petites ou grandes ».

Quand le courage fait défaut

Dans son allocution radiotélévisée de mercredi soir, bien peu convaincante et bien peu mobilisatrice, M. Giscard d'Estaing s'est beaucoup moins intéressé aux problèmes de la majorité et, de façon plus générale, à la « politique politicienne » qu'au cours de sa précédente intervention, celle du 25 août.

La volonté persistante de parvenir à la fameuse « description » apparaît certes dans quelques phrases qui, permettant au chef de l'État de condamner « explicitement » l'activisme de M. Chirac (« Pour l'avenir, le dialogue politique », a-t-il écrit, dès 1975, la campagne électorale de 1978 ? Le dialogue non », mais on reste sur sa faim. On a l'impression qu'à trois jours de la rentrée du Parlement (samedi 2 octobre) et à

moins d'une semaine de la déclaration de politique générale de M. Barre (mardi 5 octobre), le président n'ose pas s'adresser à la majorité présidentielle.

Cette méfiance ou ce manque de confiance n'a rien d'insupportable puisqu'il s'agit de la relation entre l'Élysée et l'U.D.R. n'ont pas tendance à s'améliorer, bien au contraire. A Rocamadour, où siègent les parlementaires gaullistes, de rudes discours ont été prononcés mercredi, notamment par M. Pons, ancien ministre, qui se est pas privé de menacer « en cause la gestion présidentielle des dernières années et les propos rassurants tenus par M. Giscard d'Estaing, en 1975, et est allé jusqu'à constater : « Les problèmes essentiels qui se posaient à la France demeurent d'une brûlante actualité. » Quelques heures plus tard, on apprend que M. Chirac, après s'être proposé, le 13 et le 14 septembre, comme champion de la croisade contre « l'adversité », relançait avec vigueur les thèmes de la défense du gaullisme, du « renouveau » et du « rassemblement ».

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 8.)

Les conditions de la confiance

Visiblement agacé par les critiques dont sa gestion, comme ancien ministre de l'économie et des finances, a fait l'objet ces dernières semaines, le président de la République a tenu d'abord, mercredi soir, à répliquer lui-même à ses détracteurs. M. Barre, qui n'avait pas ménagé, le 22 septembre, ses griefs contre le laxisme antérieur, a pu se sentir visé, implicitement, tout comme les dirigeants U.D.R., qui, le matin même, avaient dit péremptoirement, à Rocamadour, leur déception devant la permanence d'une inflation qu'on leur avait si souvent promis de juguler.

L'argumentation de M. Giscard d'Estaing est doublement étonnante : « Vous ne m'auriez pas élu président de la République », si vous n'avez pas été convaincu du bon état de l'économie française. Le verdict populaire pourrait-il donc tenir lieu de satisfait technique ? Et l'opinion n'aurait-elle pas le droit de changer d'avis, quand elle découvre que ses espoirs ont été déçus ?

GILBERT MATHIEU.
(Lire la suite page 11.)

ENCOMBRANTE ALLEMAGNE

IV. — Le « nain » a grandi

Artisan de réformes sociales jugées trop timides par la gauche, le gouvernement social-démocrate-libéral d'Oskar Lafontaine s'efforce de combattre les déceptions suscitées par la politique d'ouverture à l'Est. Celle-ci, il est vrai, a permis de maintenir entre les deux Allemagnes une infinité de liens dont on ne saurait sous-estimer la portée. (Le Monde : des 28, 29 et 30 septembre.)

Bonn. — Il est temps de se souvenir d'une phrase prononcée

De notre envoyé spécial
J.-C. GUILLEBAUD

par Konrad Adenauer peu après la guerre : « Donnez à chaque Allemand une petite maison avec un jardin et la paix règnera à jamais en Allemagne et en Europe. » (1).

Trente ans après, voilà qui est fait.

A la « petite maison avec jar-

(1) Cité par Michel Meyer dans « L'Allemagne inachevée » (éditions Denoël).

din » on a même ajouté la grosse « maison » de l'Église et une panoplie de gadgets beaucoup plus compliqués qu'ailleurs. Hier encore, les voyageurs français repassaient le Rhin un peu envieux mais rassérénés. Une image conforme aux vœux du vieux chancelier s'imposait peu à peu. Celle d'une Allemagne vouée tout entière au culte inoffensif du matérialisme, soucieuse de perfectionner sans cesse sa « grosse machine » productrice, d'envoyer à la rigueur ses businismes à la conquête de nouveaux marchés, et d'une façon générale d'aménager au mieux la « maison » R.F.A. (on n'osait dire la « patrie »). Un ciel sur le modèle américain, l'autre sur le cours de la Bourse de Francfort avec, une fois l'an, la fuite en Volkswagen vers les soleils et les plages de la pagailleuse Europe. Pour l'exotisme. Un pays, en somme, redevenu corpulent mais un peu mou. Définitivement châté à Yalta.

Lorsque, par-dessus le Rhin, les signes de réussite et les néons du « miracle » se mirent à éblouir un peu trop Français, Italiens ou Anglais, ceux-ci repèrent opportunément par la bouche de leurs docteurs en géopolitique que, si la R.F.A. devenait un géant économique, elle ne cessait pas pour autant d'être un « nain » politique. D'ailleurs les alliés veillaient au grain. Tacitement acceptés par l'Est et l'Ouest, un solide et cordon sanitaire à l'égard des phantômes allemands jusqu'à la fin des temps. Le sentiment de culpabilité collective scrupuleusement entretenu par les références incessantes et exclusives au canchener nazis ; le fédéralisme soustrait par les alliés et encourageant une déviation « provincialiste » de la vie politique ; tout cela suffisait à prévenir la moindre tentation « nationale » d'une Allemagne qui, c'était juré, n'aurait d'ailleurs jamais ni vraie armée ni bombe.

(Lire la suite page 4.)

le roman de Max-Pol Fouchet

La rencontre de Santa Cruz

« Au cœur des plus grandes créations, au plus haut des interrogations humaines. »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde



« Ce beau roman nous livre le secret de l'Amérique indienne. »

François Nourissier / Le Point

« C'est un roman. Un roman d'aventures. »

Claude Mauriac / Le Figaro



AU JOUR LE JOUR

LES MOTS ET LES CHOSES

Il y a désormais au sein de la majorité deux conceptions de la chose publique en France. D'un côté, celle du président, pour qui la majorité agit sur les faits et les choses, tandis que l'opposition agit sur les mots ; de l'autre côté, la conception de M. Chirac, qui estime que l'opposition est un fait et une chose, et que

la majorité doit se garder de la résumer à des mots.

Les mots de M. Chirac sont-ils des faits, les faits de M. Giscard d'Estaing ne sont-ils que des mots ? Ne nous payons pas de mots et venons-en au fait : actuellement la majorité est divisée par les mots et elle pourrait l'être bientôt par les faits.

BERNARD CHAPUIS.

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Et pourtant ils écrivent...

La rentrée littéraire d'automne est marquée par l'abondance des premiers romans de jeunes et nouveaux écrivains. Le sort fait aux livres dans les librairies — le plus part n'y restent que l'espace d'une saison ou quelques semaines — n'a pas découragé la cinquantaine de romanciers qui font leurs débuts. Nous avons tenté de savoir qui ils étaient, pourquoi ils écrivaient, pourquoi ils ont tenu à être publiés. Cette enquête ne prétend pas porter de jugement de valeur sur les œuvres. On s'est contenté de poser des questions sur l'acte d'écrire et sur ses rapports avec la vie. Chacun a écrit un interrogatoire, une réflexion sur la littérature, sur ses raisons profondes. Ces nouveaux venus ont perdu l'optimisme de leurs aînés. Les ambitions de l'écriture se sont effritées. L'époque s'y prête mal. On ne porte plus, ou à peine, des

motifs qui fondaient jadis l'entreprise littéraire : la gloire, l'éternité, le changement de la vie... On écrit — avec modestie — pour alléger, sinon vaincre son angoisse. On cherche à retrouver, dans la littérature, le sentiment d'exister. Les nouveaux romanciers de 1976 apportent leur témoignage sur la crise d'identité qui tourmente nos sociétés. Leurs manières sont très diverses, mais ils ont le même désol.

L'autre fait intéressant, c'est la variété de leurs métiers. Certes les gens de plume — journalistes ou professeurs — sont encore la majorité. Mais on trouve parmi eux une importante minorité dont les activités sont assez éloignées de la littérature. Est-ce l'indice d'une évolution, d'un renouvellement ?

(Lire pages 22 à 24. Enquête de FRANÇOIS BOTT.)

DIPLOMATIE

LE DISCOURS DE M. DE GUIRINGAUD DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

- **Problème palestinien** : des « structures étatiques le moment venu »
- **L'apartheid** : un « mépris persistant de la dignité humaine »
- **Sud-Est asiatique** : pour un ensemble régional neutre

Le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, prend la parole ce jeudi 30 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies. Outre M. de Guiringaud, l'Assemblée a notamment entendu, mercredi, le secrétaire au Foreign Office, M. Crosland, confirmer la convocation par la Grande-Bretagne d'une conférence sur la Rhodésie.

D'autre part, écrit notre correspondant Louis Wijnizel, le président de l'Assemblée générale, M. Amersinghe, a réagi

Voici les principaux passages du discours prononcé, mercredi 29 septembre, aux Nations unies, par M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.

Le ministre évoque d'abord « les foyers de crises ouverts ou potentiels ».

● LE DRAME LIBANAIS :

« Je veux réaffirmer ici qu'il ne peut exister de solution à la crise libanaise qui ne soit fondée sur le respect de l'unité, de l'intégrité et de la souveraineté du pays. Le gouvernement français demeure, pour sa part, disponible et en particulier disposé à favoriser la tenue de toute rencontre ou toute recherche de réconciliation qui suppose évidemment la cessation effective des combats. Dans cette perspective, il maintient un contact étroit avec toutes les parties au conflit.

« Profondément affectés par les épreuves qu'endure le peuple libanais tout entier, nous nous sommes efforcés de lui apporter une aide humanitaire. Des secours sont octroyés aux ressortissants libanais résidant provisoirement en France et des quantités importantes de médicaments sont envoyées au Liban même. Nous nous tenons prêts, par ailleurs, à apporter notre contribution à la reconstruction du Liban, en liaison avec nos partenaires de la Communauté européenne. »

● LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE :

« Mais la solution du drame libanais ne peut être dissociée de celle du problème palestinien et du conflit israélo-arabe dans son ensemble. Ces trois questions sont en fait indissolublement liées. C'est pourquoi l'engagement de nos dernières, nous réaffirmons à la fois la nécessité d'appliquer les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité (1) et le caractère fondamental de la question palestinienne, quels qu'en soient les aspects : éducation des territoires occupés par Israël en juin 1967, reconnaissance du droit des Palestiniens à une patrie, droit de tous les États de la région, y compris Israël, à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties. »

● LE PROBLÈME PALESTINIEN :

« Le fondement de tout règlement juste et durable se trouve, en effet, dans l'application de ces principes, notamment en ce qui concerne les Palestiniens. Ce peuple, qui a grandi dans les épreuves et a vécu désormais sa place de partenaire nécessaire pour toute négociation. Il apparaît de façon évidente qu'une solution du conflit n'est possible qu'à la condition que le droit légitime du peuple palestinien à l'expression de son identité nationale s'inscrive dans les faits. Mais comment concevoir l'exercice de ce droit sans une base territoriale qui pourrait, le moment venu, être dotée de structures étatiques ? »

● CHYPRE :

M. de Guiringaud dit que la contribution du secrétaire général lui paraît « indispensable » pour « obtenir une reprise authentique et le progrès des négociations entre les communautés chypriotes ». Il poursuit :

« LA DÉTENTE TELLE QU'ELLE EST PRATIQUEE PAR M. KISSINGER NE PEUT CONDUIRE QU'À LA CATASTROPHE »
déclare M. André Amalrik en visite à Paris

En visite à Paris, l'écrivain soviétique André Amalrik était mardi 28 septembre l'hôte de déjeuner de la presse anglo-américaine. Paraissant plus jeune que ses trente-huit ans, l'auteur de *L'U.R.S.S. survivra-t-elle en 1984 ?* a répondu avec aisance, mais aussi sans ménagement, à toutes les questions, et d'abord sur la politique étrangère américaine : « La détente telle qu'elle est conçue et pratiquée par M. Kissinger et qui consiste à consolider tout ce qui est mauvais à l'Ouest comme à l'Est, ne peut conduire qu'à la catastrophe », a-t-il dit, précisant cependant que le mouvement démocratique soviétique, dont il se veut le représentant, est favo-

la à la sauvegarde un problème dont on n'attendait pas une solution aussi rapide. L'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), qui a aux Nations unies le statut d'observateur, avait fait connaître son intention de demander à participer aux débats. M. Amersinghe a déclaré inopinément qu'il n'était pas favorable à ce que des observateurs soient autorisés à prendre la parole au cours des débats car cela créerait des précédents, mais que, en revanche, il avait l'intention

● L'ASIE DU SUD-EST :

« L'observateur, toutefois, qu'en Asie du Sud-Est, où les armes enfin se sont tues, la possibilité existe que les principes de notre charte trouvent aujourd'hui leur application féconde. Que peut-on, en effet, souhaiter plus ardemment pour l'Asie du Sud-Est, si ce n'est un ensemble régional permettant l'indépendance et se développer la coopération dans un esprit de tolérance ? L'amélioration récente des rapports bilatéraux entre les divers États de la région permet d'entretenir l'espoir que le temps viendra d'une concertation libre et harmonieuse, et que, dans le respect mutuel, pourra s'édifier un ensemble régional permettant à la fois d'assurer la neutralité du Sud-Est asiatique tout entier et de conjuguer les efforts pour relever le défi du développement.

● L'APARTHEID :

« La France, qui tient à la redonner au plus grande fermeté, rejette et condamne la politique d'apartheid. Les incidents tragiques de ces derniers temps devraient enfin faire comprendre aux responsables sud-africains qu'un mépris persistant de la dignité de l'être humain constitue en lui-même une source de conflits permanents entre les hommes, qui pourrait entraîner des conséquences graves pour l'humanité tout entière. »

● LE NOUVEAU ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL :

« Ici même, au fil des ans, j'ai été témoin de l'importance croissante donnée au développement économique par les États qui, par les voies de la démocratie, conduisent à l'indépendance, si tel est le vœu de la population. Je crois que nos intentions sont désormais comprises. C'est la volonté de tous les États qui appellent de leurs vœux cette évolution et apportent leur contribution au fur et à mesure des échéances qui se présentent. « (...) Mettre enfin les États africains en mesure d'améliorer rapidement le sort de leur population, devrait être une priorité absolue. C'est la tâche que nous nous proposons de poursuivre à partir desquels s'organise la politique africaine de la France. Ainsi le président de la République a-t-il récemment proposé la création d'un fonds de promotion de l'Afrique. (...) La nécessité de conférer une priorité aux problèmes du développement nous conduit enfin, tout naturellement, à nous interroger sur la coopération internationale et sous un angle pour des puissances extérieures au continent. »

● L'AMÉRIQUE LATINE :

« L'Amérique latine, elle aussi, aspire à définir plus nettement encore sa propre identité. Les affinités que nous lient à ces peuples nous rendent particulièrement sensibles à la dignité de la personne humaine et à l'exigence de tolérance que notre charte réclame et dont, nous le savons, les nations latino-américaines ont si fréquemment donné l'exemple. »

● LE DESARMEMENT :

« (...) Certaines initiatives s'ébauchent (...) pour une réduction des armements. (...) L'entreprise du désarmement, nous le savons, est une tâche immense. Elle nécessite la coopération de toutes les catégories, militaires et civiles, sous une surveillance internationale efficace. »

● LES NATIONS UNIES :

« Il est de mode, depuis l'origine même des Nations unies, de critiquer, voire de dénigrer notre Organisation pour ses insuffisances et sa relative inefficacité. (...) Je voudrais dire ici que la France ne partage pas ce scepticisme. Elle considère l'Organisation des Nations unies comme un instrument indispensable et irremplaçable du dialogue et de la coopération entre les peuples de la terre. (...) L'Organisation doit devenir réellement mondiale, c'est-à-dire qu'elle doit accueillir les États qui se présentent, dès lors qu'ils remplissent les critères admis du droit international et qu'ils se déclarent prêts à respecter la charte. (...) La France, poursuit M. de Guiringaud, salue avec plaisir l'adhésion des Seychelles et souhaite celle de l'Angola. De même, ajoute-t-il, elle se prononce contre toute tentative d'exclusion ou de suspension. Quels que soient les griefs invoqués à l'encontre de ceux qui demeurent aux Nations unies, les extrêmes ne faciliteraient en rien la recherche de règlements, bien au contraire (...). »

(1) Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité après la « guerre de six jours » (1967) et la « guerre d'Octobre » (1973).

de leur permettre d'utiliser le droit de réponse pendant dix minutes, au cas où le discours d'un orateur les mettant en cause le justifierait. Cette décision est très controversée dans les couloirs de l'ONU.

M. de Guiringaud doit rencontrer, ce jeudi, son collègue soviétique Gromyko. Il se rendra à Washington où il sera reçu à dîner par M. Kissinger et aura un entretien avec le président Ford.

aujourd'hui décidées à travailler ensemble. A cette fin, se créent des structures et des institutions, au lieu d'être fixées une fois par toutes, se développent lentement mais sans trêve. (...) »

● LES COMORES :

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est inscrit dans notre charte. Il a guidé toute notre politique en matière de décolonisation (...). Aux Comores, la France a appliqué scrupuleusement ce principe et elle entend y demeurer fidèle. Bien que nous n'ayons fait obstacle à l'indépendance de l'État comorien aux Nations unies, son attitude, souvent, n'a pas été comprise. Je ne veux pas revenir sur des malentendus qui nous ont fait souffrir. Le passé est ce qu'il est, nous ne pouvons que l'accepter. Je veux dire que le statut qui sera proposé pour Mayotte au Parlement sera le fruit de recherches précises, ouvertes les chances de l'avenir dans le respect du vœu des populations. »

● LES APARS ET LES ISSAS :

« Dans le Territoire français des Apars et des Issas, la France a engagé un processus qui, par les voies de la démocratie, conduira à l'indépendance, si tel est le vœu de la population. Je crois que nos intentions sont désormais comprises. C'est la volonté de tous les États qui appellent de leurs vœux cette évolution et apportent leur contribution au fur et à mesure des échéances qui se présentent. (...) Mettre enfin les États africains en mesure d'améliorer rapidement le sort de leur population, devrait être une priorité absolue. C'est la tâche que nous nous proposons de poursuivre à partir desquels s'organise la politique africaine de la France. Ainsi le président de la République a-t-il récemment proposé la création d'un fonds de promotion de l'Afrique. (...) La nécessité de conférer une priorité aux problèmes du développement nous conduit enfin, tout naturellement, à nous interroger sur la coopération internationale et sous un angle pour des puissances extérieures au continent. »

● L'AMÉRIQUE LATINE :

« L'Amérique latine, elle aussi, aspire à définir plus nettement encore sa propre identité. Les affinités que nous lient à ces peuples nous rendent particulièrement sensibles à la dignité de la personne humaine et à l'exigence de tolérance que notre charte réclame et dont, nous le savons, les nations latino-américaines ont si fréquemment donné l'exemple. »

● LE DESARMEMENT :

« (...) Certaines initiatives s'ébauchent (...) pour une réduction des armements. (...) L'entreprise du désarmement, nous le savons, est une tâche immense. Elle nécessite la coopération de toutes les catégories, militaires et civiles, sous une surveillance internationale efficace. »

● LES NATIONS UNIES :

« Il est de mode, depuis l'origine même des Nations unies, de critiquer, voire de dénigrer notre Organisation pour ses insuffisances et sa relative inefficacité. (...) Je voudrais dire ici que la France ne partage pas ce scepticisme. Elle considère l'Organisation des Nations unies comme un instrument indispensable et irremplaçable du dialogue et de la coopération entre les peuples de la terre. (...) L'Organisation doit devenir réellement mondiale, c'est-à-dire qu'elle doit accueillir les États qui se présentent, dès lors qu'ils remplissent les critères admis du droit international et qu'ils se déclarent prêts à respecter la charte. (...) La France, poursuit M. de Guiringaud, salue avec plaisir l'adhésion des Seychelles et souhaite celle de l'Angola. De même, ajoute-t-il, elle se prononce contre toute tentative d'exclusion ou de suspension. Quels que soient les griefs invoqués à l'encontre de ceux qui demeurent aux Nations unies, les extrêmes ne faciliteraient en rien la recherche de règlements, bien au contraire (...). »

(1) Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité après la « guerre de six jours » (1967) et la « guerre d'Octobre » (1973).

AFRIQUE

Sahara occidental

Les dirigeants du Polisario retardent à nouveau la libération de MM. Dief et Ségué

De notre correspondant

Alger. — « MM. Dief et Ségué seront libérés dans un délai de quinze à vingt jours. Les modalités de leur libération seront précisées ultérieurement. » C'est ce qu'a déclaré le commandant Ibrahim Ghali Quid Mostefa, ministre sahraoui de la défense, dans une conférence de presse, le mercredi 29 septembre, corrigeant ainsi ce que nous avons dit précédemment un porte-parole du Front Polisario (le Monde du 28 septembre). M. Mostefa a rappelé que dès novembre 1975 le Front Polisario avait publié des mises en garde précisant que le Sahara occidental était une zone militaire et que les étrangers qui s'y trouvaient seraient traités comme des prisonniers de guerre. « En outre, a-t-il dit, les deux captifs français ont été capturés alors qu'ils se trouvaient avec des forces d'invasion marocaines. Nous aurons du les traiter comme des prisonniers de guerre, mais en raison des rapports d'amitié avec le peuple sahraoui nous leur avons réservé un traitement de faveur. » A la question de savoir si leur détention pendant deux mois visait à « donner une leçon » au gouvernement français ou à « faire pression sur lui », M. Mostefa n'a pas répondu directement. Il a cependant reproché à ce gouvernement sa position : « Il n'avait ni à contribuer au massacre d'un peuple, de notre peuple, ni même à l'accepter. La France a des intérêts dans tous les pays de la région. Son gouvernement aurait dû ne pas être partie dans le conflit ; il aurait dû être neutre vis-à-vis des différents protagonistes. »

Après avoir dit que le ministre avait affirmé que la campagne d'été des Sahraouis avait été un succès, il a précisé qu'à la mi-septembre cinq officiers d'origine sahraoui ont été chargés par Hassan II de recruter chacun deux cent cinquante hommes, sur des bases tribales, pour tenter d'empêcher les maquisards du Front Polisario de porter la guérilla dans le Sud marocain. Selon lui, les cinq officiers n'ont guère réussi dans leur mission. Il a également expliqué qu'à partir de juillet les troupes marocaines avaient mis au point un nouveau système de défense consistant à utiliser les Sahraouis comme « boucliers » en les plaçant en tête et en queue des convois et autour des campements des FAR (Forces armées royales). « Mais ils n'ont pas réussi, a-t-il dit. Ainsi, entre Bir-Zaouar et Dakhla (Villa-Cinéma), nous avons attaqué un grand convoi, tué cent quinze Marocains et libéré vingt-cinq Sahraouis. Prés d'El-Aoun, nous avons sauvé

vingt de nos frères, et fait de nombreux morts et blessés marocains. » M. Mostefa a enfin déclaré que dans « les territoires occupés sont menacés d'extermination et de famine ». Le convoi des hôpitaux, a-t-il dit, ont été transformés en garnisons militaires, de sorte que nombre de Sahraouis malades succombent. « C'est pourquoi, a-t-il conclu, les 18 et 19 septembre, des manifestations ont eu lieu à Smara, El-Aoun et Boujdour, aux cris de « Vive le Front Polisario », « Déhors, les envahisseurs ». PAUL BALTA.

Angola

APPEL À LA VIGILANCE CONTRE LES « INFILTRATIONS DE L'IMPERIALISME »

Lunda (A.F.P.). — M. Lucio Lara, secrétaire du bureau politique du Mouvement populaire de libération de l'Angola, a lancé mardi 28 septembre un appel à la vigilance, affirmant que l'Angola était entourée « par l'imperialisme de tous côtés, et jusqu'à la mer ».

M. Lara a précisé qu'à l'est, « en dépit des relations cordiales qui se sont finalement instaurées avec les pays voisins, il y a encore des infiltrations ». Au nord, a-t-il ajouté, « nous avons des nouvelles inquiétantes », et au sud Pretoria est « toujours plus agressive ». M. Lara, qui n'a pas précisé la nature des « infiltrations », a souligné que l'Angola devait également rester vigilant à l'ouest, car « nous ne savons pas ce qui peut venir de l'Atlantique-Sud ». En août dernier, l'organe gouvernemental *Journal do Angola* avait dénoncé « la tentative des États-Unis d'assurer leur hégémonie dans l'Atlantique-Sud ». Le journal critiquait également la coopération entre le Sud et l'Afrique du Sud, dans le domaine de l'énergie nucléaire.

PRÉCISION. — Dans la note sur M. Nyerere publiée dans le Monde du 28 septembre, les mots « né en 1922 dans une famille de bergers » donnaient l'impression que le président de la Tanzanie était d'origine sociale modeste. En fait, le père du chef de l'État était le chef d'une des principales tribus pratiquant l'élevage.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● L'ÉCRIVAIN ET ESSAYISTE ARGENTIN JORGE LUIS BORGES, âgé de soixante-dix-sept ans, vient d'être nommé membre honoraire de la faculté de philosophie de l'université de Chili. Il s'est rendu à Santiago le 21 septembre dernier et, à ce titre, y a prononcé un discours. Borges avait été décoré au début du mois de septembre, par l'ambassadeur du Chili à Buenos-Aires, de l'ordre du Mérite chilien Bernardo O'Higgins.

Iran

● DEUX « TERRORISTES » IRANIENS, un homme et une femme, ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi 29 septembre à Téhéran, au cours d'un accrochage avec la police. Il s'agit de bonne source mercredi.

Un troisième « terroriste » a été fait prisonnier au cours de cet affrontement, qui s'est déroulé sur la place du Parlement, dans le centre de la ville.

Japon

● LA RESTITUTION DU MIG-25, à bord duquel le pilote soviétique Viktor Belenko s'est posé au Japon, va faire l'objet de négociations avec l'U.R.S.S., a déclaré mercredi 29 septembre, M. Miki, premier ministre japonais. M. Belenko a confirmé son intention de demeurer aux États-Unis à des membres de l'ambassade soviétique à Washington, au cours d'une entrevue organisée mercredi dans un bureau du département d'État.

La caution des professionnels.

elipron

AFRIQUE

LE RÈGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIE Londres va convoquer sans délai une conférence sur la mise en place du gouvernement de transition

La Grande-Bretagne a décidé, mercredi 29 septembre, de convoquer immédiatement une conférence chargée d'étudier la formation d'un gouvernement de transition en Rhodésie. Cette initiative n'avait encore suscité aucune réaction à Salisbury jeudi en fin de matinée.

En annonçant, mercredi après-midi, à Londres, la décision britannique, M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, a précisé qu'elle avait été prise « afin de consolider le progrès considérable — déjà réalisé — et de proposer que la conférence ait lieu dans un délai de deux semaines — dans n'importe quel endroit d'Afrique australe acceptable par les parties intéressées ». Il a invité celles-ci à lui faire connaître « sans délai » les noms de leurs « représentants » à la conférence.

Il allait charger M. Ivor Richard, actuel ambassadeur britannique à l'ONU, d'en assurer la présidence.

M. Crosland a indiqué, au sujet d'un éventuel voyage à Salisbury de son adjoint, M. Ted Rowlands, qu'il reprendrait lui-même contact

avec M. Ian Smith. Il s'est refusé à tout engagement précis, se bornant à confirmer le prochain voyage de M. Rowlands en Rhodésie, où ce dernier doit rencontrer le président Nyerere.

Le président mozambicain, M. Samora Machel, a réagi, dans une interview publiée ce jeudi par le « Times », que « la guérilla se poursuivra en Rhodésie, au moins jusqu'à l'établissement d'un calendrier précis pour la passation des pouvoirs ».

A New-York, M. Henry Kissinger a salué, mercredi, l'initiative britannique comme une « décision sage ». Le secrétaire d'Etat s'est, d'autre part, entretenu avec M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), en marge du débat au Conseil de sécurité de l'ONU sur le problème namibien. M. Kissinger a formulé l'espoir qu'une conférence sur la Namibie puisse se tenir à Genève. Cependant, selon notre correspondant aux Nations unies, le secrétaire d'Etat accorderait la priorité au problème rhodésien.

La longue marche vers l'unité des nationalistes

Salisbury. — Dans la perspective d'une conférence constitutionnelle, les leaders africains ont repris récemment leurs pourparlers pour tenter, sinon de refaire leur unité, du moins de définir une plate-forme commune face à leurs futurs interlocuteurs européens. M. Joshua Nkomo, chef de file de la tendance modérée du mouvement nationaliste (ZANU), vient de rencontrer, à Salisbury, un autre chef de file, M. Robert Mugabe, porte-parole de ceux qui mènent la guérilla, et que les deux hommes se rencontreraient de nouveau bientôt. Leurs représentants doivent se retrouver en fin de semaine à Maputo (Mozambique) pour y discuter d'un « pacte militaire » — l'expression est de M. Mugabe — avant d'aborder les questions politiques.

Cette deuxième négociation, entre Africains cette fois, est d'autant plus importante que ses résultats auront une influence déterminante sur la transition vers l'indépendance.

On prête à M. Smith un propos selon lequel, si les Africains ne

De notre envoyé spécial

Rhodésie parvenait à s'entendre, son gouvernement « perdrait toute marge de manœuvre ». L'exception de l'évêque Muzorewa, les principaux dirigeants africains de Rhodésie viennent de passer une dizaine d'années, soit en prison soit en exil. Jusqu'à la date de l'indépendance du Mozambique, le régime européen de Salisbury a pu prévenir, avec l'aide de Pretoria, toute action sérieuse de la guérilla. L'unité du mouvement nationaliste ne s'est jamais vraiment réalisée et ni la prison, ni le maquis, ni l'exil n'ont encore fait apparaître un chef dont l'autorité s'impose à tous.

L'éventail actuel de la classe politique africaine cache mal, sous des sigles nouveaux, des divisions qui remontent au moins au début des années 1960. En décembre 1971, à l'invitation de plusieurs chefs d'Etat africains, les trois mouvements nationalistes bannis par le gouvernement Smith — la ZANU, la ZAPU et le FROLIZI (1) — ont accepté, pour la forme, d'être réunifiés par l'African National Council (A.N.C.), organisation créée en 1971 par l'évêque Muzorewa et autorisée par Salisbury.

Le semblant d'unité n'a pas fait long feu et l'on entend dire depuis la scission de l'A.N.C. en septembre 1975, M. Nkomo en préside l'« aile interne », et l'évêque Muzorewa l'« aile externe ». La distinction n'est pas exacte. Si l'évêque a aboli l'exil volontaire, il n'a pas, son état-major est demeuré presque au complet à Salisbury. C'est à partir de Bulawayo, un fief de longue date, qu'il opère avec tout l'équipage de M. Nkomo.

Il n'est pas plus exact d'opposer « Muzorewa le militant » à « Nkomo le modéré ». L'évêque méthodiste est, avant tout, un conservateur qui, vu un peu plus de deux ans, négocierait encore avec M. Smith l'offre d'un tiers des sièges au Parlement de Salisbury, faite aux représentants élus par l'élite africaine. (Ils ne sont que seize sur soixante-dix dans l'assemblée actuelle.) A cette époque, M. Nkomo (ZAPU) était sa dixième année de détention au même titre que M. M. Ndabeni, Sithole et Mugabe (ZANU). La neutralisation par le régime européen de l'élite politique et de la guérilla africaine avait propulsé sur le devant d'une scène politique africaine vide un scolarisé assez effacé.

En fait, le clivage essentiel s'est opéré en 1963, deux ans avant la rupture entre Salisbury et Londres. Fondée l'année précédente par M. Nkomo, et battue au bout de huit mois, la ZAPU est alors perdue une fraction de ses militants qui ont formé la ZANU, dont les animateurs étaient au départ le pasteur S. Sithole, M. M. Robert Mugabe, Herbert Chitepo et Edson Sithole. Chitepo a été assassiné l'an dernier à Lusaka (Zambie). M. Edson Sithole est parti depuis le début de cette année, et le pasteur Sithole, qui a longtemps fait figure de personnage-clé, semble avoir été mis à l'écart depuis quelques mois.

Une opposition ethnique latente

Créé en 1970 par M. James Chikere, le FROLIZI n'a jamais été que l'une des tentatives avortées de réunification des deux frères ennemis, la ZANU et la ZAPU. Son influence est faible sur le terrain : la guérilla, des années 1972-1974 a été le fait, avant tout, de l'aile armée de la ZANU, et elle n'a connu que des succès limités dans le nord et le nord-est du pays. La lutte armée menée cette année, surtout sur la frontière du Mozambique, par la ZIPA (1) semble être assurée en partie par des cadres de la ZANU. Depuis sa fondation, en 1975, la ZIPA recrute surtout dans l'est et le centre du pays, zones traditionnelles d'indépendance de la ZANU. Une tentative de commandement intégré, comprenant des représentants de la ZANU et de la ZIPA, semble

Antagonismes ethniques

La faiblesse et les divisions sociales de l'élite africaine des nationalistes renforce le risque de réalignement de leurs troupes sur des critères ethniques. Sous la dénomination de « Matshona », les « blancs » de l'élite africaine sont divisés en deux camps : les « Matshona », qui sont les « blancs » de l'élite africaine, et les « Shangaan », qui sont les « noirs » de l'élite africaine. Les « Matshona » sont divisés en deux camps : les « Matshona », qui sont les « blancs » de l'élite africaine, et les « Shangaan », qui sont les « noirs » de l'élite africaine. Les « Matshona » sont divisés en deux camps : les « Matshona », qui sont les « blancs » de l'élite africaine, et les « Shangaan », qui sont les « noirs » de l'élite africaine.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Pologne

LE « COMITÉ DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS » N'EST PAS RECONNU PAR LES AUTORITÉS

Le président de la Diète polonaise a opposé une fin de non-recevoir, mardi 28 septembre, à la demande d'agrément formulée par les fondateurs du Comité de soutien aux travailleurs victimes de la répression, constitué le 23 septembre. Outre les dix intellectuels élus lors de l'Assemblée (30 septembre), quatre autres personnalités figurent parmi les initiateurs de ce groupe : une avocate, M. Steinsberg ; M. Adam Szczygielski, professeur d'histoire ; le peintre Ziembinski et le Père Jan Zieja.

D'autre part, des précisions sont parvenues à Paris sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé, en septembre, le procès des ouvriers condamnés pour les émeutes de Radom. A deux reprises des groupes de jeunes tentèrent d'assister au procès. Une première fois ils furent appréhendés dès leur entrée dans la salle et emmenés, menottes aux mains, au commissariat voisin, où l'un d'eux, Ludwik Dorn, fut traité de « juif » et assés à table. Il a porté plainte. Une seconde fois le groupe put assister au procès, mais fut appréhendé à la sortie du tribunal ; tous les membres, notamment M. M. Dorn et Marek Tomczyk, furent battus, en particulier sur la plante des pieds. Les familles des accusés avaient été également dissuadées d'assister au procès, mais elles passèrent outre aux avertissements.

Grande-Bretagne

Le congrès travailliste condamne le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Personne n'a été surpris, mercredi 29 septembre, de voir le congrès travailliste condamner à une large majorité le principe de l'élection du Parlement européen par le suffrage universel. Ce vote n'aurait d'ailleurs aucune conséquence politique, le gouvernement ayant fait savoir qu'il n'entend pas revenir sur ses engagements et qu'il présentera de toute manière le projet de loi indissoluble à la Chambre des communes.

La décision de Blackpool montre surtout que les cadres militants — et la majorité du comité national exécutif du Labour — restent au fond d'eux-mêmes, d'accepter le verdict du référendum qui a confirmé l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne. Ces « européophobes » éprouvent certes un peu d'embarras à défendre leur position. Comment, au nom de principes socialistes, s'opposer à des élections démocratiques sur lesquelles les adversaires du Marché commun n'ont-ils pas toujours soutenu qu'ils s'opposaient aux institutions de Bruxelles parce que celles-ci étaient trop bureaucratiques et ne respectaient pas les aspirations populaires ?

Aussi les adversaires d'un Parlement européen élu de façon démocratique ont-ils été surpris de voir que l'Assemblée de Strasbourg serait, dans tous les cas, une véritable « escroquerie » ne tenant aucun compte des véritables désirs des citoyens. Sans crainte de se contredire, ils ajoutent qu'un Parlement élu conduirait inévitablement à l'instauration d'un Etat fédéral européen, ce qui n'est pas la fin de la Grande-Bretagne.

Certains de ceux qui ont attaqué le principe des élections directes au congrès de Blackpool ont cependant révisé avec plus de franchise le fond de leur pensée : le combat contre le Parlement

européen n'est qu'un premier pas sur la route menant à la rupture des liens avec la Communauté.

De toute manière, le débat de Blackpool a été dominé beaucoup moins par la logique que par de vieilles passions, les congressistes auraient peut-être admis un peu plus aisément l'idée qu'en envoyant des élus britanniques siéger à Strasbourg, ceux-ci se verraient attribuer une mission pour influencer l'évolution de la Communauté dans le sens souhaité par beaucoup de travailleurs.

Cette affaire a également fourni à la gauche une nouvelle occasion d'attaquer M. Callaghan d'une façon très directe. Cette tâche a été brillamment menée par M. Ian Mikardo, l'un des plus vifs membres du comité exécutif national.

Après avoir, toutefois, il a eu recours à un argument inédit pour combattre les élections au Parlement européen. Selon lui, une telle procédure aboutirait inévitablement à un « massacre » des candidats du Labour, car les Tories seraient, dans l'ensemble, bien plus intéressés que les électeurs travaillistes par la politique européenne. Autrement dit, on aboutirait à une situation où la majorité antisocialiste à l'Assemblée de Strasbourg.

Ayant ainsi semé l'inquiétude dans le cœur des congressistes, il ne restait à M. Mikardo qu'à exposer une « vendetta » longue-méditée. Il a cité en effet un réquisitoire, vieux de quelques années, il est vrai, contre la Communauté en général, et le Parlement européen en particulier. Calculant ses effets, M. Mikardo a fini par se tourner vers les membres du congrès et à la tribune en déclarant que l'auteur de cette diatribe était un certain James Callaghan.

Allemagne fédérale

NOUVELLES RUMEURS DE SCANDALE

Les rapports de M. Strauss avec Lockheed ne seront éclaircis qu'après les élections

De notre correspondant

Bonn. — La campagne électorale se termine dans des rumeurs de scandale, qui atteignent aussi bien le parti social-démocrate que la démocratie chrétienne. Le ministre président de Hesse, M. Oskar Lafontaine, s'apprête à démissionner après les élections. Il est accusé d'avoir couvert des opérations douteuses effectuées par la banque centrale du Land. D'autre part, des sociétés auraient obtenu la concession du parking et des restaurants de l'aéroport de Francfort en échange de dons à un parti social-démocrate de Hesse, allant jusqu'à 1 million de DM.

Mais ce sont les rapports entre M. Strauss et la firme américaine Lockheed qui continuent à faire couler le plus d'encre. Chaque jour apporte son lot de bruits contradictoires, obscurcissant une affaire déjà passablement compliquée. On sait que des dossiers sont portés manquants au ministère de la défense, qui concernent la période où M. Strauss était ministre de la défense (1953-1962).

Le président de la C.S.U. bavaroise a tout d'abord démenti avoir enlevé des dossiers portant sur l'achat des avions Starfighters, fabriqués par Lockheed, puis il a reconnu, le mercredi 29 septembre, qu'il avait fait transporter en 1967 quatre à cinq cents dossiers du ministère de la dé-

fense au ministère des finances, qu'il venait d'occuper dans le gouvernement de grande coalition.

Le chef de cabinet de M. Strauss a montré ces dossiers à la presse mais des quatre à cinq cents, il n'en reste plus aujourd'hui que quarante. Ceux-ci contiennent des coupures de presse ainsi que des lettres de détracteurs ou d'administrateurs. Rien d'essentiel sur le plan politique. Quant aux autres dossiers, selon le collaborateur de M. Strauss, ils ne concernaient pas l'affaire Lockheed.

Des documents sur l'achat des Starfighters, il en existe pourtant, au ministère des finances qui ont, bien entendu, son mot à dire sur le contrat. Jusqu'à maintenant, pourtant, personne ne semble s'être soucier d'y jeter un coup d'œil. Le chef du service anticorruption du ministère de la défense, chargé d'une enquête administrative sur d'éventuels pots-de-vin, ni la Cour fédérale des comptes, qui eut à se prononcer, au milieu des années 60, sur les anomalies du marché passé avec la firme américaine.

Seuls sans doute les documents rapportés des Etats-Unis par M. Erkel, secrétaire d'Etat à la justice, permettront de faire toute la lumière.

DANIEL VERNET.

Espagne

Tandis que les postiers reprennent le travail

UN ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE EST LANCÉ À MADRID POUR LE 1^{er} OCTOBRE

Madrid (A.F.P., Reuters). — Des syndicats et partis de gauche ont lancé mercredi 29 septembre un ordre de grève générale à Madrid pour le vendredi 1^{er} octobre afin de protester contre la mort de M. Carlos Gonzalez Martinez, étudiant de vingt et un ans, qui avait été blessé par balle au cours d'une manifestation le 27 septembre et qui est mort le lendemain à l'hôpital. Selon la police, le jeune homme aurait été victime d'extrémistes de droite.

Plusieurs centaines de jeunes gens ont défilé mercredi dans la rue où l'étudiant avait été blessé, déposant des couronnes sur son trottoir, et des arrêts de travail ont eu lieu dans diverses usines de la capitale. La grève des postiers, qui durait depuis le 22 septembre, reprendra en revanche se terminer. Le directeur des postes a accepté mercredi d'engager des pourparlers avec les représentants des grévistes à la demande personnelle, selon certaines sources, du roi Juan Carlos. Trente-cinq mille employés des postes ont repris le travail mercredi soir, mais la situation ne redeviendra normale que dans plusieurs semaines, en raison du retard accumulé.

Pays-Bas

LA LIBÉRALISATION DE L'AVORTEMENT EST ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE

(De notre correspondant.) Amsterdam. — Bien que l'avortement soit ouvertement pratiqué au Pays-Bas, il reste officiellement interdit par le code pénal. Après de longues années d'une pratique illégale mais pourtant tolérée par la justice, un pas important est fait sur la voie de la libéralisation officielle de l'avortement. Le mercredi 29 septembre, les députés ont approuvé, par 83 voix contre 58, un projet de loi à l'initiative des parlementaires socialistes — qui appartiennent à la majorité gouvernementale — et des libéraux conservateurs de l'opposition.

Mais avant que l'avortement soit officiellement autorisé dans le pays, la loi doit encore être soumise au Sénat, où quelques libéraux conservateurs refusent de suivre leurs collègues du Parlement. L'acceptation de la loi n'est donc pas encore acquise, d'autant plus que le ministre de la Justice, vice-premier ministre, M. Van Agt, catholique convaincu et hostile à l'avortement, doit conférer la loi pour qu'elle paraisse au Journal officiel néerlandais. Il a déjà laissé entendre qu'il pensait refuser de le faire.

M. V. T.

Les Chaussures
YVES SAINT LAURENT
monsieur
sont en vente
dans les boutiques Yves Saint Laurent
dans les principales succursales Bally
et les meilleurs spécialistes.

UE

accidentel

agents du Police
dent a nouveau
M.M. Diet et S.

Anges

VERS LE MON

L'attention
professionnelle

EUROPE

Avant les élections du 3 octobre

Encombrante Allemagne

(Suite de la première page.)
Comme il paraissait — hélas ! — inévitable que les Allemands eussent, malgré tout, le désir « romantique » de ne pas être tout à fait exclus de l'histoire, la mystique européenne apportait un providentiel idéal de remplacement. Les jeunes Allemands des années 60 eux-mêmes ne répétaient-ils pas volontiers « je ne suis pas Allemand, je suis citoyen d'Europe » ? Une Europe qui, dans le dessin gaulliste, ne pouvait être, bien entendu, que conduite par la France, et à la-

quelle la Ruhr, mise au service de la communauté grâce à la CECA (2), devait fournir un jour assez de chevaux-vapeur pour cavalier à égale distance de l'Est et de l'Ouest.
Il semblait alors tout à fait incongru de se demander si quelqu'un pouvait vraiment être à la fois et indéfiniment géant et « nain ». Comme de mettre en doute le postulat selon lequel soixante millions d'Allemands ne caressaient désormais plus d'autre rêve que de devenir autant de Suisses.

Les « leçons » du chancelier

Aujourd'hui, brusquement, tout cet édifice de certitudes paraît jeté à bas. Le ciel de l'Europe est vide et plus personne, de Bruxelles à Strasbourg, n'ose encore rêver d'union politique. Les voisins de l'Allemagne glissent, l'un après l'autre, dans des crises épuisantes. Sans que l'un sache très bien s'il s'agit vraiment d'un grand ou si sa taille bénéficie seulement de l'effet de comparaison, le « nain » allemand paraît soudain, dans ce décor, terriblement grand.

M. Helmut Schmidt, qui appartient de surcroît à la première génération de dirigeants osant assumer sans complexe leur passé dans la Wehrmacht, donne également sans complexe des leçons à ses voisins « maladroits ». Il exige d'eux une politique anti-inflationniste sérieuse. Il menace de rationner les Italiens dont Bonn finance l'interminable « happening » politico-économique. Il sermonne le patronat français aux réflexes « archaïques ». Il élébrise la chaotique dignité des gaullistes. Il n'en faut pas davantage. Relire les journaux depuis un an à la rubrique Allemagne fournit une ininterrompue collection d'évidences : la vieille hantise d'un bloc hégémoniste de quatre-vingt-cinq millions d'Allemands réunis au cœur d'une Europe malade obsède à nouveau. A la vision ingénue d'une Allemagne des tartines beurrées et des fêtes de la bière se substitue — sans transition — le spectre affolant d'un aigle renaissant des cendres de Stalingrad, quoique (provisoirement ?) déguisé en spécialiste du management industriel.
D'où le remue-ménage énorme que suscite, de l'autre côté du Rhin, le moindre glissement « droitier » de la politique allemande et la plus dérisoire outrance de M. Franz Josef Strauss. De nouveau, la phobie anti-allemande fait recette jusque dans certains milieux gaullistes de l'Université. La petite angoisse n'est plus le

privilege exclusif de quelques gaullistes. Comme il est toujours coûteux de reconnaître ses propres maladroits, on met volontiers la « réussite allemande » sur le compte d'une « étrange » et « exotique » de la germanité française. Bref, les sentiments obscurs ajoutés au jargon touffu de la politique européenne envahissent à nouveau une « explication » de la R.F.A. qui mériterait une impeccable clarté.

A Berlin-Ouest, un conseiller politique occidental reconnaît devant nous : « Beaucoup de diplomates, et notamment français, entretiennent les mêmes vieilles craintes au sujet de l'Allemagne. Ils disent : de Gaulle avait raison, le danger viendra un jour des Allemands. Il faut s'entendre avec les Russes... » Il est vrai qu'à Berlin la France paraît de loin la plus vigilante gardienne des prérogatives alliées sur la R.F.A.

Les Allemands, on s'en doute, n'apprécient pas. Les réflexions aigres-douces — voire tout à fait aigres — se multiplient dans une presse qui fait ses délices des armoiries latines. Les interventions brutales du chancelier sur la scène internationale combient, à l'évidence, l'amour propre du petit peuple, dont un journaliste de Hambourg nous disait qu'il avait « envie de se sentir quelqu'un ». En outre, tous les étrangers en relation quotidienne (commerçants, diplomates, journalistes) avec les Allemands notent un changement de ton assez net de leurs interlocuteurs. Le masochisme politique auquel ceux-ci paraissent déjà au passé, « Mettez-vous à notre place, murmurent devant nous un père de famille de Cologne. A l'étranger, on n'aime l'Allemagne que lorsqu'elle a des problèmes. Quand tout va bien ici, cela semble leur catastrophe au-delà des frontières. On ne peut trouver cela normal. »

L'orgueil national

Depuis quelques mois on a pu noter une vague — et encore timide — résurgence des sentiments au moins « patriotiques » en Allemagne. Ce n'est certes pas un hasard si, cette année, les deux grands partis ont fait imprimer les couleurs nationales sur toutes leurs affiches. Les journaux allemands ont consacré la campagne électorale à des résumés de la C.D.U. Le vide psychologique laissé dans le pays par l'effacement d'un certain « rêve socialiste » à la Brandt tend tout naturellement à être rempli par un étrange regain patriotique qui prend, pour l'instant, la forme d'une satisfaction d'être « les meilleurs ». Les nouvelles contraintes du réformisme et l'inclination technocratique que connaît tout Etat moderne entraînent en R.F.A. un lent déperissement du fédéralisme. Celui-ci pourrait bien à terme modifier sensiblement le contenu et le ton de la politique intérieure allemande.

Pour troubler qu'ils soient ces quelques symptômes ne justifient certainement pas les cris d'alarme un peu mécaniques entendus à l'étranger. Pas plus que ne doivent être exagérées les quelques manifestations tout à fait marginales du néo-nazisme ; ni même la surprenante « décontraction » avec laquelle sont désormais publiées outre-Rhin, toutes sortes de littératures sur la période hitlérienne. Vu de Bonn on comprend aisément l'agacement des Allemands devant l'image caricaturale et trentenaire de leur pays qui continue à être donnée à partir de ces éléments.

De même, le fait de signaler quelques symptômes d'une sorte de quête confuse d'un nouvel « orgueil national » ne signifie pas que toute l'Allemagne soit brusquement saisie par le nationalisme. Bien au contraire. Au demeurant, le concept « national » tel que nous le vivons dans la France héritière des Capétiens et

de la Révolution ne saurait avoir la même signification dans une Allemagne qui ne s'est guère sentie nation que durant quelques dizaines d'années : détail trop souvent oublié. La part étant faite des préconceptions électorales, il est bien difficile en R.F.A. de trouver des interlocuteurs vraiment intéressés par des évocations de « l'âme ou de l'identité allemande », ou même sensibles aux références traditionnelles à la réunification dont aucun fait de bon sens ne saurait se dispenser. Il est vrai que peu de pays donnent autant que l'Allemagne l'impression d'être encombrés de choses « non dites ».

A ce genre de question, une jeune femme de Brême, professeur de beaux-arts, nous répondait en schématisant de la main : « Pour moi, cela signifie indiquer cette nationalité sur les fiches d'hôtel. » A Cologne, une dame interrogée sur la réunification nous murmurait en haussant les épaules : « Personne n'y croit plus. Du moins, pas dans un avenir prévisible. Pour mes arrière-petits-enfants peut-être. » Toutes ces réflexions sont encore beaucoup plus courantes que les témoignages de meurtrissures patriotiques.

Alors ? Vision un peu mélangée d'une Allemagne obsédée de bien-être et de jouissances climatisées ou description dramatique d'une Allemagne à nouveau guettée par ses démons ? Ces deux types de réactions françaises paraissent également inacceptables. Peut-on en avoir d'autres ? Au terme d'une longue tournée en R.F.A. et pour autant que valent les très subjectives « impressions » de voyage, on peut au moins tenter de mettre de l'ordre dans quelques idées utiles.

La première est qu'il paraît illusoire d'imaginer une « super-Suisse » comme seul avenir de l'Allemagne. Pour reprendre la belle expression de Joseph Rovani (3), il ne saurait y avoir de « nation sans histoire ». Et sans grand dessin collectif, au-delà des apparences matérialistes,

derrière le bonheur placide des « Spießbürger » (petits-bourgeois) allemands, il est de fait qu'un étrange malaise continue d'être perceptible. Une « difficulté d'être » particulière, un sentiment d'inachèvement, le poids d'un destin trop étroitement bridé. Aucun miracle ne saurait empêcher le « nain » allemand de grandir et, dans le cadre de l'Europe de l'OTAN ou ailleurs, d'investir sa vigueur reconquise.

Le simple poids économique de l'Allemagne et du Deutschland (l'ensemble déjà politiquement et militairement sur ces chemins d'autant plus dangereux, à l'avenir, que sera plus grande notre faiblesse. De ce point de vue-là, M. Michel Debré a raison de le rappeler régulièrement. Il n'y a pas de plus grand risque pour l'Allemagne que la faiblesse française. Voici déjà la R.F.A. placée devant le vieux défi qu'oppose d'un plus toujours l'histoire aux Allemands, à qui ont toujours été interdits les rêves apolliniens. Et cela reste vrai même si la R.F.A. est pour l'instant gouvernée par un chancelier beaucoup plus intéressé par les relations commerciales — y compris avec l'Est — que par les grands projets politiques.

Deuxième puissance occidentale, la R.F.A. jouera donc en Europe et dans le monde un rôle de plus en plus important. Les efforts diplomatiques récents de Bonn dans le tiers-monde seront très certainement poursuivis et amplifiés après les élections. On devine s'habiller à rencontrer à travers le monde des Allemands qui ne seront plus de simples voyageurs de commerce. Dans un autre domaine et quel qu'il soit encore commandés par la double crainte d'un dégellement américain sur le continent et du renforcement de l'armée soviétique, les rapports entre la R.F.A. et les Etats-Unis ne se résumeront pas toujours à une docilité unilatérale.

Mais c'est naturellement au sujet du problème de la réunification que l'on peut se poser les questions les plus délicates. Officiellement la conférence de Helsinki et les concessions faites au nom de l'Ostpolitik ont déamoré cette vieille bombe à retardement. La question de Berlin n'est plus au centre des préoccupations internationales. La diplomatie mondiale — de Pretoria à Séoul — est sollicitée ailleurs et la silhouette du « mur » n'émeut plus grand monde en Europe. En Allemagne même la « réunification », devenue simple attrait de la phraseologie électorale, ne mobilise apparemment plus les mêmes ferveurs. Au point qu'on oublie parfois qu'elle était inscrite au cœur de la politique d'ouverture à l'Est et que M. Willy Brandt lui-même prit grand soin dans ses négociations avec l'Union soviétique de ne rien accepter qui la rendit impossible. Au point d'oublier même que le problème de Berlin demeure intact et que dans le monde de 1976 il n'y a plus que deux pays coupés en deux : l'Allemagne et la Corée.

Réflexion d'un diplomate à Bonn : « Les Allemands ont cette qualité indéniable qui leur permet de ne pas dévier d'un pouce des objectifs qu'ils se sont fixés. Il n'est pas impossible qu'ils réorientent un jour toute leur effort vers la réunification. Si les deux Allemagnes décidaient demain de se rapprocher, qui pourrait les en empêcher ? »

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

FIN

(2) Communauté européenne du charbon et de l'acier.
(3) « L'Allemagne », éditions du Seuil (« Petite Planète »).

CALVITIE?

test une nouvelle méthode de traitement des cheveux perdus, maintenant disponible en France. Pour recevoir tous renseignements, veuillez envoyer le coupon à :

Nom _____
Adresse _____
HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL
502, Eddesall Rd, Sheffield, G-8.

L'évolution du droit marque à la fois une certaine libéralisation et une répression politique accrue

Bonn. — Quand, en 1973, a commencé en République fédérale d'Allemagne la seconde législature du gouvernement de coalition libérale-socialiste, il semblait qu'après avoir consacré trois années à la politique étrangère M. Brandt allait passer à la réalisation de son slogan de 1969 : « Nous voulons aller plus vite ». A la veille des élections du 3 octobre, le bilan est mitigé et même contre-dictoire. Dans de nombreux domaines de la vie sociale et juridique, une incontestable libéralisation s'est produite.

Confrontés à des actes « terroristes », le

gouvernement a toutefois pris des mesures actives annulant les efforts de libéralisation du droit, accomplis à partir de 1968. C'est ainsi que les diverses réformes pénales ont abouti à la réduction des garanties reconnues à la défense et à la définition de nouveaux délits. Tout s'est passé comme si la libéralisation, dans de larges secteurs de la vie sociale, s'accompagnait d'une répression accrue contre tous ceux qui, à des degrés divers, remettent en cause globalement la société. Mais la contradiction n'est peut-être qu'apparente.

De notre correspondant

Le nouveau « code moral » entré en vigueur le 1^{er} janvier 1976 autorise « tout ce qui ne s'écrit pas dans les livres », tout ce qui ne s'écrit pas dans les livres. La pornographie, la prostitution, l'homosexualité, ne sont plus considérées comme des délits ; la vie privée et intime est à l'abri des interventions de l'Etat. Seules les dispositions relatives à la protection des enfants et des jeunes ont été renforcées.

En 1974, le Bundestag avait adopté une loi très libérale autorisant l'AVORTEMENT au cours des trois premiers mois de la grossesse. Le texte fut déclaré contraire à la Loi fondamentale par le tribunal constitutionnel de Karlsruhe après une plainte des élus chrétiens-démocrates. Le législateur s'est alors efforcé d'élaborer la mesure de manière à satisfaire la Haute Cour (le 29 septembre).

Le nouveau code de la famille et du mariage va entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Il assure l'égalité des partenaires au sein du couple et simplifie la procédure du DIVORCE. Celui-ci ne sera plus fondé sur la recherche de la faute, mais sur l'échec du mariage. Le versement d'une pension alimentaire ne dépendra plus de la responsabilité de l'un des conjoints, mais de la situation économique. Depuis l'année dernière, enfin, les époux peuvent choisir comme nom de famille soit le nom du mari, soit celui de la femme. Le Parlement a aussi réformé le droit d'ADOPTION en abaissant de trente-cinq à vingt-cinq ans l'âge minimum des parents, qui peuvent avoir déjà des enfants et en accordant à l'enfant adopté la pleine intégration dans la famille, ce qui n'était pas le cas auparavant.

De la prison aux amendes

Dans un souci de modernisation du code pénal, les petites infractions ont cessé d'être des délits pour devenir de simples contraventions. Les peines de prison inférieures à un mois ont été remplacées par des amendes fixées en fonction de la situation économique du condamné.

Après plusieurs années de dis-

ussions, la REFORME DE LA CONDITION PENITENTIAIRE a été adoptée au début de cette année. Son objectif initial est de rapprocher autant que possible les conditions de la vie carcérale des conditions de la vie normale. Les droits et les devoirs des détenus sont strictement définis par la loi, de telle sorte que la liberté d'appréciation du personnel pénitentiaire est réduite au minimum.

Le droit de visite, de correspondance et de « vacances » est élargi, la punition par envoi au « mitard » est supprimée. A partir de 1977, les détenus qui travaillent recevront une rémunération représentant 5 % de la moyenne générale des salaires. En outre, les bénéficiaires, par étapes, de la sécurité sociale, en 1977 de l'assurance chômage, en 1980 de l'assurance maladie, et en 1986 de l'assurance vieillesse. Enfin, le réseau de maisons d'arrêt sera développé et différencié, notamment par la création de prisons « ouvertes » et de centrales où les femmes enceintes auront la possibilité de garder leur enfant. L'accomplissement de la peine pourrait également se faire dans des groupes de quartier ou de thérapie.

Le revers de la médaille, c'est la DURCISSEMENT DE LA LEGISLATION non seulement contre les « terroristes », mais contre tous ceux qui sont soupçonnés d'être des liens avec l'« extrémisme » (de gauche). La plus sévère de ces mesures est l'interdiction professionnelle qui ferme aux « ennemis de la Constitution » l'accès à la fonction publique. Elle ne date certes pas de la coalition libérale-socialiste, mais sa pratique a été aggravée après 1973, à la suite de la décision des ministres présidents des Länder et du chancelier fédéral, connus sous le nom de « décret contre les extrémistes ».

Les recours aux renseignements généraux, l'espionnage, l'immixtion, se sont parfois étendus à des secteurs sans rapport avec la fonction publique. C'est ainsi que deux jeunes avocats stagiaires de Francfort ont été récusés par ordre, parce qu'ils avaient été dévoués à Schubert, dans le procès Baader. Dans les Länder gouvernés par les libéraux et les sociaux-démocrates, une timide libéralisation est actuellement tentée, mais les Länder chrétiens-démocrates continuent d'appliquer le décret contre les extrémistes dans toute sa rigueur.

La réduction des droits de la défense

Depuis l'année dernière, plusieurs réformes pénales et de procédure civile ont « réduit » les DROITS DE LA DEFENSE ; un avocat ne peut défendre plus un accusé dans la même affaire. Ce principe a été strictement appliqué puisque, par exemple, M. Otto Schilly, avocat de Gudrun Russin dans le procès de Stuttgart, a été exclu de la défense de M. Croissant, inculpé de soutien à une association terroriste. Les accusés ne peuvent avoir plus de trois avocats de leur choix. Les procès peuvent avoir lieu en l'absence des accusés si ceux-ci se sont mis volontairement hors d'état de suivre les audiences. La procédure contre le groupe

QUARTZ BUSINESSMEN
46 bd HOPITAL
PARIS 13

MEDECINE PHARMACIE
octobre à juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année « O »
Cours par Prof. de Fac.
groupes de 15 étudiants par
CHU
au cœur du Quartier Latin
IPEC 45 Bd St Michel
633.81.23 633.45.87

CAPEL fait
del'homme fort
un homme
bien habillé

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.08.
Capel Five Guiche : centre com. Malesherbes 75015 Paris, 538.73.51.
Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75006 Paris, 268.34.21.

Pour une connaissance directe de la Chine
ABONNEZ VOUS A
LA PRESSE CHINOISE
PUBLIEE EN FRANCAIS

PEKIN INFORMATION
(Hédomadaire expédié chaque semaine de Pékin par avion)
1 an : 21.00 F. 2 ans : 31.50 F. 3 ans : 42.00 F.

LA CHINE : Mensuel illustré
1 an : 17.00 F. 2 ans : 25.50 F. 3 ans : 34.00 F.

LA CHINE EN CONSTRUCTION : Mensuel
1 an : 14.00 F. 2 ans : 21.00 F. 3 ans : 28.00 F.

LITTÉRATURE CHINOISE : Mensuel
1 an : 17.00 F. 2 ans : 31.50 F. 3 ans : 34.00 F.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA CHINE : Trimestriel
1 an : 14.00 F. 2 ans : 21.00 F. 3 ans : 28.00 F.

LIBRAIRIE LE PHENIX
72 Boulevard de Sébastopol — 75003 PARIS
C.C.P. 17.217.53 PARIS

l'homme
le plus long
s'habille
chez CAPEL

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.08.
Capel Five Guiche : centre com. Malesherbes 75015 Paris, 538.73.51.
Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75006 Paris, 268.34.21.

PROCHE-ORIENT

BONNES FEUILLES « Le Lion et le Soleil », entretiens avec le chah d'Iran

« Le Lion et le Soleil », tel est le titre d'un livre à paraître prochainement aux éditions Stock (collection « Forain du monde »), qui se présente sous la forme d'entretiens du chah d'Iran avec Olivier Warin. Publié à la veille du voyage officiel de M. Giscard d'Estaing à Téhéran, ce livre interview éclaire divers aspects de la politique intérieure et extérieure du chef de l'Etat iranien. Du chapitre intitulé « l'Hydre marxiste », nous avons extrait les passages suivants :

« Forcément, malgré tout, vous avez des ennemis en Iran. Qui sont-ils ?
— Eh bien, oui, j'ai des ennemis, ces communistes, marxistes islamiques et autres, voilà !
— Combien sont-ils ?
— Oh ! il y en a à peu près trois mille en prison. Mais encore quelques-uns en liberté, sûrement.
— Dangereux ?
— Dangereux, oui : juste assez en tout cas pour flaquer quelques plastiques par-ci par-là, et même tuer des gens. Enfin, ce qui s'est passé pendant toutes ces dernières années.
— Je vous dire dangereux politiquement pour vous...
— Non, je crois que jusqu'à présent ils ont fait le maximum de ce qu'ils pouvaient faire.
— Autrefois, vous vous affirmiez partisan d'un bipartisme à la britannique. Pourquoi aujourd'hui ce parti unique, le « Renouveau » ?
— On parle de parti unique, mais en fait ce n'est pas vraiment un, puisque tous les anciens

partis se sont fondus dans son sein. Ainsi, dans le cadre de ce nouveau parti existent toutes les divergences de vues, et la même possibilité de discussion que dans les régimes multipartites. Mais au moins, une fois que tout aura été dit, que tout aura été discuté, la décision sera prise, et ce sera au nom du parti, donc du pays.
» En effet, c'était ridicule auparavant de voir, lorsqu'un parti faisait une déclaration, l'autre, uniquement par opposition, chercher alors à paraître encore plus acharné à planifier le développement du pays. Leur querelle, au fond, n'avait aucun sens, puisqu'on savait très bien que c'était uniquement pour se quereller qu'ils parlaient, et non poussés par de vraies raisons — comme s'ils étaient obligés de le faire.
— Cela ne voulait pas dire une espèce de concurrence, assez saine, malgré tout ?
— Mais elle existe au sein du parti (...)
— Ce parti unique « Renouveau », est-ce que cela veut dire

« L'opposition réelle, c'est moi-même »
— Alors pourquoi cet ostracisme vis-à-vis d'une opposition impuissante ?
— Vous parlez d'ostracisme : peut-être que, du point de vue européen, c'est le cas, mais chez nous, personne ne peut forcer le peuple à accepter, à digérer qu'on soit contre la monarchie. Il ne comprendrait pas, parce qu'elle est ancrée dans son histoire même ; depuis que nous existons, nous avons toujours connu cette institution-là (...)
— On dit que s'il n'y a pas d'opposition apparente en Iran, c'est qu'elle a été physiquement

qu'en Iran il n'y a pratiquement pas d'opposition, ou bien que cette opposition n'a pas droit de cité au Parlement ?
— Répondons cela. Que veut dire opposition ici ? Opposition au sein du parti, c'est-à-dire opposition à certains exécutants, certains membres de l'exécutif, opposition sur certaines façons d'organiser les choses, opposition, en ce qui concerne la marche de certains ministères, ou même de certains bureaux.
» Mais ce que vous appelez « opposition », c'est-à-dire opposition au régime même, en Iran, ce n'est pas permis par la loi. Par exemple, le communisme est interdit ; toute activité contre le régime monarchique en Iran est interdite. Bien ou mal, c'est ainsi, et cela existait bien avant moi. En résumé, une opposition légale est tout à fait permise, mais, illégale, naturellement non.
— Mais c'est étonnant, parce qu'on a l'impression que le régime n'est pas vraiment menacé.
— Non, pas du tout.

liquidée, comme le parti communiste l'a été, par exemple ?
— Encore une fois, opposition à quoi et à qui ? J'ai quelquefois apprécié moi-même ma propre expression : « L'opposition réelle, c'est moi-même ». Parce que j'étais de critiquer, j'essayais de faire mieux. Avec toutes mes organisations de renseignements, d'investigations, je peux arriver à la racine, à la base de tout défaut. Donc, au fond, l'opposition de Sa Majesté, c'est moi ! Mais c'est une opposition concrète, positive, qui veut mieux faire ; pas une opposition qui, pour l'amour de s'appeler opposition, est destructive, à contrecœur tirée avec tout le monde et jusqu'au-boutiste. Non, ici, l'opposition c'est pour faire mieux.
— Dans le dernier rapport d'Amnesty International (1), l'Iran figure parmi les pays où les violations des droits humains sont continuées d'une manière préoccupante.
— Cela dépend de ce qu'on entend par droit humain. Parce

que je ne sais pas si les lois d'un pays devraient être interprétées par les autres. Nous avons évidemment accepté et voté pour la Déclaration des droits de l'homme, mais on ne peut pas aller plus loin que cela. Pour le reste, ce sont les lois du pays qui comptent. (...)
» Combien y a-t-il de prisonniers politiques en Iran ?
— Je vous l'ai dit, peut-être trois mille.
— Alors, ce sont tous des marxistes ?
— Ah oui ! Personne d'autre.
» Le seul ennemi politique, c'est le marxisme. Il n'y a pas d'autre tendance que, selon vous, puisse être dangereuse pour l'Iran ?
— Pas suffisamment pour qu'on soit mis en prison.
— Mais, sans avoir d'action, si on est inscrit à un parti politique de tendance marxiste, on est possible de la prison ?
— Ce n'est pas permis par la loi. Il y a des pays qui ont banni le communisme, vous savez cela.
— Pensez-vous que le communisme puisse être adapté à certaines réalités d'autres pays ?
— Ah oui ! Je trouve que certains autres pays ne pourraient pas être gouvernés sans une idéologie communiste et sans les méthodes communistes. Je ne vois pas comment la Chine aurait pu être gouvernée sans son régime. Il y a d'autres pays, mais je ne veux pas citer de noms. La Chine en est un exemple.
— On dit aussi que la Sovak est l'une des polices politiques les plus dures du monde, quelle pratique la torture, les exécutions sommaires...
— Tortures...
» Pourquoi est-ce que nous ne pourrions pas employer les mêmes méthodes que vous autres Européens ? Le raffinement de la torture, eh bien, cela aussi, nous l'avons appris de vous. Comment est-ce que vous agissez psychologiquement pour tirer la vérité de quelqu'un ?
» Nous faisons la même chose que vous.
— C'est pourtant ce que les journaux citent souvent. Pourquoi, à votre avis ?

— Que voulez-vous qu'on dise ? Il faut bien dire quelques choses, n'est-ce pas ? Tous ces marxistes qui sont en liberté à travers le monde, il faut bien qu'ils nous atteignent d'une façon ou d'une autre. Alors, c'est très facile de dire des choses pareilles (...).

ne se battaient plus »
Un autre chapitre traite de la politique extérieure et de la défense. En voici des extraits :
» Après une longue introduction, on a été très étonné par cet accord, assez rapide finalement, que vous avez signé avec l'Irak. Quelles en étaient les raisons de base ?
— On ne peut pas tout dire, n'est-ce pas ? Mais la raison de base c'est qu'on en était arrivé à un point de rupture véritable ; il fallait se décider — surtout du côté irakien — ou bien à faire la guerre, ou bien à faire la paix. En tout cas, moi je n'ai aucune intention de faire la guerre, sauf pour défendre mon pays, et les Irakiens, comme nous-mêmes, en sont venus à se dire qu'au fond, pendant toutes ces années, plus de cinquante ans, peut-être même un siècle, les différends qui nous ont opposés étaient en fait l'héritage de l'ancien empire ottoman ou britannique. Et puis, comment pouvait-on prétendre — c'était l'un des motifs de la discorde — que ce fleuve frontière, le Chat-al-Arab (2), avec une eau constamment navigable, et où nos deux rives sont reconnus pour qu'ils puissent naviguer non seulement notre marine marchande, mais aussi notre flotte militaire, et où de surcroît nous pouvions même inviter des bâtiments de guerre d'une tierce puissance, sans avoir à en avertir l'autre partie, comment pouvait-on prétendre que ce fleuve appartenait entièrement à l'Irak ?
» Alors les Irakiens ont fait ce qu'ils auraient dû faire depuis très longtemps : ils ont admis que c'était injustifiable, et nous avons décidé d'en finir très rapidement. C'est ainsi que cela s'est passé. (...)
— On a un peu l'impression que cet accord s'est fait sur le dos du peuple kurde.
— On peut dire cela si l'on veut, mais finalement je crois

qu'il faut bien qu'ils nous atteignent d'une façon ou d'une autre. Alors, c'est très facile de dire des choses pareilles (...).

qu'il faut bien qu'ils nous atteignent d'une façon ou d'une autre. Alors, c'est très facile de dire des choses pareilles (...).

CENTRE COMMUNAUTAIRE, 19, boulevard Poissonnière, PARIS-2^e
DINER-DEBAT (troisième entrée)
avec
M. CHRISTIAN PINEAU
ancien ministre des affaires étrangères, à propos de son livre
« SUZES 56 » (Laffont), mercredi 6 octobre 1976, à 20 heures.
Soirée animée par Victor Malin.
Réservation et renseignements : 236-07-00 - 233-04-96

UNE 2CV NEUVE AVEC 430 F*



	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année
2 CV Spécial	429,26 F	375,92 F	327,66 F	279,40 F
2 CV 4	459,68 F	402,56 F	350,38 F	299,20 F
2 CV 6	486,72 F	426,24 F	371,52 F	316,80 F

* Tarif au 17.75 - Carte grise en sus.

Incroyable mais vrai, avec Ecoplan il suffit de 430 F pour partir au volant d'une 2 CV Spécial neuve, sans aucun dépôt de garantie. Vous paierez simplement sur 4 ans des loyers mensuels dégressifs (voir tableau ci-dessus). Maintenant, vous pouvez choisir aussi la formule qui consiste à verser au départ un dépôt de garantie remboursable qui vous permettra de payer des mensuels

tés plus faibles, ou encore celle qui limite la durée du contrat entre 1 et 3 ans. Avec Ecoplan vous pouvez disposer, quelle que soit la formule, de tous les modèles de la gamme Citroën et vous pouvez bien sûr choisir d'autres modalités financières. Avec Ecoplan, Citroën met la voiture neuve à la portée de tous. Pour tous renseignements complémentaires, consultez votre concessionnaire Citroën.

ECOPLAN

LOCATION LONGUE DURÉE

MARQUE DÉPOSÉE

CITROËN

L'intervention au Dhofar

— Vous vous êtes extrêmement partisan de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, et cependant, en 1971, vous êtes intervenu militairement en envoyant, je crois, mille cinq cents hommes dans la sultanat d'Oman.
— Mais ils nous ont demandé formellement d'intervenir : chez eux, et d'ailleurs nos troupes sont sous le commandement du sultan d'Oman.
— Ce sont des mercenaires, alors ?
— Non, non, non, c'est la troupe régulière de l'Iran.
— Et si n'importe quel Etat du Golfe faisait appel à l'armée iranienne pour une situation de ce genre, à l'obligerait-elle ?
— Sûrement.
— Quels sont les critères qui vous ont fait accepter, en l'occurrence, d'intervenir contre les rebelles du Dhofar ?
— D'abord, c'étaient des sauvages, les rebelles du Dhofar, des sauvages qui voulaient faire des réformes. Et puis, regardez un peu la localisation géographique de l'Oman et de Mascate : c'est, à l'embouchure du golfe Persique, un goulet d'étranglement d'une artère jugulaire. Cela aurait créé de tels problèmes d'ordre international, si jamais ce passage avait été en l'angoisse, que l'ordre des choses dans le monde en aurait été bouleversé. (...)
— Compte tenu des nouvelles données, de la progression très rapide de l'Iran ces temps derniers, quelle place lui attribuez-vous dans le monde de demain ?
— Comme je vous l'ai dit, dans douze ans et demi, dans douze ans, nous espérons atteindre le niveau

« Nous serons la cinquième puissance militaire du monde »

— Vous donnez souvent l'impression à l'étranger d'une sorte de frénésie de l'armement, à tel point que certains parlementaires des Etats-Unis s'en sont même inquiétés, affirmant que la vente d'armes à l'Iran est de nature à affaiblir le potentiel militaire américain.
— C'est exagéré, évidemment, comme d'habitude. Mais si nous faisons cet effort, c'est parce que les Nations unies ne représentent rien du tout. Quel problème ont-elles pu résoudre jusqu'à présent ? Quel pays ont-elles pu sauver ? Quel territoire occupé par la force a été repris par les Nations unies pour être redonné sur un plateau au pays victime ? Cela ne se répètera pas pour nous. (...)
— Et s'est-ce que vous avez véritablement besoin de tant d'armement ?
— Peut-être de davantage. Parce que, si vous croyez que j'ai peur d'un petit chef du golfe Persique, évidemment, je n'ai pas besoin du dixième de ce que nous avons. Mais, chez nous, il faut regarder dans toutes les directions.
» Nous serons la cinquième puissance militaire du monde dans cinq, six ans peut-être. Mais non, nous ne serons pas. (...)

« Nous serons la cinquième puissance militaire du monde »

— Vous donnez souvent l'impression à l'étranger d'une sorte de frénésie de l'armement, à tel point que certains parlementaires des Etats-Unis s'en sont même inquiétés, affirmant que la vente d'armes à l'Iran est de nature à affaiblir le potentiel militaire américain.
— C'est exagéré, évidemment, comme d'habitude. Mais si nous faisons cet effort, c'est parce que les Nations unies ne représentent rien du tout. Quel problème ont-elles pu résoudre jusqu'à présent ? Quel pays ont-elles pu sauver ? Quel territoire occupé par la force a été repris par les Nations unies pour être redonné sur un plateau au pays victime ? Cela ne se répètera pas pour nous. (...)
— Et s'est-ce que vous avez véritablement besoin de tant d'armement ?
— Peut-être de davantage. Parce que, si vous croyez que j'ai peur d'un petit chef du golfe Persique, évidemment, je n'ai pas besoin du dixième de ce que nous avons. Mais, chez nous, il faut regarder dans toutes les directions.
» Nous serons la cinquième puissance militaire du monde dans cinq, six ans peut-être. Mais non, nous ne serons pas. (...)

سور في المحل

PROCHE-ORIENT

Liban

Les Palestiniens reconnaissent la perte de leurs positions

(Suite de la première page.)
Mercredi soir, ses chars T-54, de fabrication soviétique, étaient alignés dans la cour de la caserne de l'armée libanaise à Hammana. Cela dit, les moyens engagés n'ont pas été considérables.

Mercredi, la bataille s'était nettement intensifiée par rapport à la veille, et le barrage d'artillerie était devenu intense. Un déluge de feu s'était abattu sur les positions palestiniennes. Cette intense préparation d'artillerie devait permettre l'avance des blindés, qui ratisseront la région. La droite chrétienne, après une période d'attente initiale, mardi, s'est engagée à fond mercredi dans les combats. Les forces palestino-progressistes se sont trouvées littéralement prises en tenaille. Il semble que deux brigades syriennes tenues en réserve n'aient pas été utilisées. C'est ce qui ressort des informations du journal *Al Safir*, proche des palestino-progressistes.

Toujours selon *Al Safir*, les Syriens et leurs alliés phalangiens se sont répartis les principaux villages de la région, quatre d'entre eux seront désormais contrôlés par les militaires de Damas, Hamama, Kornaïel, Tarchiche et Kfar-Selouane, et quatre par la droite chrétienne : Metn, Aintoura, Salima et Kneiss. Cela correspond, dans l'ensemble, à la situation sur le terrain, à cela près que l'armée syrienne se trouve aussi à Metn et Aintoura. Damas a annoncé que l'administration libanaise sera restaurée dans les villages débarrassés des hors-la-loi.

Peut-on considérer que la bataille est maintenant terminée ? Si dans ce qu'on appelle « la Montagne » (et qui n'est qu'un petit secteur), il ne faut plus s'attendre qu'à des combats, il n'est pas dit qu'un nouveau front ne sera pas ouvert ailleurs. Dans quelques jours ou dans quelques semaines. Le temps de voir si les Palestiniens vont se plier à la volonté syrienne à la suite de leur défaite. Damas propose en effet, de nouveau, aux Palestiniens de négocier. Ceux-ci se refusent jusqu'à nouvel ordre, enclins à refuser.

Le dirigeant phalangiste Amine Gemayel a déclaré mercredi : « Même si les Syriens s'arrêtaient, nous ne nous arrêtons pas. Notre opération est autonome. C'est

une coïncidence si elle s'est déroulée en même temps que celle des Syriens. Après Aintoura et Metn, ce sera Jieh et Damour. Nous libérons tout le Liban. »

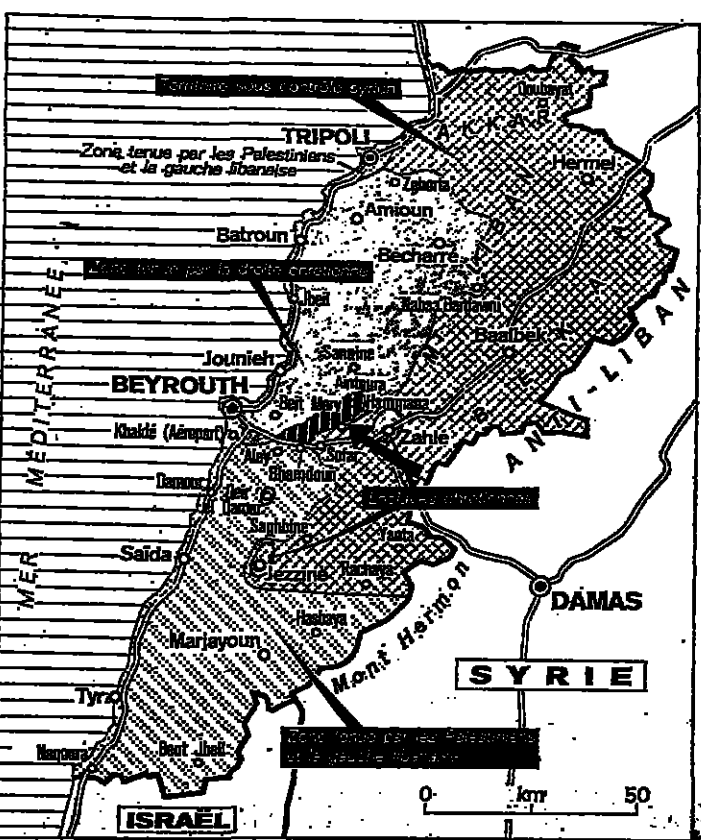
La défaite des Palestiniens-progressistes a eu lieu au moment où le leader de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, se trouvait au Caire. Il ne paraît pas devoir intervenir dans le conflit, compte en tout cas pour le moment sa tournée en Arabie Saoudite et en Irak, peut-être également en Libye et en France.

Sollicité par le chef de l'O.L.P., M. Arafat, le président Sadate a demandé la convocation dans les quarante-huit heures d'un « sommet » arabe à six (Égypte, Syrie, Arabie Saoudite, Koweït, Liban, O.L.P.), et la confirmation de la date de la conférence plénière de la Ligue arabe, fixée en principe

pour le 18 octobre. Mais ni l'une ni l'autre de ces propositions ne semblent avoir de chances d'aboutir à des résultats.

Malgré cette démarche, les Palestino-progressistes ont tenu l'Égypte n'est intervenue qu'après avoir laissé à la Syrie le temps d'agir militairement, et soulignant, une fois de plus, le « grand silence » à la capitale arabe. Ils relèvent, enfin, que le ministre français des affaires étrangères a indiqué à l'ONU que son pays était au courant de l'offensive syrienne, puisque, selon lui, Paris avait été informé du caractère « limité » de l'opération. D'autre part, l'U.R.S.S. aurait fait récemment savoir à l'O.L.P. que la Syrie l'avait informée qu'elle n'avait pas l'intention de déclencher une offensive.

LUCIEN GEORGE.



La tâche est nettement plus ardue pour les forces syriennes, qui ont dû conquérir, en mars dernier, par les kilomètres de profondeur, avait été conquise, en mars dernier, par les Palestino-progressistes. Elle est d'une grande importance stratégique, car elle permet le contrôle de la route Beyrouth-Damas, située plus au sud, et sépare l'est du Liban, contrôlé par les Syriens, et Jounieh, la capitale du régime chrétien. D'autre part, certaines positions situées sur les hauteurs, notamment à Falegha et Hamama, sont devenues de redoutables bases d'artillerie.

Les Palestiniens occupent encore la région de Samnia, au nord de l'enceinte, et, au sud, la principale route de montagne à l'est de Bhamdoun.

États-Unis

LA GRANDE COLÈRE DES POLICIERS NEW-YORKAIS

(De notre correspondant.)

New-York. — Près de deux mille policiers ont manifesté, mercredi soir 29 septembre, à l'entrée du Yankee Stadium, à New-York, où Mohammed Ali (Cassius Clay) défendait son titre de champion du monde de boxe. La manifestation a dégénéré en une émeute policière sans précédent dans l'histoire américaine. Les policiers étaient rendus furieux par les lenteurs des négociations, qui duraient depuis dix-huit mois entre leur syndicat, qui représente les dix-huit mille policiers de New-York, et la municipalité, à propos des augmentations de salaires et modifications de leur horaire de travail.

Non contents de paralyser la circulation, de marcher au milieu de la rue en rangs serrés en scandant des slogans vengeurs et de faire un bruit assourdissant avec leurs sifflets, les policiers restèrent les bras croisés lorsque plusieurs centaines de voyous forcèrent les portes du stade. Ils les aidèrent même à y pénétrer sans être munis de billets, ne firent rien pour les empêcher de dévaliser des passants et de fracturer des voitures. C'est scandaleux. Le fait que la police assistait tranquillement à ces crimes passibles de mort est digne d'un effondrement de l'éthique policière », a déclaré M. Abraham Beame, maire de New-York.

Plusieurs centaines de policiers en uniforme chargés de faire respecter la loi et l'ordre ne sont pas intervenus pour empêcher leurs camarades de manifester bruyamment. Le policier le plus haut gradé de New-York, M. James Hannon, fut frappé au visage et traîné à terre par des subalternes. Six autres policiers de police de rang élevé furent également frappés à coups de poing par les manifestants. Ces derniers ont renversé des barrières en hurlant des slogans tels que « A bas le maire ! ».

Les causes de cette révolte sauvage du « blue power » (« pouvoir bleu », du nom de la couleur des uniformes des policiers new-yorkais) sont complexes. L'affaiblissement du syndicat policier, déchiré par des rivalités et rongé par la corruption, et qui a peut-être, par conséquent, négocié officieusement le recrutement des policiers, dont 40 % vivent en dehors de New-York et dont 30 % sont noirs et blancs par les policiers et les Portoricains. La crise économique, enfin, qui amène la municipalité au bord de la faillite et lui a interdit d'accorder aux policiers les salaires des policiers (dont deux mille furent d'ailleurs licenciés au printemps dernier), a joué également son rôle.

LOUIS WIZNITZER.

AMÉRIQUES

Cuba

M. Fidel Castro annonce à ses concitoyens une nouvelle période d'austérité

La Havane (Reuter). — M. Fidel Castro a averti ses compatriotes, le 28 septembre, que des temps difficiles les attendaient en raison de la baisse de la production de sucre, consécutive à la sécheresse, de la chute des cours de ce produit et du coût croissant des importations. Le premier ministre cubain a déclaré que le plan quinquennal serait révisé à la baisse.

Les Cubains auront sans doute été désagréablement surpris en apprenant que de nouvelles épreuves les attendent. La presse, d'ordinaire très généreuse en informations d'ordre économique, avait été, cette fois, assez avare de commentaires sur le caractère catastrophique de la situation créée par la chute du cours mondial du sucre. La tonalité générale était même plutôt à l'optimisme, en raison des discussions relatives au premier plan quinquennal lancé au début de cette année, et qui prévoyait une croissance annuelle de l'ordre de 6 %.

Comme en 1970, lors de l'échec de la grande « zafra » (récolte du sucre) de 10 millions de tonnes, c'est de la bouche de leur leader que les Cubains, rassemblés sur la place de la Révolution, ont appris que des jours assez sombres les attendaient. Cette fois, pourtant, les raisons de la crise sont plus aisées à expliquer qu'il y a six ans. En 1970, en effet, les erreurs de direction étaient largement responsables de l'échec. Cette fois, les causes en sont beaucoup plus extérieures. Quelques chiffres le résument. Le sucre, qui représente 80 % environ des exportations de l'île, valait 65 cents la livre (un peu plus de 3 francs) il y a deux ans — cours il est vrai exceptionnel. Il en vaut aujourd'hui 8, un peu moins de 40 centimes.

Certes, l'impact de cette chute catastrophique est limité par le fait que l'Union soviétique achète à Cuba près de la moitié de sa production à un taux fixe de 30 cents environ. Il n'empêche

que Cuba doit faire face à une diminution catastrophique de ses rentrées de devises, en particulier de la part de ses deux principaux acheteurs : le Japon et l'Espagne. Pour faire face à cette situation, les Cubains envisagent deux sortes de mesures. D'une part, ils vont encore augmenter leurs échanges avec l'Union soviétique, déjà très importants. Ainsi, M. Fidel Castro a annoncé que les fibres textiles artificielles en provenance des pays occidentaux seraient remplacées par du coton soviétique.

En second lieu, Cuba va devoir réduire ses importations. Cette mesure portera, en particulier, sur les matières premières, les machines et les pièces de rechange. La réduction des importations concernera aussi les biens de consommation, notamment alimentaires. M. Castro a annoncé à ses compatriotes qu'ils devront réduire leur consommation de café et de lait.

Ceux-ci sont, sans doute, mieux à même que naguère de comprendre les raisons qui justifient ces restrictions. Le degré de « conscientisation politique » de l'île a en effet beaucoup progressé ces dernières années. La réunion au début de 1976 du premier congrès du P.C. cubain en témoigne. La mise en œuvre toujours précoce, à partir du 10 octobre et jusqu'au 2 décembre prochain, du premier processus électoral au niveau de l'île entière témoigne également que les dirigeants ne craignent pas de trop violentes réactions de la part de leurs concitoyens. — J.-P. C.

Vienne?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Aubert, Paris - Téléphone 228-34-65

Le conflit israélo-arabe

M. KISSINGER : les conditions se développent pour une reprise des efforts de paix.

Nations unies (New-York) (A.F.P., A.P.). — Prenant la parole devant dix-huit ministres arabes des affaires étrangères venus assister à l'Assemblée générale de l'ONU, M. Kissinger a exprimé mercredi 29 septembre l'espoir que « des progrès importants puissent être accomplis dans les mois à venir » dans la recherche de la paix au Proche-Orient. « Les conditions se développent pour qu'une reprise énergique des efforts de paix puisse être entreprise », a affirmé, sans plus de précision, le secrétaire d'État américain.

Prenant la parole au nom de ses collègues arabes, M. Habib Chatfi, ministre des affaires étrangères tunisien, a répondu : « Les États-Unis ont la capacité d'exercer de nouvelles pressions sur Israël ».

Au sujet du problème du Liban, dont M. Chatfi a dit qu'il était un « enfant » du problème palestinien, M. Kissinger a insisté sur la nécessité d'une « unité » des Arabes.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ÊTES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES
PRÊT-À-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tenné, velours infroissables. Vestes sport, harris tweed, shetland etc... Pardessus, impers, trench doublure amovible. Peaux lainées, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité MAC DOUGLAS. Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche... 3000 VETEMENTS livrés immédiatement. 40, Av. de la République Métro Parmentier Parking gratuit Tél. 365.86.00

Robert Ricci
Président des Sociétés NINA RICCI

Vous invite à visiter la nouvelle Boutique

“NINA RICCI - GEORGE V”
(angle des avenues George V et Pierre-1^{er} de Serbie)

Sur 3 étages:
Prêt-à-porter “Boutique” - Prêt-à-porter “Shopping” - Prêt-à-porter “Fourrures”
Collections “Week-end” (Sweaters, Pulls, etc.) Carrés, Écharpes, Accessoires, Parfums - Maroquinerie - Bagages - Bijoux précieux - “Objets maison”, etc.
... et une Boutique “Monsieur”.

Ouverture continue de 10h à 20h dans les jours sauf dimanche.

de la République

POLITIQUE

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

M. GUÉNA (U.D.R.) : le combat électoral est engagé.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Rocamadour, où sont réunis les parlementaires gaullistes : « Lorsque le plan Barre a été publié, nous avons dit que c'était un plan mesuré, cohérent, qui n'offensait pas la justice sociale. Dans ces conditions, nous étions disposés à lui apporter notre appui. Je ne puis que le confirmer, car nous sommes le sens de l'intérêt national, et nous allons donc dans le sens de l'appel du président de la République. » Les élections sont toujours gagnées sur deux terrains : premièrement par l'action gouvernementale et deuxièmement par le combat électoral et, qu'on le veuille ou non, ce combat, du fait de l'opposition, est engagé, on ne peut pas ne pas le livrer. C'est le sens de l'initiative de Jacques Chirac, qui rencontre mon assentiment. »

« Nous sommes devant une situation politique nouvelle depuis un mois, il n'est pas mauvais que notre mouvement se décide démocratiquement. L'U.D.R., où aucun risque de désunion n'existe, a le sentiment que les élections seront gagnées avec, à travers et par elle. Nous appellerons nos militants à l'élargissement, au rassemblement et au renouveau, ce sera le thème de nos actions nationales extraordinaires. »

M. PERONNET (radicaux) : la meilleure tradition républicaine.

M. Gabriel Péronnet, président du parti radical : « Les radicaux auront été sensibles au langage employé par le chef de l'État. Ils y auront retrouvé le meilleur d'une tradition républicaine, attentive à faire prévaloir l'intérêt général sur les pressions électorales. Situé dans la vraie perspective, et au-delà d'un électoralisme à courte vue, le combat contre l'inflation doit rassembler une nation plus solidaire. Cette solidarité ne sera point marchandée dès lors qu'elle s'appuiera sur la confiance gagnée par une politique de réformes et de justice. »

LE C.D.S. : on attend des mesures fiscales plus hardies

Le Centre des démocrates sociaux, que préside M. Jean Lecanuet, a publié la déclaration suivante : « Le président de la République a fait appel à la solidarité et à la discipline des Français. La lutte contre l'inflation, c'est, en effet, la bataille de la France tout entière. Mais le C.D.S. considère que la solidarité ne doit pas s'exprimer uniquement pour compenser les effets d'une mauvaise récolte, de la hausse des prix et de l'insuffisance de l'emploi. Les réformes attendues doivent donner à tous, en particulier par des mesures fiscales plus hardies, la certitude que le travail n'est pas pénalisé à l'avantage de la fortune acquise. » Le C.D.S. est dans la majorité, s'il se refuse à la critique systématique et démagogique, il entend plus que jamais ne pas laisser à l'opposition le droit de la mission de proposer. C'est notre conception d'une démocratie vivante. »

M. MARCHAIS (P.C.) : manque de sérieux

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, mercredi soir, à Radio-Monte-Carlo : « Nous avions l'habitude, depuis de nombreuses années, d'avoir devant nous un assez brillant illustrateur, et, ce soir, c'était l'expression d'un homme très en difficulté. Et je dois dire que le peu de sérieux des arguments me laisse une pénible impression. Je veux prendre deux exemples. D'abord, il dit : nous avons tenu compte dans l'élaboration de ce plan de l'avis des organisations syndicales. Mais je constate que la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN appellent à l'action et disent résolument non au plan Barre, y compris d'ailleurs les cadres de la C.G.C. et certains milieux de F.O. font des réserves et participent sans aucun doute à l'action. »

« Deuxième idée : on nous présente le plan Barre en quelques sortes comme la troisième phase d'un ensemble cohérent depuis plusieurs années. Or les deux précédents nous ont conduits à un million trois cent mille chômeurs, à un rythme d'inflation de 13 à 15 %, à une dévaluation du franc, à un déficit de la balance des comptes extérieur et à l'endettement de la France dans le monde du travail. Deuxièmement, ce sera un plan inefficace, tout simplement parce qu'il ne peut pas apporter de solutions au problème de l'inflation, et il ne peut encore aggraver le chômage. C'est pourquoi, plus que jamais, nous disons non au plan Barre et nous appelons les travailleurs et les masses populaires à l'action. »

M. FABRE (M.R.G.) : le onzième plan Giscard

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Le président de la République s'est engagé : le premier plan Barre n'est que le onzième plan Giscard d'Estaing. Renonçant à obtenir la confiance du peuple français, M. Giscard d'Estaing lui demande son effort. Or il n'y a pas d'effort sans confiance et sans l'espoir d'une véritable justice. Peut-être son appel solennel à l'union s'adresse-t-il essentiellement à sa propre majorité, au moment même où Jacques Chirac organise sa division et ramène la vie politique aux affrontements électoraux. L'opposition ne peut tolérer que le chef de l'État lui assigne pour rôle de faire des discours. On ne peut avoir une conception plus méprisante de la démocratie. »

« Le Mouvement des démocrates nationaux des Jeunes (Gaullistes) : « S'il avait tenu le langage de courage et de la vérité, comme il le dit, il aurait alors eu l'honnêteté de reconnaître que le plan Barre n'est que la conséquence de son échec personnel en matière économique et financière. Si vraiment un chef d'État digne de sa charge est en fonction non pour plaire mais pour gouverner, cela fait maintenant plus de deux ans que le peuple attend, sûrement en vain, que M. Giscard d'Estaing s'applique cette règle. Nous attendons ce soir l'autorité suprême de l'État. Nous avons en lui des illusions sur le déclin dont le numéro paraît bien ternes. C'est grave, car il y va de l'avenir du pays. »

« Le Mouvement pour le socialisme par la participation (gaulliste) : « Le président a eu raison de parler aux Français le langage du bon sens, et de les convier à une plus grande solidarité. (...) Cependant, la majorité ne doit pas se contenter de gérer. Elle doit maintenant se consacrer au combat politique, car, qu'on le veuille ou non, la campagne électorale est déjà ouverte. »

M. ESTIER (P.S.) : toujours la même politique

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste : « M. Giscard d'Estaing a tenu, par un discours de caractère essentiellement psychologique, de rattraper le mauvais effet produit dans toutes les catégories de l'opinion française par les mesures qui constituent le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation. Il a particulièrement insisté sur la solidarité nécessaire pour surmonter les difficultés économiques que connaît notre pays. Les Français sont particulièrement capables d'une telle solidarité à condition d'être convaincus que l'effort demandé sera équitablement réparti. »

« Or il est évident que ce n'est pas le cas. (...) Contrairement à ce qu'affirme le président de la République, c'est bien aux plus modestes, et en tout cas à l'ensemble des salariés, qu'est demandé l'essentiel de l'effort, alors que rien de sérieux n'est fait contre les privilèges. »

« M. Giscard d'Estaing a présenté, à ce moment, le plan de l'action menée sous sa responsabilité avant et après 1974 contre la hausse des prix et contre le chômage. Quelles que soient les habiletés, présenter ce bilan sur ces deux terrains est un acte d'échec. C'est parce que la politique proposée aujourd'hui n'est pas fondamentalement différente de celle menée ces dernières années, c'est parce qu'elle ne s'attaque à aucune des causes structurelles du déséquilibre économique de la France, que les Français ne croient pas à sa réussite. »

« La présidence du Front progressiste (gaulliste) d'opposition, composée du général Briche, de MM. Debit-Erdel et Gallet : « Nous avons entendu le langage de l'autosatisfaction et de la démagogie. L'action de M. Giscard d'Estaing se limite comme précédemment à des paroles éloquentes totalement coupées de la réalité. Ces paroles ne changeront en rien le scepticisme des Français devant ce nouveau plan de blocage des inégalités sociales. »

« La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « C'est un président totalement sur la défensive qui s'est efforcé de justifier l'une des plus grandes offenses anti-ouvrières du régime. L'inquiétude de la majorité domine l'écran, et, dès lors, le chef de l'État ne pouvait que se limiter à ressasser les vieilles ficelles utilisées en pareille occasion : appel à la discipline, à la collaboration de classes baptisée solidarité nationale. Giscard avait demandé cinq cents jours. Il en est à plus de huit cents, et il en redemande trois cent cinquante. Les travailleurs n'accepteront pas d'attendre plus longtemps et répondront comme il convient le 7 octobre (1) à un régime minoritaire qui est grand temps de chasser. »

(1) Journée nationale de grève organisée notamment par la C.G.T., le C.F.D.T. et la FEN.

« L'Association des fils de rapatriés et leurs amis, que préside M. Jacques Roseau : « Nous prenons acte des leçons que M. Giscard d'Estaing a données au sujet de la solidarité nationale et nous nous étions qu'il n'est jamais cru devoir s'appliquer, devant son accession à l'Élysée, à l'égard des Français rapatriés et spoliés. Il s'ensuit que si cette solidarité nationale ne s'applique pas à leur égard dès les prochaines semaines, les rapatriés seront amenés à en tirer les conséquences en combattant les candidats de la majorité lors des prochaines échéances électorales. »

● **ERRATUM** — Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde daté 28-29 septembre, en page 17 : « Il n'existe que quinze mille agents qualifiés en France pour effectuer des contrôles de prix. » Il fallait lire mille cinq cents, ainsi d'ailleurs que nous l'avions signalé la veille (le Monde du 28 septembre, page 44).

Présentation mondiale de la fourrure

76-77

OUVERTURE le VENDREDI 1^{er} OCT.

ENTRÉE LIBRE
tous les jours de 10 h à 20 h

HOTEL GEORGE V
(Salons Vendôme)

31, Avenue George V (Champs Elysées)

Les plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains participent à cette

FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE
pour laquelle les Fourrures du Nord ont sélectionné **plus de 5000 manteaux**

réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine : (Vison Black Diamond, Black Glama, Ermba, Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de Pierre Balmain, Louis Feraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont également présentées, toutes les fourrures, tous les styles toutes les tailles, tous les prix : vous sont proposés de 1250 f à 127.500 f

COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX	
Zibeline	de 75 000 f à 127 500 f
Chinchilla	de 47 500 f à 60 000 f
Pekan	36 000 f
Vison Black diamond	32 500 f
Vison Ermba	32 500 f
Vison Lunarine	28 750 f
Vison Black glama	25 750 f
Vison pearl	18 250 f
Vison Ko-hi-noor	de 9 250 f à 12 250 f
Vison saphir	11 750 f
Vison pastel	de 8 750 f à 9 250 f
Vison ranch	7 850 f
Castor du Canada	de 9 250 f à 10 850 f
Astrakan Swakara	de 5 750 f à 9 450 f

COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX	
Astrakan pleines peaux	3 850 f à 4 850 f
Rat d'Amérique	4 850 f
Queues de Vison	4 650 f
Weasel	4 250 f
Ragondin	4 250 f
Opposum	2 850 f
Pattes Astrakan	2 150 f
Yérmen	1 750 f
Mouton doré	1 650 f
Lapin fantaisie	1 650 f
Lapin diffusion	1 250 f

DEFILE DE MANNEQUINS

chaque jour même le dimanche à 15 h
Chorégraphie : Jean GUELLIS
Coiffure Jacques DESSANGE (George-V)
Maquillage Helena RUBINSTEIN
présenté par les animateurs vedettes
de la Télévision et de la Radio
Denise FABRE, Robert WILLAR

Pour participer à l'opération de sauvegarde des films tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, pelleterie, ocelot, léopard, guépard, jaguar, ne sera vendue.

Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 2663.466

Pour parler une langue.

Et pas seulement pour vous débrouiller.

Au Laboratoire de Langues Pigier, vous parlerez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de Français poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche
22, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 579.81.36 - 579.82.37
29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.98.02

DOUZE SUCCÈS DANS L'«ARC»!

Le Prix de l'Arc de Triomphe est une véritable confrontation internationale. Le vainqueur donne au vaincu un prestige et une valeur inégalables. À l'étranger, nombreux sont les propriétaires et entraîneurs qui rêvent de voir leur cheval vaincre à LONGCHAMP dans la plus belle course du monde. Les succès de **MOLVEDO**, **FRANCIS ROYAL II**, **LEVYMOSS**, **MILL REEF**, **ESSENCE** et autres **STAR APPEAL** ont eu un grand retentissement dans leur pays.

Mais, sachez-vous que depuis la création de l'«Arc», en 1920, douze pur-sang nés, élevés et entraînés à l'étranger ont battu les champions français. Ce sont les irlandais **Parth** (1923), **Midoll** (1948), **Ballymoss** (1958), **Leymoss** (1969), **Rhinobold** (1973), l'anglais **Cotnam** (1928), les italiens **Ortello** (1929), **Czypom** (1933), **Ribot** (1935 et 1956), **Molvido** (1961), l'américain **Mil Bell** (1971), et l'allemand **Star Appeal** (1975).

Il y a parmi ces lots de quoi faire rêver ceux qui cherchent les gros rapports. Celui qui gagne le plus gros lot touche 12 800 fois sa mise, et ce super gros lot de 3 millions de nos francs actuels est suivi de deux gros lots de 500 000 F, de quatre gros lots de 100 000 F, de huit gros lots de 40 000 F et de 221 lots de 10 000 à 20 000 F, sans compter de nombreux lots moins importants, mais tout de même substantiels. Au total, 31 172 lots seront attribués le 3 octobre prochain.

Mais attention, n'attendez pas pour acheter vos billets, car le tirage préliminaire a lieu samedi 2 octobre.

POLITIQUE

L'allocation radiotélévisée

LES RÉACTIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES

• **M. ANDRÉ BERGERON (F.O.)** : pas de justice dans ce plan en ce qui concerne la fiscalité

« M. Giscard d'Estaing a indiqué que le plan préparé par M. Raymond Barre reposait sur la justice. Ce n'est pas vrai pour la fiscalité, et le président de la République l'a implicitement reconnu, a déclaré le secrétaire général de Force ouvrière. Il y a la fraude, mais il y a aussi tout le problème, l'énorme problème de la réforme d'un système fiscal qui doit être vu de fond en comble. C'est dans ce sens que la Confédération F.O. prendra contact, dans les jours qui viennent, avec les groupes parlementaires. »

• **M. GEORGES SÉGUY (C.G.T.)** : l'aveu d'une faillite.

« M. Valéry Giscard d'Estaing n'a fait qu'avouer la faillite de la politique à laquelle il participe depuis 1959 et qu'il dirige depuis 1974. C'est la politique du déséquilibre, de l'instabilité et de l'injustice (...), a affirmé le secrétaire général de la C.G.T. »

• **M. J. MOREAU (C.F.D.T.)** : le chef de l'État a échoué.

« Le président de la République a une nouvelle fois tenté de justifier sa politique passée et de culpabiliser les Français qui ne permettent de critiquer la nécessité et l'efficacité du plan d'austérité et de douter qu'il soit empreint de justice. Les faits sont là. Le chef de l'État a échoué (...), a déclaré le secrétaire national de la C.F.D.T. Les difficultés actuelles du pays ne sont pas dues, comme l'affirme le président de la République, au pétrole. Elles prennent racine dans les structures et les situations profondément injustes et inégales existant dans notre société. »

• **M. ANDRÉ HENRY (FEN)** : le chef d'une majorité de plus en plus contestée.

« Il ne peut y avoir de solidarité nationale s'il n'y a pas de justice sociale, a déclaré le secrétaire général de la FEN. »

• **LA C.G.C.** : le ton grave n'est pas suffisant pour convaincre.

« La C.G.C. affirme, dans un communiqué, que la déclaration du président de la République « n'apporte pas d'éléments nouveaux par rapport à l'allocation du premier ministre. Les dispositions du plan gouvernemental conduisent inévitablement à une diminution du pouvoir d'achat du personnel d'encadrement, que le chef de l'État affirme vouloir maintenir pour tous. Notre système fiscal, qu'il qualifie de « pas encore suffisamment juste », est resté comme profondément injuste. (...) »

« La C.F.T.C. n'a pas rejeté l'appel à la solidarité, mais souligne à nouveau que le blocage des prix ne pourra trouver son efficacité que si les contrôles sont suffisamment nombreux et rigoureux. D'autres mesures sont indispensables pour assurer la création de nouveaux emplois. »

• **M. BLANC (C.F.T.)** : « C'est au chef de l'État qu'il incombe le premier de respecter et de faire respecter les principes de liberté et d'égalité inscrits dans la Constitution qui excluent toute idée de monopole. »

« Le personnel d'encadrement, ajoute la C.G.C., qui ne s'est jamais dérobé au principe de la solidarité nationale, n'admet plus que celle-ci s'exerce toujours en sens unique. Aux parlementaires de prendre maintenant leurs responsabilités. »

CONVERGENCE DES ANALYSES DU P.C. ET DE LA C.F.D.T.

Des délégations du P.C. et de la C.F.D.T. qui se sont réunies, mercredi 29 septembre, ont fait état dans un communiqué de la convergence de leurs analyses sur la situation économique et sociale. La C.F.D.T. et le parti communiste français considèrent que « sortir de la crise exige une union de l'action de l'ensemble des forces populaires qui ne soit pas une simple adhésion au mécontentement, mais qui permette de créer les conditions d'une transformation profonde de la société, caractérisée par l'interdiction croissante des travailleurs à tous les niveaux. »

Interrogé, mercredi soir, par Europe n°1, le président de la C.G.C. M. Yvan Charpentier, avait déclaré : « Pour les efforts, nous pouvons dire oui à la lutte contre l'inflation ; mais les sacrifices, c'est autre chose. Nous constatons qu'on a imposé un certain nombre de sacrifices toujours aux mêmes ; c'est pourquoi nous avons protesté énergiquement l'estime que la solidarité doit être un acte libre et réfléchi et non pas quelque chose que l'on impose de manière catégorique et dirigiste. »

« La Confédération générale des petites et moyennes entreprises estime que « l'allocation du chef de l'État n'a apporté aucune réponse aux questions que se posent les responsables de la C.G.P.M.E. depuis l'annonce du plan Barre. Aucune allusion n'a été faite aux difficultés que provoqueront les mesures de ce plan pour les petites et moyennes entreprises, difficultés qui seront accrues par les mesures sévères de restriction de crédit annoncées par la Banque de France. »

PRETS IMMOBILIERS. AVANT DE VOUS ENGAGER POUR 20 ANS RENSEIGNEZ-VOUS BIEN.

Dès qu'il s'agit d'acheter, de rénover, ou de construire un logement, il faut la plupart du temps emprunter de l'argent. C'est un acte important qui vous engage pour 10, 15 ou 20 ans. Ne le prenez pas à la légère. Il y a trop de différences entre les formules de prêts que l'on vous propose pour ne pas y regarder en détail. Sachez simplement que les Caisses d'Epargne prêtent. Et que les prêts de l'Eureuil sont ouverts à tous. Même à ceux qui n'ont pas encore de livret.

Le taux des prêts de l'Eureuil est parmi les plus bas du marché. Prenons un exemple. Un prêt immobilier remboursable en 20 ans ne coûte chez l'Eureuil que 107 F par mois pour 10000 F empruntés (assurance comprise). Alors que vous le

trouvez couramment à 117 F ailleurs. Pour un prêt de 100000 F, cela représente sur 20 ans, 24000 F d'intérêts économisés avec les prêts de l'Eureuil !

Tout le monde peut demander un prêt de l'Eureuil. Même si vous n'êtes pas encore client d'une Caisse d'Epargne, vous pouvez venir nous demander un prêt. L'ouverture de votre dossier se fera immédiatement.

Les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil : sans épargne. Il ne vous sera pas demandé d'épargner pour obtenir un prêt, car les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil sont différents des formules du type Epargne logement : il vous suffira d'avoir l'apport personnel habituel. Cependant si vos projets ne

sont pas immédiats, nous vous aiguillonons bien entendu vers la solution la plus intéressante pour vous. En fait, quel que soit votre problème, vous avez intérêt à pousser la porte de la Caisse d'Epargne de l'Eureuil ne peut pas décevoir la confiance que les Français ont en lui.



L'ECUREUIL PRETE AUX MEILLEURES CONDITIONS. MEME SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE LIVRET.

Renseignez-vous auprès du Service des prêts de votre Caisse d'Epargne :

PARIS - 21 rue Etienne Marcel - 75002 PARIS - Tél. : 236 63.94 - 236 66.93 - 236 67.16 - 233 65.47	MANTES-LA-JOLIE 78203 - Tél. : 477 01.43	VERSAILLES 78000 - Tél. : 950 92.05
COULOMMIERS 77120 - Tél. : 403 02.03	MELUN 78250 - Tél. : 474 01.14	CORBEIL-ESSONNES CEDEX 91103
FONTAINEBLEAU 77301 - Tél. : 422 27.05	POISSY 78302 - Tél. : 979 25.56	Tél. : 088 92.90 +
MEAUX 77101 - Tél. : 434 00.35	RAMBOUILLET 78120 - Tél. : 483 85.45	DOURDAN 91410 - Tél. : 492 73.79
MELUN CEDEX 77004 - Tél. : 437 05.48	SAINT-GERMAIN CEDEX 78103 - Tél. : 973 38.73	ETAMPES 91150 - Tél. : 494 00.35
MONTREUIL 77130 - Tél. : 432 01.30		CERGY-PONTOISE 95001 - Tél. : 031 00.88
PROVINS CEDEX 77168 - Tél. : 400 01.21		

Les détaillants en fruits et légumes se mobilisent contre le blocage des marges

« Nous sommes déçus », a déclaré M. Bernard Rapine, président de l'Union nationale des fruitiers détaillants, en quittant mercredi soir 29 septembre le bureau de M. Claude Villain, directeur général de la concurrence et des prix. Les détaillants en fruits et légumes étaient venus expliquer leur opposition au blocage en valeur absolue de leur marge bénéficiaire sur certains légumes : carottes, poireaux, choux-fleurs, artichauts, salades (y compris les endives), tomates. Ce dispositif, qui remplace le système du coefficient multiplicateur, est une des mesures adoptées par le plan Barre et est applicable au 1^{er} octobre.

« Nous pensions, a expliqué M. Rapine, obtenir une semaine de sursis afin d'entamer des négociations », mais, a-t-il dit, M. Villain s'est simplement engagé à revoir les marges si les prix de gros accusaient de fortes hausses. Or, selon M. Rapine, les prix du 15 septembre dernier, sur lesquels ont été calculées ces marges, sont déjà dépassés.

Avant cette rencontre avec M. Villain, M. Rapine avait, l'après-midi même, lancé un appel à une « lutte sans merci » devant environ 1 500 commerçants réunis à Rungis. « Nous devons, a déclaré M. Rapine, employer toutes les formes d'action, y compris les plus extrêmes. »

Les détaillants se réunissent à nouveau à Rungis jeudi après-midi pour décider des formes d'action à entreprendre.

« Il n'y a pas de raison que les marges des détaillants augmentent en pourcentage comme c'était la règle auparavant. Nous les avons fixés à un niveau qui n'est pas draconien et nous tiendrons sur cette affaire », avait déclaré, mercredi 29 septembre, à France-Inter, M. Claude Villain, directeur général des prix et de la concurrence au ministère de l'économie et des finances en réponse à une question sur « la grogne des fruitiers et légumiers ».

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

1500

tion radiotélé
SINDICALES

du président de la République

POLITIQUE

Les conditions de la confiance

(Suite de la première page.)
Second argument du président de la République : le gouvernement a fait ce qu'il fallait, en 1974 puis en 1975 en s'attaquant successivement à l'inflation et au chômage. Serait-ce donc l'intention qui compte, plutôt que la méthode et les résultats ?

Intervenu trop tard, de façon insuffisamment sélective et souvent trop molle, l'équipe de M. Giscard d'Estaing n'a pas obtenu la réussite d'autres gouvernements étrangers ; serait-il inconvenant de le rap-

porter ?
Ces chicaneries rétrospectives, qui ébranlent la majorité, n'auraient pas grand intérêt si elle n'éclaircissait d'un jour particulier l'insécurité manifestée par le président de la République dans la suite de son allocution télévisée. M. Giscard d'Estaing se demande comment faire jouer le réflexe de solidarité nationale, qui faciliterait l'application des deux volets principaux du plan Barre : la couverture par l'impôt de l'aide accordée aux agriculteurs, le respect par les Français de la modé-

ration des prix et des revenus.
Pour que le pays accepte l'effort proposé, il faudrait qu'il ait le sentiment que ce qu'on lui demande est juste et sera efficace. Sur ces deux points, on ne peut pas dire que le président de la République ait été particulièrement convaincant, comme l'ont aussitôt montré les réactions de MM. Bergeron, Charpentier et Gillingme.

M. Giscard d'Estaing a fort justement rappelé que, en moyenne, le monde paysan avait été dévalorisé en 1975 et en 1976 ; mais il n'a rien dit qui puisse apaiser la crainte des « payeurs » de voir leur majoration d'impôt augmenter le revenu de ceux des agriculteurs qui n'en ont guère besoin ou qui sont sensiblement plus riches qu'eux. Il n'a pas davantage expliqué aux salariés comment ceux des non-salariés qui

trouvent allègrement le fisc seront cette fois tenus de s'acquitter. S'il a répété aux familles que leur pouvoir d'achat serait maintenu — voire accru — l'an prochain, le président n'a pas parlé du rattrapage que réclament, avec insistance, les associations, les familles ayant été pénalisées des années durant par les retards dans le versement des prestations.

Le chef de l'Etat a admis que « notre système fiscal n'est pas suffisamment juste ». Mais à qui le reprocher sinon d'abord à lui qui, quinze ans durant, a été chargé de veiller aux finances publiques, comme secrétaire d'Etat puis ministre des finances et enfin chef de l'Etat ? N'avait-il pas promis, dès 1959, que les choses s'amélioreraient, le taux de l'impôt sur les non-salariés devant notamment s'alléger à mesure, disait-il, que croîtrait la sincérité des déclarations ? La taxe complémentaire sur les non-salariés a disparu, puis les conditions d'imposition des commerçants se sont rapprochées de celles des salariés, sans pour autant qu'aucun indice d'une plus grande sincérité dans les déclarations ait été donné par les non-salariés dont les revenus ne sont pas déclarés par des tiers.

La président de la République reprend enfin le thème de la recherche de la justice, contre les inégalités excessives. Mais pourquoi renvoyer à des études ultérieures (1) les mesures qui pouvaient être prises dès maintenant ? En mars 1975, M. Méraud avait proposé, à la demande des pouvoirs publics, une soixantaine de mesures préconisées pour réduire ces inégalités (2). Fort peu d'écho a été donné à son rapport — sinon par la C.G.C. Il est bien que le conseil des ministres décide aujourd'hui l'extension des attributions du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), qu'analyse précisément M. Méraud ; il est très plus

convaincant d'utiliser dès maintenant ce rapport vieux de dix-huit mois. Sur l'efficacité du plan Barre, le président de la République a peu argumenté. Sans doute parce que son propos était de faire décoller la fusée anti-inflation, plutôt que de discuter de ses retombées. La vigueur du réajustement du crédit, connu le matin même, rendait d'ailleurs la démonstration moins urgente. Il reste que plusieurs allusions de M. Giscard d'Estaing auraient gagné à être plus précises.

Pourquoi l'équilibre budgétaire, qui a été intentionnellement bafoué en 1975 (38 milliards de déficit) et en 1976 (15 à 20 milliards) serait-il mieux respecté l'an prochain ? Ne dit-on pas, dans les milieux qualifiés, que le budget 1977, présenté en équilibre, connaîtra à son tour un déficit d'exécution non négligeable (de l'ordre d'une dizaine de milliards) ? En raison à la fois des dépenses « oubliées » — ou volontairement réduites — dans le projet initial et de la hausse des prix qui, dépassant probablement les 6,5 % fixés comme objectif par M. Barre, nécessitera une « rallonge » aux traitements des fonctionnaires et aux pensions.

M. Giscard d'Estaing a souligné la nécessité de réformes de structures. Mais sans dire comment pourraient être opérées dans un an — avec la même majorité parlementaire — les transformations importantes qui n'ont pas été menées à bien depuis quinze ans. Enfin, le président de la République a rappelé l'effort fait en 1975 contre le chômage. Mais sans ajouter que ce dernier n'avait pratiquement pas baissé et qu'il s'agit même de recommencer à s'aggraver, comme vient de le confirmer le nouveau ministre du travail, M. Beullac.

Imprecisions et silences ne sont pas de nature à rassurer l'opinion, surtout quand il s'agit de sujets essentiels. Donc pas à la mobilisation. On touche là les limites du discours politique en économie. Si chacun admet que le choc psychologique est capital pour changer les comportements, il est non moins clair que les « coeurs ne se laissent pas aisément ébranler. Pour que le discours des puissants « pranne » sur l'opinion, il faut qu'il apparaisse comme la suite logique et sincère de leurs gestes passés. A trop attendre ou à trop varier, le pouvoir perd de sa force de conviction.

GILBERT MATHIEU.

(1) A l'exception de trois décisions immédiates, qui frappent plus spécialement les salariés : l'imposition accrue des plus hauts revenus, la limitation de la hausse des salaires de certains salariés extérieurs de l'économie.
(2) L'Annuaire économique et social, p. 104 (Le Monde).

La journée C.G.T.-C.F.D.T.-FEN du 7 octobre Dix-neuf fédérations et trente-huit unions départementales ont déjà appelé à la grève

De nouveaux appels à la grève pour la journée du 7 octobre, organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN pour protester contre le plan Barre, ont été enregistrés mercredi 29 septembre.

A la R.A.T.P. et à la S.N.C.F., les organisations syndicales ont lancé des consignes de grève de vingt-quatre heures, et il est à prévoir que le trafic (métro, autobus, trains) sera très fortement perturbé.

La Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.), la Fédération des journalistes français (C.F.D.T.) et le Syndicat national des journalistes (C.G.T.) demandent à leurs adhérents de « participer dans l'unité » au mouvement du 7 octobre. Le communiqué commun précise que cette journée « sera un moyen de préparer d'autres actions unitaires et notamment la semaine d'action des travailleurs de l'information, qui aura lieu du 18 au 23 octobre, ainsi que la journée C.G.T.-C.F.D.T. du 23 octobre sur l'emploi des jeunes ».

De leur côté, le centre départemental des jeunes agriculteurs et la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Loire viennent de décider de signer notre communiqué de cette grève. C'est une manifestation supplémentaire du vaste courant de combativité et d'aspiration à l'unité qui grandit chez les salariés. La commission exécutive de F.O. refuse partiel-

lement cette situation. La nouvelle prise de position de la C.G.C. traduit la rive hostile des ingénieurs, cadres et techniciens au plan d'austérité, ce qui permet d'envisager le rapprochement et l'union entre travailleurs et cadres à un niveau supérieur. »

Le Syndicat général des Impôts Forcés ouvriers, qui constate que le plan Barre ne s'attaque pas aux véritables causes de l'inflation, s'associe lui aussi au mouvement du 7 octobre, ainsi que le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.). L'Union nationale des cadres et de la maîtrise (U.N.C.M.) de l'E.D.F.-G.D.F. s'est prononcée pour une grève à partir du 8 octobre à 14 heures, laissant ses adhérents libres de « poursuivre leur grève de mise en grève jusqu'au 7 octobre à 20 heures ». Mais elle ne souhaite pas que, à l'occasion de cette journée d'action, les adhérents de l'U.C.T. (Union des cadres et techniciens) dont fait partie l'U.N.C.M. soient entraînés dans un « mouvement confus », comportant des « manifestations de caractère politique affirmé ».

Enfin, les médecins des centres de santé, dont le XVI^e congrès a lieu du 30 septembre au 2 octobre, au centre Pitié-Salpêtrière, à Paris, ont annoncé leur intention, au cours d'une conférence de presse réunie mercredi, de participer à la grève du 7 octobre.

Au total, dix-neuf fédérations et trente-huit unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. ont jusqu'à présent, appelé à cette journée d'action. Dans un communiqué, le bureau confédéral de la C.G.T. observe avec intérêt les prises de position d'un nombre croissant d'organisations de Force ouvrière — dont certaines parmi les plus importantes — en faveur de cette grève. C'est une manifestation supplémentaire du vaste courant de combativité et d'aspiration à l'unité qui grandit chez les salariés. La commission exécutive de F.O. refuse partiel-

Selon M. Marchais

L'ACTION SOCIALE SE DÉVELOPPE AU-DELA DU 7 OCTOBRE

Au cours d'une interview diffusée mercredi 29 septembre par Radio-Montecarlo, M. Marchais a déclaré : « Les organisations syndicales commencent par une journée de grève. Il est probable que l'action se développera, peut-être par d'autres journées de grève ou par des grèves plus étendues. Nous allons contribuer largement au développement de l'action et celle du 7 octobre ne sera qu'un prélude à d'autres si c'est nécessaire. Cette lutte peut être efficace. Il n'y aura pas de solution réelle sans gouvernement de la gauche unie. Mais sans attendre 1978, nous pouvons faire reculer le gouvernement et imposer la prise en considération des mesures que nous proposons. »

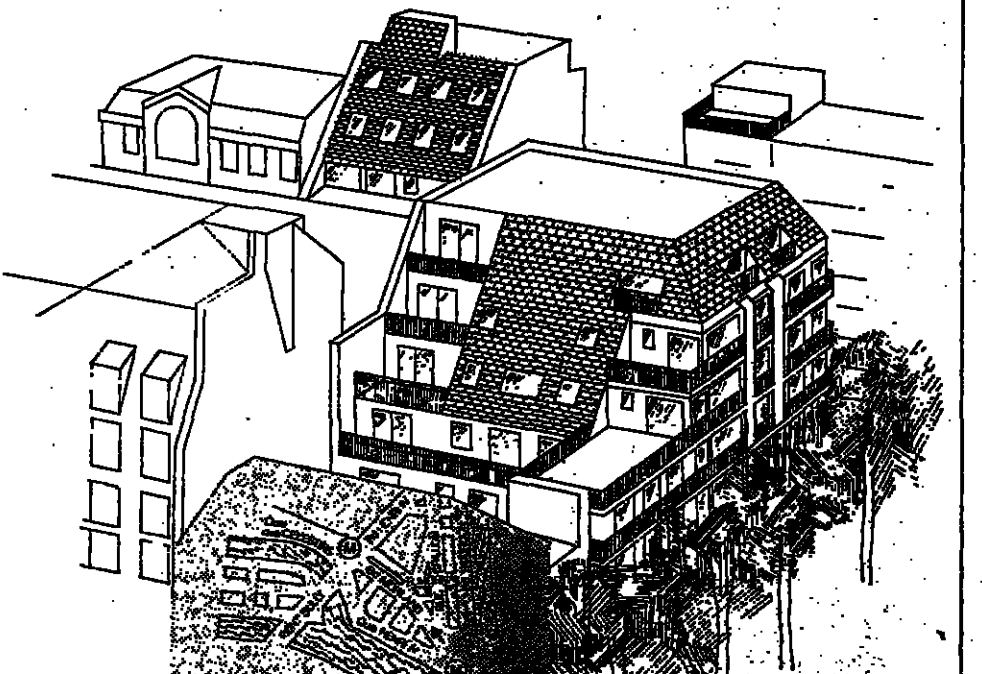
M. Marchais a estimé que « la C.G.C. et F.O. ont dû faire marche arrière. MM. Charpentier et Bergeron s'étaient beaucoup avancés, ils avaient dit plutôt « oui » que « mais ». Leurs adhérents ont dit « non ». Si tout le monde dit « non », c'est que tous ont conscience qu'il faut lutter », a-t-il ajouté.

Varsovie?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient.

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266.34.66

Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement.

Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les extérieurs aménagés, les finitions, l'éclairage, la décoration, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente : 15, Bd Bourdon - 75004 PARIS - ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 19h et de 19h30 à 18h - 277.45.55

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

RESEIGNEMENTS ET VENTE

CORI
264, Bd St Germain, 75007 Paris
Tél. : 260.38.22

saci
25 ans d'activité

LA MALMAISON

21 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE RUEIL

dès maintenant, vous pouvez vivre en plein centre de Rueil, au calme d'un grand jardin



Un environnement privilégié

Au centre de RUEIL, quatre petits immeubles de trois étages dans un parc de plus de 8.000 m². Avec leurs profonds balcons, qui filent le long des façades, vous pourrez profiter pleinement du soleil et même dîner les soirs d'été.

De la qualité

Des plans bien conçus, des pignons en pierre de taille, des boîtes coulissantes en aluminium, de la moquette dans toutes les pièces, de nombreux placards.

Paris à 15 minutes

A 500 mètres des commerces, du centre-ville, à 800 mètres de la gare du R.E.R., LA MALMAISON est à 15 minutes de PARIS-AUBER.

L'appartement témoin est ouvert.
Venez le visiter tous les jours, de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h.
Fermé le mercredi.



ALM 98 98

CONSTRUCTIONS LAMON

POLITIQUE

DEMANDANT DES ASSISES EXTRAORDINAIRES DE L'U.D.R.

M. Chirac préconise l'élargissement et la transformation du mouvement gaulliste

Voici le texte de la lettre que M. Jacques Chirac a adressée au secrétaire général de l'U.D.R. : « Vous avez, je le sais, l'insatiable préoccupation que soit défendue et poursuivie l'œuvre entreprise par le général de Gaulle. » Vos compagnons dans leur immense majorité, veulent que

l'U.D.R., comme elle l'a toujours fait, montre la voie du rassemblement et du renouveau.

« La confiance qui n'a été manifestée lors de nos dernières assises nationales, le travail accompli ensemble, me confèrent une responsabilité particulière. Je pense que le moment est venu de faire participer l'ensemble de nos cadres, militants et adhérents à un débat démocratique en vue de l'élargissement nécessaire et de la transformation indispensable du Mouvement gaulliste. »

« Ainsi, ensemble, nous préparons le rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui veulent la victoire de la démocratie, de la dignité et du progrès social. »

« C'est pourquoi je vous demande de proposer aux instances de notre mouvement la convocation d'assises nationales extraordinaires dans les meilleurs délais. »

« Je vous prie de bien vouloir porter cette lettre à la connaissance de nos compagnons et leur indiquer que j'aurai, lors des assises départementales de la Corrèze qui se tiendront sous votre présidence le 3 octobre prochain, l'occasion de m'expliquer plus complètement. »



(Dessin de PLANTU.)

AUX JOURNÉES

L'appel de l'ancien premier ministre

Rocamadour. — Tard dans la nuit de mercredi à jeudi, des groupes de parlementaires U.D.R. commentaient encore, dans les restaurants et cafés de Rocamadour, les deux événements politiques qui avaient dominé la première de leurs journées d'études, l'allocution télévisée de M. Giscard d'Estaing et la lettre de M. Jacques Chirac au secrétaire général de l'U.D.R. Cette journée, après la brève séance d'ouverture, avait été pour l'essentiel consacrée au tourisme avec la visite des causses, des gouffres et des villages de la région.

C'est au cours de cette promenade que les élus avaient tour à tour pris connaissance de l'initiative de M. Chirac et de la déclaration de M. Giscard d'Estaing. La concomitance de ces deux interventions — qui n'est pas due au seul fait du hasard — a confirmé, s'il en était encore besoin, l'existence d'un contentieux

entre le président de la République et son ancien premier ministre, et elle a nourri l'analyse politique que les élus gaullistes faisaient de la situation dans laquelle ils voyaient bel et bien une crise politique en gestation.

L'allocution télévisée du chef de l'Etat a été accueillie avec scepticisme. Beaucoup y ont vu une tentative de justification venant d'un homme qui ne se sent pas assez sûr de lui et qui s'efforce de réfuter encore les objections. Certains ont relevé une contradiction entre l'annonce, faite le 18 septembre, que le gouvernement « allait s'attaquer enfin au vrai problème » et l'affirmation que le précédent gouvernement s'était, en 1974 et 1975, « attaqué à l'inflation » avec un certain succès et qu'il avait ensuite « combattu le chômage ». Cet hommage inattendu rendu au gouvernement de

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée nationale, ouvre jeudi matin le débat de politique générale. M. Hector Rolland, député de l'Ailier, maire de Moulins, cédant à la pression de ses collègues, ouvre le feu et déclare : « Nous n'avons pas toujours à

être animés de l'esprit d'obéissance ; il faut savoir dire non. Je vous l'avais dit : il ne fallait pas voter le projet sur les plus-values. Les tristes d'un parlementaire, c'est de ne pas revenir sur sa première décision par sentiment ou par crainte. » Et il conclut : « L'U.D.R. est

capable seule de prendre son envol, seule de s'affirmer, sans être influencée par des hommes qui croient posséder la science infuse alors que leurs décisions sont pleines d'erreurs politiques. »

M. DEBRÉ : dans le désarroi il faut savoir faire face.

Selon M. Jean Falala, député de la Marne, « le groupe parlementaire doit être le fer de lance de l'action gaulliste », et il ajoute : « Nous devons rester loyaux, mais cela n'exclut ni l'ambition ni la proposition. Qu'on ne compte pas sur nous pour jouer les apprentis sorciers. Nous voulons être respectés. Ils se tromperaient ceux qui, adversaires ou alliés, voudraient nous affaiblir. Nous avons un électo-

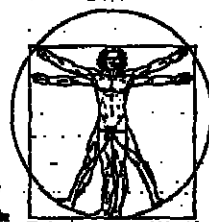
UN REMPLACEMENT ? DU RENFORT ? NOUS ARRIVONS !



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

Cabin Guitard Petit

UNIT MANPOWER



CORRESPONDANCE

Les négociations au sein de la gauche à Dunkerque

A la suite de l'annonce par M. Debré, député socialiste, qu'une liste d'union de la gauche serait conduite à Dunkerque par M. Fabrice (le Monde du 25 septembre), M. Jean Renard, secrétaire de la fédération du Nord du P.C.F., nous écrit :

« Si des négociations sont actuellement en cours, on ne peut pas dire qu'une liste d'union de la gauche ait été constituée à Dunkerque. Nous faisons actuellement les plus grands efforts pour que, conformément à l'accord national, à Dunkerque comme dans toutes les communes de France, il y ait une liste d'union de la gauche dès le premier tour. »

« La nuance est de taille, dans la mesure où votre titre (1) laisse entendre que des accords seraient conclus ici et là, à la carte en quelque sorte. »

(1) N.D.L.R. — Nous avions tiré l'information concernant Dunkerque : « Une liste d'Union de la gauche » a été constituée. »

Le groupe Barta

M. Jean-Paul Bousset nous écrit à propos de la nécrologie de David Kerner, dit Barta, publiée dans le Monde du 23 septembre :

Pendant la seconde guerre mondiale, le groupe Barta fut le seul à ne pas accepter la politique nationaliste des autres groupes trotskistes et à continuer sans équivoque la politique ultra-chauvine du P.C.F. A travers sa presse clandestine, tout en soutenant l'action de l'Armée rouge et en défendant l'Union soviétique contre l'agression hitlérienne, le groupe défendit des mots d'ordre internationalistes, et celui de la « transformation de la guerre impérialiste mondiale en guerre civile mondiale » devant donner naissance à une ère nouvelle de révolutions sociales.

C'est à travers des conditions historiques incroyablement difficiles (la guerre mondiale et la montée du fascisme, l'occupation, le déferlement stalinien de l'après-guerre et la « chasse permanente aux trotskistes », puis le début de la guerre froide) que Barta, avec une poignée de jeunes militants, posa les jalons d'une organisation de type bolchevique jusqu'alors inconnue en France. Cela restera la contribution la plus précieuse léguée au marxisme révolutionnaire par un militant après la mort de Trotsky en 1940.

Pour des raisons trop longues à expliquer ici, à partir de 1950, Barta resta à l'écart du courant qu'il avait créé et dans lequel il ne se reconnaissait plus. Aussi, s'il est exact que les militants de la lutte ouvrière se réclamant de Barta, il est faux d'écrire que celui-ci fut un des fondateurs de cette organisation, avec laquelle il n'a jamais collaboré.

سكس اى اى اى

POLITIQUE

D'ÉTUDES DES PARLEMENTAIRES U.D.R.

est mieux accueilli que l'intervention télévisée de M. Giscard d'Estaing

M. Chirac est apparu comme un remords bien tardif. Les députés U.D.R. ont trouvé que M. Giscard d'Estaing prenait quelque liberté avec la réalité lorsque, après avoir affirmé que « le redressement doit être consolidé et poursuivi », il avait ajouté : « Il fallait un nouveau gouvernement pour conduire cet objectif. » Tous ses auditeurs de Rocamadour ont eu l'impression que le chef de l'État oubliait délibérément que c'était M. Chirac, qui avait, de lui-même, donné sa démission. Beaucoup ont franchement ri lorsque M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il avait été élu président de la République en raison de ses qualités de ministre des finances, alors que les gaullistes se targuent d'avoir été les artisans de sa victoire après le piètre résultat qu'avait obtenu le candidat de leur camp, M. Chaban-Delmas.

Quant à l'initiative de M. Chirac, elle a suscité l'intérêt mais aussi provoqué bien des interrogations. La lettre de l'ancien premier ministre au secrétaire général du mouvement a répondu sans aucun doute à une attente qui s'était déjà exprimée dans les interventions de MM. Pons et Labbé dès la séance d'ouverture (« le Monde » du 30 septembre). M. Guéna a annoncé sans attendre que le comité central du 23 octobre accèderait à la demande de convocation d'assemblées extraordinaires qui pourraient se tenir fin novembre ou début décembre, c'est-à-dire après la réélection prévue de M. Chirac comme député de la Corrèze et avant le vote définitif du budget à l'Assemblée nationale. M. Pons, pour sa part, jugeait qu'intervenir quelques heures avant l'allocution du chef de l'État, la lettre de l'ancien premier ministre montrait la détermination de

sa démarche. M. Claude Labbé, président du groupe, approuvait également, reflétant ainsi le sentiment de la majorité des députés. Ces derniers, en effet, se disaient tous impressionnés par la rapidité et par l'ampleur de la désaffection de l'opinion envers la personne du président de la République, soulignant que cette attitude se manifestait non seulement parmi les gaullistes mais aussi au sein de l'électorat centriste et « giscardien ». Même les députés réputés « chabanistes » ou « anti-chiraciens » ne manifestaient plus leur conviction et se contentaient d'attendre les précisions que M. Chirac devrait fournir dimanche 3 octobre à Eglistons. Beaucoup d'élus gaullistes doutaient en privé que la situation actuelle puisse durer jusqu'au printemps 1978 et — selon les tempéraments — espéraient ou redoutaient d'avoir à « en découdre rapidement ». M. Jac-

ques Maretti, député de Paris, résumait un sentiment assez répandu en disant : « Nous sommes des légitimistes, mais nous avons l'impression que ce roi n'est pas de bonne souche », tandis que d'autres s'interrogeaient sur la nature de la transformation et sur l'étendue de l'élargissement proposés par M. Chirac. Contrairement à l'affirmation de M. Giscard d'Estaing, le combat électoral semblait bel et bien engagé dans l'esprit et dans les propos des élus gaullistes réunis à Rocamadour, qui voulaient se convaincre, selon la formule de M. Guéna, que « les élections seront gagnées avec l'U.D.R. », à travers l'U.D.R. et en grande partie grâce à l'U.D.R. M. Chirac, qui, depuis deux ans, n'a guère ménagé le repos de ses amis politiques, leur lance par une simple missive un pressant appel à l'action.

ANDRÉ PASSERON.

De notre envoyé spécial

est populaire qui, perdu, ne se reporterait pas nécessairement sur une autre formation de la majorité mais, découragé, pourrait rejoindre l'opposition. » M. Michel Debré, ancien premier ministre, député de la Réunion, prend ensuite la parole. « Nous devons, déclare-t-il, savoir faire face. Nous sommes dans une situation difficile. La France éprouve un certain désarroi. Les Français ne peuvent plus, ne veulent plus subir l'inflation. Nous constatons, d'une part, un manque de confiance vis-à-vis de ceux qui gouvernent, d'autre part, une perte de la crédibilité de la nation de français, dont on commence à douter à l'étranger de son sérieux. Mais il semble également que l'on ne soit pas prêt à accepter les efforts nécessaires pour remédier à cette situation. »

« Le désarroi est grand. Si l'on ajoute un désarroi à l'intérieur de notre mouvement, à quoi cela servirait notre discipline et notre loyauté, quand on constate que nos partenaires continuent à penser que nous sommes leurs premiers adversaires ? (Applaudissements). Nous sommes prêts à

soutenir une politique difficile, mais qui nous en sera reconnais- sance ? » Dans le désarroi, il faut savoir faire face, ce qui exige de bien regarder les problèmes, par exemple celui de la stabilité, que j'ai défendu sans succès, jusqu'à ce que le premier secrétaire du parti socialiste reprenne mes arguments. Pour ce qui est de l'inflation, qui n'a pas cessé, n'a pas compris, n'a pas voulu ? Nous sommes sur le chemin de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

« Avec M. Raymond Barre, une page est tournée. On a dit aux Français que la situation était grave. Mais il est très tard pour agir. D'autre part, il n'y a guère de redressement sans pouvoirs spéciaux (par exemple des ordonnances), et il est difficile d'envisager un tel redressement à la petite détermination. » « Que nous propose-t-on ? », demande alors M. Debré, après avoir salué le style gaulliste du nouveau premier ministre, qui a traité les Français « comme un peuple ma- »

jeur : il s'agit d'abord de régler le déficit des finances publiques, mais il y sera fait face classiquement. Il s'agit ensuite de réduire la hausse des prix. On peut la briser, mais il faut pour cela savoir passer plusieurs mois difficiles et mettre en œuvre, notamment, une politique des revenus. Ce qui suppose une conception différente de la politique contractuelle à la française, c'est-à-dire par secteur. Cette politique doit être en effet globale. Pour ce qui est de la politique des prestations sociales, il faut faire des économies (il évoque le montant « in- »

crovable » du remboursement de la paille) et établir des priorités en faveur des personnes les plus touchées par l'inflation. Enfin, il faut appliquer une politique des frais généraux de l'État, qui doivent être réexaminés. Et M. Debré poursuit : « Il est bien tard pour une politique globale, mais ne rien faire, c'est, à coup sûr, perdre les élections ; faire quelque chose et le bien faire, c'est une chance que nous nous donnons à nous-mêmes. Il faut soutenir le plan qui nous est proposé, mais il ne peut s'agir que d'un premier pas, au demou- »

rant impopulaire, ayant un effort global pour que la nation se sente sur le bon chemin. » M. Debré réaffirme son opposition au projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, dont l'adoption entraînerait la « disparition de l'U.D.R. ».

● M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, devait être reçu à l'Élysée jeudi 30 septembre, par M. Giscard d'Estaing.

OUTRE-MER

DES CHRÉTIENS DÉNONCENT LE CARACTÈRE COLONIALISTE DE L'EXPOSITION « LA FRANCE DES QUATRE COINS DU MONDE »

M. Raymond Barre a visité mercredi après-midi 29 septembre l'exposition « La France des quatre coins du monde », qui a lieu au Centre international de Paris, porte Maillot, jusqu'au 10 octobre. Le premier ministre était accompagné de M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, et de M. Olivier Stirn, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Mardi après-midi, le collectif des chrétiens pour l'antidiscrimination des DOM-TOM (*) a rassemblé notamment la Fédération des groupes Témoignage chrétien, la Cimade, les mouvements Vie nouvelle, Christianisme social et le Mouvement chrétien pour la paix, a publié une déclaration dans laquelle il s'étonne « que le président de la République et le premier ministre aient cru devoir accorder leur patronage actif à l'exposition « La France des quatre coins du monde », dont l'esprit et la forme rappellent jadis l'exposition coloniale organisée par le maréchal Lyautey en 1931. »

Le collectif affirme : « Une fois de plus, les départements et territoires d'outre-mer sont surtout présentés aux Français par leur faune, leur flore, leur sol et tout ce qui constitue une éternelle ressource pour la « métropole ». Aucune conférence, aucun spectacle, aucun stand ne restitue les réalités souvent insupportables que vivent une partie des deux millions d'habitants des DOM-TOM : chômage chronique, inflation plus vive encore qu'en France, aliénation de la monnaie, déperdition culturelle, et, pour finir, émigration forcée. »

* 178, rue de Grenelle, 75007 Paris.

● Le Comité de soutien au peuple maharais a estimé, dans un communiqué publié mercredi 29 septembre, à Paris, « inadmissible de laisser la population de Mayotte dans l'incertitude de son avenir en modifiant d'un mois à l'autre le statut dont elle sera dotée ». Le comité rappelle que la population de l'île s'est prononcée « à une écrasante majorité, lors du dernier référendum, en faveur de la départementalisation », et jugé « inquiétantes » les récentes déclarations de M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer. (Le Monde du 29 septembre.)

DES AFFAIRES A FAIRE ! CHEZ MERLIN

A VILLERS-SUR-MER

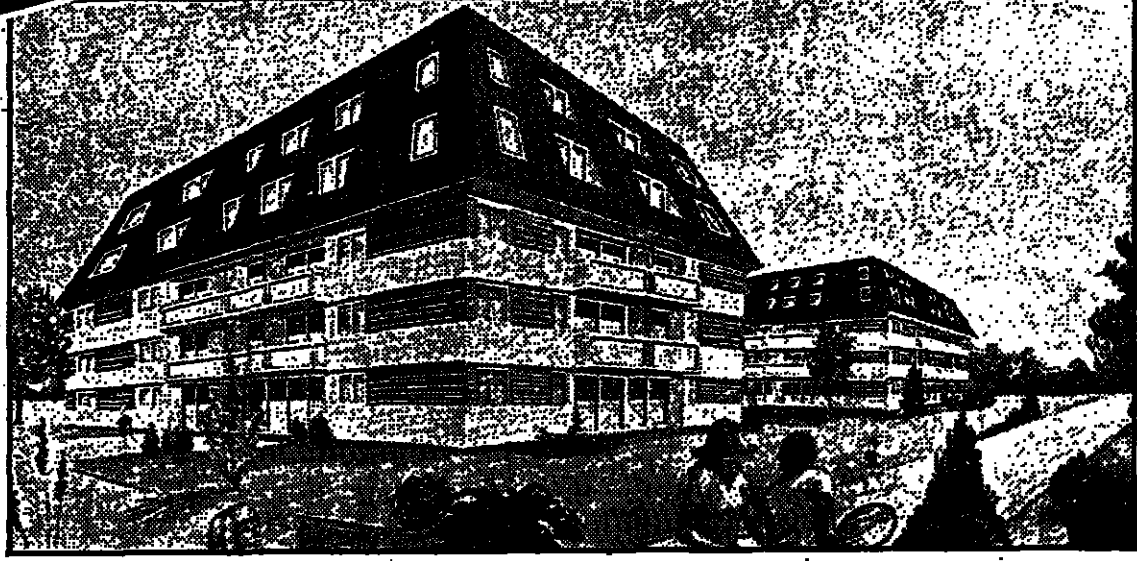
DEAUVILLE

VENEZ NOMBREUX A VILLERS-SUR-MER VISITER NOTRE APPARTEMENT-TEMOIN DANS UNE RESIDENCE DE CLASSE DANS SON CADRE DE VERDURE PRES DE LA MER

2 HEURES DE PARIS **PROXIMITE DE** **JUSQU'AU DIMANCHE 3 OCTOBRE A 19 HEURES**

des négociateurs compétents se tiennent à votre disposition tous les jours de 9 heures à 19 heures sans interruption dans les bureaux de la Société Merlin à Villers-sur-Mer (face au Syndicat d'Initiative) Téléphone : (31) 87.01.99

QUALITE ET PRIX-MERLIN CONSTRUCTIONS CONTRÔLÉES PAR LE BUREAU SOCOTEC A CAEN



dessin approximatif des immeubles et de l'environnement

STUDIOS
A PARTIR DE 70.000 F
AVEC UN VERSEMENT DE 5 %
A LA RESERVATION, SOIT : **3.500 F**

APPARTEMENTS 2 PIECES
A PARTIR DE 91.000 F
AVEC UN VERSEMENT DE 5 %
A LA RESERVATION, SOIT : **4.550 F**

APPARTEMENTS 3 PIECES
A PARTIR DE 139.000 F
AVEC UN VERSEMENT DE 5 %
A LA RESERVATION, SOIT : **6.950 F**

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

15% A LA SIGNATURE DES ACTES NOTAIRES ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITE DE CREDIT PERSONNALISE A LONG TERME.

chaque appartement comprend : Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques de cuisson électriques sur four — Evier inox avec égouttoir — Meuble rangement sous évier — Réfrigérateur 130 litres — Salle de bains aménagée — Chauffage électrique intégré par radiateurs — Sol tapis aluillité — Peintures terminées — Travaux contrôlés par le BUREAU SOCOTEC à Caen.

PRIX BLOQUES 76 HATEZ-VOUS POUR EN PROFITER

VENEZ VOUS RENSEIGNER CHEZ MERLIN A VILLERS-SUR-MER ou téléphonez au 277-11-13 Paris

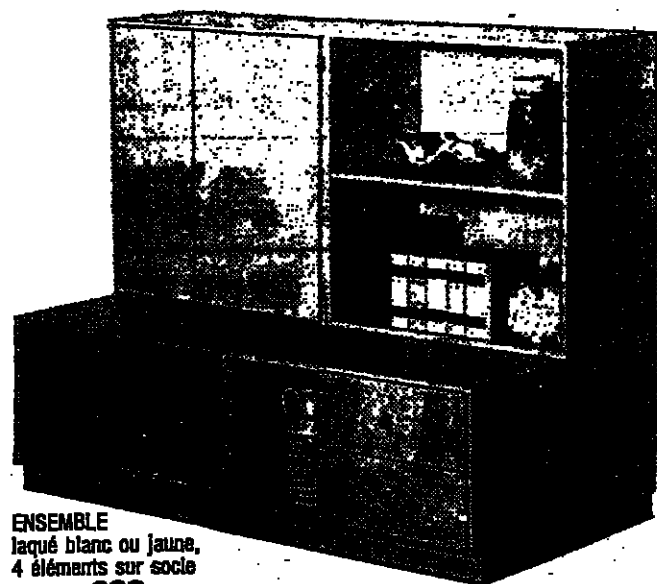
Remise 30%

sur des centaines d'articles d'ameublement sélectionnés
Jusqu'au 16 octobre

Samaritaine
PONT NEUF (RIVOLI) · VELIZY 2 · ROSNY 2 · CERGY



CHAMBRE CONTEMPORAINE coloris rouille armoire 3 portes L. 150 - H. 182 - P. 60
lit capitonné avec radio pour literie de 140 2270 F 1659 F.
Les deux pièces

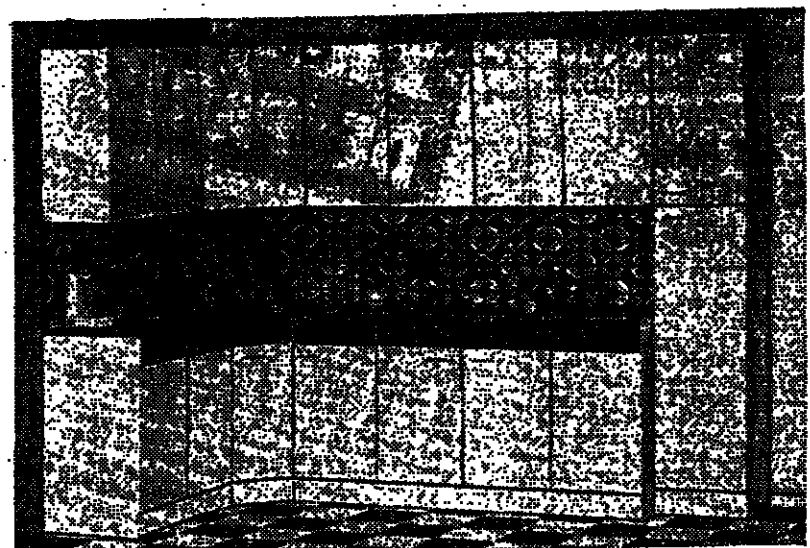


ENSEMBLE
laqué blanc ou jaune,
4 éléments sur socle
1448 F 803 F.



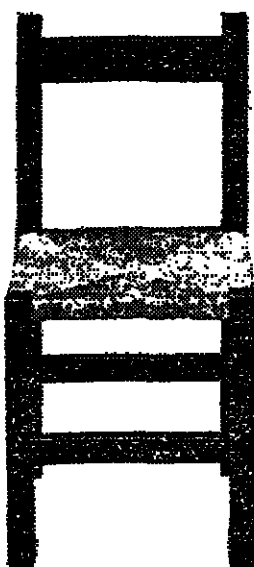
CANAPÉ CONVERTIBLE RUSTIQUE
recouvert tissu viscose
et coton 2350 F 1645 F.
Fautouil assorti 1075 F 750 F.

TAPIS pure laine "Woolmark"
dessin persan
160 x 230 528 F 438 F.
190 x 290 515 F 643 F.



MEUBLES DE CUISINE
ELEMENTS A SUSPENDRE
à monter soi-même,
plaqué stratifié H. 70 - P. 32
1 porte en 40 167 F 109 F.
2 portes en 80 227 F 158 F.
3 portes en 120 315 F 223 F.
1 angle en 60 305 F 216 F.

ELEMENTS A POSER
H. 85 - P. 47
1 porte 1 tiroir 228 F 160 F.
en 40 2 portes 2 tiroirs 315 F 223 F.
en 60 3 portes 3 tiroirs 405 F 325 F.
en 120 1 angle en 60 387 F 270 F.
armoire balais H. 200 - P. 32 321 F 224 F.



Chaises paliées rustiques
hêtre teinté
163 F 114 F.

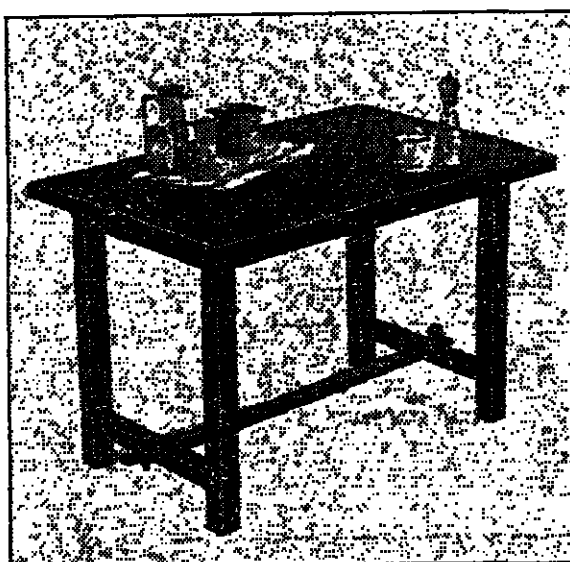
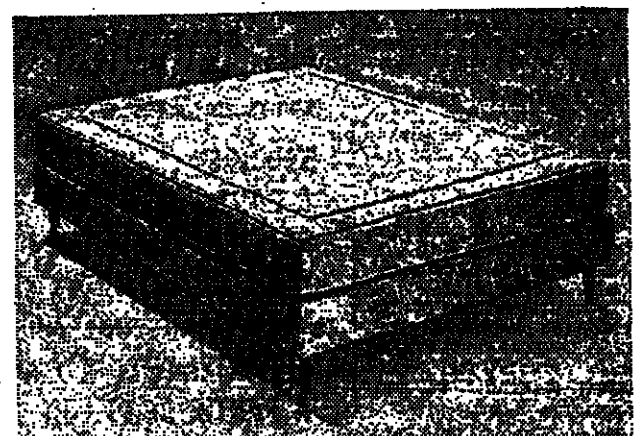


Table rustique 120 x 80
413 F 289 F.



RETEVEMENT
PLASTIQUE
SUR FEUTRE,
largeur 2 m
12 m2
1745 F
12 F.



DUNLOPILLO
ENSEMBLE SOUVERAIN comprenant:
1 matelas 140 cm - 1 sommier 140 cm sur pieds
2573 F 1878 F.

CREDIT SÈMEUSE

PARKING
SAMARITAINE



TROTTOIR
ROULANT

MAGASIN 2 - 3^e et 4^e ETAGES

150-151

150

POLITIQUE

JEUDI A TF 1

Portrait de François Mitterrand « esquisse d'une ébauche »

Tout l'art du portrait tient dans la qualité du rapport qui unit et oppose le peintre et son modèle. Quand le modèle s'appelle François Mitterrand, le rapport est difficile à établir. Devant cette personnalité complexe, la tentation est de réagir plutôt que de témoigner et — en définitive — de parler de soi au lieu de parler de lui. Le premier mérite de Jean-Claude Héberté est de ne pas tomber dans ce piège : ce n'est point « son » Mitterrand qu'il nous propose mais une approche de François Mitterrand.

Son film, diffusé ce jeudi 30 septembre à 21 h. 30 par TF 1, ne prétend pas être autre chose que « l'esquisse d'une ébauche ». Jean-Claude Héberté savait qu'il allait au-devant de nombreuses difficultés et que la complexité de « son sujet » ne lui était pas étrangère. Voici un homme

public qui tient à préserver sa personnalité privée, un homme confronté à la part d'édification de toute carrière politique, un aristocrate de la culture qui prendrait plaisir au nom des masses populaires, un soldat au service de la collectivité. Voilà un stratège de la politique venu au socialisme par sentimentalisme, un politicien de la vie quotidienne soucieux de laisser une trace dans l'histoire de son pays, un esclave du verbe jeté dans la civilisation de l'image. Par quel bout le prendre ?

Jean-Claude Héberté, qui a quelques idées sur le journalisme et la télévision, a d'abord choisi de montrer son personnage dans ses divers rôles, si l'on peut dire : tribun populaire, maire, président du conseil général, chef de parti, candidat à l'élection présidentielle, écrivain, produit d'une bourgeoisie rurale qui a conservé une familiarité avec la nature. Il lui a ensuite fait montrer, soit en l'interrogeant, soit en citant, par l'intermédiaire de Michel Piccoli, ses écrits, les différentes facettes de sa personnalité. C'est une réussite. Quelques témoignages de proches complètent par quelques touches ce portrait de Mitterrand par lui-même.

Le leader socialiste n'a jamais été aussi bien servi par la télévision que lorsqu'il explique à Jean-Claude Héberté ses intentions à l'égard de ce moyen de communication, son puritanisme en face de l'argent, ses retours à Vézelay, son amour des mots et des arbres. Il n'a jamais paru aussi proche que lorsqu'il parle de la nature, de la mort, de sa destinée. La télévision lui devait bien cette revanche.

ANDRÉ LAURENS.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. LE 14 OCTOBRE

M. François Mitterrand tiendra une conférence de presse le jeudi 14 octobre à 15 heures, à l'Assemblée nationale. Cette conférence remplacera celle que, le 10 septembre, le premier secrétaire avait annoncée pour le 28, et à laquelle il avait renoncé après avoir appris, le 21 septembre, que le chef de l'Etat prononcerait le même jour une allocution radio-télévisée.

Le bureau du groupe socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale a décidé que MM. François Mitterrand, Robert Fabra et Pierre Joxe, ce dernier comme responsable des questions agricoles du P.S., interviendraient mardi prochain 5 octobre au cours du débat de politique générale.

M. Frédéric Jaiton (apparenté P.S.) interviendra sur les problèmes de la Guadeloupe. Les députés socialistes ont, en outre, décidé de poser, mercredi prochain, une question d'actualité sur la présence de la légion étrangère en Corse.

● A Fort-de-France (Martinique), M. Albert Césaire, maire, député (app. P.S.), président du parti progressiste martiniquais, aura pour principal adversaire M. Léon Valère, conseiller général de Fort-de-France, avocat, qui conduira une liste de la majorité présidentielle.

5300 f le m²

- Double exposition
- Balcon de 140 m de large ou jardin privatif
- Studio ou 2 pièces, 3,4 ou 5 pièces
- Prix fermes

Bureau de vente sur place tous les jours
sauf mardi et mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h.

saci 20 ans d'activité

Je déclare recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur "Les Ambassades Saint-Dominique".

Nom : _____ Adresse : _____

254, rue de Valenciennes, 75005 Paris
Tél. : 260.38.22



NOTRE REGIME FISCAL FAVORISE VOTRE RELANCE

Le régime fiscal de la République d'Irlande a pour objectif de permettre aux sociétés exportatrices de prendre rapidement pied sur les marchés extérieurs afin d'assurer leur croissance régulière. Aussi, avant d'entreprendre la construction d'une nouvelle usine, réfléchissez bien aux multiples avantages fiscaux que vous apporterait son implantation en Irlande.

Une expansion continue.
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du Marché Commun.

L'attitude favorable à la libre entreprise.
L'attitude favorable à la libre entreprise manifestée tant par le gouvernement que par les partis représentés au Parlement, en est la principale raison.

Un régime fiscal exceptionnel.
Votre société sera exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous demeurerez entièrement libre de répartir vos bénéfices et votre capital à tout moment.

Des subventions d'investissement.
L'Etat irlandais vous offrira jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'aurez rien à rembourser, vous ne devrez aucun intérêt et le gouvernement vous laissera le contrôle absolu de votre entreprise.

Un marché monétaire abordable.
Notre marché monétaire vous permettra de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduira d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre investissement total.

Une banque de terrains.
Notre banque de terrains peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de

premier plan ou même d'usines ébénaires clés-en-main et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.

Un personnel qualifié.
Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pouvez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres.

Des salaires raisonnables.
Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.

Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire.
Nos syndicats sont particulièrement concernés par les créations d'emplois et leurs représentants sont extrêmement "fair-play" dans les négociations.

Une infrastructure industrielle.
Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation. La majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la

plus grande part du Revenu National. L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable.
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein-air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a affaire qu'à un seul interlocuteur : l'I.D.A. - Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes que pose votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter l'I.D.A. Irlande, 45, rue Pierre-Charron, 75008 Paris. - Téléphone 339.77.67 Telex : 6604.16.

Les Ambassades Saint-Dominique, Paris 7^e arrondissement...

Un Paris un peu à part...
Le VII^e arrondissement est comme un autre Marais, moins frondeur, plus retiré, plus résidentiel.

Aux Ambassades Saint-Dominique, vous êtes au cœur d'un Paris jaloux de préserver son patrimoine historique, et qui ne daigne révéler également ses charmes qu'aux riverains et aux habitants de longue date.

Vos voisins sont les ministères et les parcs cachés des ambassades : un silence feutré et de bon ton.

Rue Saint-Dominique, piéçage à l'angle de l'avenue Bosquet, voici votre demeure.

À la fois luxueuse et discrète, les pierres de taille au ton chaud et doré, le bronze qui habillent la façade rappellent ces immenses « six murs épais, coque de début du siècle.

Les terrasses fleuries des appartements du dernier étage, les jardins privés devant ceux du

rez-de-chaussée, renforcent cette intimité qui sera la vôtre aux Ambassades Saint-Dominique.

Un classique de bon aloi...
Dans les séjours, le parquet de chêne massif, en point de Hongrie, est un parquet comme de rares artisans savent encore en faire à Paris. Dans les circulations et les chambres, le plancher est recouvert d'une épaisse moquette de laine en grande largeur.

Le boyer, l'acajou, le chêne ou le frêne des placards, les finaux personnalisés de la salle de bain, la pierre couleur sable des balcons et des loggias, constituent un point de départ de qualité pour votre décoration future, d'autant plus, qu'aux Ambassades Saint-Dominique, tous les appartements sont livrés "clés-à-maison".

Le silence et la douceur sont de mise. Vous êtes tout à la fois protégés du bruit, de la chaleur et du froid. Le Maître d'Œuvre, pour l'isolation phonique, s'est assuré le concours d'un "spécialiste du silence", un ingénieur acousticien.

Le chauffage électrique dans tout votre appartement et dans chaque pièce un thermostat d'ambiance apportent une certaine douceur de vivre.

Les sanitaires sont habillés d'émaux "haute qualité" du sol jusqu'au plafond. Les cuisines sont entièrement équipées dans les plus petits appartements. Et lorsque vous refermez la porte peinte derrière vous, vous pourrez vous absenter sans crainte car celle-ci est blindée anti-cambriolage.

Une autre manière de préserver votre intimité.

☐ Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation "Les Ambassades Saint-Dominique".

Appellez-moi au : _____ de _____ h à _____ h.

☐ Je joins ma carte de visite et désire recevoir votre documentation.

Retournez ce bon à découper ou votre carte de visite à : SORAP - Service Commercial, l'attention de Mme Bouchard - 64, rue de Valenciennes - 75005 PARIS.

Prenez rendez-vous avec Mme Bouchard en appelant au **766.51.03**

Créneau de la SGI 85-86, rue Saint-Dominique

"Les Ambassades Saint-Dominique" un charme rare et discret à l'image du 7^e arrondissement...

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 29 septembre sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● L'ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres signées à Paris le 21 mai 1976 entre le gouvernement de la République française et la République de Monaco au sujet des privilèges et immunités de l'Organisation hydrographique internationale.

L'Organisation hydrographique internationale, créée en 1967, a pour objectif de rendre plus sûre la navigation dans le monde en perfectionnant les cartes marines et les documents nautiques. Cette organisation souhaitait obtenir, sur le territoire monégasque, le statut juridique, les privilèges et immunités traditionnellement accordés aux organismes internationaux. Il était nécessaire que soient préalablement précisées, par un accord franco-monégasque, les dispositions relevant de la compétence de l'administration française.

● LES RÉMUNÉRATIONS DES FONCTIONNAIRES

Le conseil a approuvé un projet de décret portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à partir du 1^{er} octobre 1976.

Ce projet met en application l'accord salarial signé le 15 mai 1976 et applicable pour 1976 dans la fonction publique. Il comporte une augmentation des traitements de 1,35 %, dont 1,20 % au titre du maintien du pouvoir d'achat pour les trois premiers trimestres de l'année, et de 0,15 % au titre de l'anticipation sur les hausses devant intervenir au cours du dernier trimestre. En outre, d'autres dispositions concernent l'indemnité de résidence : augmentation de cette indemnité de 0,50 % en dernier lieu sous réserve du plancher, intégration d'un point et demi dans le traitement de base soumis à retenue pour pension.

(Lire page 39.)

● LE VOTE DES FRANÇAIS ÉTABLIS À L'ÉTRANGER

Un projet de décret sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République a été adopté par le conseil des ministres. Ce projet détermine les conditions dans lesquelles ont lieu l'établissement des

listes de centres de vote, le contentieux, le contrôle des inscriptions et les opérations de vote.

Les demandes d'inscription ou de radiation des listes sont reçues dans les ambassades et les consulats. Une commission électorale, siégeant au ministère des affaires étrangères, composée de trois personnes, choisies parmi les membres ou anciens membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de l'ordre judiciaire, est chargée d'arrêter les listes de centres de vote et joue à la fois le rôle des commissions locales de contrôle et des commissions de recensement des votes. La commission électorale doit notifier à l'autorité dont dépend le centre de vote les rectifications éventuellement opérées sur les listes par décision judiciaire à la suite des recours formés par les intéressés.

Le contrôle des inscriptions sur les listes de centre est assuré par la commission électorale d'après les modifications pouvant intervenir dans la situation des personnes.

Les bureaux de vote sont présidés par le chef de poste diplomatique ou consulaire et les assesseurs désignés par le conseil supérieur des Français à l'étranger. Les dispositions du code électoral, sous réserve d'adaptations, sont applicables en matière d'opérations de vote et de

procès-verbal ainsi que de vote par procuration.

Le recensement est assuré par la commission électorale et transmise au Conseil constitutionnel. En cas de litige, le Conseil constitutionnel est saisi par les autorités diplomatiques ou consulaires.

● LE CENTRE D'ÉTUDE DES REVENUS ET DES COUTS

Le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux missions du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC). Créé en avril 1968 et placé auprès du commissariat général au Plan, ce centre avait notamment pour mission de rassembler des éléments d'information utiles à une politique des revenus ainsi qu'à une connaissance de la position de l'économie française vis-à-vis des économies étrangères.

Les débats engagés en particulier lors de la préparation du VII^e Plan sur les inégalités des revenus conduisent à élargir et préciser les missions de ce centre qui sera chargé, notamment, de suivre l'évolution et la répartition des différents revenus par rapport à l'évolution économique d'ensemble, d'évaluer les écarts des revenus avant et après prise en compte des prélèvements sociaux et fiscaux, de proposer des améliorations sur la collecte des informations dans ces divers domaines. Le gouvernement pourra saisir le Centre, notamment sur la proposition du Conseil économique et social, de toute question particulière relevant de sa compétence.

Le Centre pourra demander, outre le concours des diverses administrations et entreprises publiques, la collaboration d'organisations professionnelles ainsi que d'organismes d'études internationales. Le résultat de ses travaux fera périodiquement l'objet d'un rapport établi à l'intention du gouvernement et qui sera publié.

A la suite de l'adoption du décret concernant le Centre d'étude des revenus et des coûts, le président de la République a indiqué qu'il réduirait dans la deuxième quinzaine d'octobre un conseil de planification consacré aux réformes de structure accompagnant le programme de lutte contre l'inflation.

● INDUSTRIES ET MINES D'OUTRE-MER

Le conseil a adopté un projet de décret fixant le ressort territorial des services interdépartementaux de l'industrie et des mines des départements d'outre-mer. Deux services sont créés, ayant respectivement pour ressort territorial, d'une part, les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et, d'autre part, le département de la Réunion. De plus, le département de Saint-Pierre-et-Miquelon est rattaché au service interdépartemental de l'industrie et des mines de l'île-de-France.

● LE COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Le conseil des ministres a adopté un projet de décret relatif au commissariat à l'énergie atomique pris pour l'application des règles concernant la limite d'âge des dirigeants des établissements publics de l'Etat : la limite d'âge de l'administrateur général délégué, assurant la direction générale du commissariat est

fixée à soixante-cinq ans. Cette limite d'âge s'applique également aux deux tiers de ceux des membres du comité de l'énergie atomique qui ne sont pas membres de droit. En outre, la durée des mandats des membres du comité est limitée à trois ans.

● LE VOTE DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Le premier ministre a soumis au conseil des ministres les grandes lignes de la déclaration de politique générale qu'il fera au Parlement le mardi 5 octobre 1976. Sur sa proposition, le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative, qui constitue la première traduction du programme de lutte contre l'inflation.

● RÉFORME DE L'ENTREPRISE

Dans le domaine de la réforme de l'entreprise le gouvernement a fait le point des textes de loi déjà déposés devant l'Assemblée nationale, et a procédé à l'examen des projets en préparation et des initiatives nouvelles qu'il entend prendre incessamment.

● RENTRÉE SCOLAIRE

La rentrée scolaire a permis d'accueillir dans soixante mille écoles maternelles ou primaires et près de sept mille établissements du second degré, dont trois cent trente-quatre construits dans l'année, près de trois millions d'éèves, dont dix millions cinq cent vingt mille dans l'enseignement public.

Soixante-dix mille d'entre eux sont des nouveaux. La demande des familles pour l'accueil des jeunes enfants en maternelle s'accroît, ainsi que le nombre des jeunes gens qui se dirigent vers les enseignements technologiques. Pour y faire face, près de neuf mille postes ont été créés et dix mille classes maternelles ont été ouvertes depuis la rentrée de 1974. Si quelques difficultés ponctuelles ont été enregistrées dans les premiers jours de la rentrée et réglées aussitôt, d'une façon générale elle s'est effectuée dans de bonnes conditions.

La Guadeloupe posait cette année un problème tout à fait particulier compte tenu de la situation épidémiologique pour l'activité scolaire de la Saint-Vincent. Le ministre de l'Éducation, qui s'est rendu sur place, a rendu compte au conseil que la rentrée s'est effectuée progressivement, dans des conditions généralement meilleures au niveau des collèges et des lycées qu'au niveau des écoles primaires, dans les locaux adaptés et confortables des nouvelles écoles.

● LE CONSEIL DES MINISTRES NE SIÈGE PAS LA SEMAINE PROCHAINE EN RAISON DU VOYAGE OFFICIEL EN IRAN

Le conseil des ministres ne siégera pas la semaine prochaine en raison du voyage officiel en Iran du président de la République. Le prochain conseil des ministres aura donc lieu le mercredi 13 octobre.

gramme de classes préfabriquées a été lancé et sera mis en place avant la fin du mois d'octobre.

Une répartition plus déconcentrée permettra d'attribuer des parts de bourses supplémentaires aux auteurs d'œuvres littéraires de la jeunesse, et l'aide de l'Etat sera étendue à l'égard des élèves de moyenne et haute scolarité.

Enfin, certaines orientations de la réforme du système éducatif vont amorcer dès cette rentrée : développement de l'apprentissage, pré-diplôme, suppression des filières dans le premier cycle, suppression de l'enseignement pédagogique par un accroissement du nombre des enseignants pédagogiques régionaux.

● RECHERCHE INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a présenté au conseil un projet de décret portant nomination d'un délégué chargé de la recherche industrielle et de la technologie. Cette création permettra une réorganisation des divers services du ministère de l'Industrie et de la recherche qui suivent les affaires relatives à ces problèmes. Elle permettra de mieux suivre et exploiter les travaux effectués dans les établissements publics tels que le CNRS et le CNRSO ainsi que dans les centres techniques. Le nouveau délégué exercera son action auprès du délégué général à la recherche scientifique et technique. Sa nomination n'entraînera pas la création de services nouveaux, mais se traduira par la mise à sa disposition de services existant au ministère de l'Industrie et de la recherche et traitant de questions de recherche industrielle et de technologie.

(Lire la suite page 36.)

● LA DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ONU

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères a informé le conseil de la composition de la délégation française qui se rendra à la trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le président de la République a indiqué qu'il figurait à l'ordre du jour du conseil des ministres du 13 octobre une communication du ministre des affaires étrangères sur la réorganisation des structures de l'administration centrale des affaires étrangères.

Le conseil des ministres ne siégera pas la semaine prochaine en raison du voyage officiel en Iran du président de la République. Le prochain conseil des ministres aura donc lieu le mercredi 13 octobre.

NOMINATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'E.N.A.

Le conseil des ministres a nommé, sur proposition du premier ministre et du secrétaire d'Etat, après le premier ministre chargé de la fonction publique, comme membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration :

M. CHAPSAI, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris ;

M. MARLEAU, directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux ;

M. BELORGEY, préfet du Loiret-Cher ;

M. COREL, directeur du personnel et des services généraux au ministère de l'économie et des finances ;

M. LACARRIERE, secrétaire général pour l'administration au ministère de la défense ;

M. PASCAL, directeur de l'administration générale du personnel et du budget au ministère du travail ;

M. de SAINT-LEGER de LA SAUSAYE, ministre plénipotentiaire chargé des affaires des Nations unies et des organisations internationales au ministère des affaires étrangères ;

M. SALOMON, directeur des affaires générales et financières au secrétariat d'Etat aux universités ;

Mme BEAUX, administrateur, directeur général de sociétés ;

M. KICHERBERGER, président de la Fondation pour la gestion des entreprises ;

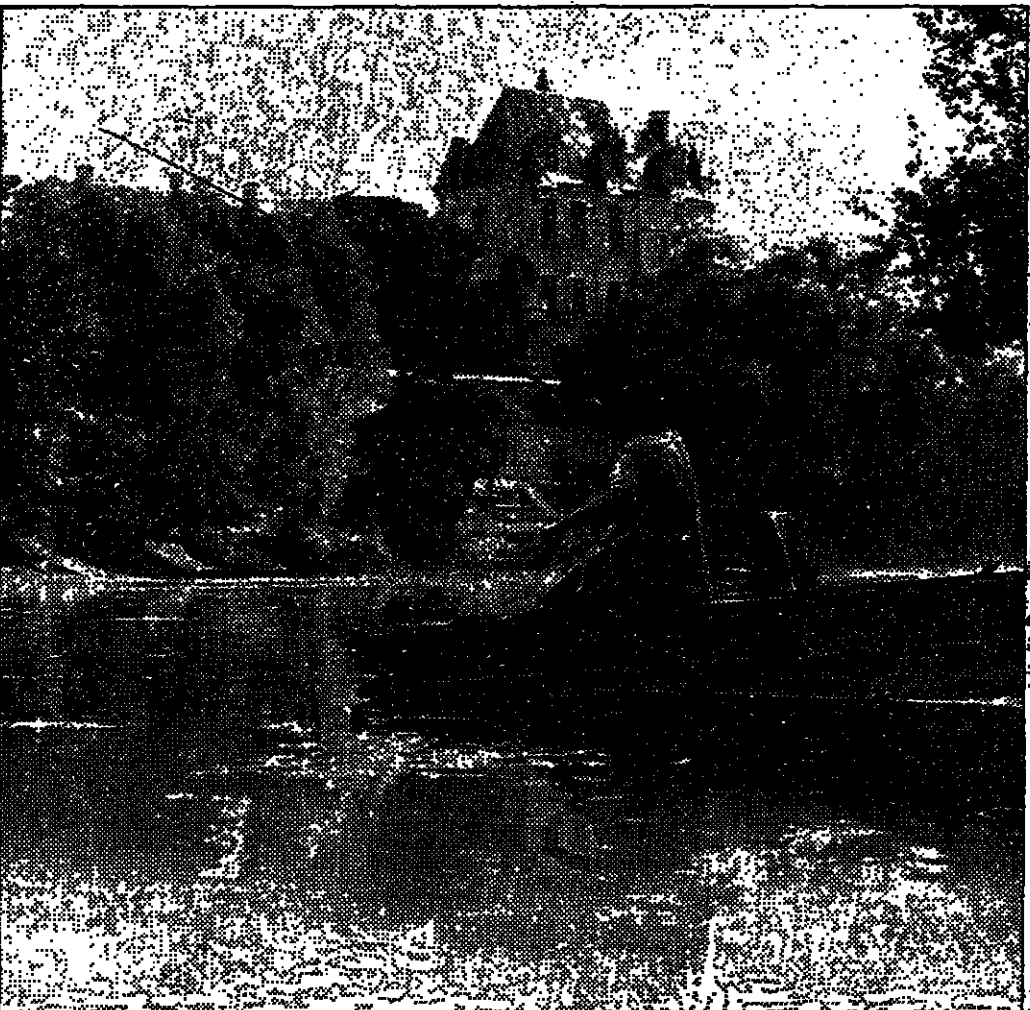
Mme GEINDRE, chef d'entreprise ;

M. GIAUQUE, représen-

tant la Fédération syndicale de fonctionnaires (F.S.F.O.) ; M. LECUVER, secrétaire agrégé à l'université de Paris-X, secrétaire national du S.G.E.N.-C.F.D.T. ; M. CHARRIER, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; M. BASSAU, professeur agrégé de sciences économiques.

M. SOUTOU ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

M. Jean-Marie Soutou, ministre plénipotentiaire et représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles, a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France par le conseil des ministres du mercredi 29 septembre sur la proposition du ministre des affaires étrangères. Il a été nommé en 1961, entré dans la Résistance en 1941, M. Soutou a été nommé en 1943 délégué en Suisse du commissariat à l'information. Après avoir été nommé en 1944 dans le cadre des affaires étrangères il a été successivement premier secrétaire à Belgrade, directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mendès France en juillet 1954, ministre conseiller à Moscou, consul général à Milan, directeur des affaires africaines et malgaches, inspecteur général des postes diplomatiques et ambassadeur à Alger. Le 30 avril 1975, M. Soutou avait été nommé représentant permanent de la France auprès de la C.E.E. en remplacement de M. Etienne Barthe des Rozières.



à Chateauroux,
la qualité de la vie
on sait encore ce que c'est.

La qualité de la vie. Tout le monde en parle. Bien peu la connaissent. A Chateauroux, on sait encore vivre : personne ne klaxonnera derrière vous si vous ne démarrez pas exactement au feu vert. Les forêts sont des forêts accessibles : on peut y aller en sortant de son bureau... et le bureau est rarement à plus de quelques minutes du domicile. Ici tout ceci est tellement naturel qu'on n'éprouve plus le besoin d'en parler. Sauf à vous. Pour vous en faire profiter aussi. Savoir partager, ça fait aussi partie de la qualité de la vie.



Chateauroux
30000 Chateauroux - Tél. (54) 34.26.31
Groupe Régional du Futur
17, rue de Caen - 75006 Paris

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LE POUVOIR DU CONSOMMATEUR

Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

13 RUE DE L'UNIVERSITE

PARIS 7^e LE QUARTIER EST EXCEPTIONNEL. LES APPARTEMENTS AUSSI.

Studios de 29 à 56 m² : 2 pièces de 58 à 87 m² : 3 pièces de 81 à 106 m² : 4 pièces de 103 à 115 m² : 5 pièces de 161 m² : Prix fermes et définitifs. Renseignements et vente sur place, tous les jours de 14 à 19 heures et samedi de 10 à 19 heures (fermeture

dimanche et lundi). Ou : GEPIC, 52, Champs-Élysées Paris 8^e. Tél. : 256.95.98. Livraison : Été 1977. Une réalisation SERDI.



Journal de 1950

سكنى من الاموال

stres



Le contemporain qui aime l'ancien.



Buste de Péguy, dans la famille depuis Péguy.

Sous Louis XIII on se meublait avec du Louis XIII sans pour autant jeter son mobilier Henri II. Sous Louis XIV, sous la Régence, sous Louis XV, sous Louis XVI même, on mélangeait les styles et les genres. On adaptait, on changeait les tissus, mais on vivait avec son temps tout autant qu'avec celui

de ses pères. Jamais on n'avait le sentiment d'être démodé. La mode n'existait pas. Seul comptait le confort personnel, le goût du jour, l'affection qui s'attache aux objets.

Mais le XIX^e siècle a tout changé. Les valeurs petites-bourgeoises n'ont admis aucun compromis; il fallait être retourné d'Egypte, puis Charles X, puis... et, d'un style à l'autre, la France qui créait le mobilier le plus merveilleux du monde a failli ne plus rien produire.

Aujourd'hui, rien n'oblige à être systématique. On peut vivre dans du moderne avec des objets modernes, on peut mélanger du mobilier ancien avec du moderne. Il suffit de ne pas avoir d'œillères,

de ne pas avoir au milieu des objets de vivre au milieu de ceux qu'on aime, et de trouver dans le mobilier contemporain celui qui se marie aussi, de par son style, de par sa fabrication, à celui du passé.

Témoin ce salon Minvielle. Sur le plan de la fabrication, c'est un retour à la tradition. Il est fabriqué en petites quantités, dans un atelier qui ressemble fort à ceux du XVIII^e siècle.

Les armatures sont en bois, les coussins sont mobiles, bourrés de plume. Les tissus, les chairs recouvrent par un maître tapissier. Les tissus, les chairs ont la même solidité que ceux du passé. Ils sont faits pour vivre avec ceux du passé.

Il y a des velours unis, frappés, à motifs. Des damas, des tissages multiples, raffinés comme celui que vous voyez ci-dessus, ou des tissages plus rustiques, plus "bruts", ou encore avec des motifs à carreaux, à fleurs, exotiques (ceux de la Compagnie des Indes).

Quant à la disposition de ce salon, elle dépend de votre bon vouloir: soit trois places plus une chauffeuse, soit deux places et deux trois places, à l'infini.

Avec Minvielle, les matériaux, les formes, les lignes, la conception des meubles, tout est réuni aujourd'hui pour que le style contemporain puisse s'accorder, s'harmoniser avec les styles du passé.

Notre philosophie nous a amenés à concevoir nos magasins comme des "centres de conseil" touchant non seulement le mobilier mais aussi tous les détails d'aménagement de votre appartement.

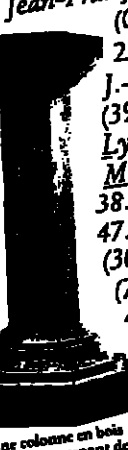
Voici la liste des magasins Minvielle:

Paris et région parisienne:
Paris (75007) 50, rue de l'Université 544.18.20 et 544.17.71. St-Germain-en-Laye (78100) 4-6, rue des Coches 963.07.30. Sevres (92310) 1-3, av. de l'Europe 626.02.92 (ouverture fin octobre).

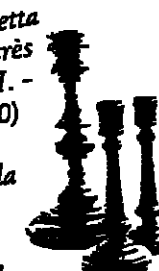
Province:
Ajaccio (20000) 77, cours Napoléon 21.00.25. Amnecy (74000) 4, rue Vaugelas "Le Grand Passage" 51.02.45. Amnecy (06600) 39, bd Wilson 34.66.05. Bar-le-Duc (55000) 18, rue Bar-le-Duc 91.44.64. Boulogne (62200) 42, rue Henri-IV 91.44.64. Boulogne (62200) 93-95, Grande Rue 31.30.51.

Buste de Philippe R., 27 ans, 5 ans.

Bourg-en-Bresse (01000) 10, rue Gambetta 21.31.23. Brest (29200) 91, rue Jean-Jaurès 44.32.87. Caen (14000) Place du 36^e R.I. - Quai de Juillet 81.74.81. Cannes (06400) 85, av. du Maréchal Juin 38.29.74. Châlons-sur-Marne (51000) 90, rue de la Marne 68.01.84. Clermont-Ferrand (63000) 18, avenue des Etats-Unis 37.33.36. Grenoble (38000) 1, rue Jean-François Hache 44.02.47. Laon (02000) 67, bd de Lyon 23.04.67. Liévin (62800) 175, rue J.-B.-Defernez 28.36.41. Lons-le-Saunier (39003) 2, av. de la Charité 42.40.21. Lyon (69002) 24, rue de la Charité 42.40.21. Lyon (69000) 30, quai Lamartine 38.04.15. Marseille (13006) 33, bd Baille 47.75.70 (ouverture fin octobre). Nîmes (30000) 12, rue Régale 67.59.33. Provins (77160) 14, rue Edmond-Nocart 400.02.03. Rodez (12000) 1-3, rue Raynal 68.06.35. Saint-Etienne (42000) 7, rue Pierre-Bérard 32.36.89. Strasbourg (67000) 53-55, Grand-Rue 32.19.04. Toulouse (31000) 7 bis, Place du Capitole 23.21.05. Tours (37000) 13, rue Nationale 05.41.76.



Une colonne en bois du XIX^e, provenant de la chapelle de St-Louis.



Bougeoirs d'église, même provenance que la colonne en bois.

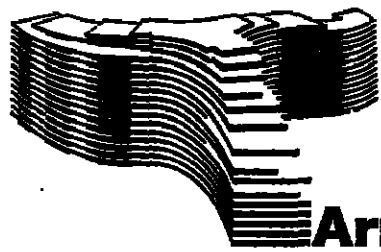
Merci de m'adresser votre documentation. (M.2)

Nom _____ Adresse _____

Prénom _____ Tél _____

A adresser au magasin Minvielle le plus proche de votre résidence.

Minvielle.



Armonial
tout ce que vous aimez
pour 5900 F le m²*

au cœur de Paris
des appartements spacieux
à double exposition
dans une architecture de grande classe
aérée par des espaces verts
à 100 mètres du métro (Cambonne, Ségur)
tout proche des rues commerçantes

Du studio au 5 pièces.
Appartement témoin : 34, rue Miollis
Paris 15^e

Renseignements et vente sur place
tous les jours de 14 h à 19 h,
et samedi et dimanche de 10 h à 19 h.

* loggia et balcon pondérés à 50%.
terrasse pondérée à 35%.



UN ENORME SUCCES



**LA
RÉVOLUTION
DIÉTÉTIQUE
DU Dr ATKINS**

Un régime agréable, facile à suivre, qui permet
enfin de manger sans grossir.

Un événement !

Des milliers de médecins dans le monde
entier l'ont déjà adopté. Des millions de gens
l'utilisent chaque jour.

BUCHET/CHASTEL
18 rue de Condé - 75006 Paris

BMW:POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

les nouvelles 6 cylindres 754.91.64
754.91.65
IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS 755.62.29

AÉRONAUTIQUE

LE PROGRAMME MERCURE 200 ET LA COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE

Les responsables des groupes socialistes d'entreprise ont examiné, à la fin de la semaine dernière à Colomiers (Haute-Garonne), les problèmes aéronautiques et spatiaux, au cours d'une réunion à laquelle participaient notamment M. Alain Savary, président du conseil régional de Midi-Pyrénées et député socialiste de la Haute-Garonne, M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., et M. Alex Raymond, maire de Colomiers, député socialiste de la Haute-Garonne et

délégué national de l'air et de l'espace au P.S.

Le principal rapporteur, M. Gérard Desseigne, secrétaire national des groupes socialistes d'entreprise, a accusé le pouvoir giscardien de n'avoir aucune stratégie en matière aéronautique. Dans l'avenir, il faudra déterminer avec les partenaires de la France ce que doit être une réelle politique aéronautique et spatiale. Les participants ont demandé l'institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier les condi-

tions dans lesquelles sont utilisés les fonds publics attribués au groupe privé Dassault-Breguet.

De son côté, M. Henri Caillaud, sénateur de Lot-et-Garonne (gauche démocratique), suggère, dans une question écrite au premier ministre, la création d'une société unique groupant par exemple la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAI), Dassault et Breguet, qui, selon lui, serait de « nature à mieux servir les intérêts du pays ».

UN DÉMANTÈLEMENT Renoncements

par JEAN FORESTIER (*)

CHACUN jour grandit l'écart entre les brillants discours officiels, notamment ceux que nous valent les Salons du Bourget, et la dure réalité que vit l'industrie aéronautique de notre pays. La décision annoncée par le précédent gouvernement français en faveur du Mercure 200 me semble devoir creuser encore plus ce fossé, car je ne vois pas comment l'aboutissement de cette affaire pourrait correspondre aux commentaires ministériels.

Si j'ai bien compris le choix fait, Dassault-Breguet a maintenant la bénédiction gouvernementale pour tenter de mener à bien une négociation délicate : il s'agit pour le maître d'œuvre du Mercure d'associer au programme à la fois la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAI) et la société américaine Mc.D. Douglas, tout en gardant la chaîne de production en France et, pour lui, la haute main sur le projet.

Pour réussir cette entreprise, il suffit de convaincre un des trois grands constructeurs américains, représentant ces dernières années près du quart du marché mondial des avions de ligne à réaction, d'assurer le succès à la vente d'un avion qui restera fabriqué en majeure partie en Europe et conçu par un constructeur encore inconnu sur le marché mondial correspondant.

Si encore il s'agissait pour l'industrie aéronautique américaine d'un programme marginal (1), comme le furent à une certaine époque le Friendship de Fokker ou le Falcon de Dassault, on pourrait garder quelque espoir ; mais, non, il s'agit d'un programme relativement plus important que Caravelle naguère, programme qui vit Douglas, après les acs à l'initiale de vente, lancer le D.C. 9 et abandonner Sud-Aviation à son sort.

A supposer même chez Mc.D. Douglas une volonté philanthropique nouvelle, on ne voit pas très bien comment celle-ci s'étendrait au gouvernement américain, dont les interventions, en ce domaine comme dans tous les autres, n'ont jamais eu d'autre but que la défense des intérêts des Etats-Unis. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler l'interruption imposée à Mc.D. Douglas des négociations avec Rolls-Royce au sujet des réacteurs du D.C. 10, puis la direction de celles-ci à Lockheed pour le TriStar et la facilité consécutive de Rolls-Royce.

Des compensations à Douglas

Il faudra donc un jour, sans doute très proche, offrir à Mc.D. Douglas des compensations. A part notre société nationale, l'industrie aéronautique américaine ne peut rien nous offrir.

Comment se présenterait au plan européen une opération de compensation entre l'Airbus et Mercure ? Sur ce plan, la situation actuelle de ces deux programmes est claire : d'un côté, une opération à direction purement française, le Mercure, avec un certain nombre de sous-traitants européens menés autoritairement et aboutissant pour l'instant à un échec commercial avec le Mercure 100, rendu seulement à dix exemplaires à un unique client, la compagnie française Air Inter. De l'autre, une opération de coopération européenne particulièrement réussie et ressentie comme telle par l'ensemble des partenaires, avec des ventes un peu partout dans le monde,

sans que l'on puisse, pour cette fois, faire état d'un quelconque défaut d'efficacité d'Airbus Industrie vis-à-vis de l'organisation plus autoritaire, qu'il s'agisse de prix ou de délais. On ne voit donc guère comment nos partenaires européens pourraient accepter de participer à l'opération de compensation envisagée, d'autant que le réacteur du Mercure 200, le C.F.M. 56, est lui aussi franco-américain.

La seule voie pour lever leurs objections consistera, je le crains, à prendre cette compensation sur la part française, celle de l'aérospatiale, solution qui a, alors, toutes chances de satisfaire nos partenaires puisqu'elle leur apportera un affaiblissement certain de l'aérospatiale dans l'opération Airbus.

Une aubaine pour les Etats-Unis

On voit aussi très bien ce que les Américains auront à gagner à l'opération déclenchée par le gouvernement français. Depuis quelque temps, l'industrie américaine n'a pas caché son opinion : l'industrie aéronautique mondiale présente une surcapacité de production qu'il importe de résorber : l'industrie américaine a déjà réduit ses effectifs de 30 %, au tour de l'industrie européenne de se sacrifier. Même si cette position est discutable, elle existe et on ne peut l'ignorer. Tant que l'industrie européenne, s'appuyant sur le marché européen et sur celui du reste du monde, fait bloc pour défendre, voire accroître, la part du marché mondial qu'elle a acquise, l'industrie américaine ne peut compter pour la dominer que sur son dynamisme et ses qualités propres, voire sur sa puissance financière ou sur l'appui de son gouvernement. Quelle aubaine constitue donc pour les Etats-Unis l'initiative française ? Elle démantèle l'industrie européenne et leur donne l'occasion d'intervenir de l'intérieur même de cette dernière. Pour s'être trouvés dans une situation analogue, les Canadiens ont vu, au premier sursaut de crise aux Etats-Unis, fondre leurs effectifs aéronautiques nationaux, et cela sans même que les Américains se départissent d'un réel « fair play ».

Evincer notre société nationale du domaine civil où elle a connu depuis près de vingt ans des succès non négligeables et perdre finalement sur tous les tableaux, positions fortes tant en Europe que vis-à-vis des Etats-Unis, cela ne semble donc les seuls résultats escomptables de la dernière décision gouvernementale. La répercussion sur les effectifs aéronautiques français risque d'être catastrophique.

Sont-ce vraiment là les objectifs de la politique aéronautique du gouvernement ? Dans le cadre de l'information des Français chère à notre actuel président de la République, on aimerait à être fixé et aussi à voir enfin les actes correspondre aux paroles.

(1) Dans le cadre de cette « libre opinion », je ne puis qu'évoquer brièvement les principaux problèmes sur lesquels je me suis plus longuement exprimé dans un article paru dans la revue *Transports* : « Une industrie aéronautique indépendante : l'Europe de demain ? » (mars 1976).

(2) Là encore, j'ai rappelé l'histoire et les données de ce programme dans un article publié dans *Aéronautique magazine international* : « Concorde, aventure aux mille facettes » (13 décembre 1975).

par ALEX RAYMOND et JEAN REY (*)

LES responsables du parti socialiste se sont, à diverses reprises, par des interventions à la tribune de l'Assemblée nationale ou dans la presse, élevés contre la dangereuse éventualité d'un accord entre Dassault et la société américaine Douglas à propos du futur moyen-courrier Mercure 200. Eh bien, nous voilà ! Dans le domaine de la construction aéronautique civile comme en tant d'autres, le pouvoir a cédé à la facilité atlantique. Non sans une bien curieuse précipitation.

Nous voulons ici prendre rang pour l'avenir. Que les responsables gouvernementaux d'un tel renoncement, de décisions aussi aberrantes, n'oublient pas qu'ils doivent répondre aux travailleurs de l'aéronautique, qu'ils sont comptables de leurs engagements devant l'opinion publique.

Tout d'abord sur le plan financier. Chacun sait que le développement d'un avion de transport nouveau implique des dépenses considérables, pour l'étude et la construction du prototype dans un premier temps, pour le lancement industriel de la série ensuite. Nous demandons au gouvernement : comment les dépenses et les risques sont-ils exactement partagés entre Douglas et l'Etat français ? N'apporte-t-on pas au constructeur américain, agréable cadeau, les ressources lui permettant de lancer immédiatement les nouveaux appareils que sa situation financière propre lui interdirait d'aborder avant plusieurs années ? Si, comme nous le pensons, notre pays est destiné à assumer la plus grande part de la charge, comment celle-ci sera-t-elle répartie entre l'industriel privé et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAI), c'est-à-dire entre le pauvre M. Dassault et le riche contribuable ? Nous attendons la réponse, monsieur Cavallé, nous attendons les chiffres...

Comment dit-on Mercure en Américain ?

Sur le plan commercial, cet accord relève d'une attitude tout simplement suicidaire. Pour la première fois depuis Caravelle, l'Airbus, produit de l'industrie aéronautique européenne, d'avère commercialement compétitif, commence à percer sur le marché et à être redouté, de leur propre aveu, par les constructeurs des Etats-Unis. C'est le moment que l'on choisit pour lui susciter un concurrent, pour en confier la commercialisation à Douglas, qui ne manquera pas, fort de l'aide du budget français, d'ajouter bientôt pour compléter sa gamme quelque rival direct de l'Airbus, pour désavouer la SNIAI, et pour signifier par là même aux compagnies aériennes du monde entier que décidément la versatile Europe est incapable de cette obstination dans l'effort qui fait la permanence industrielle.

Croît-on vraiment aux vertus de la coopération transatlantique ? Etrange innovation de la part de l'industrie américaine dans une politique jusqu'ici toute d'affrontements, et dont on ne nous interdira pas de penser qu'elle vise à étouffer sous les embrassades un concurrent gênant. Quelle inconséquence coupable chez ceux qui se précipitent ainsi vers les sirènes américaines ! Ont-ils déjà oublié l'accueil réservé à Concorde, ou l'accord mort-né dans les années 60 entre Douglas et Sud-Aviation qui portait sur Caravelle et permit la naissance du DC-9 ? Au fait, comment dit-on « Mercure » en américain ?

Une telle politique de facilité sera peut-être bien accueillie par certains de nos transporteurs aériens. Air

(*) M. Alex Raymond, délégué national du P.S. à l'air et à l'espace, député socialiste de la Haute-Garonne ; M. Jean Rey, délégué national du P.S. à l'équipement.

France, voire Air Inter, remplaceront leurs Caravelle par des DC-8, soyons-en assurés. Point n'est besoin de clause écrite, fût-elle secrète, pour en prendre le parti. La décision est dans la logique de l'accord. Quant à M. Antoine Vail, directeur général de l'UTA, il voit enfin reconnue cette « dimension atlantique » explicitement appelée de ses vœux. Nul doute qu'il ne s'en réjouisse. L'UTA, compagnie privée nourrie de droits de trafic arrachés à la compagnie nationale, ne s'est pas jusqu'ici spécialement distinguée par le nombre d'appareils français qu'elle aurait acquis. Peut-être M. Fourcade, qui avait su lancer si fortement contre Air France, aura-t-il y mettre bon ordre ?

Sur le plan industriel, on sacrifie le bureau d'études de la SNIAI. Combien M. Bourges estime-t-il que l'opération Mercure-200 y créera d'emplois ? Pense-t-il préserver ainsi l'acquis que nous avions su constituer dans une des rares industries de pointe que nous maîtrisons parfaitement ?

Enfin, au lieu de persévérer dans l'édification d'une industrie aéronautique vraiment européenne qui commencerait de se constituer autour d'Airbus Industrie, on répète brutalement nos associés européens. Croit-on que nos industriels ne seront pas, dès lors, limités par leurs homologues britanniques, néerlandais, allemands, italiens, peu soucieux de faire les frais d'un accord franco-américain ? Croit-on que le désordre peut tenir lieu de politique industrielle ? A qui profitera cet éclatement des intérêts européens ?

Autour d'Airbus Industrie

Une fois de plus, le dossier est accablant. Une fois de plus, la société Dassault est concernée. Il était déjà scandaleux que l'on ait financé sur fonds publics ce constructeur privé, qui avait le monopole de la construction des avions militaires, pour qu'il tente de faire concurrence à la SNIAI sur le marché des appareils civils. Après le retentissant échec commercial de la première version du Mercure, qui a vraisemblablement coûté 1 à 2 milliards de francs à la collectivité, faut-il vraiment, pour que M. Dassault fasse de bonnes affaires, faire payer par le contribuable français la soumission de notre industrie aéronautique civile ? Faut-il voir là une manifestation de l'indépendance nationale tant prônée par le parti auquel appartient M. Dassault ?

La décision qui vient d'être prise n'a aucune justification objective. Au regard des critères financiers, commerciaux, industriels, normalement utilisés, elle est proprement absurde. Nous posons la question : quel en est le vrai responsable, quelles en sont les vraies raisons ?

Nous disons qu'une autre politique est possible. Elle repose sur les trois considérations suivantes : 1) Tant que le succès commercial de l'Airbus n'a pas largement confirmé, nous demeurons en situation fragile et ne sommes pas encore assez forts pour affronter les dangers d'une coopération avec les Etats-Unis ;

2) La continuité industrielle, la cohérence commerciale, sont les armes principales de la lutte sur le marché aéronautique civil. C'est l'Airbus et la famille de ses dérivés qui offriront à nos constructeurs, tant d'avions que de moteurs, les débouchés voulus. Il faut donc continuer de rassembler autour d'Airbus Industrie nos partenaires européens. Ensuite, mais ensuite seulement, pourra peut-être se poser la question d'une coopération avec l'industrie américaine ;

3) Bien entendu, la nationalisation de la société Dassault est indispensable, ne serait-ce que par souci de défense des deniers publics.

VALAIS - SUISSE

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver. Proxadés, tennis, piscine, etc. Six sur quatre valées. Vue panoramique 360°. Emplacement unique. Accès de Sion (arrêt du train T.E.S. Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation d'automobiles souterraine !

Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.

Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse) Tél. 38.363 OUBST CH.

Pacer



American Motors

Jean-Charles

26, rue d'Alsace PARIS 10^e Tél. 288-23-46

Jeune 150

Le Monde

DES LIVRES

DEUX ITINÉRAIRES SPIRITUELS

Jean Sullivan, témoin de l'ombre

* MATINALES, de Jean Sullivan. Gallimard, 376 pages, 49 F.

UN « itinéraire spirituel », dit-il. C'est d'abord une route. La route est passionnante. Mais c'est le point d'arrivée qui compte. Et que ça soit précis, ce que nous dit-il Sullivan ! Bouffée d'air pur. Et de l'authenticité, à la place de ces déclarations-déclamations topiques et si fort-gonflées où d'aucuns rivalisent aujourd'hui. Ils ne savent tellement ces personnages forcés à qui mieux mieux se targuent d'une orthodoxie exemplaire, sachant leur petit catéchisme par cœur, imbéciles sur la récitation des articles, et fiers d'être catholiques comme on l'est d'être Bourguignon. Saigneur ! Que tout ce fracas est donc pénible ; sincère, pas question d'en douter ; suspect irrémédiablement. Il y a une bonne foi à son

insu, tortueuse, et qui fait à l'auditeur une impression déplorable de similitude et de théâtre. Ce que j'aime chez Sullivan, c'est qu'il se tient à l'écart du cliqué. Ils sont si drôles, les jeux de sa comique affligée, ces spécialistes de l'humilité chrétienne qui mènent un tel vacarme autour de leur foi et s'exhibent en permanence à la télévision. Ils d'abord interprètes et progressistes sans se rendre compte de la ressemblance et de quantité. Ils s'écabotent en pleine idéologie, alors que les propos de Sullivan nous invitent seulement à une paix ordinaire, une joie, l'habitation d'un espace intérieur où se dissolvent les mots et les futilités.

HENRI GUILLEMIN.
(Lire la suite page 21.)

EXTRAITS

UNE PAROLE TRAVERSÉE D'IMAGES

C'est d'être mère qui m'a transmis l'héritage, elle qui n'avait rien d'autre à laisser, comme ses parents lui avaient transmis. Je sais que dans sa maison, chaque soir d'hiver, la parole était à haute voix l'Ancien et le Nouveau Testament, et les enfants même se tenaient immobiles. Maintenant, la télévision règne. Des hommes d'Eglise, l'air humble et contrit, y paraissent quelquefois, ou quelque vulgarisateur de service, ex-prophète qui cause psychanalyse, sexualité, morale, éducation, à la n'importe. Depuis longtemps, nous sommes entrés au désert de l'âme. Et les guides potentiels l'élargissent avec des idées, théories, débats au théâtre mondain et religieux.

Nous étions pauvres comme les paysans des Indes ou de Palestine, et joyeux parce que nous en faisons partie. Il n'y avait pas encore de honte à être pauvre. Les mille pierres du désert et de la vocation nous étaient étrangères. Maintenant il n'y a que des pauvres qui n'ont pas encore réussi à être riches. Mère, chaque dimanche, après vêpres, marchait seule autour des champs de notre maître, en égrenant le chapelet, regardant les turgescences du printemps, les moissons blanches, la nudité de l'hiver.

L'Evangile est issu d'un monde de paysans et de marins. Jésus est le rabbi dont la parole est traversée d'images d'arbres, d'eau, de moissons, de troupeaux, de bergers et de vagabonds. Je crois aussi à la nécessité du déracinement. Mais sans doute faut-il avoir été enraciné d'abord, avoir senti battre le cœur de la terre. Il me semble que beaucoup de maîtres à penser de ce temps parlent de partout, de nulle part. Les mandants passent chez nous, mais maintes fois nous nous sommes aperçus que leurs allures sur la table nous servaient leurs noms et ce que c'était de donner un morceau de pain, un verre de lait, une boîte. Ils jetaient partie de nous.

Il est évident que Jésus vit aux profondeurs de la non-dualité, c'est-à-dire là où Dieu, aujourd'hui, nous-mêmes, ne forment qu'une seule réalité. Ceci est mon corps, ceci est mon sang.

Le sillage lumineux

de Jean Mambrino

* SAINTE LUMIERE, de Jean Mambrino. Desclée de Brouwer, 128 pages, 35 F.

A chaque nouveau recueil, Jean Mambrino gagne un peu de terrain dans sa marche vers la simplicité dernière qui l'attire et l'attend, si bien que, loin d'être surchargé des allusions d'une vie, l'œuvre du poète, ici, se livre au contraire de toute cette superfluité anecdotique qu'est l'autobiographie, et tend vers l'Un. Son dernier livre, *Sainte Lumière*, est déjà totalement désenchanté.

C'est à peine si sa sardale touche encore la sol, maintenant qu'il n'est plus un jeune homme. Il commence enfin à n'être plus personne, et surtout pas le subtil jésuite qu'on pouvait attendre de lui, dont la signature est familière aux lecteurs de la revue *Études* linguistiques. Inépuisable : il frotte, il se repose sur le vent comme ces mouettes aux ailes étendues qui font confiance aux courants pour les porter sans aucun doute vers ce qui sera leur mieux. Avec l'insouciance d'un séigneur et la gravité d'un enfant, ce poète vaut-il autre chose que ne pas faire obstacle à la lumière de la grâce ? Ainsi tend-il à cette transparence qui est joie toute pure. Et son livre chante cette joie-là.

La certitude d'être aimé

Comme elle n'est pas donnée une fois pour toutes, la réconciliation de l'âme, comme elle est seulement promise, entrevue, effleurée, mais non saisie, possédée, fixée, ce livre qui voudrait n'être que message de paix humble pourtant, et gracieux de pauvreté, à l'instinct même où il éclote de gloire et de soleil. Poète est celui qui sait, avec une extrême vivacité, la peine de n'être pas prêt, en même temps que l'exultation d'être exaucé avant la prière. Jean Mambrino est ainsi forcé dans ses retranchements, au cœur même de sa grande anxiété, adossé au mur, et sa voix ne peut dire autre chose que la certitude d'être aimé.

JOSANE DURANTEAU.
(Lire la suite page 21.)

L'HISTOIRE DE FRANCE ET SES « BELLES IMAGES »

* HISTOIRE MYTHOLOGIQUE DES FRANÇAIS, de Claude Billard et Pierre Guibbert. Ed. Gallimard, coll. « Coup pour coup », 322 p., 39 F.

Le cartable était neuf, le cahier sans tache, l'autorité du maître à peine assurée. Quelques hommes transis, rassemblés au creux d'une caverne, surgissaient entre une dictée et une addition. Ils côtoyaient d'étranges bêtes, aurochs ou mamouths — gibier coriace dans un monde hostile... C'était la rentrée, et la préhistoire. Les Gaulois n'allaient pas tarder : rien qu'une page à tourner, la semaine suivante. Et puis venait Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, Du Guesclin, Henri IV, plusieurs Louis — et tant d'autres, illustres ou obscurs, tourbes ou vertueuses, mais toujours exemplaires. Jusqu'à la scène finale, la Libération de Paris, qui annonçait les vacances.

Il faut en parler au passé : depuis 1989, les élèves du cours élémentaire ne parcourent plus toute l'histoire de France en trois trimestres et quarante tableaux. Dans l'actuel « tiers-temps » pédagogique, l'histoire figure bien, à côté des sciences et de la géographie, parmi les « activités d'éveil à dominante intellectuelle ». Mais la lanterne magique, modèle Jules Ferry, apparemment, ne fonctionne plus.

Claude Billard et Pierre Guibbert ont eu la bonne idée de la remettre en marche. Et de regarder attentivement, image par image, le grand spectacle offert à notre enfance. Nostalgie, Gaston Bonheur célébrait naguère les vertus de ce catéchisme laïc à l'usage des écoliers républicains. Nos auteurs, plus subtilement, s'intéressent à sa mise en scène.

Cette Histoire, en effet, est un carcé. La paix gallo-romaine y tient lieu d'âge d'or. Avec ses villes animées, ses campagnes propres, ses demeures bourgeoises, son commerce florissant, elle fait figure d'idéal perdu. La République d'aujourd'hui, à la fin du volume, est livrée à nouveau — encore plus beau peut-être — les jeux du cirque en moins, la technologie en plus. Mais, pour retourner à ce point de départ, que d'efforts, de péripéties, de coups de théâtre ! Les Muns ont tout cassé, Clovis tout rétabli, les rois fainéants tout laissé aller, Charlemagne tout remis sur pied, les Normands tout



Car des saints, des sages, des chefs, des héros, sont toujours là pour protéger la France. Et la soutenir, la guider — la sauver enfin, même in extremis. Qu'ils s'appellent Charles Martel ou Jeanne d'Arc, Clément ou Clemenceau, ils défendent son unité contre l'Autre — le prédateur venu du dehors, du nord, du sud, de l'est, d'outre-Manche, toujours aux aguets de nos moindres relâchements. Parce que l'Autre devine notre prospérité, construite par les grands administrateurs (Sully, Colbert), les grands savants (Pasteur, Curie), les grands « explorateurs » (Duplex, Brazza). Hommes de mesure dans un pays tempéré, les Français veulent le bien d'un monde méconnaissable.

ROGER-POL DROIT.
(Lire la suite page 21.)

DECOUVRIR MARC CHOLODENKO.

Flammarion

"Un livre somptueux et génial, un livre neuf et vierge."

J.L. Ezine
Les Nouvelles Littéraires

Les états du désert de Marc Cholodenko chez Flammarion

376 pages
48 F

UNE GÉNÉRATION ÉPERDUE

« Les Déclassés », de Jean-François Bizot

LES anciens jeunes gens des années 40 sont bien gentils, avec leur nuque rase et leurs illusions meurtries, mais enfin on commence à les avoir beaucoup entendus ! Voilà trente ans qu'à des centaines d'exemplaires ils ressassent le même Munich en collette de golf, les mêmes souvenirs de scrupules et de rutabagas, la même dégringolade dans le compromis bedonnant... Et crampes, avec ça : un peu plus, ils allaient nous expliquer leurs fils, profitant de ce que ceux-ci répugnaient à se livrer et semblèrent douter, entre autres vieilleries, de l'écriture.

Mais cette fois, ça y est : les natifs d'après la guerre occupent en masse le terrain littéraire, et commencent à raconter du dedans la fringale d'autre chose : qui les a saisis autour de 1970. A classer avec les romans de Bismuth, Courchay, Debray, Guégan et Hallier, les *Déclassés* constitue à ce jour le témoignage le plus complet sur cet anachronisme à changer et tout, tout de suite. Non parce que l'auteur a été maître aux événements les plus voyants de l'époque, mais parce qu'il a fait la tour des expériences les plus risquées, et qu'il met à les relater une franchise ravageuse, qui pourrait bien devenir la marque de sa génération éperdue.

ITINÉRAIRE d'autant plus exemplaire qu'il part du conformisme le plus attardé. En bon bourgeois du seizième arrondissement, le lycéen Bizot aborde les années 60 sans autre hantise que ses aînés de 1950 aujourd'hui au faite de l'Etat : passer ses examens d'élite littéraire, et perdre son pucelage d'enfant-riche à la Nîmère. Question morale, on s'en tient au Dieu des mariages en blanc, providence des demi-vierges à queue de cheval ; et côté goûts artistiques, on se contente d'ajouter Vian ou Valéry au bahotage du *Légende* de Michard. Il faut un stage dans une usine de castings pour que le narrateur, devenu élève ingénieur à Grenoble, découvre la condition ouvrière, les joues cuites par la mobylette au petit jour, le leurre des promotions par le rang, et la supériorité de la révolution sur l'art pour se trouver une identité. Tandis que ses condisciples s'apprêtent à « gérer » en costumes anthracite

et à rêver de poutres apparentes, notre contemporain de *Pierrot le Fou* de Godard se plonge dans l'oubliement dans Marx et Engels. Le plus-valant et la lutte des classes lui paraissent rendre compte de toute l'histoire et dicter toute conduite. En marge de tâches alimentaires dans une banque nationalisée, puis au ministère de l'Industrie, il joint aux lectures de base la pratique militante dans les comités contre la guerre du Vietnam.

Mais à peine embrassée voici que sa foi politique chancelle. Il n'y a pas plus de certitude en révolution qu'en religion. Quelle gloire croire ? Quelle voie préférer ? Qui dira la « ligne juste » ? Faut-il suivre les appareils ralliés au suffrage universel, ou peut-on céder à l'« envie » gauchiste, réputée infantile et petite-bourgeoise ? U.R.S.S. ou Chine ? Opportunisme ou aventurisme ?

C'est débat auquel la France entière a été mêlée en 1968, tous les militants le menant depuis des mois entre la librairie Maspero et les ciné-clubs rive gauche.

Bientôt ne voit donc pas l'instinct de réclamer une fois de plus les chaudes nuits du quartier latin, qu'il affecte d'avoir traversées aussi ébouriffé que Fabrice, *Wagner* ou Frédéric Moreau, les *Journaux* de 1849. Une demi-page pour l'humanité ! C'est-à-dire à leur égard, qui en auraient fait volontiers leur « épopee », l'histoire d'épaves, on ne pourra pas dire des enfants de mal qu'ils ont versé dans l'esprit ancien combattant. C'est à qui, oh nouveauté ! s'effraie le plus son rôle. Trop d'émotion sans doute. Et d'impudence, encore. Le narrateur coupe court à l'écoulement du bavardage étudiant sur la révolution en art ou en amour. Il lui semble plus « politique » de donner forme aux rêves les plus fous, comme s'il amplifie une certaine jeunesse améri-

caine. D'où huit mois d'errance outre-Atlantique, aux frontières « déclassées » de la marginalité et du suicide par la drogue, chez les Panthers, les rokers, les freaks, les routards et les camés en tout genre. En tunique à fleurs, l'ancien héritier et flirteur de Janson-de-Sailly se « défonce » à la musique électronique, à l'herbe, à l'acide, à l'hindouïsme, à tout. Sans chercher à rivaliser avec ses devanciers, mais avec la force du reportage froid. Bizot retourne à la française le voyage au bout de la liberté et du désir décrit par Kerouac.

Par Bertrand Poirot-Delpech

Burroughs, Dylan, Hammett, et en leur cette révélation terrible que le bonheur des aventures-limites ne peut sans doute qu'être douloureux.

A COTE de ces années mortelles, la France paraît piétine et pleure. On y discute encore si *Har* offense la morale des familles, et les révoltes aux-mêmes se contentent d'effacer par leurs tentes les dieux de la Couleuvre.

Tandis que les gauchistes hésitent entre « la démagogie de la responsabilité » et celle de l'irresponsabilité, le narrateur préfère dériver, avec tous les « scrupules », entre l'Occident, le désert, et le refus, dans l'espoir de créer des « petits territoires libérés », et de faire surgir des valeurs nouvelles de la « jungle morte des théocentistes ». Il organise et cherche à politiser des festivals rock, mais maintient la logique de ses ten-

tatives se retourne contre lui. Impossible, le monde du monde les « désirs » de ses amis marginaux sans poser le problème du pouvoir, ce péché mortel. Même impasse dans la vie affective : la militante avec laquelle il flâne depuis trois ans un amour presque parfait n'a pas trouvé d'autre aboutissement à son combat que le M.L.F. en acte, c'est-à-dire la vie « en marge des valeurs masculines » avec une lesbienne, non par goût mais par « cohérence idéologique ».

Q'U cela ne tienne ! Pour écarter les restes d'instinct possessif et exclusif qu'il sent en lui, le narrateur invite une dizaine d'autres « déclassés » à former une communauté dans un pavillon de banlieue, avec la collectivité et « voyages » permanents. Attirés par une annonce d'actualité — que Bizot a lancée en 1970 — des nomades et drogués divers rejoignent et minent le groupe. L'auteur s'aperçoit alors que si le slogan de la lutte des classes est « limité », « l'idéologie du pied ne se peut être non plus ». Tant qu'il vit de foi, mieux vaut croire au marxisme qu'aux vertus hallucinogènes de la peau de banane. La peur pour une amie intoxiquée à l'héroïne a réveillé son âme de boy-scout : à moins que cette exploration des désirs ne conduise, de toute façon, à des « vérités de bon sens ». La société, en tout cas, en profite plus qu'elle n'en souffre, de même que les anciens copains bourgeois, confortablement convertis au sein ou au programme « commun ».

Avec, pour toile de fond symbolique, l'ensemblier de Pierre Overney, le livre s'achève sur un constat de faillite, de marché de dupes. Les gauchistes politiques d'avant 1968 ont essaimé, chacun pour soi, dans des organisations dont le langage « totalisant » cache mal le corporatisme. Quant aux « parano » de tout poli-

qui croyaient vivre leurs fantasmes, ils n'auront fait que fantasmer leur vie et se composer narcissiquement une « troncne », effacée en une séance de coiffeur.

C'EST avec d'échec va soulager les partisans de l'ordre, que terrorisent en cachette le débris des idées et des mœurs depuis dix ans, et qui emmagasinent de ne pouvoir l'empêcher de force, sous peine de contredire leur idéal proclamé de liberté.

Mais ils auraient tort de pavloiser trop tôt. Si l'épuisement de cette révolte radicale montre qu'on ne peut pas reculer d'un coup certaines frontières biologiques ou culturelles, telles que l'instinct hétérosexuel monogame ou l'acoutumance pathétique aux drogues, si la jeunesse de 1970 se rapproche ainsi des précédentes, accablant la fable rassurante d'une nature humaine éternelle, un renversement de tendances s'est opéré en profondeur.

Le conformisme de droite qui se cachait et continue de se cacher derrière les notions soi-disant « apolitiques » de morale et de destin personnel a fait place à une contestation irréversible des idéaux et des réformes proposées par la société établie. L'ambition, le pouvoir, le vedettariat, et la nostalgie, ne représentent plus des valeurs mais des repoussoirs. La sensibilisation à l'hypocrisie et à l'injustice, qui servait de base commune à toutes ces aventures avortées, n'est pas perdue et peut, à tout moment, retrouver sa vigueur subversive.

ET si la lucidité ironique de ces « déclassés » se retourne présentement contre eux, elle reste, jointe à leur rage de « changer la vie », l'arme révolutionnaire par excellence.

Ces qualités nouvelles sont aussi des atouts littéraires. Pas de ceux qui se font remarquer et couronner en changeant à peine les recettes de la veillée ; des vrais, au-delà de la mode et du trito. Bizot apporte soudain dans cette rentrée minaudine l'air vif des constats sans frime. Son équipe fraternelle dans les délites et les déboires de son temps mérite d'être aux années 1970 ce que fut pour les années folles le *Sabbat* de Maurice Sachs.

* Les Déclassés, de Jean-François Bizot, Ed. Belfrage, 226 pages, 40 F.

DEUX ITINÉRAIRES SPIRITUELS

Le sillage lumineux de Jean Mambriño

(Suite de la page 19.)

Poète-médiateur, il laisse couler de ses mains ouvertes la ruissellement de cette « sainte lumière » qui passe par lui, et son travail, tout artisanal, consiste à donner à voir ce qu'il voit par les mots les plus simples, les plus modestes, les plus usuels : mots de grès et de bois, mots de laine et de lin. Point d'or,

ni de diamant : rien qui pèse en valeur marchande. Mieux encore : Jean Mambriño croit que l'amour de Dieu n'est pas nécessairement le secret d'une voix intérieure, qui ne suggère qu'à quelques échos. Il suggère que cette bédiction pourrait bien être, tout bonnement, la lumière du jour. Et si c'était notre malice qui avait indolument dissocié

la lumière de la grâce de celle de ce soleil-ci, qui nous éclaire et nous réchauffe tous les jours que Dieu fait ? Si chacun de nous, et le plus pêcheur, était bédiction matin ? Si la nuit était notre seule pénitence, et la même pour tous ?

Le poète a-t-il écrit, en toute rigueur, quoi que ce soit qui autorise une telle lecture ? A vrai dire, je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est qu'il provoque, en chacun, une descente en soi qui pourrait bien être une sorte de méditation. *Sainte Lumière* s'adresse à cette part, en nous-même, qui vivait en notre jeunesse et qui est demeurée immobile et intacte comme une silhouette sur un quelconque s'éloigne et qu'il devient de plus en plus petite, mais qui vient toujours dans le vent un tout petit mouchoir dont la blancheur ne faiblit pas.

N'est peut-être poète, à tout prendre, que celui qui provoque à l'état poétique. N'est peut-être poète que celui qui perçoit le cercueil de papier et force à sauter qui s'engage à sa suite. La force de cet appel signe l'authenticité d'un tel message. Aussi vite, on oublie, en le lisant, Jean Mambriño : il nous laisse seul en nous-même, avec le ciel pur, le silence, le vaste ciel, qui sont à nous comme à lui. Son effacement devient sa signature. Il disparaît, nous laissant à tout ce qu'il nous a rendu.

JOSANE DURANTEAU.

EXTRAIT
Les nuages sont si purs

Les nuages sont si purs dans le ciel de l'aube que tout est bleu pour le regard né de la mer la terrasse la prairie les montagnes et bleu aussi le soleil comme le fond de la pensée un bleu si pur qu'il efface tout sommeil réveille une pensée seconde qui s'agenouille au sein du monde illuminé jusqu'au-delà de l'horizon sans aucun éclat comme si une phrase retenue voulait se faire entendre avec moins de mots que de silences une phrase adorablement sous-entendue.

Jean Sullivan, témoin de l'ombre

(Suite de la page 19.)

« Motinales », cela veut dire pensées matinales, prière du matin, quand la lumière est toute neuve, que le cœur retrouve sa jeunesse, et l'esprit sa lucidité. Alors la fameuse « crise » d'aujourd'hui revêt son aspect réel : mais non, pas de « crise » ; rien d'autre que des illusions qui s'effacent ; toute pression sociologique

disparue, une foi fictive révèle son inconsistance.

L'Eglise ? Bien sûr qu'elle est décevante et qu'il lui faut recouvrer sa transparence ; mais elle-même annonce la Parole qui la met en jugement. Insurrection à son égard, et bédiction en même temps. Les dogmes ? Si vous en faites des abstractions, c'est leur mort ; qui irait demander à boire à des gour-

ces pétrifiées ? Les définitions n'ont jamais fait vivre personne ; l'essentiel, la nourriture, c'est ce qui sous-tend les dogmes, formulations toujours forcément balbutiantes.

La terre où pousse l'Evangile

J'aime que Sullivan ne balance pas à bon compte la religion dite « populaire », il sait trop ce qu'il remplace quand elle « disparaît ». Elle est aussi la terre dans laquelle pousse l'Evangile.

Le miracle de l'Evangile c'est qu'il répond à une réclamation fondamentale, vis à vis de l'homme. Il « se parle » tout seul en nous comme s'il était spontanément issu du grand fond anthropologique ; il est en prise directe sur notre cœur, sur notre corps. Car il y a, dit Sullivan, une « conscience-corps » par-delà notre « conscience-tête ». Et si la conscience-tête s'empêche d'objections conceptuelles, et articule un « oui » ou un « non », la conscience-corps n'hésite pas à prononcer un « oui » passionné. Le cher Tanzi (de « Car je t'aime, ô éternité ») aimait à répéter en souriant : « Je n'en sais rien mais j'en suis sûr ». Ignorance lumineuse, doute actif, connaissance par contact.

La musique de Sullivan n'est pas celle de cet instrument tempétueux, gloire des orphéons militants ; il ne fait pas non plus, à la King-Kong, résonner sa poitrine sous des coups de poing prophétiques. Il se souvient du « Livre des rois » et de l'avertissement donné à Elie : Ne me cherche pas, dit Dieu, dans le tonnerre et l'ouragan, mais bien dans ce petit soufflé qui remue l'herbe à peine. Il n'est pas bon de nommer Dieu trop vite. Moïse le premier à su que le nom est imprononçable. Le Dieu-objet, le Dieu qu'on « rencontre », déjà ce n'est plus lui.

Le travail de Sullivan est de faire percevoir, sans clameur, l'invisible dans le visible, de faire deviner l'absolu sous la sensation. A-t-on assez remarqué la présence, dans le texte, de ces passants presque furtifs ? Tandis que les disciples déclarés et sonores s'élevaient se tairaient, lors de la Passion, un homme de Cyrène apparaît un instant ; et voici cet autre, d'Ananias, qui se risque et réclame, humblement héroïque, le corps du Crucifié. Les témoins obscurs peuvent être les plus efficaces.

Me fascine décidément que le livre de ce témoin de l'ombre qu'est Sullivan se tienne hors théâtre, hors débats, hors domination, et nous livre la « vérité des profondeurs » qui concerne tout homme, la seule capable d'échapper aux régionalismes et aux folklores occidentaux, c'est-à-dire d'être réellement universelle. Qui, si vous êtes fatigués des opinions et des déclamations, écoutez une voix qui parle.

HENRI GUILLÉMIN.

L'Histoire de France

(Suite de la page 19.)

Certes, il arriva que ce peuple fut divisé. Mais le spectre de la Saint-Barthélemy s'évanouit avec l'ancien régime : la Révolution, en rendant la nation à elle-même, semble mettre fin à l'Histoire. L'autre peut encore surgir aux frontières, en 1870, en 1914, en 1939... Il sera repoussé. Car à l'intérieur règne désormais la concorde. La Commune, de Front populaire, Vichy — épisodes « insignifiants » — ne méritent pas d'être mentionnés. Ils ne figurent, effectivement, nulle part...

Cette étrange Histoire, soulignent Claude Billard et Pierre Guibbert, a bien des fonctions. Elle ne prépare pas simplement les enfants à être des citoyens dévoués à la patrie. Elle ne les incite pas seulement à l'obéissance, au labeur ou à l'héroïsme futur. Elle assoit, ici et maintenant, l'autorité du magister Clovis frappe dur et fort au premier trimestre ; quelques mois plus tard, François I^{er} s'agenouille, sans honte, devant Bayard. Il peut se le permettre : le pouvoir central, entre-temps, s'est affermi. Celui du maître aussi, qui pourra exceptionnellement rendre hommage à un élève sans perdre la face.

C'est dire que ces héros de papier sont les objets de tout un jeu d'identification et de projection. L'élève et les écoliers s'y reconnaissent dans de multiples situations. L'Histoire devient une succession de scènes familiales — et familiales. On y retrouve une foule de pères, superbes ou généreux.

Il n'est pas du tout certain que l'on puisse se débarrasser aisément d'une telle mise en scène de l'Histoire. Dans ces manuels, elle saute aux yeux, en gros caractères. Mais ailleurs ? Dans la presse, à la télévision, au cinéma — moins visible, moins caricaturale, évidemment — n'est-elle, vraiment, plus jamais là ? Il est dommage que les auteurs n'en, disent rien.

Et à l'école, par quel la remplacent ? Des enquêtes, des travaux de recherche mimant ceux des historiens ? Là non plus, le livre ne répond pas clairement : il dénonce l'Histoire mythologique, tout en restant sceptique face aux nouvelles méthodes.

Et dans nos livres ? Ne sont-ils pas toujours là, quelque part dans les greniers de la mémoire, ces dessins aux couleurs rassurantes ? Sans leur présence, cet essai n'aurait pas un tel charme. Claude Billard et Pierre Guibbert les animent avec ce qu'il faut d'ironie et de tendresse. En retrouvant un ton souvent proche des Mythologies de Roland Barthes, ils parodient le style des manuels juste assez pour le démasquer sans le détruire.

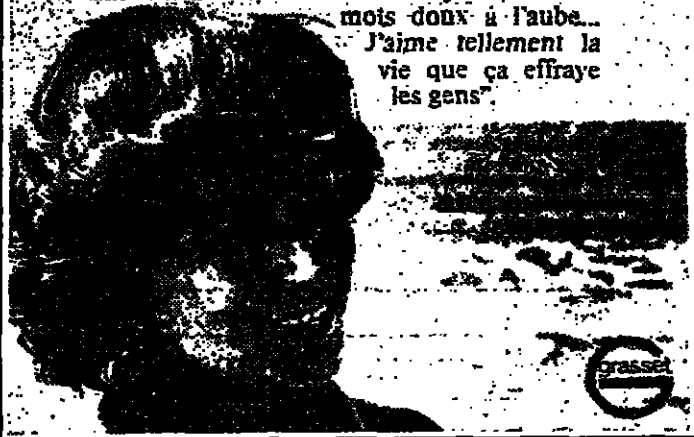
ROGER-POL DROIT.

Christine Arnothy

J'aime la vie

roman

Mon défaut initial ? C'est que j'aime trop la vie. Alors ça effraye. Trop de passion, tu comprends ? Savourer chaque seconde, crier de joie lorsque, dans une mer chaude, la vague écumante m'emporte. Ouvrir les bras vers le soleil, fêter un jardin sauvage et des herbes hautes comme si c'était un miracle... Aimer, aimer, aimer à la folie la naissance du jour ; dire des mots doux à l'aube... J'aime tellement la vie que ça effraye les gens.



Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au secrétariat d'Etat aux universités, et André Casadevall, recteur de l'académie de Créteil — viennent de démissionner pour protester contre l'absence de politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils s'expliquent. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour l'Etat une faute politique grave. » M. André Casadevall : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoins mon camp... »

- Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.
- Propositions pour l'éducation sexuelle.

Egalement au sommaire :

Former les maîtres à l'audiovisuel. Rentrée tendue en Belgique. La nationalisation de l'enseignement privé en Algérie. Les formations universitaires de deuxième cycle à caractère professionnel. La formation continue à La Rochelle-Cerpa. Les métiers de la police.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Etranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation » 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

VIENT DE PARAITRE :

PRECIS DOMAT
(Collection Université nouvelle)
HISTOIRE ÉCONOMIQUE
et
SOCIALE CONTEMPORAINE

par Maurice FLAMANT
Professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

EDITIONS ET LIBRAIRIE MONTECHRESTIEN
128-168, rue Saint-Jacques - PARIS (5^e)

Le rêve le plus long de l'Histoire
BENOIST-MÉCHIN



Alexandre
le Grand
ou le rêve dépassé

(316-323 avant Jésus-Christ)

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

tous les courants de la pensée

MEDIATIONS

jean-paul aron

LE MANGEUR DU XIX^e SIÈCLE

teri mc luhan

PIEDS NUS SUR LA TERRE SACRÉE

textes de chefs indiens du XVI^e au XX^e siècle

jean baudrillard
LE SYSTÈME DES OBJETS

leszek kolakowski
LA PHILOSOPHIE
POSITIVISTE

gaston bouthoul
ESSAIS DE POLEMOLOGIE

georges lukacs
THÉORIE DU ROMAN

françois de closets
LE BONHEUR EN PLUS

abraham moles
MICROPSYCHOLOGIE ET
VIE QUOTIDIENNE

jacques derrida
L'ARCHÉOLOGIE
DU FRIVOLE

édouard pignon
LA QUÊTE DE LA RÉALITÉ

pierre francastel
HISTOIRE DE LA
PEINTURE FRANÇAISE

alan watts
AMOUR ET CONNAISSANCE

chaque volume format poche : 10,50 F, 13 F ou 16 F

denoël/gonthier

ENQUÊTE

Et pourtant ils é

« M OI, ça m'est égal, disait Gide, j'écris - Paludes - Est-ce naturel d'écrire des livres, de rester si longtemps, des heures, enfermé dans une chambre? Certes - le malheur des hommes vient... de ne savoir pas - y - demeurer en repos. Mais tout contraire, cette activité solitaire, étrange, un peu maniaque, souvent ingrate, tracer des signes noirs, dessiner un peuple de fourmis... Tout s'y oppose : les tracas, les harcèlements, la fatigue de l'existence quotidienne, et puis l'envie de flâner au soleil, de courir au bord de la mer, l'envie de faire l'amour, de converser avec les amis, de vivre, de paresser.

Ajoutez à cela les soupçons qui pèsent sur le langage. Comment avoir confiance encore dans les mots, si impuissants lorsqu'ils disent la vérité, si efficaces lorsqu'ils portent l'illusion? Ces mots qui ont véhiculé tant de mensonges dans l'histoire moderne. Comment ne pas songer à la phrase de Hegel : « Les bavardages se taisent devant le sérieux de l'histoire » ?

Et pourtant, ils écrivent. Ils sont près de cinquante, cette saison, qui débutent dans le roman. Pourront-ils dire, un jour, comme Chateaubriand : « Je sais fort bien que je ne suis qu'une machine à faire des livres » ? Que veulent-ils? Quelles sont leurs espérances, pourquoi écrivent-ils? Quel sens revêt, pour eux, la publication d'un roman? En les interrogeant, nous avons tenté de connaître leur visage, le vrai. A la question : « Pourquoi écrire? », un des auteurs, Pierre Maldonado, a répondu par une autre question : « Pourquoi vivre? » Réponse judicieuse. Notre enquête, en demandant ses raisons à la littérature, ne pouvait que demander les siennes à la vie.

Jadis, et même naguère, les auteurs mettaient de grandes espérances dans la littérature. Ils pensaient que l'éternité, la gloire, en seraient le salaire. Ainsi Roger Vailland : « Nous étions entre 1920 et 1925, dans un lycée

de province, quatre garçons fort pauvres... Les grosses voitures, les femmes à fourrures, le baccara, le whisky sous la véranda des grands hôtels, le pouvoir sur les hommes, tout ce qui nous paraissait délectable nous était interdit. Mais les voies de l'Esprit nous restaient ouvertes, qui nous permettaient de nous élever aux plus riches, aux plus puissants, de les surpasser. (...) Nos parents ne nous donnaient pas assez d'argent pour que nous puissions emmener à l'hôtel la vendeuse des Grandes Galeries. Tant pis. Nous allions devenir Dieu. » Ainsi Jean-Paul Sartre : « Ecrire, ce fut longtemps demander à la Mort, à la Religion sous un masque d'arracher ma vie au hasard. Je fus d'Eglise. Militant, je voulais me sauver par les œuvres; mystique, je tentai de dévoiler le silence de l'être par un bruissement contrarié de mots et, surtout, je confondis les choses avec leurs noms : c'est croire. J'avais la berne. » André Breton, dans le « Manifeste du surréalisme », mettait le changement de la vie au programme de la littérature : si l'homme voulait s'appartenir - tout

entier -, il fallait qu'il prit - seulement la peine de pratiquer la poésie -

Cet optimisme n'est plus de mise. Le temps des conquêtes est passé. Voici le règne des illusions perdues. L'époque a érodé, sinon ruiné, les ambitions. Les héritiers de ces cavaliers français, qui partaient avec tant de vivacité, paraissent plus modestes, un peu désabusés. « Le désenchantement du monde », comme dit Max Weber, les a atteints. Les matins de la vie sont plus moroses, car les utopies leur font une cour dérisoire. Alors, la littérature, qu'espèrent-ils y trouver, ceux qui s'y hasardent dans ces temps de rareté affective et morale? Une réponse à leur inquiétude. C'est peu, en regard des convulsions d'hier. La lutte contre la fuite du temps? L'ambition de sauver les moments perdus? Seuls Gabriel Deblander (« L'Oiseau sous la chemise ») et Robert Bancel (« Le Rêve vert ») en parlent de manière explicite. La gloire? « C'est le moindre de mes soucis », répond Guy Surrès (« Haim ») : « Ça ne m'a pas effleuré », dit Tara Depré (« Ano-

PIERRE ALBARIC

Dire sa vérité aux autres

Pierre Albaric. Les Vitres bleues. Mercure de France. Trente-cinq ans. Attaché de direction dans une entreprise qui fait des études financières. A subi l'influence de Saint-John Perse, Robbe-Grillet et Marguerite Duras.

« J'écris depuis l'âge de seize ans, non pas à mes moments perdus, mais à mes moments pleins.

« J'ai écrit mon roman l'autonome dernier. Il m'a fallu un mois environ. Je n'avais pas écrit depuis deux ans. Ce livre est venu tout naturellement, sans difficulté.

« Je suis en psychanalyse. Mon texte est un prolongement de cette expérience. L'analyse,

comme la littérature, travaille les mots, les triture, les fait s'enchevêtrer. Mon livre est un fantasme très répétitif, très obsessionnel, une parole qui s'est dévidée comme se dévident les cauchemars.

« J'écris pour communiquer, pour être. Pour exister sous le regard des autres. Il était donc essentiel que je sois publié. Comment vivre sans dire sa vérité aux autres? »

La réponse de Nietzsche

Mais pourquoi écris-tu?

A : Je ne suis pas de ceux qui pensent la plume à la main; moins encore de ceux qui, devant l'écriture, s'abandonnent à leurs passions, assis, et le regard fixé sur le papier. Je me tache et j'ai honte de tout acte d'écriture : écrire est pour moi une nécessité - il me répugne d'en parler même en paraboles. — B : mais pourquoi écris-tu alors? — A : oui, cher, pour te faire un aveu : jusqu'à présent je n'ai pas encore trouvé d'autre moyen pour me débarrasser de mes pensées. — B : et pourquoi voudrais-tu t'en débarrasser? — A : pourquoi je le veux? Est-ce à dire que je le veux? Il me le faut. — B : c'en est assez!

★ Le Gai Savoir.

ROBERT BANIOL

Lutter contre le temps

Robert Baniol. Le Rêve vert. Albin Michel. Né en 1932. Normand. Agrégé des lettres. Enseigne au lycée d'Argentan. Influencé par Flaubert, Zola, Malraux.

« C'est le premier livre que je termine. J'écris depuis une quinzaine d'années. J'ai rempli de nombreux cahiers. J'ai fait beaucoup de portraits imaginaires, mais aussi des portraits de gens vivants. A Palavas, je passais beaucoup de temps dans les cafés, avec les pêcheurs notamment. Et le soir, chez moi, je notais les bouts de phrases, je fixais les attitudes, le comportement des gens que j'avais rencontrés. J'avais un peu mauvaise conscience. Je pratiquais une sorte d'espionnage.

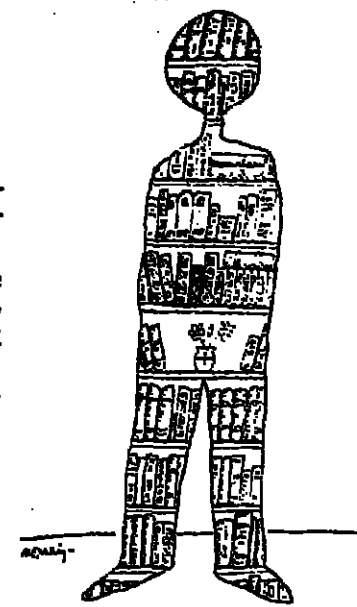
« Pourquoi écrire? J'ai le sentiment de ne vivre pleinement les choses qu'en les précisant dans un texte. Elles deviennent plus véridiques, plus intenses. Ecrire, c'est aussi lutter contre le temps qui détruit, la mort dans la vie. Tout change. On ne sait plus qui

on était... J'écris pour sauver de la disparition, de l'oubli des lieux, des visages, des moments vécus, des états de ma sensibilité... pour éviter qu'ils ne soient perdus.

« Je le fais sans sœur, sans déchirement. J'aime les phrases, leur mouvement; j'aime les images. Le plus beau mot de la langue française, c'est comme, qui introduit les images.

« Le Rêve vert est nourri d'une expérience récente : j'ai lu un jour cette petite annonce : « Jeune ménage italien cherche jeune ménage français pour échange d'hospitalité ». Le type dirigeait une plantation de café au Kenya. Ça m'intéressait. J'ai répondu. Ils sont d'abord venus à Paris. Puis nous sommes allés chez eux en 1973. Mon livre est sorti de ce voyage.

« Pourquoi avoir choisi la forme romanesque? — Je suis plus à l'aise dans l'imaginaire que dans la vie réelle. C'est là que mes possibilités s'épanouissent le mieux. Quand j'invente un personnage, j'éprouve



★ Dessin de V. Alexakis

un sentiment de prolifération... De plus, si on veut accéder à la vérité profonde des autres, on ne peut se limiter à la description de leur comportement, il faut faire des hypothèses, recourir à l'imaginaire.

« Pourquoi publier? — Pour mes enfants. Pour qu'ils me connaissent mieux. Quand ils liront mon livre dans quelques années, ils sauront ce que je pensais, qui j'étais. »

CLAUDE ALIBERT

Revenir aux origines

Claude Alibert. Le Foli de la bête (1). Albin Michel. Né en 1933 dans l'Hérault. Instituteur, puis professeur d'anglais. Il enseigne à Agen. Son père était employé du gaz. Ses grands-parents, des paysans de l'Aveyron.

« J'ai été élevé dans la perspective d'une réussite balnéaire. L'ambition de ma famille était que je devienne fonctionnaire. » Il a déjà écrit des nouvelles, et un roman, le Chant sauvage, qui lui a valu d'être lauréat du concours Prométhée 1974, mais qui n'a pas été publié. Ses lectures : Giono surtout, et Bosc.

« J'écris depuis l'enfance... comme d'autres peignent ou font du jardinage. On s'essaye. Si on réussit un peu, on continue. C'est dur finalement.

« J'écris avec le souci de renflouer du côté de mes propres racines. Lorsqu'un homme arrive à la maturité, l'an 40, il revient vers ses origines. D'autres se tournent vers les choses du passé, à travers le bricolage ou l'artisanat. Moi j'écris.

« L'insuffisance spirituelle du temps présent accroît ma nostalgie du passé; nostalgie d'une maison, d'un paysage, d'un mode de vie qui vont disparaître. La province est fortuite en tant que pays littéraire. L'expropriation nous étouffe. Tout l'arrière-pays est envahi par les acheteurs étrangers.

« Ce que j'écris m'est dicté par les lieux. L'image m'est donnée gratuitement. Je crois, comme on le faisait dans l'antiquité grecque, à la présence des dieux dans la nature. Pour retrouver la poésie de la terre, la magie tellurique... Il faut réapprendre la lenteur, se promener, savoir s'arrêter, se taire.

« J'ai choisi, dans mon livre, le thème du plateau. Un plateau, ça ressemble à une île. L'île est un lieu privilégié du romanesque. Entre des gens voués à l'insolite, il se noue des relations psychologiques très singulières. »

« Comment vos proches ont-ils accueilli votre roman? — Pour les paysans, celui qui écrit des livres est toujours suspect. Ils opposent le porte-plume et l'outil. « Le porte-plume, disent-ils, ça ne fatigue pas. » Ecrire, lire, c'est de la distraction. Vous savez, d'une femme qui lit, on dit

volontiers : « D'accord, elle est productive. Mais ce n'est pas une femme d'intérieur. Elle lit des romans, à toute la journée. » Mon grand-père, un homme rude, savait écrire. Il était secrétaire d'une mairie, près de Saint-Affrique; cela lui donnait beaucoup de prestige. Ses instruments de travail — son buvard vert, etc. — étaient des attributs totémiques. Mais il réalisait des lettres administratives : ce n'était pas de la distraction. »

CLAUDE AUBIN

Comme sur les murs des prisons

Claude Aubin. Le Marin de fortune. Le Seuil. Né en 1923. A vécu à Amsterdam durant des années. Revient à Paris. Il a fait des études scientifiques. Il a travaillé, en 1970, le magazine Actual, qui a disparu depuis. Il a déjà publié un essai : Au parti des socialistes (Grasset 1975). Il cite Vailland, les Dadaïstes, Victor Serge parmi les auteurs qui l'ont marqué.

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai toujours bricolé un peu, écrit, sur des bouts de papier, des sortes de graffiti. Mon roman, c'est un long graffiti. J'écris parce que je ne sais pas me taire. Quand j'ai mal, je cris. Dans mon livre, je projette mes fantasmes, mes inquiétudes. Je me mets en question. Je ne fais pas de narcissisme. Je ne suis pas complaisant avec moi-même.

« Dostoïevski écrit : « Je suis seul, tandis qu'eux ils sont tous. » Je ressens terriblement cela. On est enfermé dans ce peu. J'ai rêvé que je me trouvais dans un sous-marin qui faisait naufrage. J'étais coupé de l'espèce, des autres. Je restais prisonnier de ce tombeau. J'étais hanté par cette éternité fermée. Ecrire, c'est essayer de sortir de soi, de toucher les autres. Je ressens la nécessité de me raconter, comme les types qui écrivent sur les murs des prisons. Je veux être reconnu par les autres. Je veux exister. On existe par les autres.

« Je suis une sorte de déserteur. Je suis le cauchemar dans lequel nous vivons. Tout est peint en trompe-l'œil. Je suis très pessimiste sur l'avenir des gens. Je voudrais que mon livre les aide à précéder leur malheur.

« Je compte sur mon livre, pour gagner un peu d'argent. Mais je ne ferai sûrement pas une carrière littéraire. Je vais continuer à bricoler un peu, à me trimballer en bateau, à fuir avec la mort qui cavale derrière. Je me défends avec mon petit humour. Vivre est un drame. J'essaie de vivre sans drame ce drame.

« Cette hémorragie, le temps, le sablier, ça me tue. Passé le demi-siècle, j'éprouve encore l'envie d'être un vivant. Je me bats, ou plutôt je me débats, pour avoir le sentiment de vivre. Cette énorme angosse que tous nous ressentons, l'essais de la dire. Ça me pèse. »

JEAN-FRANÇOIS BIZOT

Dégorger une expérience

Jean-François Bizot. Les Déclassés. Le Sagittaire. Né en 1944. Il a fait des études scientifiques. Il a travaillé, en 1970, le magazine Actual, qui a disparu depuis. Il a déjà publié un essai : Au parti des socialistes (Grasset 1975). Il cite Vailland, les Dadaïstes, Victor Serge parmi les auteurs qui l'ont marqué.

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

« J'ai voulu me débarrasser d'une expérience. Transformer mon expérience en monument. C'est un projet mégalomane. Je ne cache pas mes cartes. » Mais il ajoute qu'il juge ces

SECURITE
avec **POLYPENE**
serrure de haute sécurité
système invisible

Un mouvement analogue à celui d'un coffre-fort

4 barres en acier 1-2-3-4, reliées à la serrure

4 orifices A-A'-B-B' dans la feuillure pour recevoir les barres

dans **4** directions

POSE DANS LA JOURNÉE

POLYPENE 584.12.12
99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur la serrure haute sécurité POLYPENE.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Bât. : _____ Etage : _____ Tél. : _____

à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

dialectiques

La revue dialectiques fait paraître un numéro spécial, double, entièrement consacré à ALTHUSSER.

Un numéro international, de débat, de confrontation.

Le premier numéro de revue consacré à ALTHUSSER.

N° 15-16 : 30 F.

77 bis, rue Legendre 75017 PARIS

Et pour

ils écrivent...

... LE MONDE — 1^{er} octobre 1976 — Page 23

dia... Le pouvoir? Ils ne s'en soucient guère, apparemment. Seuls Betty Duhamel (« Gare Saint-Lazare ou Ennemis intimes ») et François Richard (« L'armes blanches ») évoquent le plaisir que donne au romancier le sentiment de son pouvoir absolu sur les personnages et les situations qu'il crée. L'argent? un jour, avec leur littérature, mais ils n'en font pas une chimère. Changer la vie? Ils le désirent, mais ils n'attendent pas de miracle, comme ceux qui les ont précédés. Ils veulent se changer eux-mêmes, se découvrir, se retrouver. Voilà pourquoi ils écrivent. On se perd soi-même si facilement dans nos sociétés.

« J'ai écrit comme le témoin d'une histoire qui m'était arrivée », déclare Ferdinand Freed (« Histoire criminelle de Rafael Mendoza »). Ecrire, selon Pierre Maldonado (« le Septième Cercle »), c'est « se surprendre, s'apprendre ». Le masque romanesque permet de révéler l'inavoué, peut-être l'inavouable, confie Jean Manévy (« la Marioulette »). Marie

Vaubourg (« Silence... on crie », Ed. des Femmes) nous a adressé cette lettre : « Ecrire était, pour moi, une façon de ne pas crever. Je publie pour faire entendre ma voix, bien sûr, pour exister à travers les mots. Mais c'est aussi un acte politique... Je porte témoignage contre la famille en tant qu'institution répressive, lieu de toute tragédie, véritable ghetto dans lequel je me suis trouvée enfermée pendant quarante ans. J'ai pris conscience de cela après un accident très grave, des mois de souffrance dans les hôpitaux, un dur retour à la vie, et à travers une psychanalyse. Ce que je publie, je l'ai écrit à tâtons. Maintenant, je commence à y voir clair... »

La plupart veulent seulement prouver qu'ils existent : en faire la preuve, pour eux-mêmes et pour les autres. « L'écriture est la seule relation que l'entrepreneur a avec la société. Toute société me fait peur », avoue Jean-Marc Lory (« les Régions céréalières »). « Ecrire, c'est essayer de sortir de soi... Je veux être reconnu par les autres », dit Claude Aubin (« le Marin de fortune »).

Dans le temps du désarroi, ils essaient de faire entendre « l'appel de la sonnette de nuit ». Mais ils n'ignorent pas quel sort subit la majorité des livres dans les librairies, leur carrière éphémère, analogue à celle d'un vulgaire gadget. Ils savent, ou se doutent que leurs écrits vont devenir des marchandises, et tellement moins séduisantes que les Mémoires d'une chanteuse à la mode. « Le mythe du romancier a pris un sérieux coup », remarque Pascal Bruckner, l'auteur de « Monsieur Tac » (1), d'un ton résigné. Et Jean-François Biot (« les Déclassés ») évoque l'indifférence qui accueille généralement les jeunes auteurs en France. « La France, dit-il, ce pays morbide qui aime les gens quand ils sont morts... Alors, pour quel public écrivent-ils? Pour les « happy few »? Qui sont les « happy few »? demande Pierre Maldonado. Vous savez, vous? ». Cependant, ils ont cherché à être publiés, car ils en ressentent la nécessité. Seuls les trois mousquetaires du groupe « Givre », Doris Ezalies, Michel Guérin, Nicolas Nothman, qui ont écrit en commun « Dandys

de l'an 2000 », se sont désintéressés de la publication de leur manuscrit. Ils ont confié à leur ancien professeur le soin de le faire éditer et sont partis voyager. Leur roman sort chez Hallier.

Mais on nous dira : de quelle chapelle sont ces nouveaux romanciers? Eh bien, d'aucune. Pour la plupart, ils ne sont pas entrés en littérature comme jadis les cadets des grandes familles entraient dans les ordres. Ils ont, certes, subi des influences, mais ils ne se réfèrent à aucune école. Quelles influences? Elles sont très diverses : Giono, Bosco, Saint-John Perse, Chester Himes, Hemingway, Lardner, Chandler, Némier, Drieu La Rochelle, Cendrars, Balzac, Barbey d'Aurevilly, Malraux, Flaubert, et d'autres encore. On ne peut en tirer qu'une conclusion : aucun mouvement littéraire ne se dessine. Et c'est tant mieux. Nous préférons les individus.

FRANÇOIS BOTT.

(1) « Le Monde des livres » du 17 septembre 1976.

YVES BERTHO

Le plaisir de composer

Yves Bertho. Ingrid. Gallimard. Né en 1922. Librairie à Rennes. Roman en partie autobiographique. L'auteur y ressuscite son expérience du S.T.O. (Service du travail obligatoire), en Allemagne, durant la dernière guerre mondiale.

« Pourquoi avoir transcrit cette expérience si douloureuse? — Il m'a fallu l'occasion d'une maladie pour trouver le temps de reprendre mes notes... Et puis, surtout, il a fallu la distance des années pour que cette expérience acquière du relief, de la profondeur... L'âge m'a fait éprouver un sentiment d'étrangeté devant l'aventure que j'avais autrefois

vécue. Aventure très dense, dans un monde interlope, traversé de souteneurs et de trafiquants... Les raisons qui m'incitent à écrire? J'ai pris l'habitude de me réveiller très tôt, à l'aube, et j'aime, à ce moment, me livrer à un exercice intellectuel. Je trouve beaucoup de plaisir dans l'art de la composition... »

HÉLÈNE BLESKINE

Une lettre d'amour

Hélène Bleskine. Dérive gauche. Ed. Hallier. Collection « Les Nouveaux Dandys ». Née en 1946. Études de théâtre à Paris, puis dans les groupes maoïstes. Après 1968, elle devient animatrice au lycée technique de Cachan. Le groupe de théâtre qu'elle forme avec des lycéens donnera des représentations dans les bistrot de Nanterre, et devant l'usine Renault, à Flins. Elle a publié en 1975 chez Maspéro une sorte d'autobiographie : « L'Espoir gravé. Elle fait maintenant de petits métiers.

« Après la mort du gauchisme, j'ai été confrontée avec moi-même... obligée de m'interroger sur notre histoire, nos illusions, nos échecs... Il fallait que j'écrive... L'écriture est un lieu de souffrance... C'est aussi une défense contre l'amertume, le cynisme... J'écris contre le désarroi, contre l'apreté de la réalité... La plupart de ceux qui ont réellement vécu mai 1968 ne peuvent plus en parler, ils ont subi un traumatisme... Ils se demandent

s'ils n'ont pas été victimes d'une hallucination... J'ai voulu que cette expérience reste dans la mémoire. J'ai écrit une lettre d'amour, elle exprime ce que nous attendons de la vie... »

« Peut-être que je n'écouterai plus... L'image de l'auteur avec son carnet de notes m'angoisse... Ecrire, pour moi, c'est un acte de révolte, mais c'est devenu, dans notre société, une façon de s'intégrer... Quelle dérision! »

BLANDINE DE CAUNES

Les gens devant la vie et la mort

Blandine de Caunes. L'involontaire. Stock. Vingt-neuf ans. Fille de Benoîte Groult et Georges de Caunes. Elle a fait du journalisme. Vit à Chamonix. Ne travaille pas. Anne Némier, Drieu La Rochelle, Benjamin Constant, Madama de La Fayette... « La révolte dans l'écriture... Je ne sais plus qui a dit : « La forme c'est le fond qui remonte... »

« J'ai toujours voulu écrire... A Chamonix, j'ai trouvé les meilleures conditions pour le faire : une vie retirée, une grande liberté... J'écris, parce que je veux savoir comment les gens vivent devant la mort, et que la littérature est une façon de comprendre les autres, comprendre comment chacun s'en sort... On écrit aussi

pour se mettre au clair soi-même. Et puis cela part d'une inquiétude : on s'exhibe, on veut se faire approuver, reconnaître... C'est pourquoi il est important d'être publié... J'avais besoin d'exister à travers un livre... Je ne peux passer des journées entières à écrire, sans donner des preuves à mon entourage... »

PHILIPPE COMTESSE

Savoir pourquoi j'écris

Philippe Comtesse. Carcassonne et Saragossa. Ed. de Minuit. Suisse. Né en 1952. Achève des études de lettres.

« Pour faire quoi? Mystère... Quelques voyages à travers l'Europe par hygiène mentale et des livres par hygiène intellectuelle... Il écrit depuis dix ou sept ans... Il fait des nouvelles, des pièces, des tentatives romanesques. Il a publié des textes dans la revue Minuit... »

« J'ai commencé ce roman durant l'automne 1975... Je crois qu'il m'aurait fallu plusieurs mois... mais que j'en suis bien conscient... J'écris pour savoir pourquoi j'écris... Je ne crois pas qu'il y ait une réponse à la question. Disons

que je travaille pour essayer d'y voir clair, et je choisis la langue pour y voir parce que je n'ai pas d'autre œil.

Pour qui écrit-il?

« Pour moi-même avant tout... Alors pourquoi publier? Philippe Comtesse répond qu'un imprimé exige plus de rigueur qu'un manuscrit... Et puis « un manuscrit reste un objet personnel, tandis qu'un imprimé est un objet public sur lequel on peut jeter un regard froid. Ça permet une auto-critique serrée... »

GABRIEL DEBLANDER

Pour me survivre

Gabriel Deblander. L'Oiseau sous la chemise. Laffont. Né en 1934 à Rèves, village du Hainaut belge, dans une famille d'ouvriers. Sa mère était couturière. Son père travaillait dans une usine de papier peint. Vit à Braine-l'Alleud, sur les bords de la bataille de Waterloo. A fait divers « petits métiers obscurs ». Il écrit depuis toujours. « Il faudrait un sérieux coup du sort pour me faire abandonner cette idée... »

Il a écrit environ cinq cents de nouvelles, chez Laffont : le Retour des chasseurs.

« Des nouvelles policières, sentimentales, des contes pour enfants. C'était une vraie frénésie... Je devais confondre en ce temps-là quantité et qualité, mais l'illégère n'était jamais absente... »

En 1970, il a publié un recueil

de nouvelles, chez Laffont : le Retour des chasseurs. « Pourquoi j'écris? Sans doute pour me survivre, comme on fait des enfants... Sans doute, plus humblement, pour fixer à mon profit et au profit de ceux qui se trouveraient avoir une sensibilité voisine de la mienne tout ce qui dans la vie me va droit au cœur... »

TARA DEPRÉ

Traduire le « ça » de l'inconscient

Tara Depré. Anodin. Collection « Les nouveaux dandys ». Ed. Hallier. Née en 1945. Journaliste. Fait du « rebranding ». Ses lectures : Proust, Joyce, Lewis Carroll.

« J'écris depuis l'âge de sept ans. J'ai fait des poèmes, des contes... Peut-être que si je n'écrivais pas je serais beaucoup plus anglophobe... Je veux mettre en mots l'Inexprimable. Ce que j'essaie de traduire, de communiquer, c'est peut-être l'équivalent de l'état mystique... »

« Je ne peux pas écrire la marque sur la peau à 5 heures. Il faut que le texte soit un flux, une mouvance qui traduise le « ça » de l'inconscient... L'écriture est une perversion qui se fait contre le « social » toujours menaçant dans l'écriture... Elle est branchée sur l'éternité. Je sépare l'éternité et le « social ». La nuit (c'est une façon de dire, une métaphore) il se passe autre chose... »

BETTY DUHAMEL

Une sorte de mégalomanie

Betty Duhamel. Gare Saint-Lazare ou Ennemis intimes. Gallimard. Née en 1944. Petite-fille de Georges Duhamel. Attachée de presse chez Pasquetti. Elle a publié les Nouvelles de Lisette, au début de cette année, à l'Atelier du Gué.

« Ecrire? C'est un plaisir... Je ne l'explique pas... Si, peut-être... Ecrire me donne un sentiment de puissance... On peut, dans un roman, faire évoluer ses personnages comme on le désire, créer les situations que l'on veut... On est atteint de mégalomanie quand on écrit... On éprouve le senti-

ment de posséder le monde. Ça me fait pleurer, ça me fait rire... Tout est permis. Avant, je croyais que l'art devait être moral... Mais il faut tout montrer : la méchanceté, la cruauté... »

« Si je publie, dit-elle, c'est que je veux être écoutée, comme dans les conversations... »

JEAN-CLAUDE EMION

C'est comme boire un verre de vin

Jean-Claude Emion. La prochaine fois c'est maintenant. Denoël. « Lettres nouvelles ». Né en 1931. Il a essayé divers métiers, dont celui de maître d'hôtel. Il fait maintenant des scénarios de cinéma. Il a déjà publié de courts récits dans des revues. Il écrit depuis l'âge de dix ans.

« Un métier, ce n'est pas amusant... Ecrire, ce n'est pas un métier. Je ne me prends pas pour un écrivain. Je le me prends pour rien... J'écris quand ça me fait plaisir... C'est qu'un de mes plaisirs, comme boire un verre de vin. Je n'y consacre pas ma vie... Tout le monde se raconte des histoires. Si vous racontez une histoire drôle, vous vous amusez bien... Je suis un type heureux. J'aime vivre... »

« Je ne prends pas mes personnages au sérieux. Ni les symboles — le Christ, Trotsky, etc. — qui apparaissent dans mon livre. Ils ne sont exprimés que pour être détruits... Rien n'est pris au sérieux, dans mon roman, sauf mes idées, mais il faut les voir... »

« Vos idées? — Je n'y reste pas. Je ne les impose pas... Je me contredis souvent... Au lecteur de choisir... Les idées, je n'y crois pas beaucoup. Une idée qui dure plus de cinq minutes, c'est idiot. Ça fait du mal les idées. Napoléon, Hitler avaient des idées... »

« Vous écrivez pour qui? — Pour moi, d'abord. Chaque personnage, c'est moi... Je suis aussi pour les autres, un peu. Je voudrais qu'ils s'éveillent. Je ne veux pas les blesser, mais les tirer de leur sommeil. Ils font de leur vie un drame. Il faut éveiller de soi-même. On se sclérose,

quand on se considère avec sérieux... Et il conclut : « Je serais curieux de vous lire, pour savoir ce que j'ai dit... »

MAINS A PLUME MAINS A CHARRUE

Les gens de plume, et autres gens du « métier littéraire », professeurs, journalistes, employés de l'édition, forment encore la majorité de ces nouveaux romanciers. Mais une minorité importante exerce, ou ont exercé, des métiers assez éloignés de la littérature : ainsi Claude Dejeu (« les Quatre Chamelas du soleil », Ed. Entente) est-il un ancien parachutiste, devenu réalisateur musical; François Fournet était kinésithérapeute; Pascal Bruckner, qui a travaillé, cet été dans un hôtel, donnait auparavant des cours de piano; Ferdinand Freed vient du « milieu »; Jean-Marc Lory gère de quoi survivre en faisant de l'artisanat; après avoir quitté l'enseignement, François Richard a été enseignant et maintenant enseignant; Claude Aubin, qui habite un bateau à Amsterdam, a fabriqué des machines et vendu des aspirateurs. Demain, ce voyageur fera autre chose, comme l'ancien maître verrier Jean-Claude Emion, qui écrit maintenant des scénarios de cinéma.

JOANNE ESNER

Retrouver mon identité

Joanne Esner. L'Employeur. Ed. Tchou. Premier roman d'une nouvelle collection, « la Fontaine des quatre saisons ». Vingt-sept ans. Née aux Etats-Unis. Travaille aux éditions Tchou. Son « employeur » est devenu son mari.

« J'ai toujours écrit... Je faisais des poèmes, des nouvelles... C'est une passion dévorante, une passion d'enfant. Je prends des notes n'importe où, n'importe quand. Mes paquets de cigarettes en sont comblés... J'écris pour retrouver mon identité... La littérature est le moyen d'expression le plus révélateur... On se dévoile, on se met à nu. La fiction permet de s'aventurer plus loin dans l'avenir... Je fais dire à mes personnages ce que je ne pouvais dire moi-

même... C'est un peu effrayant... C'est libérateur... »

« Mais pourquoi publiez-vous? — Pour être reconnue différemment par les autres, pour que ma dévotion soit reconnue... Vous savez, les écrivains sont des Narcisoïdes. Le narcissisme, c'est une blessure de la personnalité... Ils ne supportent guère leur image, ils ne s'aiment pas profondément. Ils ne cessent de chercher une autre image d'eux-mêmes... »

FERDINAND FREED

J'avais besoin de naître

Ferdinand Freed. Histoire criminelle de Rafael Mendoza. Mercure de France. Antilles. Trente ans. A fait plusieurs années de prison. Arrêté, une nouvelle fois en mai 1975, il a bénéficié d'un non-lieu, mais on l'a envoyé en psychiatrie à Villejuif.

« Depuis l'âge de quinze ans, je suis un « marginal ». Mon personnage, Rafael Mendoza, c'est moi. Je n'ai pas eu de père. Ma mère ne m'a pas donné l'affection que j'attendais... Je n'étais pas un vrai malin, mais plutôt un naufragé, un révolté. L'argent ne m'intéressait pas. J'en voulais surtout pour acheter l'amitié. En fait, c'était rien... »

« J'ai écrit mon livre à l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Un ami, psychologue, est venu me voir. Il m'a suggéré d'écrire un scénario sur le « milieu ». J'ai demandé au médecin-chef un stylo, du papier, et j'ai commencé. Je me suis raconté... J'écrivais cinq ou six heures par jour... »

Gaston Palewski
de l'Institut

LE MIROIR DE TALLEYRAND

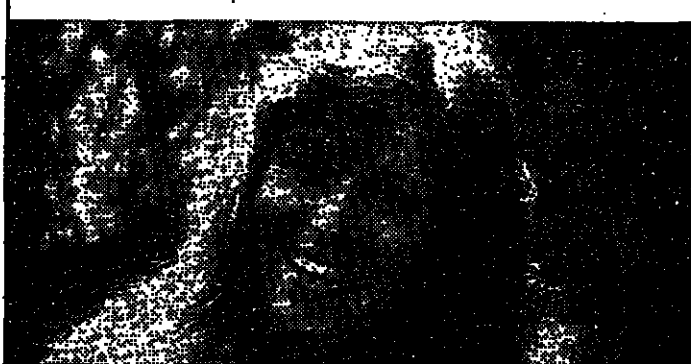
Lettres inédites
à la Duchesse de Courlande
pendant le Congrès de Vienne

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN



Chez les bons libraires (15 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61)
L'ARC - Chemin de Repentance - Als-en-Provence
Abonnements (4 numéros) : France, 45 F - Etranger, 50 F.
Diffusion Librairie : Nouveau Quartier Latin
Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :
34 FREUD - 35 DUBUFFET - 36 JOYCE - 39 BUTOR - 40 BEETHOVEN
41 MELVILLE - 43 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI
46 MERLEAU-PONTY - 48 MAUSS - 49 DELEUZE - 50 GUTENBERG
51 XENAKIS - 52 MICHELET - 53 ARAGON - 54 DERRIDA
55 HUGO - 58 LACAN - 59 DUCHAMP - 60 JAKOBSON
61 DE BEAUVOIR - 62 ILLICH - 63 BEAUBOURG - 64 LYOTARD

LE NOUVEAU ROMAN DE CLAIRE GALLOIS



**JEREMIE
LA NUIT**
Une femme, un homme, un enfant : la plus belle
et la plus cruelle des histoires d'amour.
Par l'auteur d'"Une fille cousue de fil blanc".
BUCHET/CHASTEL

LE VAISSEAU DE PIERRE



DESSINS DE BILAL
TEXTE DE CHRISTIN
**DARGAUD
EDITEUR**
chez votre libraire
Que peut-il se passer quand un pro-
moteur traite un village breton com-
me un pays conquis ?
Que peut-il se passer quand des ma-
rins pêcheurs décident de voler un
navire de guerre ?
Que peut-il se passer quand un ermi-
te oublié fait ressurgir toute l'histoi-
re d'une terre mystérieuse ?

Et pourtant, ils écrivent ...

HUGO LACROIX

Détruire le vieil homme

Hugo Lacroix. *Raiders digest. Le Seul. Vingt-trois ans. Etudes de philosophie. Lecteur au Seul. Il écrit depuis l'âge de seize ans.*
« J'étais influencé naguère par l'avant-garde... Tel quel... J'en faisais une plate imitation... Je lisais aussi Chester Himes, Hemingway, Steinbeck... J'ai commencé mon roman l'hiver dernier... Il s'était produit dans ma vie privée une sorte d'écroulement... Ecrire, pour moi, c'était aller dans le sens de cet écroulement... Le langage va plus vite que la pensée... On se découvre soi-même en travaillant sur les mots. A mesure que j'écrivais, j'apprenais ce qu'il fallait détruire de détruire, en moi... Je veux détruire la personne... C'est une notion formelle, abstraite, une image totalitaire... J'oppose l'individu à la personne. L'individu, c'est un système de contradictions, de différences... Mon roman fait voir ces contradictions, ces différences, par-delà le bien et le mal... »

JEAN-MARC LOVAY

Ma seule relation avec la société

Jean-Marc Lovay. *Les Régions créatrices. Gallimard. Né en 1948. Vit dans les montagnes du Valais. Fait de l'artisanat, du travail sur bois. Il a passé quatre ans au Népal et en Afghanistan. Il écrit depuis douze ans.*
« Ses raisons d'écrire ? Il cite la réponse de Malcolm Lowry : « Pourquoi j'écris ? par désespoir. Pourquoi je bois ? par désespoir. » Puis il ajoute : « C'est une sorte de maladie. C'est aussi un plaisir immédiat. Le plaisir de dire l'invisible, quand c'est l'invisible de dire l'été, quand c'est l'été. » Mais il donne d'autres réponses : « J'écris parce que je n'accepte pas la réalité. J'écris pour exprimer une inquiétude. J'écris pour dire mon rapport avec les fantômes qui m'accompagnent. Nous sommes entourés de fantômes. » Et puis : « L'écriture est la seule relation que j'entretienne avec la société. Toute société me fait peur. » Il parle de ses voisins, des gens de son village : « Au café, ils sont volubiles. En compagnie des autres, ils sont gais. Mais dans la solitude ils deviennent froids : ils ont besoin d'écrire, et ils ne savent pas... » Le jour, conclut-il, où je n'écrirai plus, j'aurai arrêté de me tourmenter. Je serai devenu immobile, inactif, comme le monde écrit, comme les livres... »

GUYETTE LYR

Etre déraisonnable sans devenir fou

Guyette Lyr. *La Fuite en douce. Mercure de France. Trente-deux ans. Comédienne. Elle écrit des sketches qu'elle a joués elle-même, seule en scène, au Théâtre de Dix-Heures, et aux Etats-Unis. « Sous une forme clownesque, je fais une critique des valeurs. Mais c'est sans le vouloir, au départ. Ça se dit à mon insu... »*
« J'ai commencé mon livre l'année dernière... Puis je l'ai abandonné. Pour lui laisser le temps d'agir tout seul. Un travail inconscient se produit à l'intérieur de nous-mêmes... » Le roman me donne une plus grande liberté que le théâtre... Au théâtre je m'enferme dans un personnage, dans son vocabulaire... tandis que, dans le roman, je peux employer divers langages, devenir tous les personnages... » Ecrire, c'est ne plus se limiter soi-même ni les autres... C'est se prêter, pour un instant, à d'autres possibilités... Cela implique une expérience... Ce n'est pas une fuite. (Si je voulais fuir, j'irais au couvent — pourquoi pas ? — ou je prendrais de la drogue...) C'est une façon de s'affranchir de trop d'idées reçues, imposées... Sortir du « rationnel », échapper à la tristesse des habitudes, s'ouvrir à l'insolite... Etre déraisonnable sans devenir fou... »

FRANÇOISE PONCET

Un repos du corps et de l'âme

Françoise Poncet. *La Grossesse de Mme Bracht (1). Albin Michel. Lauréate, avec ce roman, du concours Prométhée 1975. Née en 1933. Habite Bourg-en-Bresse. Successivement dessinatrice publicitaire, dactylo, assistante dans un hôpital psychiatrique en Angleterre — « C'était la tour de Babel en folie... Je n'ai jamais regretté ce séjour extraordinaire », — réceptionniste dans une blanchisserie, secrétaire, infirmière, et enfin kinésithérapeute. Elle s'est portée durant des années entre son cabinet de kinésithérapie et son mari, ses quatre enfants, sa maison... »*
« Nous avons vécu une époque à la fois merveilleuse et frénétique... Les années, heureuses mais trépidantes, nous passaient sous le nez comme des tourbillons. Les semaines étaient des courses contre la montre... Les rendez-vous avec les clients se succédaient toute la journée, chez eux ou à mon cabinet. Entre temps, je me précipitais à la maison, serénité, dans son énorme chambardement... Et puis, je me suis rendu compte que le foyer et le cabinet se détestaient. J'arrivais à ne plus vivre... » En 1974, elle abandonne son cabinet de kinésithérapeute... « Tout d'abord, je me suis aperçue que j'existais toujours. Ensuite, je me suis remise à vivre... Je me suis retrouvée avec moi-même... J'ai entrepris de raconter l'histoire de Mme Bracht... C'était une expérience très passionnante... Et puis, écrire, c'est un repos physique, c'est aussi un repos de l'âme... » Elle a caché à son entourage qu'elle écrivait... « Les gens que je côtoie lisent parfois mais pensent généralement qu'écrire est une activité fastidieuse à laquelle on n'échappe pas. Félicitations, condoléances, réclamations, paperasses... » Pourtant... je me suis follement amusée, cet hiver-là, toute seule dans ma chambre, à écrire sur des personnages imaginaires... Le roman laisse toute latitude. C'est le genre qui se prête le mieux à la fantaisie... J'ai voulu raconter sur-tout le cortège des petits riens grotesques et absurdes qui accompagnent une tragédie... les drôleries d'une histoire triste... » (1) Voir « Le Monde des Livres » du 10 septembre 1976.

GUY SUARÈS

Elargir la conscience

Guy Suarès. *Halm. Stock. Né en 1932. A été marié à la petite-fille de Paul Claudel. A fait de la mise en scène de théâtre. A publié, en 1975, Malraux celui qui vient (Stock). Traducteur de Neruda. Il est actuellement responsable du bureau des projets à France-Culture.*
« Comment définir l'écriture ?... C'est comme une respiration qui exprime les raisons profondes, cachées, obscures de l'individu... Ecrire, c'est tenter d'élargir la conscience... Je suis israélite. Je ne connais pas l'hébreu, je ne connais rien de mon passé. Et ce passé, pourtant, vit en moi. Il me faut le retrouver, l'assumer. J'écris pour le traduire... » Au théâtre, vous êtes dépendant des acteurs, d'un régisseur, d'une crise de foie, d'un spot qui claque... Lorsque vous écrivez un récit, vous traversez une solitude totale, vous disposez d'une liberté beaucoup plus dangereuse. Une liberté dans le désert... le désert est parfois aussi petit qu'une prison... Pourquoi publier ? Afin de prolonger son existence... Une solitude parle à d'autres solitudes... Deux inconnus, l'auteur et le lecteur, vont entretenir à travers un livre des rapports très secrets... » Mais, une fois le livre publié, on se demande : est-ce que c'est encore moi, ça ? Il m'a fallu vingt-sept mois pour écrire mon livre. Vingt-sept mois durant lesquels j'ai vécu avec le thème de la mort. Je me suis dépouillé pour écrire ce livre — c'était une sorte d'arrachement — et j'ai le sentiment qu'il a cessé de m'appartenir... » Ce livre est assez tardif ? — Il m'a fallu, pour l'écrire, me libérer de tout un fatras culturel, passer d'un savoir intellectuel à la connaissance (co-naissance) : naître à moi-même... » Nous sommes infantiles dans le domaine de la foi comme dans le domaine politique. Ecrire, c'est lutter contre l'infantilisme, s'efforcer de devenir adulte... »

PIERRE MALDONADO

« Parce que », disait Cendrars

Pierre Maldonado. *Le Septième Cercle. Roman noir. Editions Lattès. Né en 1941. Agrégé de lettres modernes. Professeur à Nanterre. Écrit depuis une dizaine d'années. Il a fait d'abord des poèmes, des nouvelles, puis un roman : le Petit Flambeur, refusé par les éditeurs. Influences très diverses : Baudelaire, Mallarmé, les surréalistes, Apollinaire, Larbaud, Cendrars, Lardner, Hemingway, Hammett, Chandler, Burnett, Mac Coy...*
« Pourquoi j'écris ? « Parce que... », disait Cendrars. Je n'ai jamais pensé que ce fût une boutade : c'est une réponse. Et pourquoi ne pas retourner la question, demander à ceux qui n'écrivent pas : « Pourquoi... ? ». Les réponses seraient quelque chose d'être révélateurs... » En fait, je ne crois pas qu'aucun écrivain puisse jamais répondre — vraiment répondre — à cette question. Même la fin du *Contre Sainte-Beuve* ne me satisfait pas. Pourquoi écrire ? Pourquoi vivre... ? Toutefois, ma vie ne me paraît parfaitement vaine que si je la dis. Littéralement ou symboliquement, peu importe... Cela ne signifie pas que je pratique la littérature pour compenser je ne sais quelle insuffisance du vécu. Bien au contraire : plus riche est la vie, plus j'ai besoin (pourquoi ? je ne sais...) d'écrire. Si peu que soient les mots, ils sont notre mémoire, les signes de notre identité... » Je ne choisis pas mes thèmes. Ils me choisissent. Il faut dire ou, d'une certaine manière, mourir. Le reste est une question d'artisanat — même si, à chaque chapitre, chaque paragraphe, écrire est se surprendre, s'apprendre. Quitte à découvrir que non seulement « je » est un autre, mais une bonne demi-douzaine d'autres... » Pour qui écrit-il ? « D'abord pour moi... Autrement, je dirais volontiers que je n'en sais rien... J'espère savoir un jour. Car, bien entendu, si l'écriture est une activité solitaire, nous pouvons espérer, en la pratiquant, dépasser notre solitude... » Je crois que le fait d'être publié ne change rien, mais pour que rien ne soit changé, il faut être publié. Nous avons tous besoin d'être reconnus, d'une manière ou d'une autre. Particulièrement, si nous nous engageons, sans réserve, dans quelque chose. La littérature est une activité dangereuse et impudique... »

JEAN MANEY

Confier l'inavoué, peut-être l'inavouable

Jean Maney. *La Marionnette. Editions Lattès. Né en 1920. Journaliste. Il collabore à la rubrique scientifique de l'Express. Il y traite des questions médicales. Il a publié, en 1964, la Guerre contre la maladie à travers le monde (Hachette), et en 1974 Journal d'un psychiatre (Lattès).*
« Pourquoi ai-je abordé si tard la fiction ? Je me méfiais de la littérature, qui était, pour moi, un monde magique. Je restais sur la réserve. Je suis rempli d'humilité quand je vois une bibliothèque... » Il y a deux ans, j'ai rencontré l'attaché de presse d'un ventriloque, qui m'a raconté l'histoire de ce personnage, ses déchirements. C'était un cas de dédoublement de la personnalité... Jean-Claude Lattès m'a incité à écrire un livre à partir de cette histoire... Au début, je regardais mon personnage comme un étranger... Puis je m'y suis projeté. J'y suis entré. Ça devenait inquiétant. Un soir de juillet, l'année dernière, je ne savais plus s'il s'agissait de lui ou de moi. J'entretenais le même rapport avec lui que lui avec sa marionnette. Et cela d'autant plus que j'écrivais à la première personne. En racontant l'enfance de ce ventriloque, j'ai fait resurgir les fameuses petites mémoires qu'enfant nous avons subies, le sentiment d'abandon qu'éprouve tout enfant, riche ou pauvre, un jour ou l'autre... Le jour où j'ai terminé mon livre, j'ai éprouvé un sentiment de libération. Le sentiment d'avoir écrit ce que je n'avais jamais confié à personne, ni à ma mère, ni à ma femme, ni à mes enfants, ni à mes amis psychiatres. On confie dans un roman l'inavoué, peut-être l'inavouable... »

GONZAGUE SAINT BRIS

La maison est ouverte. Entrez

Gonzague Saint Bris. *Athanasie ou la manière bleue. Julliard. Vingt-sept ans. Chroniqueur à Elle. Anime une émission d'Europe 1. A publié, en 1973, un essai sur le snobisme : Qui est snob ? (Colman-Lévy).*
« Je prends la littérature au sérieux. J'écris depuis l'enfance. J'écrivais jadis sur des carnets verts. J'aimais Balzac et Barby d'Amerval... Je ne peux plus supporter cette littérature contemporaine qui est une suite de notes de service... J'ai voulu faire un roman du XIX^e siècle. Un roman, c'est un souffle, une âme, une volonté... Cet Athanasie, c'est un jeune homme qui traverse l'époque comme Julien Sorel... J'essaie de dire ce que je vois venir... non pas quelque chose de violent, mais quelque chose de doux, de charmant, de dangereux... » Pourquoi j'écris ? Pour savoir que j'écris, que j'ai encore ce droit, que c'est miraculeux de respirer, et parce que je sais qu'en écrivant j'entendrai d'autres respirations dans la nuit... » Ma vie est très liée à la littérature. Je ne cesse de vivre des situations littéraires... J'ai terminé mon livre sur le lac de Côme... J'ai fait du vélo sur la plus haute corniche de l'Opéra... C'était un geste littéraire, un geste de survie... » J'écris. Je dis : la maison est ouverte. Entrez. Si vous brûlez les rideaux, vous me blesserez... Ma force, c'est d'ouvrir... C'est courageux d'écrire un livre. On le dépose dans la plaine des Mongols... »

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS BOTT

ETUDE DE LA TRADITION

Nos bulletins démythifient la vogue du pseudo-occultisme.
Documentation contre l'É.
A. FOUGÈRE, C.C.P. 1001
69-277 - B.P. 26 - 69003 LYON
18 rue - 69100 LYON

J.P. J. 150

150

écrivent

... LE MONDE — 1^{er} octobre 1976 — Page 25

Lettres étrangères

DEUX RECUEILS DE NOUVELLES

Gustav Meyrink: le jeu avec la peur

LE CABINET DES FIGURES DE CIRE, de Gustav Meyrink. Nouvelles traduites de l'allemand et précédées par A. Waldstein. Gravure originale de G. Arault, Retz, coll. « Champs d'œuvre de la science-fiction et du fantastique », 250 pages, 29,50 F.

PENDANT le premier quart du siècle, Hansson, les frères Mann, Tucholski, Wedekind et d'autres encore, contribuèrent à accroître le prestige de la revue allemande non conformiste *Simplicissimus*. Gustav Meyrink y commença sa carrière littéraire en 1901 par la publication d'une étrange histoire où se mêlent la satire sociale, l'antimilitarisme et le fantastique : *le Soldat brûlé*. De Prague (1), de Montreux, des bords du lac de Starnberg, Meyrink continuera d'envoyer à *Simplicissimus* des récits insolites jusqu'en 1916. Commence alors la période de ses grands romans initiatiques (2), qu'annoncent déjà ses nouvelles les plus sobres, les plus maîtrisées. « Tout l'être est une souffrance flamboyante », « le Bouddha est mon refuge ». « Alors que ses romans sont des diamants à mille facettes, ses nouvelles restent à dessein... des pierres brutes mal taillées, brillant néanmoins de mille feux », écrit Arnold Waldstein à leur sujet, dans la préface du premier recueil proposé aujourd'hui au public français.

En effet, il y a chez le conteur un parti pris antilittéraire parfaitement respecté dans la traduction. Par la pléthore des adjectifs et les redondances, par le jeu infini des miroirs, son style reste tributaire de toutes les exagérations de l'expressionnisme. Malgré le caractère outrancièrement kitsch de cette écriture (qui peut-être à cause de lui), il est difficile d'échapper à son charme.

Grand-Guignol Hoffmann et Poe

Le mot de Madame de Deffend, cité par Roger Caillols (3), définit bien ce que ressentent les fantasmes des récits de terreur : « Croyez-vous aux fantômes ? Non, mais j'en ai peur. » Certes, l'usage excessif que fait Meyrink dans ses narrations de la métaphore et de l'hyperbole, son ironie, ses distorsions, sa critique sociale aussi d'une remarquable actualité dans *Pétrole, pétrole* (et comme c'est dommage que *l'Automobile*, caricature de l'homme devenu esclave de sa machine, ne figure pas dans ce recueil), en atténuent l'effet d'épouvante. Grand-Guignol remplace Hoffmann et Poe, comme si l'écrivain autrichien parodiait à la fois ses inspirateurs et lui-même pour mieux mystifier son lecteur. Un jeu avec la peur interprété par Buster Keaton et Harold Lloyd dans un film de Fritz Lang.

Dans la nouvelle *le Cabinet des figures de cire*, le mage Mohamed Darasche-Koh fabrique à partir d'un cadavre l'« être double » : un géant stupide relié par un cordon ombilical à un nourrisson au visage vieillissant par le stupre, qui chante inlassablement la même complainte. Alors qu'ils sont montrés dans un cirque, un spectateur reconnaît dans le visage ridé du faux bébé celui d'un ami depuis longtemps disparu. Horrifié, ce spectateur se réfugie dans une taverne où il fait marcher une boîte à musique. Pirotection finale : la musique est la même que celle énoncée par la monstrueuse créature.

Le décor change dans *l'Homme sur la bouteille*. Devant une scène, à l'intérieur d'un palais du vieux

Prague, se pressent des masques, arlequins, cannibales, mandarins, cavaliers de Wallenstein et boyadères. Dans le style du peintre anglais Aubrey Beardsley, un spectacle va commencer. Le comte de Faast, prétendant au cœur et au lit de l'hôtesse, épouse du prince magicien Darasche-Koh (toujours lui), se trouve au milieu de la scène, enfoncé dans un énorme magnum sur lequel le maître des lieux est lui-même installé. Tandis que l'épouse infidèle, mariée nue et ensanglantée, est exhibée au public, le comte meurt, asphyxié dans la bouteille, le prince disparaît et «... d'un battement silencieux d'ailes les immenses oiseaux noirs de la terreur traversent, invisibles, la suite des têtes de palais ».

Le récit intitulé *les Plantes du docteur Cindrella* nous raconte l'aventure d'un promeneur solitaire qui découvre, toujours à Prague, une inquiétante maison surgie du brouillard. Dans la cave, il trouve une végétation folle qu'un médecin fait pousser : lambeaux de chair « extrinsèques » sur lesquels poussent, à profusion, des centaines d'yeux et d'animaux. Quand il arrive au commissariat de police pour déclarer sa découverte macabre, un greffier au visage d'Anubis lui dévoile qu'un fait le véritable propriétaire de la sinistre maison, le docteur Cindrella, n'est autre que lui-même, l'innocent promeneur.

Magie et Kabbale

La licorne et les elfes, les farfadets et les ogres sont absents des récits de Meyrink. L'univers verdâtre qui nous sollicite n'est pas celui de la féerie. Loin de Brocéliande, nous retrouvons les terreur ancestrales, dont parle Lovecraft, à l'ombre menaçante du Hradshin et de la cathédrale Saint-Guy. L'univers de Meyrink n'est pas encore le monde désert administratif peuplé de fonctionnaires consciencieux et castrés au service d'une autorité déréglée et absurde, mais le village usé par le temps avec ses ruelles tortueuses ourlant les palais baroques et les vieilles demeures de la Mala Strana. Prague investie par la magie des pays chauds, lointains, mystérieux. Les thèmes qui se dégagent de l'ensemble du recueil ne sont-ils pas ceux qui hantent tout apprenti sorcier, le double, le masque, la poupée et l'envoûtement ?

Et pourtant. Écoutons plutôt Mircea Eliade, qui relate une rencontre entre Gustav Meyrink et l'illustre professeur Scholem, de l'université de Jérusalem, spécialiste de la Kabbale. « ... Meyrink lui demanda : « Vous savez où habite Dieu ? » Scholem ne le savait pas. « A la base de la colonne vertébrale », s'exclama Meyrink. Il avait lu *The Serpent Power of Avalon*, et il en était convaincu. Dieu était Kundalini — et Kundalini se trouvait enroulée à la base de la colonne vertébrale. Scholem ne sait pas encore avec certitude si Meyrink croyait vraiment à ses œuvres ésotériques — ou s'il s'amuse. Car il n'était pas dépourvu d'humour. » (4)

EDGAR REICHMAN.

(1) Voir « Au miroir déformant de Prague », *le Monde* du 22 juillet 1976.

(2) *Le Golem*, Stock, 1983, et « le Visage vert », Retz, 1975.

(3) Roger Caillols, *Obliques*, précédé d'*Images*, Stock, 1978.

(4) Mircea Eliade, *Fragmenta d'un journal*, Gallimard, 1973 ; reproduit dans *les Cahiers de l'Herne*, Gustav Meyrink, 1978.

Roald Dahl ou l'amour à l'heure anglaise

LA GRANDE ENTOURLOUPE, de Roald Dahl, traduit de l'anglais par Maurice Rambaud, Gallimard, 225 pages, 29 F.

QUATRE nouvelles rôties à point, croustillantes comme des toasts et nappées ce qu'il faut d'une confiture mi-douce, mi-amère, anglaise bien sûr. Ce n'est pas là menu pour l'appétit vorace ou estomac trop délicat, mais c'est une amusante collation pour un jour d'automne gris. Roald Dahl, auteur de récits faits de hasard, d'ironie et de cynisme bien dosés qui portent des titres un peu loufoques (*Kiss, Kiss ; Bizarre ! Bizarre !*), n'a sans doute pas d'autre ambition que de divertir avec une feinte candeur et, à l'occasion, une sarcasme brutalité. Il y parvient, car il sait raconter une histoire.

Une Rolls dans le Sinaï

L'invité, la première et la meilleure nouvelle de ce recueil, nous présente Oswald Cornelius Hendryks. Personnage extravagant, ce riche célibataire est un Casanova impénitent qui ne renonce jamais deux fois la même femme. Il voyage, il s'amuse, il porte des cravates tissées de la soie des araignées qu'il fait élever, il est obsédé par la propreté et fuit avec épouvante le moindre microbe, qui a souvent pour lui figure humaine. On ne s'étonne pas de le trouver filant bon train au volant d'une magnifique voiture à travers le Sinaï, après une aventure amoureuse qui a failli mal tourner. Quelques scorpions magnifiques ramassés ici et là et quelques airs d'opéra font le charme du voyage. Mais voici qu'à un poste d'essence notre héros tombe en panne. C'est alors qu'un plein désert apparaît un charmant l'ibyen au volant d'une Rolls-Royce : enfin quelqu'un de « possible » ! Notre infortuné voyageur acceptera bien volontiers de passer la nuit dans un château tout proche et ira, dès lors, de surprise en surprise. Après une soirée merveilleuse avec la femme et la fille de son hôte, une nuit délicieuse avec l'une ou l'autre ou les deux (il fallait si noir), Oswald est prêt à reprendre la route, lorsqu'une révélation du châtelain le laissera pétrifié d'horreur.

Deux maris libertins échangent leurs femmes

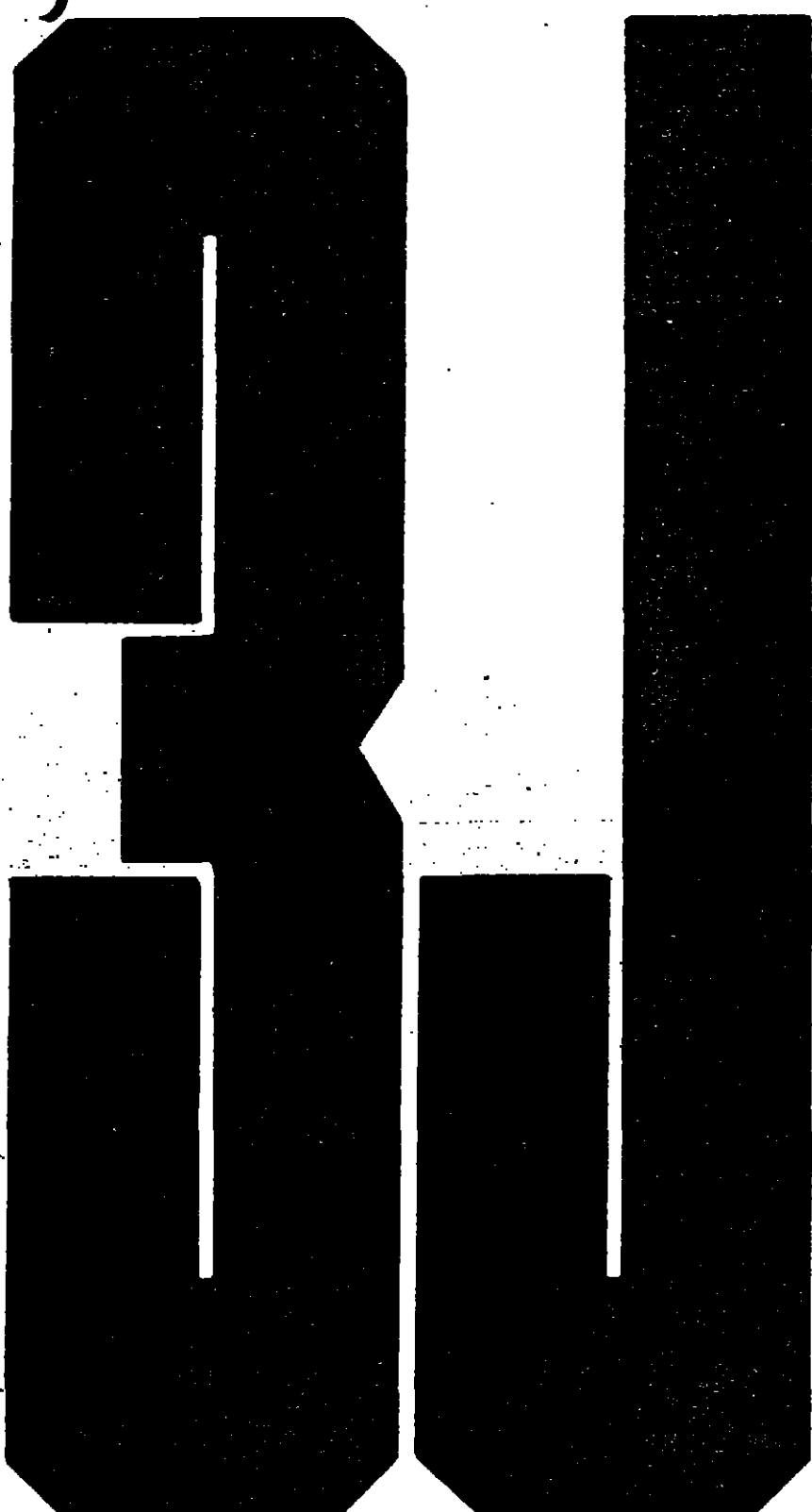
On retrouve le même personnage à la fin du volume, mais avec moins de bonheur, car *Chienne*, qui évoque les étonnantes possibilités aphrodisiaques d'un parfum, ne recule pas devant les effets grossiers, et l'humour s'y fait pesant.

Les deux autres nouvelles nous ramènent dans un univers plus familier : les rapports entre les êtres y sont étudiés sous l'angle des relations sexuelles. *La Grande Entourloupe* nous conte la ruse ingénieuse mise au point par deux maris libertins pour échanger leurs femmes pendant leur sommeil et sans qu'elles s'en aperçoivent. Là aussi, la conclusion de l'aventure sera bien amère pour l'un des protagonistes. De l'amertume, on passe même à la cruauté sadique avec *le Dernier Acte*, histoire d'une jeune veuve désespérée bien mal reconfortée par un ancien soupirant.

Sous les apparences d'une fantaisie décapante, les nouvelles de *la Grande Entourloupe* nous offrent finalement une illustration très désabusée de l'amour à l'heure anglaise : on y joue à feindre le sentiment, on feint de jouer pour masquer une angosse bien réelle, on se confie pour mieux tendre des pièges. Mais qui gagne ? La facilité et l'escroquerie masculine y sont raillées comme la fragilité et l'illusion de l'amour. La leçon souvent bien crasse de ces courtes fables reste cependant limpide. L'auteur se garde bien de trop décevoir. C'est là aussi la grâce d'un talent qui ne s'affirme jamais mieux que par l'art de l'esquive et du défilé enjoué qu'il prête à ses personnages, bouffons jaloux d'un petit théâtre du plaisir. Pour notre plaisir.

PIERRE KYRIA.

aux Galeries Lafayette 30 sept. 1^{er}, 2 octobre



3 jours pas comme les autres
des prix à vous couper le souffle!
Reportage permanent
sur Europe 1, 1647 m, G.O.
animé par Robert Willar

Galeries Lafayette

HAUSSMANN, BELLE ÉPINE
MONTPARNASSE
ET ENTREPOT ILE S^t DENIS

dusyl-studio g.l.

Gilles Henry
**MONTE
CRISTO**
ou
l'extraordinaire
aventure des
ancêtres
d'Alexandre
Dumas
présenté par
ALAIN DECAUX
PERRIN

**LA PENSÉE
UNIVERSELLE**
NOUVEL ÉDITEUR
PARIS RIVE GAUCHE
RECHERCHE D'URGENCE
POUR
CRÉATION ET LANCEMENT DE
NOUVELLES
COLLECTIONS
MANUSCRITS MÉTIERS DE ROMAN,
POÈME, ESSAI, THÉÂTRE, LES
OUVrages RETENUS POUR L'ÉDITION
SONT LAUNCHÉS PAR PRESSE
RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS
D'ÉDITION FIXES PAR CONTRAT.
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST
DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA
LOI DU 21 MARS 1957 SUR LA
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.
ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
LA PENSÉE UNIVERSELLE
301, CHATEAUX FLEURS 75008 PARIS
TEL. 325 85 44

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE SUR BAISSE DE MISE A PRIX au Palais de Justice de Paris le Jeudi 14 Octobre 1976 à 14 h. en un seul lot d'un étage.

APPARTEMENT à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (Seine-et-Oise) Chemin rural n° 5 de Saint-Michel-sur-Orge à Liers et Chemin rural n° 5 de Liers à Saint-Michel-sur-Orge. L'angle des deux chemins sans n° comprenant entre, 4 pièces principales, salle de bains, valet, cuisine, locaux de rangement + 1 compartiment de cave + garage de plein-pied et parties communes. Libre Location. Occ. par débiteur.

MISE A PRIX : 35.000 F.

S'adr. M^{re} André de Ségrais et Huguette AMBROISE-JOUVION, avoc. à la Cour de Paris-9^e, rue Guénégaud - DAN. 70-81, MED. 17-98, M^{re} Sagette, liquidat. synd. près le Tribunal de Commerce de Paris, 6, rue de Savoie, Paris (8^e), tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Adj. Tribunal de Commerce de Paris, le Jeudi 7 octobre, à 14 h. 15. Fonds Fabric-Vente gros et demi-gros de vêtements Fem.-Enf. ts genres.

UN PAVILLON d'habitation, situé à **SARTROUVILLE (78)**, 20, rue des Oliviers avec jardin d'une surface de 225,50 m². MISE A PRIX : 20.000 FRNC.

S'adresser à M^{re} A.-M. TROUBLE, avoc. 28, rue d'Angiviller (93-04-45), ou à tous autres avocats postulant près le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES.

VENTES SUR SAISIE IMMOBILIERE au PAL. de JUSTICE de VERSAILLES le MARDI 13 OCTOBRE 1976, à 9 h. 30.

UNE PROPRIÉTÉ sise Commune de FLINS-SUR-SEINE

Pour la plus grande partie et pour le surplus sur la commune d'ADRES-BOIS, au nord de la R.N. 190 de Saint-Denis à Mantes, d'une surface totale de 3 hectares 54 ares 50 centiares.

MISE A PRIX : 150.000 F.

S'adresser à M^{re} A.-M. TROUBLE, avoc. 28, rue d'Angiviller (93-04-45), ou à tous autres avocats postulant près le Tribunal de VERSAILLES.

VENTE au PAL. de JUSTICE à PARIS, le JEUDI 14 OCT. 1976, à 14 h. EN UN LOT.

DEUX TERRAINS situés à ASNIERES (Hauts-de-Seine)

19, rue du Bourdonnais, à l'angle de l'avenue du Coq avec constructions à usage de bureaux d'études.

De 452 m² sur la rue du Bourdonnais et de 522 m² sur l'avenue du Coq.

MISE A PRIX : 200.000 F.

S'adresser à M^{re} W. THIELAND, avoc. à Paris, 16, avenue George-V ; M^{re} SAGETTE, synd. à Paris, 6, rue de Savoie, et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice Bobigny, le MARDI 13 OCT. 1976, à 15 h. 30.

UN PAVILLON d'habitation compr. : sous-sol, 2 remises ; rez-de-ch. : boutique, arr.-boul., perron, entr. ; 2 pièces, cuis., salle d'eau, WC. 1^{er} étage, 2 pièces mansardées. Jardin.

sis au VERT-GALANT commune de TREMBLAY-LES-GONNESSE (93)

M. à P. : 70.000 F.

S'adr. M^{re} Marcel BRAZIER, avoc. 178, bd Hausmann, Paris-8^e ; ts avoc. près les Trib. de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE SUR SURENCHERE DU SIXTIEME au Palais de Justice de Paris le Jeudi 14 Oct. 1976 à 14 h. En un seul lot.

PAVILLON à SEIGNOSSE (Landes) Place du Fenou, Rots 7 et 8, Tranche 1, Heudité et Le Semis Les Jemelles. 2. Jumeau en façade sur la place comprenant : au rez-de-chaussée : salle à manger, une chambre, w.-c., cuisine ; à l'étage 2 chambres et salle de bains et les parties communes.

Libre de location. Occ. par débiteur.

MISE A PRIX : 85.000 F.

S'adr. M^{re} André de Ségrais et M^{re} Huguette AMBROISE-JOUVION, avoc. à la Cour de Paris (9^e), 8, rue Guénégaud, DAN. 70-81 et MED. 17-98, M^{re} Sagette, liquidat. synd. près le Tribunal de Comm. de Paris, 6, rue de Savoie, Paris-8^e, tous avocats près les Trib. de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE au PAL. de JUST. à PARIS, le LUNDI 4 OCT. 1976, à 14 h.

UNE PROPRIÉTÉ sise à MONTMORENCY (Val-d'Oise)

110, avenue de la Division-Leclerc.

LIBRE DE LOCATION MAIS OCCUPÉE par les collocationnaires.

MISE A PRIX : 350.000 F.

S'adr. à : 1) M^{re} Luyonnet du Montier, avoc. 182, rue de Rivoli, Paris-1^{er} ; 2) M^{re} Chanson Jacques, avoc. 44-46, rue de Boulaivilliers, à Paris ; 3) M^{re} Claude Labrelly, synd. 41, rue Dauphine, à Paris ; à tous avocats près les Trib. de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE au PAL. de JUSTICE à PARIS, le JEUDI 14 OCT. 1976, à 14 h.

Vaste ensemble immobilier à TONNERRE (département de l'Yonne)

Lieudit « Terre de Boulanger », Zone Industrielle Est

Comprenant plusieurs bâtiments à usage d'ateliers et de bureaux

Locaux sociaux sur un Terrain contenance 3 ha 48 a 34 ca

MISE A PRIX : 600.000 F.

S'adr. S.C.P. Le Sourd-Desormes, avoc. 27, quai Anatole-France, Paris-7^e, M^{re} Pison, synd. 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Paris-8^e, et à ts avocats près les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE sur licitation, Étude LEROULEY, notaire, 75, boulevard de Beaulieu 75012 PARIS, le 12 octobre 1976, à 14 h. 30. EN DEUX LOTS :

1^{er} lot : 83 a 53, avenue du Général-Michel-Bisot, 75012 PARIS

2^e lot : 312 PARTS (n° 11.321 à 11.632) droits à jouissance et usufruit à attribuer.

APPARTEMENT 3^e étage, bât. A, escal. C. 4 PARTS (n° 69 à 72), droit à jouiss. et usufruit, attrib. propriété.

MISE A PRIX : 70.000 F.

2^e lot : 418 PARTS (n° 12.797 à 13.212) droits à jouissance et usufruit à attribuer.

APPARTEMENT 3^e étage, bât. A, escal. C. 4 PARTS (n° 73 à 76), droit à jouiss. et usufruit, attrib. propriété.

MISE A PRIX : 100.000 F.

S'adr. pr tous renseignements : M^{re} LEROULEY, not. à Paris, 75, bd de Beaulieu ; M^{re} Marcel JARRY, avoc. à Paris, 30, bd Malesherbes ; M^{re} Jacques MANSEAU, avoc. à Paris, 250 bis, boulevard Saint-Germain.

« CENTRE COMMUNAUTAIRE », 19, boulevard Polonois, PARIS-2^e DINER-DEBAT (3^e année)

M. CHRISTIAN PINEAU

ancien ministre des Affaires étrangères, à propos de son livre « Sues 56 » (Lafont), mercredi 6 octobre 1976 à 20 heures.

Réservation et renseignements : 236-07-00 - 233-54-98.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de PAU, M^{re} Jacques BERNICOU, avoc. 1, place de la Libération à PAU - Tél. 27-78-33 - M^{re} Paul CHATEAU, avoc. 10, place Gramont à PAU - Tél. 27-26-28 - VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, à l'audition publique des créances du Tribunal de Grande Instance de PAU, séant au Palais de Justice de cette ville, place de la Libération, le jeudi 7 octobre 1976, à 14 heures

de la nue-propriété de deux parcelles de terre sises à **PARDIES-MONTEIN** de la pleine-propriété d'une parcelle de terre sise à **LACQ** et de la nue-propriété d'une autre parcelle sise à **LACQ** également

1^{er} lot : de la nue-propriété de deux parcelles de terre sises à PARDIES-MONTEIN, la 1^{re} avec maison d'habitation sise 2, rue Charles-de-Bordeaux, Heudité et Le Blattez d'une contenance de 518 m² et cadastrée n° 925 de la section A, et la 2^e en nature de jardin de 1.193 m² au Heudité et Le Blattez, cadastrée n° 439 de la section A.

2^e lot : de la pleine-propriété d'une parcelle de terre surdivisée de deux immeubles, l'un à usage d'habitation et l'autre à usage d'hôtel-restaurant avec mobilier et matériel d'exploitation, sise à LACQ, Heudité et Le Bourguet, d'une contenance de 1.770 m² et cadastrée n° 28 de la section A.L. et de la nue-propriété d'une autre parcelle de terre sise aussi à LACQ, Heudité et Le Gars, d'une contenance de 1.700 m² cadastrée n° 35 de la section A.C. Les biens et droits immobiliers ci-dessus décrits seront mis en vente et adjugés au plus offrant, et dernier enchérisseur, en deux lots, et sur la mise à prix de : 1^{er} lot, la nue-propriété de deux parcelles de terre sises à PARDIES-MONTEIN, ensemble 5.000 francs (avec possibilité de surenchère) 2^e lot : la pleine-propriété d'une parcelle de terre sise à LACQ, avec les immeubles y édifiés, et le mobilier et le matériel d'exploitation et la nue-propriété de la seconde parcelle sise à LACQ également, ensemble : 60.000 francs (possibilité de surenchère)

Consignation préalable : — pour le 1^{er} lot : 2.000 F — pour le 2^e lot : 15.000 F

Pour tous renseignements s'adresser M^{re} BERNICOU et CHATEAU, avocats au Barreau de PAU, demeurant respectivement 1, place de la Libération à PAU, et 10, place Gramont à PAU, ou aux autres avocats exerçant près le Tribunal de Grande Instance de PAU.

Vte Pal. Justice Bobigny, av. P.-V.-Couturier, mardi 19 oct. 1976, à 13 h. 30

IMMEUBLE au RAINCY (93) - Cont. 551 m²

ALLÉE DES COTEAUX sise des Bosquets

MISE A PRIX : 250.000 F.

S'adresser M^{re} Y. BODIN - Ph. LUCET et A. GENTY, S.C.P. Avocats Paris (8^e), 15, pl. de la Madeleine, Tél. 285-37-48 et 073-33-10, et à tous avocats près Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Vente au Palais de Justice à Paris, le LUNDI 18 OCTOBRE 1976, à 14 h.

EN DEUX LOTS :

UN IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL sis au **PRÉ-SAINT-GERVAIS (93)** 31, rue André-Joinseau

LOUÉ - Mise à Prix : 250.000 F

UNE PROPRIÉTÉ ET BOUTIQUE sis à **THONON-LES-BAINS (74)** 8, rue Ferdinand-Dubouche

LOUÉE - Mise à prix : 35.000 F

S'adresser à Maître Jean NOUËL, avoc. 26, bd Raspail, Paris 14^e, PERARD, avoc. 1, rue Rouget-de-Lille, Paris ; et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil.

VTE sur SAISIE IMMOB. au PAL. de JUST. d'ÉVRY-CORBEIL (Seine-et-Marne), le MARDI 12 OCTOBRE 1976, à 14 heures

D'UN PAVILLON situé à BRUNOY (91)

En bordure de l'Yerres, 140, rue des Vallées

Comprenant cave et sous-sol. Rez-de-chaussée : hall, living, cuis. ling., chambre de bonne, w.-c. ; à l'étage : 4 chambres, salles de bains, cabinet de toilette et w.-c. ; garage, jardin, le tout 5 ares 12 centiares.

MISE A PRIX : 100.000 FRNC.

Consignation pour enchères : Étude de M^{re} THUKILLO et ARDUN, avocats associés à Corbeil-Essonnes (91), 51, rue Champollion, Tél. 496-30-26 ou 14-18.

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 14 octobre 1976, à 14 heures

TERRAIN A PARIS 15^e

141, avenue Emile-Zola et 44, rue Fondary

494 m²

LIBRE DE LOCATION et d'OCCUPATION

MISE A PRIX : 1.430.000 F

S'adresser : M^{re} de SARIAC, avoc. à Paris, 24, rue de Bassano ; M^{re} MOREAU, TROUBILLON, DEQUELLE, LAPON, avocats ; M^{re} FERRAIL PERNOT, FAYEC, syndics.

Vente au Palais de Justice à Paris, LUNDI 11 OCTOBRE 1976, à 14 h.

IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL

CONTENANCE SUPERFIC. : 934,50 m² Rez-de-chaussée et 4 étages

3, RUE CHRISTINE - PARIS (6^e)

MISE A PRIX 5.000.000 FRs

S'adr. S.C.P.A. Y. BODIN, Ph. LUCET, A. GENTY, avocats 15, pl. Madeleine, 1. 285-37-48 - 073-33-10. S.C.P.A. COURTEAULT-LECOQ, RENEAUD-DUMAS, 17, av. Lambois, Paris (16^e), 1. 570-77-51 et 570-85-29.

VENTE sur SURENCHERE du DIXIEME, au PAL. de JUSTICE à PARIS, le JEUDI 7 OCTOBRE 1976, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ sise à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (Val-de-Marne)

125, rue de Musselburgh

Contenance superficielle : 213 m², comprenant : PAVILLON d'habitat sur sous-sol à usage de garage, d'un rez-de-chaussée divisé en cuisine, 2 pièces et d'un étage de 3 petites pièces et cuisine, couverture en tuiles. Installation eau, gaz, électricité, force motrice.

JARDIN - LIBRE DE LOCATION MAIS OCCUPÉ par débiteur.

MISE A PRIX : 110.000 FRNC.

S'adresser : 1) M^{re} BENIZEAU Guy, avoc. 62, rue de Maubeuge, Paris-8^e, Tél. 280-29-37 ; 2) M^{re} André de SÉGRAIS et M^{re} AMBROISE-JOUVION, avocats associés à Paris-9^e, 8, rue Guénégaud ; 3) M^{re} Jean NICOLAS, avoc. à Paris, 8, rue Moncey ; 4) M^{re} BAZILLE, avoc. à Paris, 6, rue du Conservatoire, et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

ÉDUCATION

La C.N.G.A. s'opposera aux mesures « pesant sur la profession enseignante »

La Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.), a réuni, mercredi 29 septembre, une conférence de presse au cours de laquelle elle s'est refusée à prendre position sur le plan d'urgence, considérant que ce n'était pas le rôle d'un syndicat mais d'un parti politique. « En tout état de cause, a-t-elle ajouté, nous déconseillons à nos adhérents et sympathisants de s'associer à la grève du 7 octobre qui, malgré certaines apparences, ne peut pas être considérée comme professionnelle. »

« En revanche, déclare la C.N.G.A., nous nous tenons prêts à toute action, grève comprise, qui ne réduirait l'indépendance pour s'opposer aux mesures pesant sur la profession enseignante, du fait des réformes en cours. » La C.N.G.A. indique cependant qu'elle n'était pas « a priori » contre l'ensemble de la réforme Baby. Elle lui reconnaît le caractère d'avoir introduit l'enseignement optionnel, mais reproche le « recul » du ministre de l'éducation qui a finalement décidé de prolonger le « tronçon commun » jusqu'en seconde.

La C.N.G.A. « s'élève à l'avance contre toute mesure qui aboutirait à la désaffectation du premier cycle de l'enseignement secondaire, notamment par l'abaissement du niveau de formation des maîtres appelés à y enseigner ; à l'augmentation des syndicats et associations minoritaires des conseils des établissements scolaires au nom d'un prétendu allègement de ces conseils ; à l'insuffisance des obligations de service des maîtres ».

D'autre part, le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), affilié à la F.N.E., et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), que préside M^{re} Jean Corcoran, se sont rencontrés lundi 27 septembre. La F.C.P.E. a décidé d'apporter son soutien aux diverses manifestations que le S.N.E.S. organise le 13 octobre (le Monde du 28 septembre). Elle organisera, de son côté, avec le soutien du S.N.E.S., les 6 et 7 novembre, des manifestations interdépartementales pour rappeler ses revendications : gratuité, diminution des effectifs, soutien aux enfants en difficulté, extension des maternités et droit de tous les jeunes à la formation professionnelle initiale et à l'emploi.

De son côté, l'Union syndicale nationale des administrateurs de l'éducation nationale (U.S.N.A.E.N.-C.G.C.) déplore, dans une lettre au ministre de l'éducation, l'insuffisance du nombre d'enseignants et de personnel de secrétariat. Cette situation, explique l'U.S.N.A.E.N., crée une situation grave : nombreuses heures d'enseignement non assurées et quasi-paralysie administrative des établissements.

LES COMMANDEMENTS DU BON ÉLÈVE

« Travail, famille, patrie »

Une enseignante du collège d'enseignement secondaire Roy d'Espagne I de Marseille a dicté, au début de l'année scolaire, à ses élèves de quatrième, des « directives de travail » en dix-huit points. Voici certains de ces « commandements » que les parents d'élèves ont été invités à signer :

« Mon travail doit être dicté par mon amour pour ma famille et pour ma patrie, la France. « Travail, famille, patrie » pourrait être ma devise. (Ce premier point est écrit à l'encre rouge) »

« Je dois avoir le goût de la perfection en tout ce que je fais. »

« Je dois me mettre au travail une demi-heure au plus tard après mon arrivée à la maison, jusqu'à l'heure du repas, et terminer après le repas si besoin est ; »

« Mais je dois être couché à 21 heures au plus tard ; () »

« Je ne dois pas me disperser en activités vaines ; »

« Je dois me stimuler pour travailler avec ardeur dans les limites du temps prévu pour chaque exercice, sans trahir sur le travail, ni dépasser, ni papillonner ; () »

« D'ici le 20 décembre je dois savoir de façon mécanique les conjugaisons actives et passives des verbes du premier, deuxième et troisième groupes et des verbes irréguliers les plus courants ; »

« Le professeur de lettres sanctionnera sévèrement la présentation des devoirs si elle n'est pas soignée ; l'orthographe, si elle ne contient pas de fautes ; la ponctuation, si elle n'est pas respectée ; »

« Je ne dois regarder les spectacles de la télévision qu'au moment prévu de la détente. Et encore, à condition que le spectacle soit pour moi, digne (cette dernière phrase est écrite à l'encre rouge). S'il ne l'est pas, je dois avoir la droiture morale et la force de caractère de fermer immédiatement le poste et je suis seul, ou de quitter la pièce () ; »

« Les études secondaires sont des études exigeantes ; si je veux y réussir, je dois me soumettre aux règles qu'elles comportent. Sinon, il vaut mieux que je m'occupe vers des études moins abstraites, plus pratiques — tous les métiers ont leur noblesse, mais, quoi que je fasse, je dois toujours fournir un effort personnel soutenu. »

JEUNESSE

Protestations contre le projet de budget de la jeunesse et des sports

Le projet de budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports (le Monde du 18 septembre) est critiqué par un certain nombre d'organisations et de syndicats. Le Comité national pour le doublement du budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports (1) s'élève, dans un communiqué, contre ce projet, qu'il juge « en régression ». Le Comité appelle les organisations qui rassemblent et prennent contact très rapidement au plan départemental et local pour décider des formes d'action propres à faire connaître la réalité du projet et à donner l'audience la plus large à l'exigence du doublement de ce budget.

Le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (S.N.E.P.), affilié à la Fédération de l'éducation nationale s'élève contre l'insuffisance des postes qui seront créés en 1977 et fait remarquer que sur les 652 nouveaux enseignants qui seront recrutés l'année prochaine, 389 seulement seront des professeurs d'éducation physique et sportive, les 263 autres postes étant réservés à des professeurs adjoints. Le S.N.E.P. ajoute que l'horaire effectif d'éducation physique et sportive dans le second degré sera, en 1976-1977, de 2 h. 1 en moyenne, et non de 2 h. 16, comme le déclare le secrétariat d'État.

La Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.) rappelle une déclaration de M. Jac-

« jeunes artisans »

Revue trimestrielle

Pour les jeunes artisans... par des jeunes artisans.

Au sommaire du N° de septembre :

Les jeunes artisans se penchent sur la révolution des métiers manuels.

« JEUNES ARTISANS »

5, rue des Immeubles-Industriels, 75011 PARIS - Tél. : 387-79-82

Abonnement : 20 F - Le N° 5 F. C.C.P. PARIS 5330-08.

150

ÉDUCATION

SOIXANTE-DEUX FONCTIONNAIRES AU SERVICE DES ADMINISTRÉS

Un outil adapté : le service d'information du ministère

Le service d'information du ministère de l'éducation offre depuis peu de temps un nouveau visage. Cinq bureaux, — le bureau d'accueil et de renseignements, le bureau de presse, le bureau des études et de la rédaction, le centre de documentation et le bureau des affaires générales et de la diffusion — se partagent la responsabilité d'accueillir le public et de l'informer, rompant ainsi avec la tradition d'insouciance de ce ministère. Dès 1973, lors d'un colloque avec les respon-

sables du ministère, organisé par l'Association des journalistes universitaires (AJU), ces derniers avaient déploré l'insuffisance des services d'information. Ils avaient suggéré la création d'un service autonome distinct du cabinet du ministre et dirigé par un fonctionnaire d'un rang élevé. Ces propositions ont été entendues. Le ministère de l'éducation est maintenant en mesure d'assurer efficacement l'information sur des activités qui intéressent directement le quart de la population française.

Le bureau des affaires générales et de la diffusion — onze personnes — assure la « logistique » de l'ensemble du service d'information, notamment la gestion des fichiers. Pour M. André Lafond, inspecteur d'académie, chef du service d'information, les soixante-deux personnes de ce service constituent un effectif convenable. Son budget d'ensemble — 4 221 000 F en 1976, auxquels s'ajoute un crédit d'achat de journaux et publications de 280 000 F, permet de répondre aux besoins actuels. Ses objectifs sont maintenant d'établir des relations plus suivies avec les responsables de l'information dans les rectorsats et de soutenir leur action, dont l'impor-

tance n'est pas toujours bien comprise par les administrations académiques. Il souhaite aussi développer une participation du ministère aux foires et expositions pour « aller à la rencontre du public là où il se trouve ». Il s'efforcera, enfin, de développer une documentation informatisée et de convaincre... les directions de l'utiliser.

« La difficulté pour nous, c'est le temps, ajoute M. Lafond, le service d'information devant agir entre le temps des universitaires, proche de l'éternité, le sage lenteur de l'administration et le temps de la presse, très rapide. Au fond, je suis un changement de vitesse... »

M. Mexandeau (P.S.) dénonce le « chantage électoral » des responsables de l'enseignement catholique

Montpellier. — M. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, délégué national aux problèmes de l'éducation au sein du P.S., a présenté, mercredi 29 septembre, à Sète (Hérault), le projet de plan pour l'éducation récemment élaboré par son parti (le Monde du 14 septembre).

Insistant sur l'égalité des chances qui doit être assurée, selon lui, par une pédagogie de soutien, M. Mexandeau a affirmé : « Il faut créer une inégalité de chances en sens inverse de la situation actuelle et casser les barrières qui protègent les filières sacrées. »

« Nous ne pouvons prétendre, a-t-il dit, que nous allons doubler le budget de l'éducation et les autres budgets sociaux en une année. Il faut avoir le courage de dire non (...) Il faudra faire des choix. »

Faisant allusion aux réactions hostiles du secrétaire général de l'enseignement catholique (le Monde du 30 septembre), qui constituent, selon

lui, un « chantage électoral », il a précisé : « Nous ne voulons pas ranimer la querelle scolaire, mais nous nous élevons contre une évolution qui tend à faire de l'enseignement privé un secteur qui appartient à l'enseignement public. Aujourd'hui, il n'y a plus l'alibi démocratique du temps de la loi Debré. » « Nous ne sommes pas fermés », a conclu M. Mexandeau, au dialogue avec le personnel de l'enseignement privé, mais il ne peut y avoir de concertation avec les Mgr Lefebvre qui peuvent y rester. »

● Les conférences sur la littérature enfantine, organisées par la Joie par les livres, auront pour thème cette année : « La bibliothèque - médiathèque ». Les conférences auront lieu au Musée des arts et traditions populaires à Paris. Inscription au cycle de six conférences : 100 F.

* « La Joie par les livres », 4, rue de Louvois, 75002 Paris. Tél. : 07-54-18.

Plan d'un futur laboratoire.

Lifum auratum, ou Lis du Japon. Photographié par Helmut Domauf.



La chimie est généralement considérée comme une des sciences les plus jeunes et les plus modernes élaborées par l'homme. Pourtant, nous n'avons pas tout inventé dans ce domaine !

Les fleurs, même les plus simples, sont journalièrement le théâtre de réactions chimiques complexes. L'action chlorophyllienne en est un exemple merveilleux. C'est pourquoi, un certain nombre de chercheurs chez Hoechst passent beaucoup de temps à observer les plantes et s'inspirent des synthèses qu'elles réalisent pour améliorer leur connaissance.

C'est avec ces leçons, prodiguées par la nature, que l'on pourra mieux comprendre les lois complexes qui la régissent, en particulier, celles de l'écologie.

Dans le domaine de la recherche fondamentale, comme dans bien d'autres, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



L'activité du bureau de renseignements reflète les rythmes de la vie scolaire : particulièrement actifs pour la rentrée ou à l'époque des résultats des divers concours (mille deux cents appels téléphoniques par jour), les responsables des renseignements sont très sollicités par les parents d'élèves à propos de l'orientation. Consulté sur les procédures, les options au second trimestre, le service est considéré, ensuite, comme une instance d'appel, lorsque les décisions sont prises. « Le ministère est alors prêt de dire le droit », précise Mme Arino, responsable du bureau. Nous répondons si nous le pouvons, mais le plus souvent nous renvoyons sur le bureau compétent. Nous jouons un rôle d'ajustage. »

Le bureau de presse — onze personnes — fournit aux journalistes des éléments d'information sur l'action du ministère, le cabinet du ministre conservant la charge de l'information plus proprement politique. Il dépouille environ cent dix titres de la presse d'information générale, spécialisée ou syndicale, dont il diffuse des synthèses aux différents services des ministères et au cabinet. Il répond chaque jour aux trente ou quarante demandes qui émanent des journalistes.

Le bureau des études et de la rédaction répond aux lettres concernant l'éducation, qui sont adressées au président de la République ou au premier ministre : 5 275 lettres ont été ainsi traitées en 1975. Pendant les six premiers mois de l'année 1976, le bureau a reçu entre 350 et 500 lettres par jour. Les quatre fonctionnaires de ce bureau participent également à la rédaction du Courrier de l'éducation, bulletin bimensuel d'information du ministère, envoyé gratuitement aux enseignants et tiré à 875 000 exemplaires, auquel s'ajoute un supplément men-

Après les incidents du printemps

CINQ ÉTUDIANTS DE TOULOUSE SONT CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRISON AVEC SURSIS

(De notre corresp. régional.)
Toulouse. — Cinq étudiants de l'université de Toulouse-Le Mirail viennent d'être condamnés à des peines de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Toulouse au titre de la loi « anticasseurs ». Certains d'entre eux étaient accusés d'avoir séquestré, le 22 février, le recteur Chailin pendant plusieurs heures dans un amphithéâtre de l'université. Le 7 avril, au cours de l'inauguration de la bibliothèque centrale de prêt, en présence du préfet régional, d'autres avaient bousculé M. Chailin et blessé un policier. Enfin, le 12 avril, une manifestation organisée par les mouvements contestataires du Mirail, en plein centre de Toulouse, avait provoqué de violents affrontements entre étudiants et forces de l'ordre autour de barricades, alors que des voitures étaient incendiées. M. Bernard Meller a été condamné à cinq mois de prison avec sursis à pour séquestration du recteur, à quatre mois avec sursis pour la manifestation du 7 avril et à quatre mois également avec sursis pour les bagarres du 12 avril. Toutes les peines ont été confondues.

M. Francis Armignac a été condamné à trois mois de prison avec sursis pour la séquestration du recteur ; MM. François Carrère, André Marty et Bernard Vabre à deux mois de prison avec sursis, tous les trois pour la manifestation du 12 avril. L. P.

marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet
12, avenue victoria, paris 1^{er} - 231.88.02

A VENDRE LE MARDI 5 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

7 APPARTEMENTS

PARIS 75012, rue de Valenciennes, 5-7-8 et 9.
Immeuble pierre de taille à Ravalé récemment rénové. Quartier calme près du boulevard de Valenciennes.
APPARTEMENT - 28 M² - 2 PIECES
• Cuisine équipée • Entrée, séjour, débarras, cave.
Loyer : 1 128 F.
• Mise à prix : 39 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 43 M² - 2 PIECES
• Premier étage • Chambre, séjour, débarras, cave.
Loyer : 1 276 F.
• Mise à prix : 68 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 43 M² - 2 PIECES
• Deuxième étage • Chambre, séjour, cave.
Loyer : 1 316 F.
• Mise à prix : 68 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Chambre, séjour, débarras.
Loyer : 1 192 F.
• Mise à prix : 59 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES
• Système étage • Chambre, séjour, débarras.
Loyer : 1 428 F.
• Mise à prix : 37 700 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Premier étage • Chambre, séjour, débarras.
Loyer : 1 856 F.
• Mise à prix : 59 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES
• Troisième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.
Loyer : 1 064 F.
• Mise à prix : 40 600 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.
Ventes : M. PERRY - Tél. : 285-44-94.
M. P. CHARDON, notaire, 53, bd Haussmann, Paris 75008 - Tél. : 265.48.00.

2 APPARTEMENTS

PARIS 75005, rue Saint-Georges, 31.
• Bel immeuble bourgeois. Second Empire. Angle rue St-Lazare.
Quartier Notre-Dame-de-Lorette.
APPARTEMENT - 53 M² - 2 PIECES
• Cuisine équipée • Chambre, séjour, entrép. cave.
Loyer : 3 520 F.
• Mise à prix : 100 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.
APPARTEMENT - 49 M² - 2 PIECES
• Cuisine équipée • Chambre, séjour, entrép. cave.
Loyer : 3 572 F.
• Mise à prix : 90 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.
PARIS 75005, rue Voltaire, 6.
• Bon immeuble élevé sur terre-plein.
STUDIO - 20 M²
• Deuxième étage • Cuisine et chambre.
• Mise à prix : 75 000 F • Consignation pour enchérir : 15 000 F.
BOULOTTE - 29 M²
• Mise à prix : 250 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.

7 APPARTEMENTS ET ATELIER

PARIS 75011, rue de Valenciennes, 16.
Immeuble rénové récemment. Parisiennes en bon état.
APPARTEMENT - 31 M² - 2 PIECES
• Premier étage • Séjour, chambre, cave.
Loyer : 1 344 F.
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.
APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES
• Premier étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.
Loyer : 684 F.
• Mise à prix : 35 000 F • Consignation pour enchérir : 7 000 F.
APPARTEMENT - 22 M² - 2 PIECES
• Premier étage • Entrée, séjour, chambre, cave.
Loyer : 550 F.
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.

APPARTEMENT - 23 M² - 1 PIECE

PARIS 75005, rue Saint-Georges, 31.
• Troisième étage • Entrée, chambre, cave.
Loyer : 668 F.
• Mise à prix : 20 000 F • Consignation pour enchérir : 4 000 F.
APPARTEMENT - 28 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.
Loyer : 716 F.
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.
APPARTEMENT - 26 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.
Loyer : 684 F.
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.
APPARTEMENT - 53 M² - 3 PIECES
• Deuxième étage • Entrée, séjour, deux chambres, deux caves.
Loyer : 2 002 F.
• Mise à prix : 80 000 F • Consignation pour enchérir : 18 000 F.
ATELIER ET UNE PIECE - 44 M²
• Mise à prix : 200 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.
M. J. BAILLIOL, notaire, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. D. ADER, P. ROCHER, 228, bd Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.70.

10 APPARTEMENTS ET BOUTIQUE

PARIS 75013, rue de Belleville, 235 / Rue Naxos, 115.
Immeuble ancien à Gros œuvre en bon état.
APPARTEMENT - 38 M² - 2 PIECES
• Deuxième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 2 236 F.
APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES
• Deuxième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 2 150 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Troisième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 2 150 F.
APPARTEMENT - 38 M² - 2 PIECES
• Troisième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 4 000 F.
APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES
• Troisième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 2 128 F.
APPARTEMENT - 38 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 2 150 F.
APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 1 570 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 1 682 F.
APPARTEMENT - 44 M² - 3 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, deux chambres, séjour, cave.
Loyer : 2 300 F.
APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES
• Quatrième étage • Entrée, chambre, séjour, cave.
Loyer : 1 570 F.
BOUTIQUE - 57 M²
• Rez-de-chaussée (Salon de coiffure).
Loyer : 15 200 F.
• Faculté de réversion de cet lots.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot ou 50 000 F pour l'ensemble.
Ventes : mercredi et samedi de 14 h 30 à 17 h ou sur rendez-vous.
M. A. BOGARD-POLA, notaire, 28, rue Scheffer, 75016 Paris - Tél. : 704.52.71.

SANS MISE A PRIX

APPARTEMENT - 35 M²
PARIS 75010, rue Calix, 13.
• Système étage • Deux pièces, Mitchenette • Immeuble pierre de taille.
• Bonne apparence • Fin 20th siècle.
• Consignation pour enchérir : 15 000 F.
Ventes : jours ouvrables. Voir garden de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h.
M. P. SEJOURNANT, 9, bd Saint-Michel, Paris 75005.
Tél. : 033.16.52.

A VENDRE LE MARDI 12 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

APPARTEMENT ET JARDIN
2 CHAMBRES DE SERVICE PARIS 18^e
2, place du Tourne-Immeuble ancien.
2 PIECES ET TERRAIN
• Premier étage : deux chambres - Rez-de-chaussée : cuisine, cave et jardin de 157 m².
• Mise à prix : 254 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage
• Mise à prix : 36 000 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au troisième étage
• Mise à prix : 43 000 F • Consignation pour enchérir : 8 500 F.
2 PIECES ET BALCON - LIBRE
PARIS 6^e
3, rue des Beaux-Arts - Immeuble ancien.
• Cuisine équipée • Deux chambres - Système étage • Débarras, cave.
• Mise à prix : 128 000 F • Consignation pour enchérir : 25 000 F.
Ventes : sur place Mercredi de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.
M. J. BAHOOT de la GUERAYONNAIS, G. BELLANGER, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris - Tél. : 260.31.02.

IMMEUBLE COMMERCIAL - LIBRE

PARIS 2^e
39 et 41, passage Choiseul et 38, 38, rue Dufour.
• Sur cave, rez-de-chaussée comprenant grande boutique. Deux étages de deux pièces chacun. Coin-cuisine. Troisième étage lambrissé. Superficie : 120 m². Construction 1850.
• Mise à prix : 441 100 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.
Ventes : lundi et vendredi de 14 h à 17 h.
M. P. CHARDON, 5, boulevard de Sébastopol, Paris 4^e - Tél. : 277.76.10.

13 APPARTEMENTS

PARIS 20^e
159-161, rue Pasteur - Immeuble rénové - Bon aspect.
2 PIECES
• Rez-de-chaussée • 51 m² • Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
Loyer : 1 267 F.
• Mise à prix : 51 000 F.

1 PIECE
• Rez-de-chaussée • 12 m² • Une pièce, cuisine, cave.
Loyer : 668 F.
• Mise à prix : 25 000 F.
1 PIECE
• Rez-de-chaussée • 24 m² • Une pièce, cuisine, salle d'eau, cave.
Loyer : 1 332 F.
• Mise à prix : 24 000 F.
2 PIECES
• Premier étage • 38 m² • Entrée, séjour, chambre, cave.
Loyer : 1 718 F.
• Mise à prix : 38 000 F.
1 PIECE
• Premier étage • 13 m² • Une pièce, cave.
Loyer : 681 F.
• Mise à prix : 13 000 F.
1 PIECE
• Deuxième étage • 13 m² • Une pièce, cave.
Loyer : 1 415 F.
• Mise à prix : 13 000 F.
1 PIECE
• Deuxième étage • 20 m² • Une pièce, cuisine, cave.
Loyer : 1 096 F.
• Mise à prix : 20 000 F.
1 PIECE
• Deuxième étage • 15 m² • Une pièce, cuisine, cave.
Loyer : 689 F.
• Mise à prix : 15 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage • 36 m² • Entrée, séjour, chambre, cave.
Loyer : 1 784 F.
• Mise à prix : 36 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage • 37 m² • Entrée, séjour, chambre, cave.
Loyer : 2 107 F.
• Mise à prix : 37 000 F.
1 PIECE
• Troisième étage • 20 m² • Une pièce, cuisine, cave.
Loyer : 968 F.
• Mise à prix : 20 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage • 36 m² • Entrée, séjour, chambre, cave.
Loyer : 2 181 F.
• Mise à prix : 36 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage • 37 m² • Entrée, séjour, chambre, cave.
Loyer : 2 181 F.
• Mise à prix : 37 000 F.

• Consignation pour enchérir : 10 000 F par lot.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.19.
M. J. BAILLIOL, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. D. ADER, P. ROCHER, 228, bd Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.70.
STUDIO - LIBRE
PARIS 16^e
4 bis, rue de l'Assomption - Immeuble récent.
• Quatrième étage • 31 m² • Séjour, parking, cave.
• Mise à prix : 230 000 F • Consignation pour enchérir : 30 000 F.
Ventes : mercredi de 14 h à 17 h.
4 PIECES - LIBRE Clichy 92110
2, allée de la Courbe - Immeuble récent.
• Premier étage • 87 m² • 4 pièces principales, cave.
• Mise à prix : 350 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.
Ventes : lundi et mardi de 10 h à 12 h et sur rendez-vous.
M. A. BUCHSBAUM, 31, rue Poussin, 75016 Paris - Tél. : 651.67.00.
APPARTEMENT ET BOUTIQUE - LOUE Clichy 92113
24, rue de Paris.
• Rez-de-chaussée, boutique, arrière-boutique. Premier étage, chambre, cuisine, cave, cuisine en sous-sol.
• Loyer : 6 280 F.
• Mise à prix : 51 300 F • Consignation pour enchérir : 14 000 F.
2 PAVILLONS - LOUE Clichy 92113
24, rue de la République et villa Sirey.
• Un pavillon par lot sur cave - parlot sur terre-plein, l'autre en façade sur la rue. A la suite, bâtiment divers à usage de rez-de-chaussée.
• Mise à prix : 94 000 F • Consignation pour enchérir : 24 000 F.
Ventes : mardi et mercredi de 10 h à 12 h et sur rendez-vous.
M. J. GRATENS, 74, boulevard Jean-Jaurès, 92113 Clichy - Tél. : 270.07.10.
5 PIECES - LIBRE CHARENTON 94220
10, rue Arthur-Croquet.
• Système étage • Cinq pièces principales - cave.
• Loyer : 1 180 F.
• Mise à prix : 38 000 F • Consignation pour enchérir : 38 000 F.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 244.19.30.

M. CAUCHEFER et LYRIAN, 28, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris - Tél. : 344.19.30.

2 PIECES - LIBRE NEUILLY 92200
13, rue Charleux - Bon standing - Immeuble 1930.
• Rez-de-chaussée • 20 m² • Séjour, chambre.
• Mise à prix : 150 000 F • Consignation pour enchérir : 18 000 F.
Ventes : à convenir au gré.
M. P. CHARDON, 5, boulevard de Sébastopol, 75002 Paris - Tél. : 231.18.30.

BATIMENT EN CONSTRUCTION - LIBRE LE MUY 93490
• Premier étage, appartement de 100 m² - Rez-de-chaussée, garage, bureau, trois magasins, entrées - Superficie totale : 410 m².
• Mise à prix : 88 100 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Ventes : M. FERTÉ, notaire au Muy - Tél. : (04) 44.40.17.
OFFICE NOTARIAL DE MEUDON
2 bis, rue Le Corbeiller, 92100 Meudon - Tél. : 027.75.03.

SANS MISE A PRIX

STUDIO - LIBRE PARIS 6^e
4, rue Carlier, quartier Saint-Sulpice.
• Quatrième étage • 20 m² • Coin-cuisine, salle de bain, meublé.
• Consignation pour enchérir : 15 000 F.
Ventes : à convenir de 25-9, les samedi et lundi de 10 à 12 h et de 14 à 16 h, le mercredi de 10 à 12 h.
M. M. FERTÉ, 12, rue de la République, 75002 Paris - Tél. : 742.29.70.
3 PIECES - LIBRE PARIS 16^e
7, villa Châtel - Immeuble récent.
• Deuxième étage • 75 m² • Salon, salle à manger, chambre, cuisine.
• Consignation pour enchérir : 40 000 F.
Ventes : mardi, jeudi, vendredi de 14 à 17 h.
M. A. BUCHSBAUM, 31, rue Poussin, 75016 Paris - Tél. : 651.67.00.

A VENDRE LE MARDI 19 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

DROIT AU BAIL - PROPRIETE - FONTENAY-SOUS-BOIS 77120
L'Immeuble "L'AULNAYE"
Ancien Moulin - Bâti de pierre et de bois.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIECES, sanitaires, grenier, annexe, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.
• TOTAL : 5 190 m².
• Mise à prix : 25 600 F.
DROIT AU BAIL - PROPRIETE CAILLY 27490
Le Moulin des Sources.
Ancien Moulin - Bâti de pierre.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIECES, sanitaires, grenier, annexe, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.
• TOTAL : 5 373 m².
• Mise à prix : 27 150 F.
Ventes : M. BOUJOU - Tél. : 277.15.40, poste 49-12.
M. V. BONNEL, 78, bd Malesherbes, 75008 Paris - Tél. : 397.59.10.

11 APPARTEMENTS - 2 BOUTIQUES - PARIS 5^e

1, rue Ecole Polytechnique, angle rue Montagne Ste-Genevieve - Immeuble rénové - Gros œuvre en bon état - Quartier Latin.
BOUTIQUE ET STUDIO
• Boutiques - 22 m² • A usage de prêt-à-porter avec cave communicante.
• Premier étage, STUDIO - 28 m² • cave.
Loyer : 24 000 F • Mise à prix : 180 000 F.
BOUTIQUE
• Boutiques - 25 m² • A usage de restaurant avec cave.
Loyer : 16 234 F • Mise à prix : 125 000 F.
2 PIECES
• Premier étage • 40 m² • Séjour, chambre.
Loyer : 1 190 000 F.
• Mise à prix : 190 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage • 36 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 1 170 000 F.
• Mise à prix : 170 000 F.
2 PIECES
• Deuxième étage • 31 m² • Séjour, chambre.
Loyer : 1 145 000 F.
• Mise à prix : 145 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage • 33 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 1 180 000 F.
• Mise à prix : 180 000 F.
2 PIECES
• Troisième étage • 31 m² • Séjour, chambre.
Loyer : 1 145 000 F.
• Mise à prix : 145 000 F.
2 PIECES
• Quatrième étage • 33 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 1 180 000 F.
• Mise à prix : 180 000 F.
2 PIECES
• Quatrième étage • 31 m² • Séjour, chambre.
Loyer : 1 145 000 F.
• Mise à prix : 145 000 F.
2 PIECES
• Cinquième étage • 28 m² • Séjour, chambre.
Loyer : 1 125 000 F.
• Mise à prix : 125 000 F.

2 PIECES

• Système étage • 50 m² • Séjour, chambre.
Loyer : 225 000 F.
• Faculté de réversion de cet lots.
• Consignation pour enchérir : 25 000 F par lot ou 200 000 F pour l'ensemble.
Ventes : M. ATTAL - Tél. : 633.97.40.
M. C. JAMAIL, 25 bd, Soane-Nouvelle, 75002 Paris - Tél. : 231.29.72.
6 APPARTEMENTS - PARIS 75011
2, rue Popincourt - Immeuble ancien.
2 PIECES
• Deuxième étage • 32 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 757 F.
• Mise à prix : 35 200 F.
2 PIECES
• Deuxième étage • 21 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 3 000 F.
• Mise à prix : 22 100 F.
2 PIECES
• Deuxième étage • 21 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 811 F.
• Mise à prix : 23 100 F.
2 PIECES
• Troisième étage • 32 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 1 735 F.
• Mise à prix : 35 200 F.
2 PIECES
• Troisième étage • 21 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 774 F.
• Mise à prix : 27 400 F.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot.
Ventes : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01.
M. J. BAILLIOL, 77850 Quincy-Voisins - Tél. : 04.03.03.
M. D. ADER, P. ROCHER, 228, bd Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.70.

APPARTEMENT - LIBRE - SAINT-MAUR-DES-FOSSES 94100

30, avenue de Beauséjour - Immeuble 1964.
• Grand séjour • 80 m² • Grand séjour, chambre, cave, parking.
• Mise à prix : 180 000 F.
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.
Ventes : M. GRANDJEAN - Tél. : 895.12.61.
M. J. THIAULT et A. BOGARD-POLA, 28, rue Scheffer, 75016 Paris - Tél. : 704.52.71.

PAVILLON - RUE PROPRIETE - GAGNY 93220

4, boulevard des Pyramides - Construction 1962 élevée sur pilotis.
• Rez-de-chaussée • Cuisine, séjour, chambre.
• Superficie totale pour terrain : 373 m².
• Mise à prix : 50 000 F.
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.
Ventes : M. MARLAND - Tél. : 927.89.54.
M. J. TIERCE, 20, rue Parmentier, 93220 GAGNY - Tél. : 927.93.54.

SANS MISE A PRIX

2 APPARTEMENTS - NEUILLY 92200
80, rue Pasteur-Borghese - Rénovation soignée - Bâles.
2 PIECES EN DUPLEX
• Rez-de-chaussée • 46 m² • Séjour, chambre, avec jardin privatif - 10 m².
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.
2 PIECES EN DUPLEX
• Rez-de-chaussée • 46 m² • Séjour, chambre, avec jardin privatif - 10 m².
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Ventes : M. ZANCHI - Tél. : 755.97.72, poste 344.
M. P. MICHELEZ, N. DOYON et J. MOTEL, 128, bd de Courcelles, 75017 Paris - Tél. : 755.97.72.
5 APPARTEMENTS - 6 PARKINGS - MALAKOFF 92240
117, rue Paul-Vaillant-Couturier - Immeuble neuf - sans dégrèvements.
2 PIECES
• Cinquième étage • 52 m² • Balcon - 8 m² • Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Sixième étage • 52 m² • Balcon - 8 m² • Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Septième étage • 50 m² • Balcon - 5 m² • Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Huitième étage • 50 m² • Balcon - 5 m² • Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
2 PIECES
• Neuvième étage • 50 m² • Balcon - 5 m² • Entrée, séjour, chambre, cave, parking.
1 PARKING en sous-sol
1 PARKING en sous-sol
1 PARKING en sous-sol
• Consignation pour enchérir : 20 000 F par appartement et 5 000 F par parking.
Ventes : Les 4, 7, 12 et 15 octobre de 14 h 30 à 16 h 30 ou sur rendez-vous.
M. M. BAZZALI - Tél. : 635.39.13.
M. J. BAULLIER, 9, place des Petits-Pères, 75002 Paris - Tél. : 251.54.76.

APPARTEMENT - LIBRE PARIS-20^e

21, rue des Fougères - Immeuble récent.
• Rez-de-chaussée • 50 m² • Séjour, chambre, cave.
• Consignation pour enchérir : 4 000 F.
Ventes : M. BAZZALI - Tél. : 635.39.13.
M. P. PICARD, 31, rue Galvès, 75016 Paris - Tél. : 723.72.70.

8 APPARTEMENTS - BOUTIQUE - PANTIN 93000

5, rue Devouart - Petit immeuble rénové récemment.
2 PIECES à usage de loge
• Rez-de-chaussée • 50 m² • Séjour, chambre, cave.
Loyer : 806 F.
2 PIECES
• Premier étage • 34 m² • Entrée, séjour, chambre.
Loyer : 742 F.
1 PIECE
• Troisième étage • 28 m² • Cuisine, chambre, cave.
Loyer : 750 F.
1 PIECE
• Troisième étage • 10 m².
Loyer : 392 F.
STUDIO
• Rez-de-chaussée • 19 m² • Cuisine, chambre, cave.
Loyer : 486 F.
BOUTIQUE avec APPARTEMENT
• Rez-de-chaussée, boutique • 51 m² • A usage de café-restaurant, cave.
• Au premier étage • 19 m² • Entrée, cuisine, chambre, grande cave.
Loyer : 4 948 F. • Faculté de réversion de cet lots.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot ou 38 000 F pour l'ensemble.
• Premier étage • 28 m² • Refait neuf, salle d'eau, coin-cuisine.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F.
Ventes : les 11 et 15 octobre de 14 h 30 à 16 h ou sur rendez-vous.
M. J. BAZZALI - Tél. : 635.39.13.
M. J. BAULLIER, 9, place des Petits-Pères, 75002 Paris - Tél. : 251.54.76.

Coupon-réponse à détacher et à adresser à :
marché immobilier des notaires 12 av. victoria 75001 paris.
Je désire recevoir régulièrement et gratuitement votre programme des ventes au Châtelet
Nom :
Adresse : N° :
Code postal : Ville :

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Bronco bullfrog »

Del, un garçon de dix-sept ans, fait entrer ses copains dans un cinéma par la sortie de secours. Une vieille dame très digne se faufile, en même temps, pour ne pas payer. On dirait une scène d'un film de François Truffaut et il est vrai qu'il y a, superficiellement, le thème de l'adolescence aidant — une certaine parenté entre le Truffaut et Barney Platts-Mills, jeune réalisateur anglais âgé de vingt-quatre ans à l'époque (1969), de *Bronco bullfrog*, son premier film, en noir et blanc.

Ce film est programmé à Paris, dans une salle d'art et d'essai, par la revue *Positif* qui publie, dans son numéro de septembre, une présentation de Barney Platts-Mills et un entretien avec lui.

Del, apprenti coudeur de l'Est-End de Londres, a de mauvais rapports avec son père (les adultes sont présents, ici, sous le plus mauvais jour). Il veut vivre avec Irene, une fille mineure qui a, elle,

des problèmes avec sa mère. Il se sent lié à Jo, dit Bronco bullfrog, un délinquant juvénile qui est, en somme, son modèle.

Les relations entre ces personnages forment l'essentiel d'un film où s'exprime la revendication d'une jeunesse de milieu populaire, envies sans romanesque. La caméra retient des moments gris et ternes, un quotidien engagé dans l'authenticité sociale. Del et Irene errent dans un univers désolé, en cherchant à satisfaire leurs désirs érotiques. La séquence de l'installation chez Jo — il offre aux jeunes gens les marchandises volées, entassées dans son entre — est un bel exemple de ce réalisme du comportement, de l'événement, par quoi se distingue cette première œuvre d'un cinéaste qu'on pourrait situer entre le Kenneth Loach de *Family Life* et le Mike Leigh de *Bleak Moments*, auxquels il semble avoir ouvert la voie.

JACQUES SICLIER.

* Le Seins (v.o.).

« 1900 » absous en Italie

Rome. — Mais d'une semaine après avoir été saisi « pour obscénité » sur ordre de la magistrature de Salerno, Novotno, de Bernardo Bertolucci, a été absous, mercredi 29 septembre, par le parquet de Bolzano, ville où il fut projeté pour la première fois. Aucune scène n'en sera coupée, puisque cette œuvre n'est obscène ni dans sa totalité ni dans ses différentes parties.

Ainsi se termine un épisode stupide qui montre, une fois de plus, le caractère anachronique de la législation italienne. A l'examen de passage traditionnel devant une commission, rajoutée en effet une censure à posteriori qui n'importe quel citoyen peut exercer à tout moment, pour peu qu'il ait convaincu un magistrat. La nouvelle affaire Bertolucci est d'autant plus absurde que Novotno comprend deux parties et que seule la première faisait l'objet d'une mesure de séquestre : beaucoup de spectateurs se sont dépêchés de voir la seconde avant qu'elle ne soit à son tour interdite.

Il n'en a rien été. Bertolucci a bénéficié d'un sursis de publicité et reçu, à propos de

l'interdiction, l'appui des milieux d'extrême gauche, auxquels son film n'avait pourtant pas plu. Le metteur en scène a beau jeu maintenant de constater qu'il y a en Italie deux magistratures : l'une de l'inquisition et l'autre qui rejette les exigences de la liberté de la presse la plus grande et la plus saine du pays.

La veille de la sentence, Bertolucci avait provoqué un certain émoi en déclarant qu'il n'était plus autorisé à voter, compte tenu d'une peine de deux mois de prison pour « atteinte à la pudeur », qui lui fut infligée au début de l'année à propos du *Dernier Tango à Paris* (film également censuré, condamné même à être détruit et finalement conservé à la Cinémathèque italienne). Le producteur Grimaldi serait dans le même cas. Il semble, en fait, que le metteur en scène ait été induit en erreur par un fonctionnaire trop zélé : seule une peine de trois ans de prison peut priver du droit de vote en Italie. Les *deux parties* relèvent de sanctions plus faibles et, sauf erreur, n'entraînent donc pas d'aussi graves conséquences.

ROBERT SOLÉ.

Théâtre

« LUCIENNE ET LE BOUCHER », de Marcel Aymé

Sur fond de petite ville provinciale — qui tente, après la guerre, de revenir sans changement à sa calme vie d'autrefois — Lucienne (Danielle Darrieux), la femme du bijoutier (Alain Mottet), rêve aux bras puissants du boucher (Georges Geret). Elle fait plus qu'y rêver, elle s'en entoure. Grâce à son ardeur, et à sa supériorité de bourgeoise en bas de soie, elle « vampe » ce brave homme patient et modeste, elle transpire sur lui toute une mythologie de virilité brutale, née dans les lectures clandestines de faits divers ou de littérature de gare osée. Elle est entraînée par un mouvement qu'elle ne contrôle pas vers le plaisir, croit-elle, en réalité vers une débauche qui passe par une série de transgressions.

L'adultère, d'abord, ces parentèles pendant lesquelles, obscurément, elle se sent vivre son existence propre. Le meurtre, ensuite, car cette réalité interdite — la réalité de son existence propre, et non celle du plaisir — lui rend insupportable l'hypocrisie sociale dans laquelle elle est emboîtée et celui qui la symbolise : son mari. Elle le tue et tente de faire endosser le crime à son amant. Elle y parvient par le seul jeu de sa « supériorité culturelle » : il accepte de succéder à son mari, un ami du bijoutier et qui en avait reçu des confidences de bistro, démonte le mensonge avec le dédain tranquille de ceux qui ont acquis le pouvoir légal. Alors, transgression finale, l'adultère et le crime, elle se libère enfin.

Trente ans après sa création, cette fable méchante, cette farce aigre prend une dimension que son auteur n'avait pas prévue. Marcel Aymé ne se préoccupait pas de la condition féminine, il en aurait sûrement détesté les militants. Mais il savait regarder, comprendre et restreindre, par le biais d'un langage très écrit, très loin du naturalisme, dépassant largement la satire anecdotique, des caractères simples, riches, sans vulgarité.

Parfois, la pièce semble plétiner, mais toute une société est là : la majorité silencieuse qui patage entre deux mondes, à une charnière de l'histoire. Tout va changer, et elle se transforme peu à peu en une œuvre à son passé caduc, freinant du poids de son nombre l'irréversible progrès. Les enfants s'en vont, ensemble, construisent ailleurs l'archaïsme ingénu. Marcel Aymé méprise le genre humain, mais lui garde une chance.

La mise en scène de Nicole Anouilh reconstruit fidèlement une représentation des années 60 : costumes du temps, décors stylisés, bande sonore brulée. On en

reste là, alors on rêve de ce qu'on n'a pas fait. On se dit que si on avait pu faire un *Dino Risi*, à la manière dont il se serait servi de la fable pour traduire la mentalité d'une époque... Malgré tout, les comédiens sauvent la mise.

COLETTE GODARD.

* Saint-Georges, 20 h. 30.

FERMETURE DE TROIS THÉÂTRES ÉROTIQUES

Le Théâtre Saint-Denis, les Deux-Boules et les Saints-Innocents, trois théâtres érotiques dont les spectacles sont annoncés comme « réservés à un public averti », viennent d'être fermés par arrêté préfectoral. (Nos dernières éditions du 20 septembre). La censure théâtrale n'existe pas en France, mais les préfets peuvent fermer un établissement « susceptible de troubler l'ordre public ».

Le Théâtre des Saints-Innocents avait déjà connu une interdiction en 1974 : il avait été autorisé à reprendre ses activités. Une autre salle à dû les interrompre définitivement. Ces interdictions sont accompagnées d'amendes très lourdes.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 30 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : La vie de Marianna, d'après Marivaux, réal. P. Cardinal. Avec N. Juvet : 21 h. 20. Spécial actualités : Portrait de M. François Mitterrand, secrétaire d'Etat au Logement, réal. J.-C. Hebert : 22 h. 20. Football :

résumé de Saint-Etienne - Sofia : 22 h. 40. Allons au cinéma : 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Le grand échiquier, de J. Chancel : la harpiste Lily Laskine : 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Madame Bovary », de V. Minnelli (1949), avec J. Jones, J. Mason, V. Heflin, L. Jourdan, Ch. Kent (N.). 22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. Littérature : carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentil : 21 h. 25. Musique : 22 h. 35. Entrées avec G. Parat : 23 h. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. En direct de Berlin, le quatuor Alban Berg interprète des œuvres de Berg, Lutoslawski, Mozart : 22 h. Festival de Châteaufort : musique traditionnelle méditerranéenne : 23 h. 15. J. Björning, ténor suédois : 24 h. Les limites de l'improvisation : 1 h. Japon N.

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Cash-Cash », d'A. Foot et A. Marriot, avec D. Cowl, J. Martin, J. Balutin. Partie complétée autour d'une maison insensible et délaissée. 22 h. 35. Concert : « Concerto n° 4 pour violon et orchestre » de Mozart par l'Orch. nat. dir. et sol. E. Krivine : 22 h. 55. Journal.

une comédie dont la mise en scène est une chorégraphie. 0 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Ailleurs, le complexe allemand, enquête et réal. S. Walsh : 22 h. 30. Culture : Méditerranée (II) : 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 5 (R.). Entrées avec Brice Parain : 20 h. 30 (R.). En direct de l'auditorium 104, l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, direction L. Senger : 20 h. 5. La Femme silencieuse, opéra-comique, de S. Sibelius, musique de R. Strauss, avec E. Gruberova, M. Rittler, R. Emil : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Contrechamp : Pierre Castellan reçoit Fernando Lozano : 20 h. 25. Echanges franco-allemands : Orchestre symphonique de la Radio de Baden-Baden, direction K. Kord : « Vox Clementina » (P. Eben), « Concerto pour flûte et orchestre » (Mozart), « Troisième Symphonie » (Brahms) : 22 h. 15. J. Björning, ténor suédois : 24 h. Jazz forum : 1 h. Raga.

UGC BIARRITZ (vo) - VENDOME (vo) - BONAPARTE (vo) - ST-MICHEL (vo)
UGC ODEON (vo) - LES 3 HAUSMANN (vo) - LES NATION (vf)
GAUMONT CONVENTION (vf) - BIENVENUE MONTPARNASSE (vf)

Le nouveau film de
INGMAR BERGMAN
"FACE A FACE"
LIV ULLMANN

VERSAILLES CYRANO - ENGHEN FRANÇAIS

10 - 17 octobre
Schaubühne am Halleschen Ufer - Berlin - rfa
7 représentations seulement

10-11-15-16 à 20 h 30
SOMMERGÄSTE
(Les Estivants)
d'après M. GORKI
mise en scène **PETER STEIN**
(traduction simultanée)

13-14-17 à 20 h 30
EMPEKOKLES HÖLDERLIN LESEN
(Lire Hölderlin)
spectacle de
KLAUS MICHAEL GRÜBER
(texte français spécialement édité)

prix 30 F - 18 F moins de 25 ans et groupes de 10 personnes au moins
MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
7, AV. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE
renseignements : téléphone 204.18.81
location également FNAC MONTPARNASSE et par téléphone 278.10.00.

LOCATION PAR CORRESPONDANCE
nom _____
adresse _____

SOMMERGÄSTE
date choisie _____
nombre de places à 30 F x _____
nombre de places à 18 F x _____

EMPEKOKLES
date choisie _____
nombre de places à 30 F x _____
nombre de places à 18 F x _____
frais de réservation, 1 F par place _____
total _____

règlement ci-joint par chèque bancaire ou chèque postal 3 volets à l'ordre de
MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
7, AV. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE
Joindre une enveloppe timbrée libellée à votre nom, les billets vous seront expédiés au plus tard 7 jours avant la date choisie.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 30 SEPTEMBRE

— M. Roger-Gérard Schwartzenberg sur le « système unique », 17 h. 15, sur Antenne 2.

— M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, est l'invité des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 30.

— M. Claude Vilain, directeur des prix et des concours, est l'invité de Pierre Lesure au cours d'Europe-Soir, à 18 h. 30.

— Les *Republiques indépendantes* s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

Un portrait de M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, est présenté par Jean-Claude Hébert sur TF 1, à 21 h. 20 (voir page 15).

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE

— M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, est l'invité de France-Inter, à 13 heures.

— M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, répond aux questions des téléspectateurs et « Antenne 2 », à 14 heures.

— M. Raymond Aron est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscope », sur France-Inter, à 17 heures.

— L'« Alliage » (philosophie de l'associationisme) exprime son opinion sur « le fascisme contre la justice sociale » à la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— « Le complexe allemand » est le sujet de l'enquête de Steve Walsh réalisée pour le magazine « Vendredi » sur FR 3, à 20 h. 30.

ARTIFICE ET VÉRITÉ

Il y a vraiment des soirs où l'on se demande si on a bien vu, bien entendu, si on n'a pas eu la berlus. Enfin, on ne se trompe pas ! La première partie d'« Artifice et Vérité », autobiographique de Kéber Haddad, son enfance entre les deux guerres à La Rochelle, ses vacances à l'île de Ré, avaient le charme typé, daté d'un milieu, d'une époque. Cela rendait un son assez juste, assez pur. Les accords étaient bons : il y avait un élan, un ton et ce savoir-faire signé François Verry et André Michel. On s'attachait au personnage. Quand on l'a quitté, il allait entrer en pension. On avait même regretté d'être absent de Paris la semaine suivante et de ne pas pouvoir le suivre.

Mardi — troisième et dernier épisode — il en est sorti. Méconnaissable. Il a changé de style, il a changé de tête, ça, c'est normal, il a vieilli, il est devenu chroniqueur sportif à Toulouse, c'est un passionné de rugby, il a les traits, si mobiles d'habitude, si changeants, de Jean-Luc Bideau, figés avec Marie Dubois, sa femme, engoncés dans un rôle de confection mal coupé, mal cousu, de mauvaise qualité. Fausse élégance et colliers de cliché. Le moyen de parler avec naturel d'un « beau paroissien » ou de « la splendeur d'une chair sans voile ». Et de revivre des situa-

tions vieilles comme le cinéma : la rue, la foule — là, c'est celle de Pampelune pendant la fête — qui les enserrait, elle et lui, lui et elle, qui les sépare. Ils se perdent de vue, ils se cherchent, ils se retrouvent, ils s'ennuient. On en a profité pour filer. On est allé rejoindre François Prevost, invité par le magazine « C'est à dire » à nous raconter son expérience du cancer.

Difficile de raconter sans tricher, sans torturer, sans sensiblerie, ce qu'on a vécu, ce qu'on a ressenti, quand on a appris que cette tumeur au sein c'était ça, oui, un cancer, mal sournois, terrifiant, moi tabou qui fait peur. Même aux médecins. Elle a été parfaite, spontanée jusqu'à la maladresse, imprévue, persuasive. Il faut vouloir guérir. On le peut, aujourd'hui plus qu'hier. On le pourrait, précisait le professeur Lucien Israël, n'était cette curieuse répugnance — d'après lui, elle relève de la psychanalyse — d'une partie du corps médical à recourir à l'arsenal sans cesse élargi de la chimiothérapie. On éprouvait à les écouter un soulagement inquiet. L'appréhension rassurée du profane partagé entre le désir et la crainte d'en savoir davantage. Dire la vérité au malade ? Il faudrait peut-être commencer par la dire plus souvent aux bien-portants.

CLAUDE SARRAUTE.

MAISON MONSIEUR
Pour l'automne
IMPERMEABLES, LODENS
COSTUMES habillés, velours
Manteaux et robes coupés
LA COUPE - LA QUALITE
avec toujours
une économie considérable

CENTRE OFFICIEL VETEMENTS
E. LECLERC
15, boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry
M^{re} BONSERGENT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARCOURS
Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h - Fermé Dimanche et Lundi-matin

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,38
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TC
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

INGENIEUR COMMERCIAL

SPIERRY LINIVAC

Deuxième constructeur mondial d'ORDINATEURS, désire renforcer son équipe commerciale.

Pour cela, nous recherchons un **INGENIEUR COMMERCIAL** pour notre agence de Lille.

Diplômé d'études supérieures, connaissant de préférence l'anglais et ayant acquis une expérience professionnelle de plus de 3 années dans la vente d'équipements informatiques.

Notre entreprise offre une rémunération élevée, de larges perspectives d'évolution et de promotion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, (réponse et discrétion assurées) sous référence VN Service Personnel, 3 rue Bellini La Défense 92806 Puteaux.



N° 1 MONDIAL DE L'ASCENSEUR

Développent son activité de fabrication de micro-processeur recherche

INGENIEUR Electronicien

- Expérience confirmée de la fabrication des circuits imprimés, du montage et du câblage d'armoires supports.
 - Connaissance technique des « Solid State ».
 - Avoir eu l'expérience du poste d'ingénieur Méthodes.
 - Intéressé par pratique bilans économiques. Devra être capable de proposer un choix concernant les investissements.
 - Connaissance nécessaire de l'anglais et de l'allemand souhaitable.
 - Lieu de travail prévu en province à environ 150 km de Paris pendant 2 ans.
 - Stage d'intégration.
 - Développement de carrière dans entreprise en expansion.
- Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :
- Direction des Relations Humaines
141, rue de Saussure - 75017 PARIS

Single Buoy Moorings INC Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC Holland, spécialisée dans les Terminals Offshore et Systèmes de Stockage flottant pour l'industrie du Pétrole recherche :

CHEFS DE PROJETS

- Capable d'assumer l'entière responsabilité d'un projet d'installation de Terminals Offshore (relations avec client sur chantier, administration et procédures d'installation, etc...)
 - Basé à Monaco, il sera appelé à travailler sur des chantiers dans le monde entier.
- Qualifications et expérience :
- Diplôme d'ingénieur (E.C.P., E.T.P., A.M., INSA, ENSI ou équivalent).
 - Expérience 5 à 10 ans sur chantiers Offshore (Terminals pétroliers, pipelines, etc...)
 - Age 30 ans minimum.
 - Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
- Adresser CV complet et prétentions à M. le Chef du personnel, SBM/TII 27, Bd Albert 1^{er}, B.P. 157 Monaco (Principauté).

L'I.U.T. « A » de Bordeaux recherche pour participer aux enseignements pendant heures ouvrables Ingénieurs et Cadres, non universitaires, en activité, dans disciplines : Mécatronique, Electronique, Electrotechnique, Dessin Industriel, Angl. Tech., etc. Exp. pédag. et gén. Tech. hor. enseign. sup. : théor. 75,28 F prat. 39,44 F, S.S. à 0,60 l'heure ainsi rétrib. comp. l'enseig. proprement dit et tâches ann. y affér. Adr. cand. et C.V. avant le 10 octobre à M. le Directeur I.U.T.A. 33403 TALENCE CEDEX

Chambre d'Agriculture de l'Eure recherche un chargé des actions de formation.

Formation supérieure (sociologique ou agricole selon les branches du poste). Connaissance du milieu rural et d'animation de groupe. Ecrire : M. le Directeur Chambre d'Agriculture, B.P. 185 27000 EVREUX Cedex

Rech. Prof. Math. niv. second. le samedi a-m, 1976-77 pour Lille et Grenoble. Ecrire : M. CONFIDA, 1, rue Thénard, 75340 PARIS Cedex 05 ou Mlle. phoner : 27-21-79.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS recherche pour son centre de LANNION

UN INGENIEUR SYSTEMES

Connaissance SIRIS 7 ou 8 indispensable. Libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions au département RCI/SIC, C.N.E.T., Route de Trégastel, 22011 LANNION.

ALUMINIUM PECHINEY

INGENIEURS DEBUTANTS

ou ayant déjà 2 ou 3 ans d'expérience.

Formation Arts et Métiers ou équivalent pour services entretien usines alumine et aluminium MIDI - ALPES - PYRENEES.

Les candidats devront accepter l'éventualité d'un séjour de 4 à 5 ans à l'étranger ou Outre Mer dans quelques années.

Large possibilité d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

proximité amiens

Vous êtes ingénieur AM et, après cinq à dix ans d'expérience en production, vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités. Diriger et coordonner l'action de plusieurs ateliers, savoir organiser le travail, veiller à la productivité, s'imposer en souplesse et avec fermeté, voilà vos atouts pour devenir le

chef d'exploitation du groupement coopératif de vente par catalogue

Vous dirigez 220 collaborateurs, gérez 40 000 m² d'entrepôt, traitez 60 000 références en constant renouvellement. Cela implique l'utilisation de techniques informatiques mais aussi le souci du service.

Ecrire à J. THILY ss réf. 3104 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

ANALYSTE DE CONCEPTION

Profil :

- Formation : école d'ingénieur option informatique ou MIAGE.
- Fonction de la fonction : deux ans minimum.
- Expérience de conduite de groupe de travail.
- Lieu de travail : DIJON.

Candidature, prétentions et C.V. à adresser sous le n° 7433 à « Le Monde » Publiété, 3, rue des Italiens - 75427 PARIS-9.

INGENIEUR 120.000 F

SOCIETE TRÈS IMPORTANTE fournisseur de l'industrie automobile (située 100 km Sud-Ouest de Paris) recherche

RESPONSABLE METHODES-OUTILLAGE

Responsable directement auprès du P.D.G., le candidat devra avoir déjà, de préférence, une expérience technique des procédés de fabrication en grande/moyenne série de pièces finies Al/Inox. Ingénieur de formation, il doit être capable de participer à la Direction de l'entreprise et avoir le potentiel pour assumer dans un avenir proche des responsabilités plus étendues.

Un excellent salaire de départ est proposé pour un cadre mûr, techniquement apte et bon meneur d'hommes.

Env. s/réf. DMO/BB à TAS, 71, rue la Boétie, 75008 Paris. — Discretions absolues garanties.

Banque privée recherche

JURISTE DE BANQUE

LE POSTE A POURVOIR COMPREND :

- La gestion des Grands Dossiers de Recouvrement et de Contentieux ;
- La gestion des Affaires Sociales :
 - Actionnaires : Assemblées et Conseils ;
 - Salariés : Formation, Information, Comité d'Entreprise ;
- Des études juridiques et fiscales ;
- La participation à l'Organisation Générale de la Banque.

IL EXIGE :

- Une expérience bancaire dans ces domaines de plusieurs années ;
- Une solide formation juridique ;
- Le sens des relations humaines.

Envoyer C.V., prétentions et photo n° 78.069 Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Institut de Formation en INFORMATIQUE recherche

FORMATEURS

pour assurer l'enseignement de cours de programmation en langages évolués.

- Maîtrise d'Informatique ou niveau
- connaissance au moins du COBOL
- anglais indispensable
- expérience d'un ou 2 ans de programmation appréciée

Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite + prétentions + C.V. sous réf. 14.040 à :

S.N.P.M. 100, av. Ch. de Saule 92222 NEUILLY

offres d'emploi

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS (Secrétariat d'Etat aux P.T.T.)

recrute sur TITRES pour ses Laboratoires d'enseignement recherche, son Centre Calcul, son service Formation des Informaticiens, des

DIPLOMES D'INGENIEURS ou **TITULAIRES DE MAITRISES DE TELECOMMUNICATIONS** ou **D'INFORMATIQUE**

Prière de formuler sa demande avec curriculum vitae à Mlle MATIAS, pièce 404 B, 46, r. Bercut, PARIS (13^e). Téléphone : 583-32-12.

RÉVISEURS COMPTABLES

Nos missions de contrôle sont menées à bien grâce à l'intervention de Réviseurs intervenant :

- soit seuls sur des dossiers d'importance moyenne, mais en bénéficiant de tous les supports techniques nécessaires ;
- soit en équipe pour des missions importantes.

Afin de compléter notre équipe, nous examinerons les références des candidats ayant 2 ans d'expérience au minimum dans les domaines suivants :

- révision comptable audit ;
- supervision de comptabilité.

Des postes attractifs sont offerts à des candidats désirant évoluer rapidement dans la profession. La connaissance de langues étrangères autres que l'anglais est très appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à C.V. 20, boulevard du Courcelles, PARIS (17^e).

ENGINEERING IMPORTANT recherche pour MOYEN-ORIENT

• **Ingénieur Chef de Zone** pour réalisation UNITES-UREZ-AMMONIAQUE

Expérience exigée :

- génie civil, lavage, matériel ;
- mécanique fluide, tuyauterie.

Connaissances parlées de l'anglais.

• **Directeur Génie Civil**

Expérience T.P. ouvrage d'art, barrage.

Envoyer C.V. + photo : SOCIETE GESTION 2800, 102, rue Lafayette, 75010 PARIS.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Médiation relations publiques/publicité | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Informatique | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs | |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Règlement : chèque bancaire à l'ordre du "MONDE" ou chèque postal (C.C.R. 4207-33 Paris).

120.000 F

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

TRES IMPORTANTE SOCIETE
recherche

CADRE
de Formation Financière, Comptable,
Juridique et Fiscale

qui sera chargé notamment des créations de sociétés, des fusions, des augmentations de capital pour les sociétés françaises et étrangères du Groupe, ainsi que des études financières, de trésorerie.

Le candidat retenu sera un homme de formation juridique, spécialisé en droit des sociétés et fiscalité des entreprises (type expertise-comptable), ayant acquis une expérience pratique de ces opérations dans un cabinet spécialisé, une banque ou un organisme financier, de 25 ans minimum et connaissant l'anglais.

Adr. C.V. détaillée, photo et présent. au n° 2.228.

31, bd Bonne-Nouvelle
75002 PARIS qui transmettra

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS
TRES INTRODUITE
GRANDS MAGASINS ET GRANDES SURFACES
recherche

ACHETEUSE Fillette/Baby
ayant parfaite connaissance du marché.

Indispensable : plus de 5 ans références activités similaires, sens de la gestion et des responsabilités, capable d'établir collection et superviser l'acheminement des commandes ;

Apptitudes à direction de personnel.

Ecr. avec C.V. détaillée, photo (retourner) et prêt. à CLAIR, 38, rue des Mathurins 75008 PARIS, qui transmettra. Discretions assurées.

DIRECTEUR
IMPORTANTE SOCIETE DE PROMOTION
GRANDS TRAVAUX PUBLICS
ET EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
recherche

LIBRE DE SUITE
OCCUPER POSTE DIRECTEUR D'UNE FILIALE
à créer en Afrique.

CANDIDAT AYANT EXPERIENCE DE 10 ANNEES.
POSTE COMPTABLE OU CADRE SUPERIEUR.
AVEC BONNE CONNAISSANCE DES PROBLEMES
FINANCIERS ET UNE PRATIQUE COURANTE
DE L'ANGLAIS.

Transmettre curriculum vitae avec photo à
SUTXIMO
157, avenue Charles-de-Gaulle à
Neuilly-sur-Seine 92201 Cedex
à l'attention de Monsieur JEAN-CESSON
Convocation suivra.

CONSTRUCTEUR IMMOBILIER
recherche

UN COLLABORATEUR
DE FORMATION JURIDIQUE

2 ans d'expérience ;
rumpu aux contacts avec clientèle pour assurer
mise en place et signature de contrats de vente.

Ecrire à G.P.I., 38, rue de Courcelles, Paris (8^e),
en joignant curriculum vitae, photo et présentations.

Établissement Financier pour son service
ORGANISATION ET INFORMATIQUE, recherche

CHEF DE PROJET
BANQUE

Formation HEC, ESCP, CNAM, ITB, ICG, IAE.
Expérience 2 années dans des comptes clients.
Connaissances approfondies en Audit appliquées.

Adresseur C.V., photo et présentations à n° 7.623.
COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

HOLDING FINANCIER
cherche

pour animer dépt audit groupe universitaire,
niveau : expert comptable,
plusieurs années prat. dans fiduciaire ou cabinet
international.

Adresseur lettre manuscrite et C.V.
N° 7. 93.445 M. ROGEE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

GROUPES D'ASSURANCES
Branches Transports - rech.

1) ATTACHE (C)
DE DIRECTION

DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
2) CADRE LICENCIÉ DROIT
au SC. ECO.

Répondre avec C.V., manuscrite
et photo à LA FONCIERIE,
Service Recrutement
48, rue N.-Dames-des-Victoires,
75002 PARIS CEDEX 02.

Recherche
DIRECTEUR (TRICE)
25 ans minimum, niv. BAC + 2
ou 10 ans expérience, animation,
solides référ. gestion actives.

POUR CENTRE DE STAGE
REGION AQUITAINE
Env. C.V. manuscrite, photo
n° 10 49 M. REGIE-PRESSE
15 bis, r. Réaumur, Paris-2^e.

EMBAUCHONS DE SUITE
OUVRIERS (ERES)
COSTUMES THEATRE
s'adresser Mme THILBAUT
THEATRE DU CHATELET
2, r. E.-Cochin, 75001 PARIS.
TEL : 231-02-44, p. 92.

Comité Inter-Entreprise
du S.A.M.
2, rue Philéas-Lévy
75009 PARIS.
recherche

BIBLIOTHECAIRE
pouvant tenir dictaphone.
Ecrire avec références à
présent. jusqu'à 6 octobre.
Constructeur d'ordinateurs

PROGRAMMEURS
COBOL-JMS, 3 ans expérience,
niv. D.U.T. Tél. : 232-92-72.
INSTITUT BRIGNON - THIAIS
Tél. : 88-71-30

PROFESSEUR PHYSIQUE
chimie
1^{re} et 2^{de} années, mi-temps
SURVEILLANTE INTERNAT

PROFESSEUR
COBOL-JMS, 3 ans expérience,
niv. D.U.T. Tél. : 232-92-72.
INSTITUT BRIGNON - THIAIS
Tél. : 88-71-30

PROFESSEUR
chimie
1^{re} et 2^{de} années, mi-temps
SURVEILLANTE INTERNAT

offres d'emploi

CENTRE RECHERCHES
des Transports, recrute

INGÉNIEUR
Grandes Ecoles 4 années d'étud.
pour animer groupe ingénieurs
analystes travaillant dans do-
maines de Banque de Données
et recherche opérationnelle.
Adresseur C.V. et présentations à
M. AZEMA, S.P. 28,
1410 ARCEUIL.

STE D'ELECTRONIQUE
EN EXPANSION
leader dans branche
recherche
pour service
EXPORTATION

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCE
30 ans min.

Le poste comprendrait à un
cadre de formation technique
ayant déjà eu moins de 5 ans
d'expérience des ventes.
Parlant parfaitement
l'anglais.
Préférence assurée pour jeune
cadre de haut potentiel.
Env. C.V. s/n° 75.11 B. BLEU
17, r. Lebel, 93000 Vincennes

CHIEF COMPTABLE
— Age : 35 ans minimum.
— Expérience second œuvre en
billement.
— Niveau D.E.C.S.
— Poste à responsabilité.
— Not. comptable, informatique.
— Libre très rapidement.

Env. C.V., photo (retourner) à
n° 20.55 PUBLICITE ROCHER
BLEU, 18, rue Réaumur
75002 PARIS, qui transmettra.

STE INDUSTRIELLE
APPARTENANT A
SUTXIMO
INTERNATIONAL LOISIRS
recherche

DIRECTEUR
SERV. COMPTABLE

Attaché au Directeur
Administratif et Financier,
il aura la responsabilité
de la Comptabilité,
de la fiscalité, de la trésorerie
et du contrôle
budgétaire.

La connaissance des
procédures comptables
nationales et internationales,
l'anglais
est indispensable, ainsi que
certaines années
d'expérience dans un
poste similaire.

Env. C.V., photo et présentations
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})
A CREATION D'UNE SOCIETE
DE DISTRIBUTION
(Région Saint-Quen-
tine)

CHIEF
COMPTABLE

La connaissance, après une
formation au sein de la
société mère, aura la
responsabilité
des travaux comptables
et fiscaux.

Années d'expérience
d'un poste similaire
nécessaires.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

INGÉNIEURS
DÉBUTANTS

désireux d'apprendre
leur métier
dans une grande
entreprise privée

CETTE OFFRE S'ADRESSE
À DES DIPLOMÉS

E.C.P.-A.M.
IDM-SUPELEC

ils commenceront
dans les secteurs de production.
Ils seront ensuite orientés en
fonction de leurs aspirations.

Ecrire à M. MALBEC
114, av. des Champs-Élysées,
75008 PARIS.

ETABLISSEMENT
PUBLIC
A CARACTERE
CULTUREL
recherche

TECHNICIEN
DE MAINTENANCE
POLYVALENT

Il sera chargé d'assurer
le contrôle des travaux
d'entretien exécutés dans
un bâtiment très important
(SERVIERIE, ELECTRICITE,
PLOMBERIE
ET ENTRETIEN GENERAL).

Il devra être en possession de
avoir plusieurs années
d'expérience professionnelle
et de bonnes connaissances
dans les domaines
techniques mentionnés
ci-dessus.

Ne pas se présenter,
envoyer C.V. photo
sous référence 7501 P.A.P. à
ORGANISATION ET PUBLISSE
2, r. Marengo, 75001 Paris 1^{er}.

Recherchons
JEUNE FEMME
excellente présentatrice active,
simple, sérieux,
ESPAÑOL ou PORTUGAIS
pour vente commerciale de Noël.
Généraliste MADELLEINE.
Ecr. n° 72.701, ConTEXTE Publi-
cité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n° 1.

Recherchons
JEUNE FEMME
excellente présentatrice active,
simple, sérieux,
ESPAÑOL ou PORTUGAIS
pour vente commerciale de Noël.
Généraliste MADELLEINE.
Ecr. n° 72.701, ConTEXTE Publi-
cité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n° 1.

Recherchons
JEUNE FEMME
excellente présentatrice active,
simple, sérieux,
ESPAÑOL ou PORTUGAIS
pour vente commerciale de Noël.
Généraliste MADELLEINE.
Ecr. n° 72.701, ConTEXTE Publi-
cité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n° 1.

Recherchons
JEUNE FEMME
excellente présentatrice active,
simple, sérieux,
ESPAÑOL ou PORTUGAIS
pour vente commerciale de Noël.
Généraliste MADELLEINE.
Ecr. n° 72.701, ConTEXTE Publi-
cité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n° 1.

demandes d'emploi

VENDEUR DYNAMIQUE ET ACCROCHEUR
CADRE EXPORTATION
FORMATION TECHNIQUE
36 ans. expérience marketing international.
Langues : anglais, espagnol, italien, allemand.
Spécialisation : vente de produits industriels
et sens d'équipement.

Recherche poste de

RESPONSABLE DE ZONE
EUROPE - PAYS DE L'EST - ASIE
Ecrire n° 7.623 à Le Monde + Publi-
cité, 5, rue des Italiens - 75002 PARIS-8^e.

ANALYSTE - INFORMATICIEN

9 ans expérience Matériel IBM 370
Langage : Assembleur COBOL - ANS.
CAP - Expérience TRAPERS REEL C.I.S.B.
cherche emploi EDITION ou BANQUE.
PARIS - BANLIEUE

Ecrire sous le n° 8.330, « Le Monde » Publi-
cité, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS (8^e), qui transmet.

PREPARE, EDITION, PUBLICITE
J.N. 28 a., des. O.M., lic. lettr.,
exp. journaliste, ch. empl. C.
Ecr. n° 3.217, « Le Monde » Pub-
cité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris-8^e.

INGEN. CHIMISTE E.S.C.I.L.
débutant cherche situation.
Russe, allemand, anglais,
notions polonais, espagnol.
WISNIEWSKI,
10, rue Ferdinand-Simon,
LA RICHELLE, 37000 TOURS.

CHIEF DE PROJETS
ORGANISATION

— Expérience de 2 à 3 ans
dans la fonction.
— Diplôme d'études supérieures.
— Connaissances informatiques,
bancaires financières.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

CHIEF DE PROJETS
ORGANISATION

— Expérience de 2 à 3 ans
dans la fonction.
— Diplôme d'études supérieures.
— Connaissances informatiques,
bancaires financières.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

CHIEF DE PROJETS
ORGANISATION

— Expérience de 2 à 3 ans
dans la fonction.
— Diplôme d'études supérieures.
— Connaissances informatiques,
bancaires financières.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

CHIEF DE PROJETS
ORGANISATION

— Expérience de 2 à 3 ans
dans la fonction.
— Diplôme d'études supérieures.
— Connaissances informatiques,
bancaires financières.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

CHIEF DE PROJETS
ORGANISATION

— Expérience de 2 à 3 ans
dans la fonction.
— Diplôme d'études supérieures.
— Connaissances informatiques,
bancaires financières.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

CHIEF DE PROJETS
ORGANISATION

— Expérience de 2 à 3 ans
dans la fonction.
— Diplôme d'études supérieures.
— Connaissances informatiques,
bancaires financières.

Envoyer C.V. et présentations,
à n° 76.194, CONTEXTE Publi-
cité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

demandes d'emploi

DIRECTEUR MARKETING
COMMERCIAL FRANCE
plus Europe souhaite trouver
POSTE RESPONSABILITE
équivalent, PROVINCE DE
PREFERENCE au PARIS 21^e.
Expériences majeures électroni-
que professionnelle et grand
public.

Libre 23 mois.

Ecr. n° 3214 à Le Monde + Pub-
cité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris-8^e.

CADRE IMMOBILIER - 32 a.
HAUT NIVEAU
Lic. Droit, Sc. Po. ENI
7 ans exp., promotion commer-
cialisation, investissement dans
groupes publics et privés (zones
d'activités, bureaux, centres
commerciaux, locaux industriels)
ch. responsabilités et secteurs.
Nombres références.

Ecr. n° 6359 à Le Monde + Pub-
cité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris-8^e.

Une Fme, 35 a., dipl. Fr., Angl.,
J.F. 25 ans.

ASSISTANTE
DE DIRECTION PERSONNEL
Expér. Gestion du Personnel,
Organisation, interviews indiv.,
Conditions de travail et établis-
sement des tâches.

Respons. Person. Person. Person.
Habitudes déplacements.

Rech. poste dans entreprise, Paris
ou proche banl. Ouest, pouvant
éventuellement s'avérer.

Postul. de 25 libérer rapidement.
Ecr. n° 78.201 ConTEXTE Publi-
cité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

représent.
demande

REPRESENTANT, 29 ans,
8 ans expérience, cherche place
stable pour Paris, av. déplace-
ments province. Tél. 873-52-95 ou
Ecr. n° 6331 à Le Monde + Pub-
cité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris-8^e.

traductions

Demande
1. FINE DIPLOMÉE, ch.
traduct. russe (polonais)
FRANC. - RUSS (polonais)
Mme HERGOTT - 640-91-01

cours
et leçons

Maths, statistiques, phys.,
chimie, économie, par jeunes ingé-
nieurs. T. 333-15-40 poste 2532

MATH-PHYS RATRAPAGE
Région parisienne, rapide par Priv.
Terminale, PCEN, Fac. 24-52-41

formation
profession.

PROGRAMME
D'EXPLOITATION
SUR IBM 3
à 7 MOIS, 18 h. de cours :
EXPLOITATION
GESTION-ANALYSE GAP 2

FAX
ECOLE PRIVEE
4, r. d'Amsterdam, Tél. 874-95-67
24, r. Saint-Lazare, Tél. 874-54-50

occasions

ACHETONS PIANOS
Daupe, 75 bis, av. Wagram, 17^e
WAG. 34-17, LOCATION

MAISON GORVITZ-FAVRE
recherche beaux objets qualifiés,
mob. de salon, lustres, bronzes,
tapisseries, sièges, porcel., argent.
Ecr. à Bien n° 71-23 B,
14, r. Lebel, 93000 Vincennes

autos-vente

RENAULT 12 TL 1972
glaces teintées, Equipée sièges
15, jantes, moteur et boîte de
vitesses.
Tel. M. LADAME
623-54-00

Parti, vent. RS 11, 73, 55.000 km.
sans entretien, int. simili cuir,
sca. clat général, premier main.
Prix 9.000 F. Tél. 815-49-56

Collaborateur de journal vend
DS 21 PALLAS 71, bonne mé-
canique, peinture et pneus neufs,
px 8.800 F. Tél. 609-29-26 le soir
Site vend voiture de direction

VOIR NOTRE
IMMOBILIER
PAGE SUIVANTE

Opel Eurokadett,
une vraie 5 places
pour 16 850 F*

- ceintures à enrouleurs automatiques
- pare-brise feuilleté
- contenance du coffre : 378 dm³
- pneus à carcasse radiale
- double circuit de freinage
- garantie totale un an, kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



KADETT

*TVAC + Frais de transport et de préparation 883 F (TVAC) - Tarif au 31.08.76.

Avec Opel, partez tranquille.

LA SITUATION EN CORSE

Il n'y a plus de déserteur dans le maquis

Il n'y a plus de déserteur dans le maquis

PRÉCISE LE COMMANDANT DE LA LÉGION A CORTE

La situation redevient peu à peu normale en Corse, où aucun incident n'a été signalé durant les dernières heures. L'attentat contre deux gendarmes, qui eut lieu dans la nuit du 28 au 29 septembre, a permis le maintien de l'ordre revendiqué par le Front de libération nationale. Ce même mouvement a à l'origine également du plaisir, la voiture du sous-préfet, M. de la Sausse, a été incendiée. Le communiste Susini, action perpétrée la nuit de mardi, non loin de la préfecture, a Corté. Le F.L.N.C. dans un communiqué : « Par les morts de Bastico, victoires coloniales, nos commandos ont

demandant d'avoir un comportement digne et d'éviter tout ce qui pourrait être pris pour une provocation.

D'un côté, le lieutenant-colonel Mougin, commandant de la Légion à Cortes, a indiqué qu'il n'y avait plus de légionnaires déserteurs actuellement dans le maquis corse. Sans plus de précision, le colonel Mougin a déclaré que plusieurs déserteurs — quatre ou cinq — s'étaient rendus.

Enfin, les deux légionnaires, qui passaient mercredi devant la cour d'assises de Bastia pour le meurtre d'une vieille femme, ont été condamnés à mort, respectivement à la guillotine et à la potence, et à être décapités.

Les deux légionnaires meurtriers d'une vieille dame ont été condamnés à des peines de réclusion criminelle

Basta. Ce fameux romantisme de la légion étrangère, l'aventure, le baroud, les femmes, la gloire, quelle imagerie d'exportation ! Le vrai soldat recruteur, quelle blague ! Dans le box des sœurs de la cour du général, il y a eu, pendant quatre, mercredi 29 septembre, que deux jeunes hommes blêmes et malgrecs, accablés d'un flot de paroles, ont vu leur personnalité d'un probable sin, alias Spahr, vingt-trois ans, alias Walter Steiner, renvoyer de la légion étrangère de parachutistes (REP) de Civri, a été condamné à la prison à perpétuité, et pour humilité volontaire et vol qualifié. Manfred Brysch, vingt-trois ans, alias Michael Brendler, alias Michael Brendler, a été condamné, lui, à quinze ans de réclusion criminelle et à cinq ans de séjour hors des frontières.

italien, qui vivait là seule, indigente, se courait par les subsides de la municipalité. Le cadavre nu, en état de putréfaction avancée, repose sur un lit. L'examen médical établit que des coups mortels ont été portés avec un objet contondant au front et à la tempe droite de la victime. Des traces de sang sont visibles sur le sol et sur les murs, ainsi que sur le corps de la victime, à l'endroit du crime. De plus, des semelles de chaussures de sport imprégnées de sang ont laissé à travers la demeure différentes empreintes. Cette maison a été fouillée de fond en comble, et les débris dévastés, les valises vides, les vêtements froissés, les

rétractent et affirment que s'ils ont effectivement cambriolé la maison, c'était le 6 juillet et non pas le 4, et que ce jour-là ils en avaient trouvé la propriétaire déjà morte.

Tout au long de la journée d'audience, s'appuyant sur ce que le substitut général appellerait « les données des quelques imperfections juridiques », les avocats de la défense s'efforcent d'étayer cette thèse. Ils relèveront notamment un d'écrit d'expertise rédigé par le médecin légiste le 8 juillet, rapport contresigné par un autre légiste qui, lui, n'a pas vu le corps, et concluant à un décès résultant d'un traumatisme. Mais c'est-à-dire bien avant le 4 juillet, et même avant le 2, date de

Termes le ban, serait-on tenté de dire devant ces deux destinées brisées de deux demi-soldes de la vie.

Des cas débâts menés avec une remarquable objectivité par le conseiller, M. Julien Justus, de ce procès où les cinq avocats corse commis d'office ou volontaires ont fait valoir les arguments qu'ils ont, par la qualité de leurs plaidoiries et leur acharnement, fait honneur à leur profession, on retiendra au moins une chose : la confiance absolue et sans réserve manifestée par le recrutement de ses engagés volontaires étrangers. Certes, ce n'est pas une découverte : la légion étrangère s'est toujours présentée à l'étranger, mais elle n'avait jamais échangé son passé, ses secrets, pas toujours avouables, et parfois son casier judiciaire contre un

L'ivresse est passagère ; le réveil sera sévère. « La discipline n'est que trop dure, la vie impossible, les souffrances trop nombreuses », déclara la légion un soir, au début de l'été 1974 : « J'avais bu ».

L'ivresse est passagère ; le réveil sera sévère. « La discipline n'est que trop dure, la vie impossible, les souffrances trop nombreuses », déclara la légion un soir, au début de l'été 1974 : « J'avais bu ».

L'ivresse est passagère ; le réveil sera sévère. « La discipline n'est que trop dure, la vie impossible, les souffrances trop nombreuses », déclara la légion un soir, au début de l'été 1974 : « J'avais bu ».

A 150 mètres de là, près d'une fontaine, les gendarmes retrouveront plusieurs poules à demi-plumées et des effets militaires : un casque, un sac à dos, des gants de pailement et un short blanc. De la pendaison, sur les lieux d'un autre cambriolage commis à peu de distance, les gendarmes découvrent une paire de chaussures de chaussons de sport et surtout une bande de tissu adhésive portant l'inscription « Steiner W.S. ».

Le lendemain, les gendarmes trouvent, dans une valise, une veste de combat. En fin de matinée, Steiner et Brysch, le peloton de bain, sont arrêtés par la police. Ils sont conduits au restaurant de la ville, à Rouss.

Ils conduisent la P.M. à leur caché, dans le maquis, où sont récupérés des effets, deux vestes de combat, dont l'une est démolie, et des chaussures et des effets militaires. Ils ont aussi un chien, un chat, une...

cultés à estimer la date d'un décès lorsque l'autopsie n'est pas possible. Les experts ont déclaré qu'il avait pu se tromper.

Les avocats de la défense feront également la « modestie » des experts de ne pas avoir pu se relever d'empreintes digitales pas d'analyse comparative du sang de la victime et de celui retrouvé sur la veste de combat, pas de constatation de la présence de gâchettes portées désertées à l'époque, pas de recherche systématique pour savoir simplement si la victime avait été vue vivante jusqu'au 3 juillet.

Les jurés n'ont pas été convaincus ou ébranlés par les arguments de la défense contre « un dossier fantôme, un dossier partiel », a-t-il dit. Us ont allégué qu'il y avait de ce que le substitut général lui-même avait souhaité en retenant la culpabilité de Brysch

Est-ce à dire que dans ce procès « l'atmosphère l'a emportée sur le dossier » comme le craignent les amis de la justice ? Non, mon ami, du barreau de Marseille.

A la lecture du verdict, les deux condamnés, Wolfgang Sprau, un physicien de séminariste, et Mangere, Brysch, un allumé d'une école d'ingénieur, se sont mis à broncher. Le public, très calme tout au long de la journée, n'a pas manifesté. C'est peut-être pour la première fois qu'on a vu ravant, M. Antoni, bien connu pour ses sympathies autonomistes, comme on dit, et fier de l'être, pour une fois, se contenter de tromperie, le scandale de la société que représente le recrutement de la légion étrangère : un régime de discipline et d'entraînement digne des armées de Frédéric II au dix-huitième siècle, contre la légion, ce régime de la prison, ce régime de la mort, si meurtrière il y a eu, si meurtrière il y a eu.

M. Marchais demande la dissolution de la légion étrangère «à Corte ou ailleurs»

M. Georges Marchais se rend en Corse pour deux jours, ce vendredi 30 septembre, afin d'exposer sur place la position du parti communiste français devant le problème de la Corse. M. Marchais s'adressera à Radio-Monte-Carlo, le secrétaire général du P.C. a déclaré : « Nous refusons de reconnaître l'existence d'un problème : provocation-violence-répression ou bien aliénement et le pouvoir (...). La Corse est une île française, elle n'est pas le théâtre de la crise de sociétés françaises, comme on en souffre ailleurs. C'est dit, elle a ses particularités, elle est différente des autres îles, mais elle est française, elle les comprends en compte. Nous sommes pour une assemblée régionale élue par le suffrage universel et disposant de tous les pouvoirs. C'est tout. Il n'y aura pas siens les mots d'ordre et les promesses de lutte des catégories sociales. C'est tout. Nous sommes M. Marchais pour que les Corsais ne s'en aperçoivent.

meur choisi lors de la dernière
nourris une autre vote que celle
à l'ouvrage, comme tenir de faire
parallèle de l'armée française
qui nous a permis de gagner cette
certu... »

A l'adresse de M. Georges Mar-
tinals, M. Chinnaiou ajoute : « Vous
avez vu, que je ne suis pas un
homme qui se laisse aller à des
réactions du P.C. sous
réaction qu'un de vos prédéces-
sors (1) avait, lui, déserté, pré-
férer la collaboration avec l'ennemi
qui nous combat pour la liberté. »

De son côté, M. Charles Herbin,
membre du comité directeur du
S.F. et président des Conventions
de la région, a déclaré : « Je suis
un socialiste, non socialiste », nous a déclaré
ce 30 septembre :

« Le dernier étranger est
qui a le droit de le faire, con-
spand à ce qu'il est l'ère colo-
niale de la France. Il est certain
que les socialistes ne peuvent être
un parti qui ne peut pas être

Une lettre de M.

M. Jean Philippi, sénateur Gauhériste démocrate de la Haute-Corse, nous écrit :

« Je suis très intéressé, mais surtout avec surprise, l'article paru dans le numéro du *Monde* du 9 septembre, signé J.-J. S., et daté du 8 : « Les députés corse- »

Je peux vous assurer que les parlementaires de la Corse ne se considèrent nullement comme « sortis du pays », mais au contraire ont conscience d'avoir, en vertu des assemblées séparées ou régionales constituées par le gouvernement, une seule

M. Jean Filippi

correspondance, c'est en 1952 qu'il a été dénoté par une proposition de loi de MM. Filippi et Giacobbi, proposant la suppression du vote par correspondance et son remplacement par le vote par procuration. Si le projet de ces deux députés n'a pas été adopté, c'est à l'initiative du gouvernement, quatre ans plus tard, que les parlementaires de l'opposition n'y pensent pas.

Le problème des jeunes sans emploi est le problème le plus grave et le plus aigu qui se pose en France. Les élus doivent cesser d'agir pour le résoudre en

NOUVEL INCENDIE A PARIS DANS UN IMMEUBLE DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Deux morts

Deux personnes — M. Moussier, 30 ans, d'origine marseillaise, et une jeune fille, vingt-cinq ans, née à Paris, ont été tués, et deux autres, sur les bords d'un incendie qui s'est déclaré, peu avant 23 heures, mercredi 29 septembre, dans un immeuble de quatre étages à l'angle de la rue Blondel et de la rue Saint-Denis à Paris (2^e). De plus, deux personnes, prises de panique, ont été blessées en se jetant par les fenêtres et plusieurs autres personnes légèrement intoxiquées.

Il semble que le feu ait pris naissance dans le cage d'escalier d'un immeuble, un ancien hôtel transformé en chambres meublées où résident de nombreux travailleurs immigrés turcs et yougoslaves.

UN MILITANT BRETON EST TUÉ
PAR L'EXPLOSION D'UNE BOMBE
IL S'APPÊTAIT À DÉPOSER

Un jeune militant bretonnel
le vingt-trois ans, a été tué vendredi
à 13 h 30, le 29 septembre, au
département de la Mayenne, lors
d'un attentat à Ty-Vougeret, après
avoir été déposé (Grands-Près-
d'Amboise), devant le domicile d'un
certain, dans le quartier Carrière-
de la Mayenne.

Un second attentat par explosifs a été
commis dans la même nuit, à
Laval, dans le quartier de la
Mayenne, lors des travaux de construc-
tion de la caserne militaire de
Ty-Vougeret.

Il faut rappeler que la construc-
tion, en cours, d'une caserne mili-
taire à Ty-Vougeret avait suscité une
vive opposition qui s'est
exprimée sous la forme de deux
attentats, l'un par des attentats
commis au maître de Châteauneuf-
de la Mayenne, le 29 septembre, et

na. Les propos de la présence de la légion étrangère en Corse, M. Marchais a estimé que l'existence de ces unités est justifiée par la question d'indépendance. Mais il a insisté pour laisser au nom les légionnaires à Corte ou ailleurs, mais ne dissoudre ces régiments ».

l'ennemi. Cela git dans le système actuel, elle constitue une menace pour la vie des peuples de la zone, d'après le langage de la force, et on ne supprimait l'ennemi actuel, la remplacement par l'ennemi futur, de définir, les questions ? Que plutôt, l'ennemi, que l'opinion publique française admettrait difficilement.

Le problème est donc de redéfinir l'ensemble des structures de notre armée. Car l'on ne peut pas continuer à modifier l'armement comme militaire, sans toucher à sa structure », a conclu M. Hertz.

(1) M. Châteaufort fait allusion à Maurice Thorez, secrétaire général du P.C.F., qui avait déclaré en 1954, au sein du P.C.F., qu'il était « un homme réfugié » en U.R.S.S. après la révolution du parti communiste, qui avait signé le pacte germano-soviétique.

« Ces vrais problèmes et posé les
« vraies questions ».
« Le conseil général du Nord-Ouest, à
« Boulogne, a été le premier à se
« prononcer en faveur de la décentrali-
« sation et à améliorer par le conseil
« général, puis par le conseil régional,
« l'ancien conseil départemental, constitué un programme qui
« est, à mon avis, le plus raisonnable et valable par-
« mi tous les Corsés. Il n'a reçu pour
« le moment qu'un commencement
« d'exécution. Mais les autres Corsés
« voudront à ce que les
« cadences s'accroissent. Sur les points
« plus précis soulevés par l'animateur
« de la discussion, il y a eu des
« échanges de vues. Le conseil
« s'est émis au conseil général
« par les parlementaires dans la
« personne de M. Duhamel, ministre
« de l'Intérieur, et le conseil
« régional n'est pas comptable de
« cadence, de travail du judi-
« ciaire ».

Quant au « triptotage » des
« ministres, claire allusion au vote par

partie, grâce en particulier à la formation professionnelle. Il reste à voir si les autres pays du monde ont le problème résolu. Ici l'est aussi sur le continent.

Quant à la communauté qui se crée, elle est basée sur son propre sol, nous y voyons des mots plus que des réalités.

Enfin, le drame de l'assassinat de Jean-Paul Sartre, légendaire a provoqué des réactions contre la présence de la Région étrangère, dont les anticolonialistes ont tiré un bien mauvais parti. Dernier mot : si maires, conseillers généraux et parlementaires étaient « sur la touche », nous ne pourrions pas recueillir à chaque élection, y compris depuis la suppression du vote par correspondance, les suffrages qui pourraient être constamment réduits ?

Une disparition volontaire ?

L'envolement dont a été victime M. Fériel, dans la nuit du 25 au 26 septembre, est intervenu dans un contexte familial et juridique particulier. Les parties dévotaient à la détermination de la garde de son cabinet de M. Zeri, rue d'Amélie à Paris, mardi 28 septembre. Toutes les hypothèses de règlement de la succession de M. Zeri, de M. Fériel, M. Weil-Curiel, n'a pas hésité à se faire, pour sa part, à évoquer celle d'une disparition volontaire. Les notes de M. Zeri, qui indiquent que si les comptes en banque dont dispose M. Fériel en France ont été bloqués après la disparition de son père, il n'a pas fait le moindre effort, ceux qui ont été ouverts par l'homme d'affaires en Suisse, de la se sont pas, malgré l'absence de la succession par l'administrateur provisoire.

D'autre part, les fréquentations de M. Fériel, dans la région de Lorient, ont été touchées par la loi de la loi. Il est bien connu, au de la capitale, que certaines vedettes de spectacle acceptent de se faire à leur domicile, un séchage une « cour » devant en marge du monde bou-

(1) Article 220 I du code civil
Si l'un des époux manque grave-
ment à son devoir et met ainsi e-
n péril les intérêts de la famille, le
président du tribunal de grande ins-
tance peut prescrire toutes les
mesures urgentes que requièrent ces
intérêts. »



• L'IMPOSTURE DE L'ART MODERNE
INDUSTRIALISÉ •
par la cote au mètre carré de signature
(Une fausse monnaie d'inflation)
N° 1 - 2, rue Palatine - 26 francs

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

Nouvelle crise financière à l'ANDA

Pour la seconde fois depuis le début de l'année, l'Association nationale pour le développement agricole (ANDA) traverse une crise grave. Le Monde du 7 mai 1976.

Son président, M. Pierre Cornarache, a mené de donner sa démission et n'a remis sa démission qu'à quinze jours de la fin de son mandat. Le déséquilibre financier de l'institution, qui est chargée de promouvoir le progrès technique et de développer l'organisation économique dans les campagnes, en est une nouvelle fois la cause.

L'ANDA est alimentée par des cotisations payées essentiellement par les producteurs de céréales et de betteraves et assises sur le volume des récoltes. La diminution de production provoquée par la sécheresse va entraîner une perte de « recettes » de l'ordre de 30 millions de F. A cela s'ajoutent les 50 millions de déficit dus à l'augmentation des frais de fonctionnement. Au total, on a touché 80 millions de F environ.

Au cours des multiples contacts qu'il a eus avec le ministère de l'Agriculture, les responsables professionnels avaient compris que, à l'occasion des mesures d'aides à l'agriculture, une

LE CRÉDIT AGRICOLE SOUHAITE DÉVELOPPER SES FINANCEMENTS A L'EXPORTATION

L'assemblée générale de la Fédération nationale du Crédit agricole — l'association des dirigeants des caisses nationales de l'établissement — s'est tenue à Strasbourg, les 29 et 30 septembre. Quatre grands thèmes, qui ont fait l'objet de rapports, ont été étudiés à cette occasion : le mutualisme au sein du Crédit agricole, la formation des administrateurs et des salariés, le développement des exportations, le développement régional.

A l'issue des travaux, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, devait apporter des précisions sur les conditions d'encadrement du crédit propre à la banque paysanne, et évoquer les conditions dans lesquelles le Crédit agricole pourrait voir développer son rôle dans le financement des exportations et le développement régional.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
18 heures	4 7/8	5 7/8	4 1/2
1 mois	5 1/8	6 1/8	4 3/4
3 mois	5 1/2	6 1/2	4 3/4
6 mois	5 3/8	6 3/8	4 3/4

A L'ÉTRANGER

LA COMMISSION EUROPÉENNE AUTORISE LA PROLONGATION JUSQU'AU 15 AVRIL DU DÉPÔT SUR LES IMPORTATIONS ITALIENNES.

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communiqué européen). — L'Italie a été autorisée à prolonger de six mois — jusqu'au 15 avril 1977 — la caution qu'elle impose actuellement sur ses importations, que celles-ci proviennent des pays partenaires de la C.E.E. ou bien des pays tiers. Cette caution, qui représente actuellement 50 % de la valeur des achats devra toutefois être progressivement réduite. Telles sont les décisions que la commission européenne a approuvées le 29 septembre.

Le calendrier de démobilitation est le suivant : la caution devra être ramenée à 45 % au 15 octobre, à 40 % au 30 novembre, à 25 % au 15 janvier, à 10 % au 28 février, pour aboutir à la suppression totale le 15 avril. Début mai 1976, le gouvernement italien avait décidé, avec l'approbation de la Commission européenne, l'entrée en vigueur — jusqu'au 5 novembre — de cette mesure de sauvegarde destinée à faciliter le rétablissement de l'équilibre de ses comptes extérieurs.

M. Haferkamp, le vice-président de la Commission chargée des questions économiques et monétaires, estime que la démobilitation progressive du dispositif est désormais possible en raison de l'amélioration de la situation italienne.

● **AUX ÉTATS-UNIS.** L'indice de la production industrielle a progressé de 0,5 % en août. En juillet l'augmentation avait été de 0,2 % et de 0,3 % en juin. En un an (août 1975 comparé à août 1974) la progression de la production industrielle est d'environ 12,5 %.

● **AU JAPON.** La balance générale des paiements a été excédentaire en juillet de 721 millions de dollars. Cet excédent est le plus important enregistré depuis le mois de février 1973, époque où il avait atteint 894 millions de dollars. Si l'on corrige ces chiffres pour tenir compte des variations saisonnières, la balance commerciale apparaît excédentaire de 1 055 millions de dollars en juillet, contre 975 millions en juin.

SECTEUR PUBLIC

Les traitements des fonctionnaires sont relevés de 1,95 %

Le conseil des ministres du 29 septembre a approuvé un projet de décret portant majoration des traitements des personnels civils et militaires de l'Etat. En vertu de l'accord signé le 15 mars dernier entre le secrétariat d'Etat à la fonction publique et les fédérations F.O., C.F.T.C., F.E.N. et autonomes, les mesures suivantes sont appliquées à partir du 1^{er} octobre :

- **Relèvement des traitements** de 1,95 % (1,20 % au titre du maintien du pouvoir d'achat pour les trois premiers trimestres, 0,75 % au titre de l'anticipation sur les heures devant intervenir au cours du dernier trimestre). La hausse des traitements depuis le 1^{er} janvier est donc de 8,05 %.
- **Intégration d'un point et demi de l'indemnité de résidence** dans les traitements, ce qui se traduit pour les retraités par une augmentation supplémentaire des pensions de 1,50 % (soit au total 3,45 % le 1^{er} octobre). La pension minimum est désormais de 1 558 F par mois.
- **Relèvement d'un demi-point du taux de l'indemnité de résidence** de la dernière zone de salaires, et relèvement du plancher de salaire servant de calcul à cette indemnité. Celle-ci désormais ne peut être inférieure à 341,50 F par mois dans la première zone (région parisienne et grandes agglomérations), à 190,76 F dans la deuxième zone (régions semi-urbaines) et à 155,33 F dans la troisième zone (régions rurales).
- **Réduction d'une demi-heure de la durée hebdomadaire du travail** pour tous les fonctionnaires dont les horaires sont égaux ou supérieurs à 41 heures 30 par semaine, ce qui est le cas, notamment, pour les personnels de service de l'éducation nationale, des impôts, de la comptabilité publique, des services pénitentiaires, d'une partie des P.T.T., etc., etc.

Commentant l'ensemble de ces

mesures devant les journalistes, M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a souligné que le gouvernement avait tenu à respecter ses engagements en appliquant scrupuleusement les accords signés. Il a souligné l'effort entrepris en faveur des bas salaires, qui auront augmenté de 14,3 % depuis le 31 décembre 1975 contre 9,35 % pour les agents en milieu de grille, et 8,05 % pour ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle hiérarchique. La rémunération brute minimum (traitement de base plus indemnité de résidence) est désormais de 2 053 francs par mois dans la région parisienne et les grandes agglomérations.

Les syndicats signataires, tout en reconnaissant que le gouvernement a appliqué à la lettre l'accord, avaient demandé que l'anticipation sur les hausses du dernier trimestre soit supérieure au minimum prévu (0,75 %). Ils ont aussi insisté sur l'engagement pris par le gouvernement d'étudier la possibilité pour les femmes fonctionnaires ayant élevé un ou deux enfants de partir à la retraite un ou deux ans plus tôt.

« Cette étude », a répondu M. Ligot, « est d'ores et déjà engagée. »

● **EN BELGIQUE,** ralentissement de la reprise économique, stagnation des investissements des entreprises, accroissement du chômage, inflation persistante : telles sont les constatations pessimistes publiées dans le dernier bulletin de conjoncture du ministère belge des affaires économiques.

Maurice Batelle, Président-Directeur général de PÔTEL et CHABOT, vient de confier la direction de son Service de Relations publiques (tél. 720-22-00) à Mme Christine Bricot. Celle-ci assure, avec talent, pendant sept ans, la Direction du Pré-Catelan.

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN sera le 14 Octobre 1976 à Paris pour une journée

COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1976-1977

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre international de ventes
147, avenue Paul-Doumer
92500 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 977.92.54

Le 15 Faubourg Saint-Honoré

AVANT d'entrer chez Lanvin, il faut savoir que ce n'est pas un endroit que l'on traverse en coup de vent.

Décor de boiseries, merveilleuse cage d'escalier dans le plus pur style 1925, silence feutré... le tumulte du Faubourg s'arrête devant la porte.

« Prendre son temps »

« C'est très important, me confie M. Deschamps, le maître tailleur. Habiller quelqu'un suivant sa personnalité, ses goûts, très souvent même ses fonctions, suppose avant tout de bien le connaître. »

Tandis que s'établit la conversation, il va et vient, sortant de ses rayons des tissus comme on a très rarement l'habitude d'en voir. Une heure s'écoule et on découvre soudain qu'il vient de vous suggérer exactement ce que l'on a toujours eu envie de porter.

Vingt ans de métier se cachent derrière cette sûreté avec laquelle il sait vous proposer une coupe, des étoffes et des harmonies de couleurs qui tout à la fois soulignent votre personnalité, votre physique et correspondent à vos besoins.

Le goût des privilèges

Ce même souci de créer pour chacun de ses clients un style personnel se retrouve chez le chemisier, M. Van Hangel.

Chaque année, il parcourt le monde pour choisir des centaines de tissus qui lui permettent de vous proposer toutes les nuances, toutes les subtilités dont vous n'avez peut-être pas conscience mais qui font votre véritable élégance.

S'habiller chez Lanvin, c'est enfin s'offrir un confort exceptionnel. Il est sans secret : il suffit de jeter un coup d'œil dans les ateliers pour comprendre. Coupeurs, épiciers, finisseurs et plus de quarante ouvriers sont à l'œuvre. On reste rêveur devant la précision de la coupe et la qualité des finitions. Près de cent heures de travail sont nécessaires pour réaliser un seul costume, quinze pour une chemise. Tout est cousu à la main après avoir été soigneusement relevé sur des patrons

de papier que l'on conserve ensuite dans les dossiers personnels de chaque client.

On redécouvre soudain ici avec plaisir une autre manière de voir les choses.

Songez qu'il existe, chez Lanvin, un service uniquement destiné à l'entretien des costumes. Périodiquement on peut y faire changer les doublures, recoudre les boutons ; en un mot, les remettre entièrement à neuf.

Les derniers « tours de main »

En descendant, il est difficile de ne pas s'attarder également au rez-de-chaussée.

Ici, ce sont les cravates dessinées spécialement par les stylistes de la maison lors de chacune des collections, et réalisées en si petit nombre qu'il suffit bien souvent d'en acqué-

rir deux ou trois pour être le seul à avoir le privilège de les porter. Là, ce sont les pull-overs en cachemire et soie, les chaussettes en fil brodées.

Et, si vous avez vraiment le goût des raffinements dans les détails les plus discrets, demandez à voir les mouchoirs. Lanvin est sans doute la dernière adresse où l'on trouve encore des « tours de main » tissés sur des métiers anciens...

Si bien qu'en sortant du 15 Faubourg Saint-Honoré, on réalise soudain que l'on peut s'habiller de pied en cap.

Mais au fait, comment en vient-on à s'habiller entièrement chez Lanvin ?

— Par goût des privilèges, par exigence ou par désir de se simplifier la vie... parfois les trois. Cela dépend des tempéraments.

G.L.



Une adresse à retenir...

ÉMIRATS DE ABU DHABI

COUR PRÉSIDENTIELLE

APPEL D'OFFRE

Son Excellence le Sheikh Suroor Al Nahyan, Président de la Cour Présidentielle, par ordre de SA HAUTESSE LE SHEIK ZAYED BIN SULTAN AL NAHYAN, Président des Emirats Unis, par la présente invite à proposer des offres pour la construction de la route BURAO-BERBERA, de 130 km de longueur, dans la partie nord de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE.

Les travaux de construction seront financés par le Gouvernement de Abu Dhabi.

Les travaux comprennent environ 600.000 m3 de déblais et 2 millions 100.000 m3 de remblais, 320.000 m3 de fondations en matériaux concassés, 140.000 m3 de base en matériaux concassés, 900.000 m2 de traitement superficiel en bicoûche, 3.500 m2 de ponts en béton armé, 190.000 kg de buse métallique galvanisée, 1.600 ml de dalots. La durée de construction de la route est de 30 mois.

Les documents contractuels seront disponibles, pour examen, auprès de la SAUTI « Consulting Engineers » aux adresses suivantes :

Via P. Mascagni, 160 - 00199 Rome - Italie - Casella Postale 625

ou

Public Works Department Compound, Desmal Street, Abu Dhabi, U.A.E. P.O. Box 1280 - Mogadishu - Somali Democratic Republic.

Les documents contractuels pourront ensuite être obtenus auprès de l'une des adresses susmentionnées, contre paiement U.A.E. dirhams 4.000 (ou une somme équivalente dans une autre monnaie convertible). Cette somme ne sera pas remboursée.

Les documents de l'offre devront être placés dans une enveloppe cachetée, qui, si livrée personnellement, sera remise au secrétaire de Son Excellence le Sheikh Suroor auprès des bureaux du Water and Electricity Department de Abu Dhabi, ou bien, si envoyée par lettre recommandée, l'enveloppe devra être adressée à :

Son excellence le Sheikh Suroor Bin Mohammed al Nahyan, Chairman of the Presidential court - P.O. Box 219 - ABU DHABI - U.A.E.

Les offres devront parvenir aux susdites adresses au plus tard à 11 heures du matin du 10 janvier 1977.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Moins de deux ans après sa création

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DES TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES PRÉVOIT LE LICENCIEMENT DE 250 À 300 PERSONNES

La direction de la Société nouvelle d'exploitation des tanneries françaises réunies, a annoncé, le lundi 27 septembre, au comité d'entreprise la mise en place d'un plan de restructuration destiné à améliorer la productivité de l'entreprise. Ce plan prévoit le licenciement de deux cent cinquante à trois cents personnes (sur un total de mille deux cent cinquante salariés) dans les usines du Puy (Haute-Loire) et de Bort-les-Orgues (Corrèze), nous signale notre correspondant.

La Société nouvelle d'exploitation gère, depuis janvier 1975, l'ancienne Société des tanneries françaises réunies (T.F.R.), premier groupe français du secteur, mise en régie judiciaire en juillet 1974. Le capital de la Société nouvelle d'exploitation a été constitué par un consortium d'organismes financiers et de coopé-

raires du secteur agricole (Unigrain, le Crédit agricole, la Socopa, l'Idi, etc.). En dépit d'une aide financière importante des pouvoirs publics et d'une amélioration de la conjoncture dans le secteur, la nouvelle société n'est, semble-t-il, pas parvenue à améliorer suffisamment la productivité de ses usines, qui demeurent nettement inférieures à la moyenne de la branche. Elle ne produit actuellement que 2,25 millions de pieds de peaux tannées par mois, alors que ses capacités de production atteignent 2,8 millions de pieds.

Les comités d'établissement des usines du Puy et de Bort-les-Orgues seront informés dans deux semaines des décisions de la direction. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont immédiatement réagi en affirmant qu'ils s'opposeraient à tout licenciement et à toute augmentation des cadences.

M. EDOUARD BALLADUR PREND LA PRÉSIDENTIE D'UNE FILIALE DE LA C.G.E.

M. Edouard Balladur, président de la Société française du tunnel routier sous le Mont-Blanc, proche collaborateur de Georges Pompidou pendant dix ans, va être nommé président de la Compagnie générale d'électronique, filiale du groupe C.G.E., en remplacement de M. Alain Wilk appelé à d'autres fonctions au sein du groupe.

La Compagnie générale d'électronique est l'une des trois holdings financières du groupe. Elle regroupe notamment la plupart des filiales de CIT Alcatel (téléphone) et intervient dans les secteurs des automatisés et des sociétés informatiques.

(Né le 2 mai 1928, M. Edouard Balladur est un ancien élève de l'ENA. En 1967, il entre au Conseil d'Etat, dont il est maître des requêtes. Conseiller du directeur général de la R.T.F. en 1967, il entre en décembre 1963 au cabinet de Georges Pompidou. Il restera aux côtés de l'ancien président de la République jusqu'à sa mort : à l'hôtel Matignon comme chargé de missions, puis conseiller technique, mais aussi pendant la période de juin 1968 à juin 1969, pendant laquelle Georges Pompidou ne participait plus à la conduite des affaires.

Lorsque ce dernier est élu à la présidence de la République, M. Balladur est nommé secrétaire général adjoint de la présidence, puis, en avril 1973, secrétaire général, poste qu'il succède à M. Michel Jobert, qui venait d'être nommé ministre des affaires étrangères.

M. Edouard Balladur est président, depuis 1968, de la Société française du tunnel routier sous le Mont-Blanc. En janvier 1975, son mandat a été renouvelé pour six ans.]

CONFLITS ET REVENDICATIONS

● LES OUVRIERS DES FILATURES SCHLUMPF OCCUPENT LA RESIDENCE DE LEURS PATRONS. — Le personnel de la filature de Malmspach (Haut-Rhin), une usine d'environ cinq cents ouvriers appartenant au groupe lainier des frères Hans et Fritz Schlumpf, occupé depuis mercredi matin 28 septembre la résidence de leurs patrons, située à côté des ateliers. Ils ont monté des tentes dans le parc de la propriété. Ils réclament des garanties d'emploi pour les deux mille salariés du groupe, dont les trois usines (Malmspach, Mulhouse, Erstein) ont été placées sous administration judiciaire (le Monde du 22 juillet).

● REPRISE DU TRAVAIL AUX ACIERIES MARRELL. — Un protocole d'accord a été accepté le mercredi 28 septembre aux aciéries Marrell à Rive-de-Gier (Loire) par les deux cent cinquante ouvriers dont la « grève-bouillon », commencée le 8 septembre, avait paralysé deux jours plus tard cet atelier de mille huit cents salariés travaillant pour la société Le Creuset-Loire.

La reprise du travail a été décidée pour ce jeudi à une majorité de 85 % des grévistes.

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS
— Formation de Cadres responsables des transports

ENOES

62 r. Miromesnil 75008 Paris
Téléphone : 522.53.26

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMETAL

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1976

SOCIÉTÉ IMETAL

Le bénéfice du premier semestre s'élève à 20 985 000 F contre 38 millions 225 000 F pour l'ensemble de l'année 1975.

Les revenus du portefeuille représentant 17 700 000 F correspondent à la moitié des dividendes à recevoir au cours de l'exercice ; les intérêts perçus au cours du premier semestre sur la trésorerie placée ainsi que sur des créances ressortent à 8 millions 815 000 F.

Pour le premier semestre, le bénéfice consolidé d'IMETAL s'établit à 63 000 000 de F contre 19 400 000 F pour l'ensemble de l'année 1975.

SOCIÉTÉ DE PENARROYA

La répartition des cours des métaux et une amélioration de la demande, correspondant au 2^e semestre, ont entraîné la hausse des métaux engrais pendant le semestre et une reprise de 17 000 000 F sur une provision pour dépréciation des stocks devenue sans objet.

La tendance continue des cours jointe au maintien de la demande, notamment en ce qui concerne le plomb, devraient se traduire sur le deuxième semestre par une amélioration des résultats.

COMPAGNIE DE MOKTA

Après dotation de 3 000 000 de francs aux provisions pour dépréciation d'actif, le bénéfice du semestre s'établit à 4 800 000 F contre, pour la totalité de l'année précédente, un résultat de 15 millions 280 000 F, après provisions de 2 884 000 F.

Les ventes s'établissent pour le premier semestre 1976 à 148 millions de dollars contre 162 millions pour le même semestre de l'année précédente.

Les résultats s'élèvent à 6 998 millions de dollars contre 7 886 millions pour les six premiers mois de l'année 1975.

Les dividendes encaissés par IMETAL au cours du premier semestre 1976 ressortent à 1 015 millions de dollars.

NICKEL - SLN (IMETAL-SNPA)
Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'année 1976 s'est élevé à 546 millions de francs contre 592 millions de francs pour le premier semestre de l'année 1975, correspondant à des livraisons de 23 000 tonnes de nickel contre 20 000 tonnes.

Le bénéfice, après déduction d'une provision pour impôt de 37 millions

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 septembre 1976, sous la présidence de M. Gérard Lliwellyn, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976.

Les revenus distribuables de l'exercice s'élèvent, compte tenu du report

Il est rappelé que tous les actionnaires ont le droit de participer aux assemblées de la société, en exécution de tous les frais et commissions à la souscription.

L'assemblée générale a ratifié la nomination en qualité d'administrateur de M. Jean Gagne, coopté par décision du conseil, en date du 15 juin 1976, en remplacement de M. Jacques Masson qui, conformément à la loi limitant le nombre de mandats d'administrateur, avait donné sa

dimission. Elle a renouvelé pour six ans le mandat de M. Henri Meunier et désigné comme administrateurs pour la même durée, MM. Bernard Cassarain et Philippe Turcy-Joubert.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans la Société J. Fréville et Cie dans ses fonctions de commissaire aux comptes titulaire et nommé pour la même durée M. François Mayrand commissaire aux comptes titulaire en remplacement de M. Louis Dutel, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat.

D'autre part, cette société ouvre à Bollène (Vaucluse), le 28 septembre 1976, un hypermarché à l'enseigne Mammoth de 4 800 m² de surface de vente. A proximité de ce magasin ont été créés une Galerie marchandise, une cafétéria et une station service. L'ensemble de la surface couverte est de 9 000 m².

Les Economats du Centre ont actuellement 1 100 magasins comprenant des hypermarchés, des supermarchés et des succursales classiques. Ils ont en outre 130 concessionnaires.

Par délibération en date du 28 septembre 1976, le Conseil d'Administration, habilité à cet effet par une résolution de l'assemblée Générale Extraordinaire du 25 mars 1976, a décidé d'augmenter le capital en le portant de 33 827 400 F à 40 582 850 F, par incorporation de réserves, avec distribution d'une action gratuite pour cinq, jouissance au 1^{er} octobre 1976.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans la Société J. Fréville et Cie dans ses fonctions de commissaire aux comptes titulaire et nommé pour la même durée M. François Mayrand commissaire aux comptes titulaire en remplacement de M. Louis Dutel, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat.

L'assemblée générale a également renouvelé pour une période de six ans le mandat d'administrateur de M. Etienne Robert et Jacques Mercier.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire du 28 septembre 1976, le conseil d'administration de MOËT-HENNESSY s'est réuni.

M. Etienne Robert, dont le mandat d'administrateur a été renouvelé par l'assemblée, a informé le conseil de son intention de ne pas solliciter, en raison de son âge, un nouveau mandat de président.

Il a proposé à ce poste la nomination de M. Frédéric Chandon de Brailles.

Le conseil d'administration a remercié M. Etienne Robert pour l'activité déployée à la tête du groupe au cours de ces dernières années et, sur proposition de M. Frédéric Chandon de Brailles, lui a demandé de continuer à exercer un rôle actif dans le conseil en acceptant un poste de vice-président.

M. Frédéric Chandon de Brailles ayant été nommé à l'unanimité la direction générale du groupe sera désormais constitué comme suit : — M. Frédéric Chandon de Brailles, président ; — M. Alain Chevalier, vice-président-directeur général ; — M. Alain de Francmont, administrateur-directeur général.

● Pour louer une voiture en Israël, réservez chez europcar 645.21.25

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC NUANCE	LÉGÈREMENT TEINTÉ	NUANCE
PURETÉ	V.V.S. Lég. piqué	V.V.S. Lég. piqué	10-12-22
1 carat : 0 g 20	12.500 F	8.500 F	7.000 F
2 carats, le carat	16.000	12.000	8.500
3 carats, le carat	21.000	15.000	9.500
4 carats, le carat	25.000	17.500	11.000
5 carats, le carat	30.000	20.000	12.500

Ce barème étant forcément incomplet, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur le cas que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET
86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ
PARIS, 16^e

ACHATS - VENTES - EXPERTISES
PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau.
Si vous avez le téléphone,
vous pouvez faire
de l'informatique.

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des hôtes dont la puissance est pratiquement illimitée.

Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est la toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00.

Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.

IBM 637.62.150

